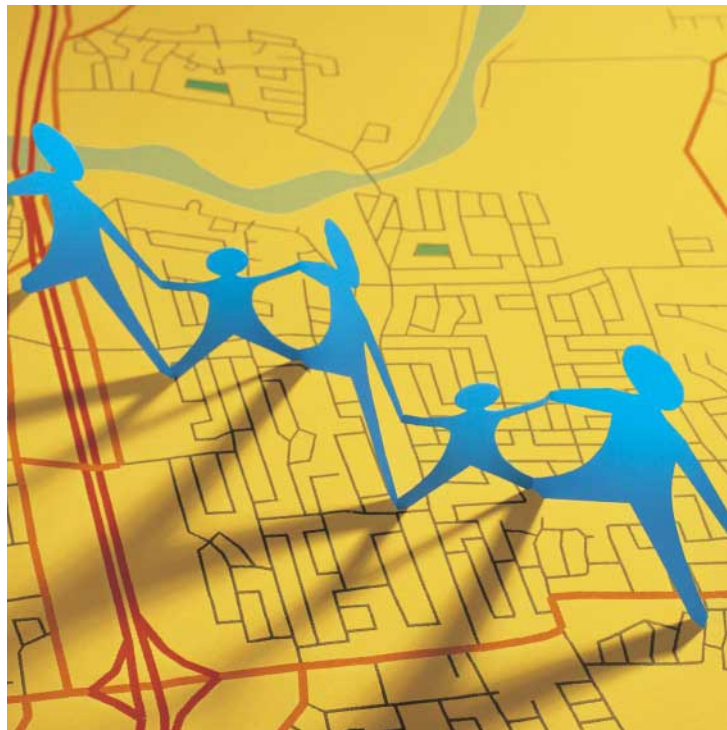


**Essai sur les enjeux de gouvernance urbaine
au Canada en contexte de mondialisation**

Gérard DIVAY et Mario POLÈSE

URBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ

INRS



**ESSAI SUR LES ENJEUX DE GOUVERNANCE URBAINE
AU CANADA EN CONTEXTE DE MONDIALISATION**

Gérard DIVAY et Mario POLÈSE

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Avril 2002

Responsabilité scientifique :
Gérard Divay
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
3465, rue Durocher
Montréal (Québec) H2X 2C6

Diffusion :
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
3465, rue Durocher
Montréal H2X 2C6

Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

Ce travail a été réalisé avec le soutien financier du gouvernement du Canada.

ISBN : 2-89575-029-7
Dépôt légal : novembre 2002
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
© Tous droits réservés

Table des matières

Introduction	1
1 Les grandes tendances structurantes.....	4
1.1 Restructuration économique des métropoles canadiennes	4
1.2 Une diversification accrue de la société urbaine	11
1.3 Individualisation et personnalisation.....	14
1.4 Mobilité - Volatilité.....	16
1.5 L'évolution des différences socio-spatiales	18
1.6 Des espaces métropolitains de plus en plus complexes.....	22
1.7 Les premiers pas du mouvement vers un développement durable urbain	24
1.8 Récapitulation des tendances : paradoxes et défis.....	26
2 De la gestion municipale à la gouvernance métropolitaine : les transformations dans l'action publique locale	28
2.1 Action publique et gouvernance.....	28
2.2 Par delà les services, des biens collectifs – atouts compétitifs	31
2.3 Par delà l'adaptation de l'offre, l'action sur les comportements	36
2.4 Des monopoles parallèles... au leadership coopératif.....	39
2.5 Des taxes locales... au partage des retombées fiscales du développement métropolitain.....	47
2.6 Du métropolitain de fait... au métropolitain de projet	49
3 L'articulation des politiques et des stratégies collectives urbaines	53
3.1 Le préalable de la politique des affaires urbaines	53
3.2 Politique urbaine ou gène urbain dans les politiques sectorielles	55
3.3 Articulation des politiques urbaines aux stratégies collectives d'agglomération	60
Conclusion : une gouvernance urbaine sur mesure	64
Annexe 1 – Bibliographie d'articles dans les revues académiques canadiennes sur les questions urbaines depuis 1996 (Marc-Antoine Guimont)	71
Annexe 2 – Recension de divers travaux sur les questions urbaines depuis 1996 à partir des sites web universitaires (Carmen Pia Carrasco)	83
Annexe 3 – Survol du traitement des questions urbaines dans quatre quotidiens depuis 1996 (Guillaume Côté)	141

Introduction

Question initiale

Parmi les idées dominantes du temps, en figure une dans le domaine urbain selon laquelle les « villes » sont devenues des joueurs clés dans la compétition globale que les accords de libre-échange, les ramifications des multinationales et les mouvements de population continuent d'accentuer. Pour tirer leur épingle du jeu, les villes doivent devenir plus compétitives. Ce thème de la compétitivité des villes a sans doute été au cours des dernières années plus prévalant et plus étudié en Europe qu'en Amérique du Nord¹. Toutefois il est aussi bien présent ici et fait partie des références obligées dans de nombreux discours officiels². L'impératif de compétitivité, éperon de la survie des entreprises, en est venu à être transposé aux « villes » et à faire l'objet de réflexions, de stratégies sinon de politiques. Comment organiser et orienter l'action collective pour mieux situer les villes, les rendre plus compétitives tout en les maintenant conviviales pour leurs résidents³? Cette question est devenue une préoccupation majeure dans de nombreux cercles liés à la prise de décision dans les villes ou sur les villes. Cette question du temps est le point de départ de cet essai.

Essai

Ce document ne se veut qu'un simple essai. Il ne s'agit certes pas d'un genre de production familier aux chercheurs. L'essai ne peut pas toujours s'appuyer sur des recherches déjà effectuées et ne peut que survoler certaines questions qui font l'objet de longs débats académiques. Pour mieux préciser son intention et sa portée, il faut commencer par dire ce qu'il n'est pas. Il ne présente pas une revue systématique de la littérature académique sur les questions urbaines au Canada, même s'il s'en inspire; d'ailleurs une annexe présente une bibliographie sélective de la production des dernières années. Ce document ne cherche pas non plus à dresser un inventaire et un bilan des politiques, programmes et mesures gouvernementales qui ont été prises au cours des dernières années et qui ont une incidence sur le sort des villes; mais bien évidemment, il en tient compte et y fait référence parfois. Il ne trace pas non plus un portrait spécifique des forces politiques, associatives et médiatiques qui s'interpellent et façonnent les décisions relatives aux questions urbaines; mais il évoque à l'occasion les représentations que des groupes ou les médias se font de certaines questions.

¹ Jean-Pierre Collin et Claire Poitras, *La compétitivité des villes et des territoires: l'état des lieux*. http://www.vrm.ca/seminaire_mai2001.html et la bibliographie générale sur la compétitivité des villes : <http://www.vrm.ca/bibliographie>

² Cette préoccupation de compétitivité est très présente dans plusieurs documents de la Fédération canadienne des municipalités. En particulier dans son document : *Early Warning, Will Canadian Cities Compete?*, préparé pour la NRTEE, mai 2001.

³ Ce couple en tension de compétitivité/convivialité est au cœur de la quête d'un développement durable urbain, M. Polèse, R. Stren, *The Social Sustainability of Cities. Diversity and the Management of Change*, University of Toronto Press, Toronto, 2000, 334 p.

Imprégné de ces analyses, de ces politiques et de ces représentations, mais exprimant des opinions et pas seulement des hypothèses ou des rappels de faits, cet essai tente de bâtir une vue problématique d'ensemble sur la façon d'améliorer le sort des villes dans un contexte de compétition. Il s'adresse donc davantage à toutes les personnes qui, dans leur milieu d'action ou leur cercle de décision, essaient de mieux comprendre le sens de leur travail professionnel ou, pour reprendre une autre notion usuelle de notre temps, cherche à augmenter la « valeur ajoutée » de leur contribution à la société.

Urbaine

Cet essai porte sur la gouvernance urbaine et il importe de clarifier d'emblée cette notion d'urbain puisqu'elle influence directement la sphère de gouvernance qui sera examinée. La polysémie de « ville » entraîne bien des confusions d'attentes et d'approches. Alors que la ville est d'abord une réalité territoriale socio-économique, l'utilisation la plus fréquente de ce mot réfère soit à une entité politico-administrative en milieu urbain (municipalité), soit à un espace physico-symbolique aux limites floues mais dont l'archétype est le centre-ville. La notion d'urbain utilisée dans ce document réfère à la réalité socio-économique du territoire urbain donc à celle d'agglomération urbaine. Elle réfère aussi, dans certains passages, au « système urbain » : c'est-à-dire à l'ensemble des agglomérations urbaines dans leur positionnement relatif individuel et dans leurs interrelations.

Gouvernance

Cet autre maître mot de notre temps suscite parfois une aversion tant il est utilisé à profusion et de façon différente. Il est retenu ici non pas seulement parce qu'il est d'usage fréquent dans les groupes auxquels cet essai veut s'adresser, mais parce qu'il nous apparaît désigner des phénomènes émergents de transactions directes entre de multiples secteurs, des processus d'organisation et d'orientation collective hors d'emprise gouvernementale directe (voir début section 2). Comme l'objet de cet essai est la gouvernance urbaine, nous essaierons d'éclairer des nouvelles relations qui s'établissent au sein des agglomérations entre les villes (les municipalités), les autres organismes publics, les divers niveaux de gouvernements et les différents secteurs de la société civile, dans les tentatives de maîtrise du sort compétitif des agglomérations.

Enjeux

Parce que cet essai se situe dans un contexte de compétition, la notion d'enjeu va de soi; mais elle désigne ici deux aspects différents de réalité. D'une part, ce sur quoi la gouvernance porte : les tendances structurantes de la société, les atouts compétitifs de l'agglomération et d'autre part, les défis que posent ces objets à l'organisation même de la gouvernance. L'essai porte donc autant sur les enjeux de la gouvernance que sur les enjeux dans la gouvernance.

Du Canada

Cet essai ne porte que sur les agglomérations urbaines, les systèmes urbains et les phénomènes de gouvernance urbaine au Canada. Bien évidemment, on ne peut faire abstraction de ce qu'on observe ailleurs. Toutefois, dans les limites de cet essai, aucune comparaison systématique avec d'autres

pays n'est amorcée. En outre, compte tenu que certaines questions abordées n'ont pas fait l'objet de comparaisons interprovinciales ou intermétropoles systématiques, elles sont sans doute étudiées dans une perspective plus québécoise.

Dans un contexte de mondialisation

Autre maître mot de notre temps, la mondialisation a souvent le dos large et son utilisation supposerait que l'on explicite en quoi la mondialisation affecte réellement différents processus dans le système urbain canadien ou dans certaines dynamiques métropolitaines plus spécifiques. Dans la limite de cet essai, nous ne le ferons pas. Cette référence au contexte de mondialisation est corollaire de la question initiale sur la compétitivité des villes. Les compétitrices des villes canadiennes se trouvent surtout à l'extérieur du Canada, et au premier chef sur le continent américain, intégration continentale oblige⁴. Cette référence reconnaît évidemment que les agglomérations comme telles sont en compétition, au delà ou en renforcement de la compétition des entreprises de leur territoire.

Effectivement, mais sans vouloir exagérer l'importance de cette compétition dans le fonctionnement global d'une agglomération, les agglomérations rivalisent plus ou moins intensément pour s'accaparer une part plus grande des flux touristiques, pour faire venir des immigrants et notamment de la main-d'œuvre très qualifiée, pour courtiser des organismes ou drainer des événements internationaux, pour attirer de nouveaux investissements ou pour fixer sur leur territoire le développement de mandats mondiaux au sein d'entreprises multinationales. Évidemment, l'influence de la mondialisation est bien plus profonde que cette compétition à la marge dans certains secteurs; elle touche de nombreux processus cruciaux du développement urbain⁵ (mouvements de capitaux, de personnes, de produits culturels, de modes de pensée en gestion...). Les agglomérations urbaines dont la gouvernance essaie d'infléchir la prospérité et le destin sont des systèmes éminemment complexes (nébuleuse de systèmes internes) et fortement ouverts (à des degrés variables cependant).

Ces balises étant posées, l'essai comprend trois parties :

- la première partie évoque très synthétiquement les principales tendances qui apparaissent les plus déterminantes dans l'évolution des agglomérations; ces tendances sont, d'un point de vue de gouvernance, dans un rapport de tension variable selon chacune d'elles : à la fois des pulsions sociétales irrésistibles surgissant du creuset des relations économiques et sociales et des forces dont la gouvernance essaie d'infléchir les manifestations, faute de pouvoir dans certains cas en contrôler l'apparition ou le rythme de propagation.

⁴ Par exemple dans sa stratégie économique, la nouvelle Toronto se positionne d'emblée vis-à-vis certaines agglomérations américaines et non canadiennes, situées au même rang dans la hiérarchie urbaine mondiale.

⁵ Meric Gertler, *Économie et société urbaine au Canada : la circulation des personnes, des capitaux et des idées*. Forum sur l'avenir. novembre 2001. http://www.ff-fsa.prs-srp.gc.ca/docs/econom_f.htm

- la seconde partie essaie de retracer les grandes évolutions en cours dans l'action publique relative aux agglomérations, au moment où ces agglomérations sont incitées ou aspirent elles-mêmes à prendre en main leur développement.
- la troisième partie aborde de manière spécifique les politiques urbaines dans un cadre d'interactions entre les différents niveaux de gouvernement, et de tendances à l'autoorganisation des agglomérations.

1 LES GRANDES TENDANCES STRUCTURANTES

Cette première partie évoque quelques tendances de fond qui affectent les agglomérations urbaines du Canada au plan économique, social, spatial et environnemental, sans chercher à les expliquer. Elle n'a pas pour but de dresser la liste des « problèmes urbains » même si certains d'entre eux sont évoqués comme expression ou conséquence de certaines tendances. Alors que les politiques et les mesures des gouvernements visent à régler ces problèmes, la gouvernance urbaine se donnerait implicitement pour mission de jouer sur les mécanismes d'apparition de ces problèmes plutôt que sur leur solution, ce qui n'exclut pas que, face à certaines situations-problèmes, de multiples intervenants se mobilisent de manière concertée (par exemple, question des sans-abris).

1.1 Restructuration économique des métropoles canadiennes

L'économie canadienne est de plus en plus une économie urbaine, nous le savons. Cependant, elle est aussi de plus en plus une économie métropolitaine. Près de la moitié de l'emploi se trouve concentré dans les huit agglomérations urbaines les plus grandes du pays; c'est-à-dire, avec des populations de plus d'un demi-million d'habitants. Si on y ajoute les zones qui entourent ces métropoles (à environ une heure de route), alors plus de 70 % de l'emploi au Canada et probablement plus de 75 % du PNB sont le fait de huit métropoles et de leurs zones d'influence. Le gros de l'activité se concentre dans les quatre plus grandes métropoles (avec des populations de plus d'un million) : Toronto, Montréal, Vancouver et Ottawa (figure 1). En somme, la compétitivité de l'économie canadienne reposera de plus en plus sur la capacité des grandes métropoles (et de leurs zones environnantes) à offrir des cadres propices à la création et à l'expansion d'activités économiques modernes.

L'essor des nouvelles activités économiques

Les économies des grandes métropoles sont en pleine transformation. Ce sont de plus en plus ce qu'il convient d'appeler les services à la production (*producer services*) qui dynamisent l'économie locale (figure 2). Pourquoi parler de services à la production? Tout d'abord, pour les distinguer des services à la consommation plus traditionnels (commerces de détail, services personnels, etc.) et des services publics (administration, éducation, santé, etc.) qui sont là surtout pour desservir des populations locales et qui sont, en quelque sorte, induits par la croissance générale de l'économie locale.

Figure 1 - Évolution de l'emploi 1971-1996
Grandes régions métropolitaines et autres régions

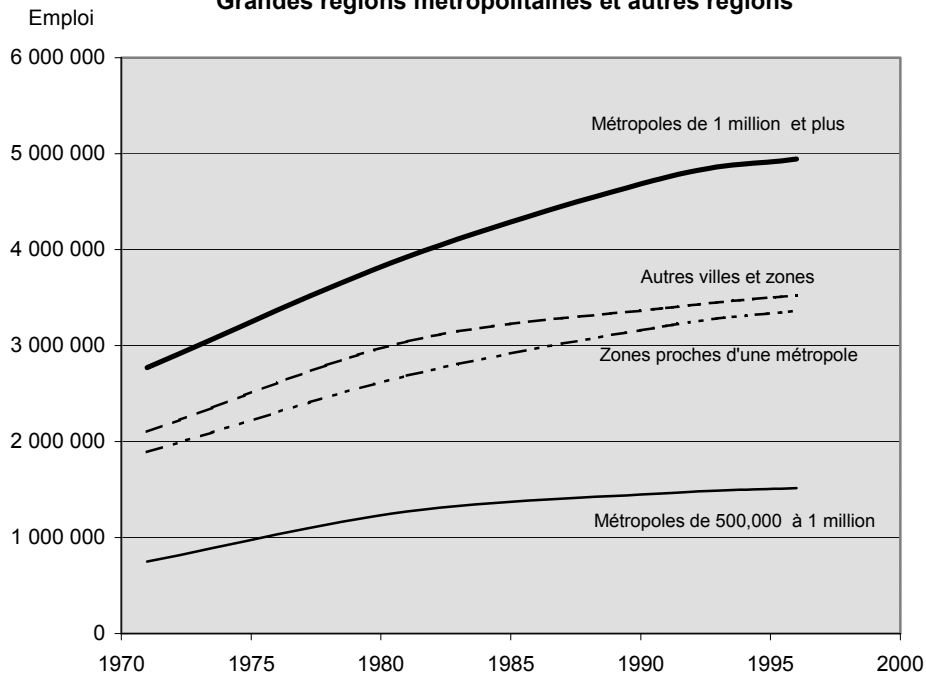
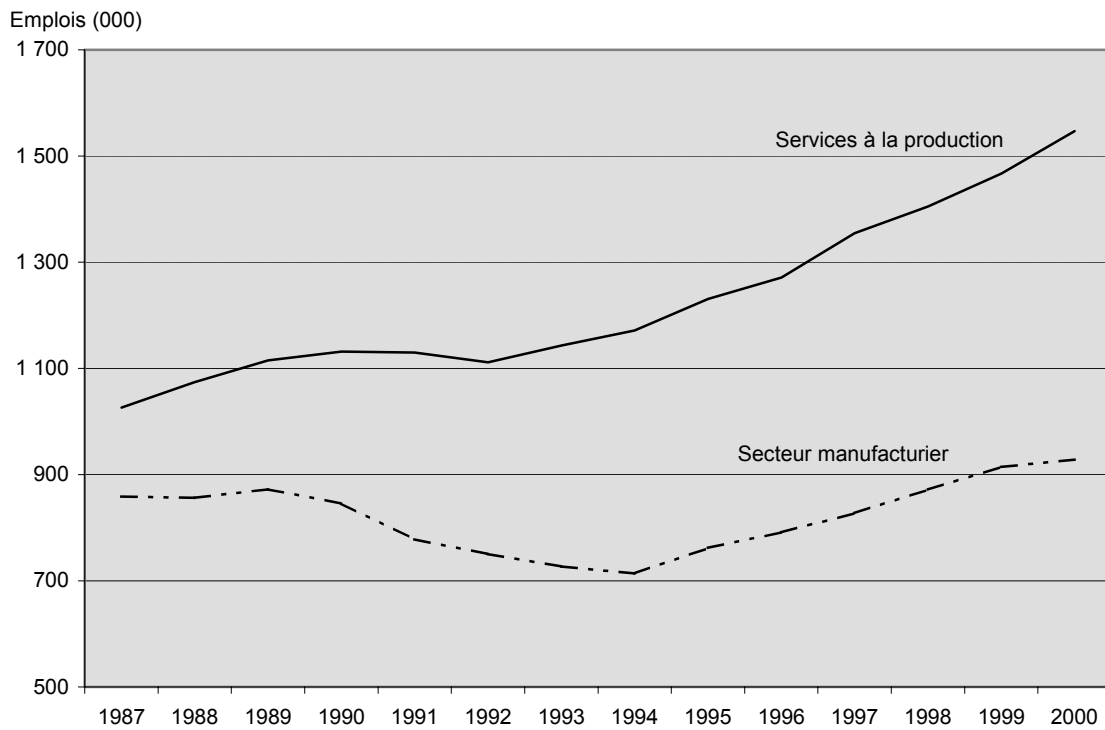


Figure 2 - Emploi dans le secteur manufacturier et dans les services à la production. Les 4 grandes régions métropolitaines du Canada 1987-2000



Par comparaison, les services à la production, une classe très hétérogène, comprennent des activités qui font en principe partie de la filière de production d'autres produits et services⁶.

Nous pensons à des activités telles que la recherche industrielle, la gestion-conseil, les activités de marketing, la publicité, les conseillers en finances, la gestion de fonds de pension, le développement de systèmes informatiques, la production de logiciels, la production et la diffusion de films, vidéos, sites Internet et d'autres produits de multimédia, la radio et la télédiffusion, etc. La liste est presque infinie et continue à poser des problèmes de définition et de mesure aux statisticiens. Il s'agit d'un secteur en pleine ébullition, parfois difficile à cerner, dont les contours se modifient à tous les ans. C'est pour cela que nous mettrons souvent le terme « secteur » entre guillemets.

Ce « secteur » en ébullition possède plusieurs caractéristiques qui le distinguent des services plus traditionnels. D'abord, il s'agit souvent de services qui voyagent; c'est-à-dire qui s'exportent au delà des frontières de la métropole et de sa région et qui peuvent donc constituer l'un des éléments de sa base économique. Pensons seulement à la diffusion de films et d'émissions de télévision. Les nouvelles de CNN nous arrivent d'Atlanta, et combien de films de Hollywood. Faut-il rappeler le poids des services financiers dans la base économique de Toronto? Un secteur qui se trouve en concurrence directe avec New York. Ce sont, en somme, des secteurs qui font l'objet d'une forte concurrence internationale. Deuxièmement, les activités de ce « secteur » sont souvent fortement liées au secteur manufacturier, en amont ou en aval, et constituent en ce sens des éléments clé de la compétitivité du secteur manufacturier moderne (et aussi du secteur primaire). C'est bien pour cela que nous parlons de services à la production. La recherche, la gestion-conseil, et les activités de marketing sont des exemples évidents. Là aussi, on observe une forte concurrence internationale. Combien de fois, des firmes canadiennes font-elles appel à des bureaux de conseillers en gestion, des agences de publicité, des laboratoires ou encore des réseaux de distribution situés à New York, Boston ou à Chicago?

Enfin, ce « secteur » se distingue par le type de main-d'œuvre. C'est sur cet aspect que nous désirons insister. Les activités typiques qui composent ce « secteur » sont, en règle générale, à forte intensité de matière grise, de créativité artistique et d'imagination. Cela fait partie de sa fluidité, de son dynamisme, et aussi de son attrait. Le lien avec les activités de haute technologie n'est pas difficile à deviner. La nouvelle économie, quelqu'un aura dit, « is all about buzz ». Cela traduit bien l'importance des communications interpersonnelles, des échanges et des rencontres; à savoir, d'un lieu où les idées circulent et où les chances de croiser d'autres personnes intéressantes et créatrices sont maximisées. En termes plus concrets, cela signifie que le succès de ce « secteur » dépend de la capacité de la ville à attirer et à garder les meilleurs cerveaux et talents. C'est aujourd'hui la

⁶ Ce que nous nommons « services à la production » (figure 2) est la somme de quatre classes selon la nouvelle nomenclature NAICS (North American Standard Industrial Classification): 1) finance, assurances, services immobiliers et location; 2) services professionnels, scientifiques et techniques; 3) gestion d'entreprises et d'autres activités de support à gestion d'entreprises; 4) information, culture et divertissement.

variable clé du succès des économies urbaines. L'aménagement et l'organisation des villes, et plus globalement la qualité de vie, acquièrent donc une nouvelle importance⁷.

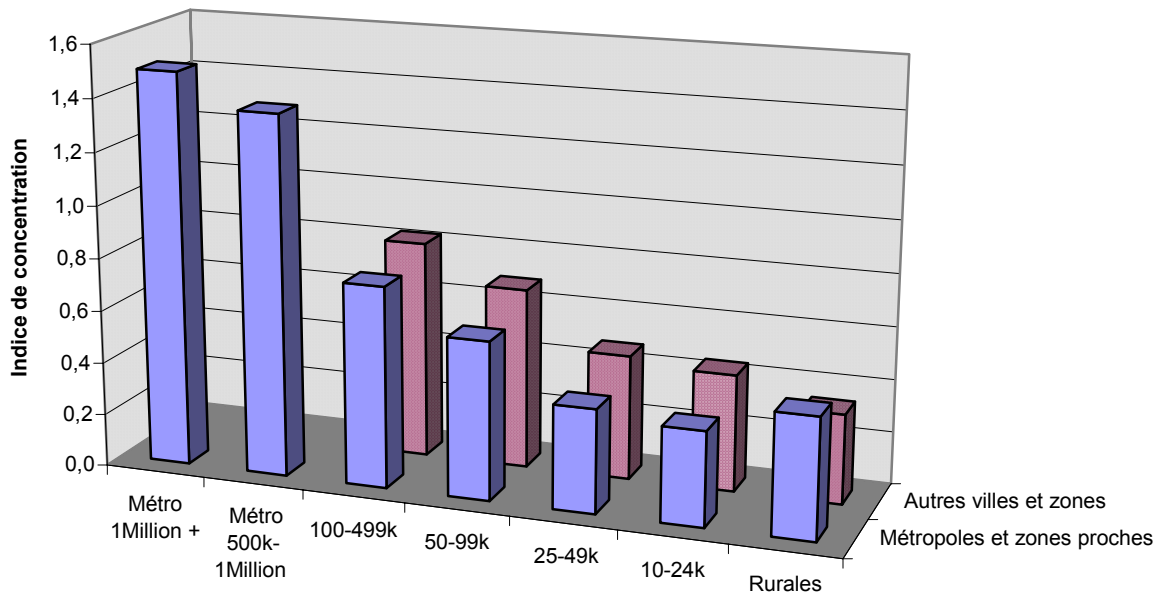
Le caractère métropolitain des nouvelles activités

Aux figures 3 et 4, nous représentons la concentration des emplois de haute technologie, d'abord dans les services et ensuite dans les secteurs manufacturiers, selon la taille et la localisation des zones urbaines. Nous y voyons que les emplois dans les services de haute technologie sont très sensibles à la taille urbaine. La coupure entre les agglomérations urbaines d'un demi-million d'habitants et plus et les autres zones est très nette. En d'autres mots, pour se développer, les services de haute technologie ont besoin d'une masse critique d'entreprises et de cerveaux. Cela paraît encore plus net pour le secteur manufacturier de haute technologie (figure 4). C'est le lien entre la grande métropole et sa zone d'influence (son hinterland, comme diraient les géographes) qui ressort pour le secteur manufacturier de haute technologie. Les emplois dans ce secteur se trouvent, ou dans les plus grandes métropoles ou dans des petites villes proches. Il n'y a presque rien entre les deux. Des exemples seraient Toronto et Guelph ou Cambridge, ou Montréal et St-Jean ou Saint-Hyacinthe. Cela signifie que l'avenir industriel des villes moyennes et petites, du moins dans les secteurs les plus modernes, est fortement tributaire du dynamisme d'une grande métropole à proximité. C'est aussi le reflet d'une forte relation d'interdépendance: les activités plus standardisées d'assemblage (sensibles aux salaires et aux prix des terrains) se réalisent dans les villes plus petites, tandis que les activités plus intensives en matière grise se font dans la grande métropole à proximité⁸.

⁷ Donald, Betsy, *Economic Competitiveness and Quality of Life in City Regions: A Review of the Literature*, Human Resources Development Canada, February 21, 2001.

⁸ Cette tendance lourde n'exclut pas que certaines activités de nouvelle économie qui requièrent moins d'interactions en face à face avec les clients puissent prospérer en région plus éloignée.

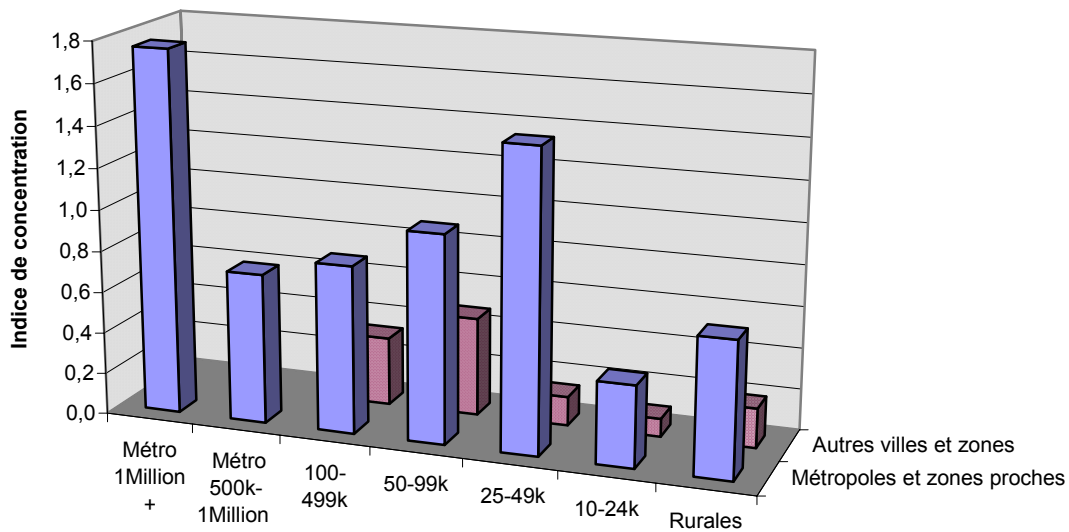
Figure 3 - Concentration de l'emploi dans les services de haute technologie* selon la taille et la localisation des villes 1996 (la moyenne canadienne = 1,0)



Population des agglomérations et villes (k=1,000)

*Services informatiques, génie conseil, études techniques et scientifiques, conseillers en gestion

Figure 4 - Concentration de l'emploi dans l'industrie de haute technologie* selon la taille et la localisation des villes 1996 (la moyenne canadienne = 1.0)



Population des agglomérations et villes (k=1,000)

*Produits pharmaceutiques, ordinateurs, aéronautique, télécommunications, instruments scientifiques

Cependant, pour que cette économie marche, encore faut-il que la grande métropole réunisse les conditions nécessaires pour que des entreprises modernes, tant du secteur manufacturier que tertiaire, puissent y fonctionner avec succès. Nous sommes alors de retour à la variable clé : la capacité à attirer et à garder les meilleurs cerveaux et talents. L'enjeu n'est plus le même qu'au début du vingtième siècle. Le symbole de succès économique d'une ville était alors le nombre de cheminées qui crachaient du feu. Les usines pouvaient en bonne partie compter sur une main-d'œuvre captive, peu mobile, pour qui le principal facteur d'attraction était le salaire. Le salaire compte toujours, certes. Cependant, la réalité est aujourd'hui plus complexe. Non seulement s'agit-il aujourd'hui d'une main-d'œuvre plus mobile, mais aussi d'une main-d'œuvre dont les exigences ne sont plus celles des travailleurs d'usine d'antan ou des premiers migrants venus de la campagne. Ce sont des urbains de deuxième ou troisième génération (ou plus), instruits, avec peu d'enfants (s'ils en ont), où l'homme et la femme ont des ambitions de carrière. Pour le genre de main-d'œuvre dont il est question ici, la recherche d'une carrière valorisante dans un milieu stimulant (et agréable) est aujourd'hui une valeur dominante.

Comment constituer un tel milieu? La réponse ne se réduit pas à une ou deux variables. On entend souvent parler de qualité de vie. Cependant, cela ne rend pas pour autant la réponse plus facile. Certains éléments sont évidents : un milieu sécuritaire, l'absence de tensions sociales prononcées, des services publics de bonne qualité à coût abordable, notamment au titre de l'éducation et de la santé, un milieu bâti et naturel agréable, des infrastructures qui fonctionnent et sont bien entretenus (eau, égouts, rues, etc.), un milieu culturel et artistique dynamique, un marché immobilier efficace, une fiscalité pas trop onéreuse.

On pourra facilement ajouter d'autres éléments. On aura compris que la construction d'un tel milieu exige une coordination (et une vision) à plusieurs niveaux. Toutes les politiques à incidence sociale, fédérales comme provinciales, ont, à titre d'exemple, un impact direct sur la cohésion sociale et donc aussi sur le niveau de sécurité de nos grandes villes : l'impôt progressif sur le revenu, le financement des services de santé et d'éducation, l'assurance-emploi, les politiques du bien-être social, etc. L'important, c'est d'être conscient, à l'avenir, des impacts des politiques à tous les niveaux sur la qualité de vie de nos villes (on reviendra plus précisément sur ces points dans les sections 2 et 3).

La recherche d'un milieu stimulant a des conséquences sur l'aménagement urbain. L'importance d'une masse critique de cerveaux et la présence, en parallèle, d'un lieu propice à l'interaction donnent une nouvelle importance aux centres-villes et à la fluidité des échanges. Les professionnels dont il est question ici cherchent à se rencontrer, à se parler et souvent, en parallèle, à se divertir : aller au café, prendre un verre, bouquiner, voir un spectacle, regarder les autres passer. Il ne faut pas, par exemple, sous-estimer l'importance des restaurants dans les quartiers centraux d'une métropole comme Montréal pour les affaires et pour la création. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance des institutions culturelles et d'autres activités qui sont à la base de l'animation d'un centre-ville. Parmi les activités économiques modernes les plus dynamiques, plusieurs sont tributaires du bon fonctionnement d'un milieu urbain dense : haute couture, design, finance, multimédia, produits culturels, édition, etc. Pour être compétitives, elles ont besoin d'un milieu particulier. À travers l'histoire, les quartiers d'artistes, les quartiers bohèmes, les quartiers d'où sont sorties les dernières modes ne sont jamais très loin du centre. Ce n'est pas un hasard. Ce sera encore plus vrai à l'avenir, dans une économie où primera l'innovation et la création.

C'est peut-être l'une des ironies de l'histoire que nous soyons, en quelque sorte, en train de revenir à la fonction économique originale de la ville, en tant que lieu de marché et d'échanges, bien avant l'ère industrielle. Les infrastructures nécessaires au bon fonctionnement du secteur manufacturier resteront importantes et ne doivent pas être négligées (parcs industriels, pipelines, autoroutes, quais, etc.). Cependant, à l'avenir, nous devons, dans la planification urbaine, accorder davantage d'attention à la mixité des fonctions à petite échelle, aux équipements et aux interventions qui sont à la base du bon fonctionnement du cœur de la ville comme lieu d'échanges : transports collectifs, rénovation et conservation du patrimoine immobilier, équipements culturels, l'aménagement de rues piétonnières et des espaces publics, etc.

Le centre-ville fait partie d'un tout. Du point de vue économique, les régions métropolitaines sont des marchés intégrés de travail. Il est important que ces marchés fonctionnent de façon efficace, d'où l'importance d'assurer la fluidité des échanges, tant des personnes que des marchandises. En ce sens, la planification des transports urbains revêt une importance primordiale, notamment l'équilibre entre les transports collectifs et les autres modes de transport. Un centre-ville dense ne peut fonctionner sans système efficace de transport collectif; les industries manufacturières en périphérie exigent, en parallèle, des réseaux efficaces de transport des marchandises (routes, rail, ports, etc.). Cependant, la rentabilité des réseaux de transport, notamment les transports collectifs, dépend à son tour de la forme de peuplement de la métropole. Les formes plus étalées se traduisent, en règle générale, par des coûts d'exploitation plus élevés. La gestion efficace des métropoles, pour qu'elles puissent pleinement remplir leur fonction de moteurs de l'économie canadienne, doit se fonder sur une vision claire de la forme physique que nous voulons donner à nos métropoles, et des mesures que nous comptons favoriser pour y parvenir. Elle appelle un aménagement à plus grande valeur ajoutée (en matière de qualité de design, d'intérêt social et d'avantages collectifs).

La métropole comme incubateur de développement

Bref, le dynamisme économique d'une métropole est liée à la croissance des services à la production, nébuleuse d'activités en pleine effervescence où les acteurs clés, entrepreneurs et cerveaux, se dynamisent par de multiples contacts que favorise un milieu stimulant. Cette notion de milieu, faute de pouvoir être encore clairement articulée dans toutes ses composantes, a au moins le mérite d'évoquer la complexité des processus de développement dans une analogie à l'écosystème. Cette notion a maintenant droit aux attentions des spécialistes du développement régional, même si elle suscite un malaise et fait l'objet de bien des interrogations, comme, par exemple, sur les milieux innovateurs régionaux. Cependant, elle traduit aussi une conviction, largement partagée autant chez les praticiens que parmi les chercheurs, que la croissance économique se nourrit de multiples éléments sociaux (personnes « qualifiées » pas seulement intellectuellement, mais aussi dans les interactions sociales, réseaux et associations, institutions de recherche et formation...). Ces éléments sociaux, tout en étant influencés largement par des tendances externes et par des institutions d'échelle supérieure présentent des configurations locales (métropolitaines) singulières qui génèrent les nouveaux atouts décisifs de compétitivité des agglomérations. La fécondité de ce milieu métropolitain surgit des multiples interactions entre les firmes, phénomène le plus analysé avec les grappes industrielles, mais aussi entre les firmes et diverses institutions (relations avec RD), entre les employés des firmes, entre les consommateurs, entre les citoyens... Ces interactions

évoluent et contribuent à transformer les espaces intramétropolitains; mais comme le mentionne Bourne⁹, notre compréhension de la combinaison de ces logiques n'est pas encore très poussée.

Cette conviction d'interdépendances fortes entre dynamisme économique et facteurs sociaux, entre facteurs sociaux et qualité environnementale de l'espace bâti, qui devance parfois les démonstrations empiriques, est en soi un phénomène sur lequel il faut compter. Elle est sous-jacente aux prescriptions normatives sur les nouveaux contenus des politiques de développement local¹⁰.

D'un point de vue d'alignement de politique urbaine que nous reprendrons ci-dessous, une idée majeure se dégage de ce survol : le développement économique est une affaire de mobilisation collective, pas seulement des agents économiques au sens habituel, mais de l'ensemble du milieu de la société métropolitaine, une affaire de mise à contribution de l'ensemble des activités. Les secteurs de l'éducation et de la formation de main-d'œuvre sont directement interpellés : les services à la production, nouveau fondement de la base exportatrice et donc vecteur privilégié de croissance doivent compter sur une main-d'œuvre suffisante. Plus que jamais l'orientation professionnelle des jeunes et le développement des compétences hors filière académique deviennent – par delà les choix individuels – des enjeux de société. Les perspectives de compétition accrue entre agglomérations urbaines à l'échelon mondial dans la recherche de cerveaux capables de soutenir le développement des services à la production très spécialisés, ne peuvent qu'amener plusieurs secteurs de la société à interpeller les filières de formation et à entreprendre des campagnes de sensibilisation (enrôlement) pour influencer les choix de formation sur les créneaux socialement porteurs.

1.2 Une diversification accrue de la société urbaine

La diversité sociale a toujours été, à des degrés divers, inhérente aux grandes villes. Toutefois, on peut avancer que cette diversité s'accroît encore davantage. La société urbaine devient de plus en plus hétérogène sur de nombreux plans : composition ethnique, types de ménage, situations professionnelles à l'intérieur des mêmes groupes d'âge... Cette tendance à la diversification est bien comprise et prise en compte dans le secteur privé, avec la fragmentation des marchés, le ciblage très précis des stratégies de marketing. Cependant, comme elle soulève encore beaucoup de problèmes pour les politiques publiques plus habituées aux approches universelles ou par grandes catégories, il importe de souligner à grands traits cette tendance et de mentionner les défis de politique urbaine qu'elle soulève.

La diversification culturelle des grandes métropoles, accrue au cours des deux dernières décennies, est sans doute la composante la plus visible et la plus porteuse de transformations à long terme. Sans doute est-ce la raison pour laquelle elle a suscité des efforts majeurs d'analyse et de

⁹ L. S. Bourne, "Whither Urban Systems. A Commentary on Research Needs and the Marketing of Ideas". *Revue canadienne de science régionale*, XXI:3, automne 1998, pp. 335-339.

¹⁰ Un exemple parmi bien d'autres : *Local Economic Development: Quick Reference*, The Urban Development Division, The World Bank, Washington DC, January 2001, 16 p.

compréhension de la part des chercheurs en sciences sociales (projet Metropolis)¹¹. L'apport récent de l'immigration se singularise moins par son ampleur que par sa diversité et ses impacts très complexes.

Le Canada a déjà connu des niveaux d'immigration plus élevés qu'au cours des années 90. Cependant, alors que l'immigration d'origine européenne prédominait dans les années d'après-guerre, près de 80 % des immigrants des années 90 viennent d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes ou d'Amérique du sud¹². En outre, les trois quarts de ces immigrants se concentrent dans les trois grandes métropoles, dont 42 % à Toronto seulement. Ces flux d'immigration, cumulés aux flux de migration interne élèvent le cosmopolitisme des grandes métropoles à des niveaux inégalés. La concentration des nouveaux arrivants contribue à accentuer « a dichotomous urban system », selon la forte expression synthétique de Bourne et Rose (voir aussi le même phénomène d'un point de vue économique dans la section sur l'écart croissant entre le Canada métropolitain et le reste du pays).

Par contre, au niveau intramétropolitain, cette immigration d'origine plus diversifiée, suit des schémas très variés d'inscription sur le marché du travail ainsi que dans l'espace. Les différents types d'immigrants (entrepreneurs et autres immigrants économiques, réfugiés ou réunification de famille) ne connaissent pas les mêmes vicissitudes d'insertion sur le marché du travail, avec d'ailleurs bien des différences à l'intérieur d'un même type. Au plan de la localisation résidentielle, alors que plusieurs facteurs poussent à une concentration spatiale certaines communautés de même origine, d'autres se caractérisent par une plus grande dispersion. Par ailleurs, de plus en plus d'immigrants s'installent directement en banlieue sans passer par les quartiers centraux traditionnellement associés à la fonction d'accueil.

Les impacts de cette immigration diversifiée ont commencé à être analysés sur de nombreux plans. Au plan économique, la donnée de base se trouve dans le fait que près de 70 % de la croissance de la main-d'œuvre est issue de l'immigration¹³. Dans le contexte de faible croissance démographique anticipée pour les prochaines décennies, cet apport sera tout aussi nécessaire. La diversification culturelle des régions métropolitaines devrait donc se poursuivre. Au plan de la quotidienneté urbaine, les analyses montrent que la cohabitation distante est viable¹⁴. Au plan politique, les questions de participation et du sens de la citoyenneté ont aussi commencé à être explorées, mais

¹¹ Metropolis, « Direction Villes : aperçu de la recherche sur le milieu urbain », dans le cadre du Projet Metropolis, mai 2001.

¹² Bourne, Larry S. and Damaris Rose, "The Changing Face of Canada: The Uneven Geographies of Population and Social Change", *Le Géographe canadien*, 2001, vol. 45, no 1, pp. 105-119.

¹³ Bourne, Larry S. and Damaris Rose, *ibidem*,

¹⁴ Germain, Annick et Damaris Rose, *Vie de quartier et immigration*, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des communications, 1993, 54 p.

peu par rapport spécifiquement aux institutions locales. Les répercussions sur les services publics locaux ont commencé à être documentées¹⁵. Et compte tenu de l'importance des services offerts par les associations communautaires, des questionnements plus généraux pourraient être poursuivis sur le développement des attitudes et des attentes des immigrants à l'égard du secteur public local.

D'un point de vue de politique urbaine, cette tendance à la diversification culturelle amène de nouveaux dilemmes et choix pour les différents paliers de gouvernements. Au niveau fédéral ainsi qu'à celui des provinces (cas du Québec), les critères de sélection peuvent privilégier certaines filières d'immigration; les choix de localisation peuvent par contre être plus difficilement orientés, sauf pour le premier établissement de certains immigrants. Localement, certaines demandes de membres de communautés culturelles pour des changements de zonage, — par exemple pour l'implantation de centres commerciaux spécialisés ou pour l'établissement de lieux de culte —, mettent à l'épreuve les processus politiques locaux traditionnels en la matière. Cette diversification culturelle est souvent présentée très positivement au plan économique : satisfaction de certains besoins de main-d'œuvre, possibilité d'échanges plus faciles avec divers pays, contribution à la singularité de l'agglomération. Or, cette valorisation reste à être traduite davantage dans le tissu sociopolitique de la cité par exemple, par des liens entre chambre de commerce traditionnelle et associations d'affaires ethniques ou encore par leur présence dans les organismes consultatifs au niveau municipal...

L'hétérogénéité sociale se manifeste aussi sous d'autres aspects : la diversification des expériences à l'intérieur des générations et les types de ménages.

Les différences entre générations s'atténuent en matière de situation individuelle sous divers aspects. Les transitions entre stades de la vie s'effectuent sur de plus longues périodes et avec des changements plus tâtonnants. Certains jeunes quittent le foyer familial, mais y reviennent temporairement. Le départ de la vie active ne fait pas forcément « tomber en retraite » d'un coup. La retraite peut être progressive ou s'accompagner de travail à temps partiel (par choix ou en raison de contraintes financières). Si le taux d'activité des 60 ans et plus a nettement diminué depuis les années 70 (plusieurs politiques publiques y ont contribué), la conjoncture économique et les conditions du marché du travail peuvent renverser cette tendance. Par exemple, pour les hommes au Québec, ce taux est passé de 66 % en 1976 à 49 % en 1998 pour légèrement remonter à 53 % en 2000¹⁶. Les conditions de vie des retraités sont par ailleurs fort diversifiées.

15

Voir entre autres :

Germain, A., Charbonneau, J. et J. E. Gagnon, *Le quartier : un territoire social significatif*, Collection Culture et Ville, Montréal, INRS-Urbanisation, 1998, 30 p.

Germain, A., J. E. Gagnon, et C. Poirier, *La ville de Montréal face à la demande de lieux de culte et d'équipements récréatifs des communautés culturelles*, Colloque de Pessac, *La commune et ses minorités*, France, 2001, 13 p.

Dansereau, F., « Les impacts de l'afflux de populations immigrantes sur la cohabitation dans le logement social », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon, 1998, 525 p.

D. Hiebert, « Immigration Policy as Population Policy », *Le Géographe canadien*, 2001, vol. 45, no 1, p. 120-125.

16

Asselin, Suzanne et Hervé Gauthier, « Le déclin de l'activité des hommes âgés : chose du passé », *Bulletin ISQ*, juin 2001, p. 6.

L'hétérogénéité se manifeste aussi dans les types de ménages et leur stabilité. Elle s'alimente de multiples forces combinées : comportements démographiques, phénomène de génération, participation accrue des femmes au marché du travail, évolution des valeurs et modes de vie, opportunité du marché du logement... Les ménages deviennent plus petits (de 4 personnes en 1950 à 2,8 en 1998)¹⁷, se composent ou se recomposent plus rapidement¹⁸, le tout sur fond d'augmentation de la consommation de logement (espace par personne). Les politiques publiques s'adaptent à ces évolutions (par exemple, évolution du cadre légal sur le divorce, les unions de fait, les unions entre conjoints de même sexe), plus qu'elles ne cherchent à les influencer (exceptées quelques mesures encourageant la natalité). Les gouvernements locaux, en mode adaptatif face à cette tendance, sont plus habitués à faciliter la vie des ménages familiaux (parcs, loisirs, tolérance sur l'utilisation des rues pour les jeux...) même si le type de ménages qui a connu la plus forte croissance est celui des ménages d'une seule personne; cependant, ils acceptent ou encouragent aussi la diversification des produits résidentiels qui correspond à la diversification des ménages.

1.3 Individualisation et personnalisation

La tendance à la personnalisation recouvre toute une série de phénomènes qui font des individus les unités de base de production et consommation, qui atténuent leur prise en charge par de grandes organisations ou institutions et qui les singularisent par l'enchaînement de leurs expériences personnelles. De ce fait, il vaut mieux parler de personnalisation que d'individualisation d'autant plus que ces individus ne sont pas des atomes libres, mais des personnes engagées dans de multiples relations sociales plus ou moins intenses. Cette tendance s'observe notamment dans la relation au travail et dans la consommation de logement.

Sur le marché du travail, l'expression la plus forte de cette tendance se manifeste dans la croissance de la part des travailleurs autonomes. Au niveau canadien, en 1999, 13 % des femmes et 20 % des hommes étaient des travailleurs autonomes (une progression de 3 points au cours des années 90)¹⁹. Toutefois, à certains égards, elle se retrouve aussi dans la multiplication des autres formes de travail atypique (travail à temps partiel, parfois selon des horaires non standards)²⁰. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses dans ces formes de travail atypique (28 % des femmes contre seulement 10 % des hommes). Ces formes atypiques de travail peuvent interpeller les services publics locaux sur quelques dimensions, notamment la réglementation d'urbanisme et la fiscalité pour le travail à domicile, les horaires d'ouverture des services, l'organisation du transport en commun.

¹⁷ Bourne et Rose, *ibidem*, p. 118.

¹⁸ Le Bourdais, C., G. Neill and P. Turcotte, *The Changing Face of Conjugal Relationships. Canadian Social Trends*, Statistiques Canada, (Spring), Cat. 11-008, pp. 14-17, (voir aussi le site Familia, <http://familia.inrs-ucs.quebec.ca>).

¹⁹ Tableau p. 42 in Jenson, Jane. *Changer de paradigme : savoir et apprentissages sociaux pour l'avenir du Canada*, Gouvernement du Canada : Recherche sur les politiques. http://ff-fsa.prs-srp.gc.ca/docs/Jenson_f.htm

²⁰ Une revue synthétique de ces formes est présenté par Diane-Gabrielle Tremblay, in Tremblay, Diane-Gabrielle. *Nouvelles structures de travail et nouveaux types d'emplois. Les perspectives d'avenir*. Gouvernement du Canada : Recherche sur les politiques. http://ff-fsa.prs-srp.gc.ca/docs/workplace_f.htm

Cette tendance à la personnalisation se manifeste nettement dans la consommation résidentielle avec la montée du nombre de ménages d'une seule personne. En 1996, 24 % des ménages comptaient une seule personne; cette proportion est plus élevée dans certaines régions métropolitaine, par exemple celle de Montréal avec 29 % (mais 21 % à Toronto)²¹ et est encore plus forte dans certaines parties centrales des agglomérations. Cet état de fait résulte d'interactions complexes entre choix de modes de vie et pressions dans les marchés métropolitains de logement. Il interpelle aussi certaines approches de politique de logement. Ces politiques de logement ont trois objectifs majeurs : la qualité physique des logements (des améliorations substantielles ont été apportées au parc immobilier résidentiel, notamment sous l'effet de programmes gouvernementaux), l'adéquation entre la taille du logement et celle du ménage (la part des ménages d'une personne est un indice partiel mais éloquent de la performance atteinte globalement par rapport à cet objectif), et l'accessibilité économique, opérée par la relation loyer/revenu. Le rapport du Canada à Istanbul +5 montre clairement que la situation sur cet objectif a eu tendance à empirer²².

On pourrait s'attendre à ce qu'une société hétérogène traite avec facilité les groupes de personnes marginales : sans-abri, mendiants, *squeegees*, prostitués des deux sexes, personnes atteintes de troubles psychologiques... mais tel n'est pas le cas. Ces groupes sont surtout visibles dans les grands centres urbains. Les réactions des autorités locales varient entre une certaine tolérance à leur visibilité dans les espaces publics à la tolérance zéro. Les membres de ces groupes se trouvent en fait dans des situations personnelles bien différentes, comme le montrent de premières études sur les sans-abri. Les processus qui les amènent à être exclus sont fort complexes (difficultés d'insertion sur le marché du travail, désinstitutionnalisation, histoires familiales et personnelles...). Le résultat est une réalité urbaine, somme toute pas si marginale quand on met en rapport certains estimés avec la population de la ville. L'évolution de cette marginalisation n'est pas documentée précisément (sauf pour les personnes qui ont été désinstitutionnalisées), mais elle reste une réalité métropolitaine que les autorités locales sont amenées à traiter et le traitement de ces cas, comme personnes et non simplement comme individus, suppose une action multipartite.

Par ailleurs, la montée de l'individualisation ne signifie pas forcément que le lien social s'effrite, que moins d'organismes s'occupent de problèmes sociaux ou que les citoyens fassent moins preuve d'altruisme. Certes les formes de ce lien social évoluent, avec peut-être une composante privée plus forte (clubs, abonnements à certains services), avec la constitution de réseaux virtuels. Les organismes de bienveillance se multiplient, 74 000 enregistrés en 1996, soit près du triple de 1969²³ et 7,5 millions de Canadiens participent à des activités de bénévolat²⁴. Ces organismes et activités sont sans doute, en matière d'investissement collectif dans la cohésion sociale, tout aussi

²¹ Statistique Canada, tableaux de la série : *Le Pays du recensement de 1996*.

²² Gouvernement du Canada, *Mise en œuvre des mesures adoptées lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) Rapport du Canada*, juin 2001.

²³ K. M. Day, R. A. Devlin, *The Canadian Nonprofit Sector*, CPRN Working Paper, 1997, no 02, p. 5.

²⁴ Le numéro 2, été 2001, d'Isuma donne une bonne vue d'ensemble de l'état du bénévolat. Même s'il n'y a pas d'analyse spécifique par type d'agglomération, les tendances générales observées dans chaque province s'appliquent sans doute à leur milieu urbain.

importants que les agences publiques spécialisées et doivent être intégrés dans une approche compréhensive de gouvernance urbaine.

La montée de l'individualisation ne signifie pas non plus que les formes de ménages plus classiques ne conservent pas une grande importance. Les ménages d'une personne se sont accrus plus vite, mais ils ne constituent qu'environ un quart des ménages; et les liens familiaux restent majeurs²⁵.

Au plan analytique, cette tendance à l'individualisation trouve écho dans le regain actuel d'intérêt pour le développement des approches longitudinales en sciences sociales. Étant donné que les grandes catégories générales (exemple familles, retraités...) en viennent à être moins significatives tellement leur diversité interne est forte, il importe, pour des fins d'intervention, de caractériser les personnes à partir de leur trajectoire sur plusieurs plans.

1.4 Mobilité - Volatilité

La mobilité résidentielle et la mobilité professionnelle restent des caractéristiques essentielles de la société urbaine et, même si elles ne présentent pas forcément de changement majeur, il importe de les inclure dans les tendances structurantes pour au moins deux raisons. D'une part, de nombreux discours insistent sur la nécessité, dans la nouvelle économie — avec des temps de production rapide —, de pouvoir recombinaison rapidement, au gré des projets et des aléas conjoncturels, des ressources humaines diversifiées, ce qui suppose une facilité de mobilité autant professionnelle que résidentielle. D'autre part, dans un contexte de faible croissance démographique naturelle, le sort des différentes régions urbaines est encore plus lié aux flux de mobilité.

La mobilité résidentielle demeure à un niveau élevé. Au cours des dernières décennies, un peu plus de 40 % de la population canadienne change de lieu de résidence par période de 5 ans²⁶, dont près de la moitié change aussi de municipalité. Concernant les RMR (régions métropolitaines de recensement), les chiffres absolus de migrants sont considérables. En 1991, les migrants au cours de la décennie précédente représentaient entre 12 % (exemple Montréal) et 42 % (exemple Oshawa) de la population de 1981. Même si, sur une base annuelle, le mouvement reste marginal, il aboutit au fil des ans à un brassage considérable de population, surtout si on tient compte aussi des départs.

Selon leur ampleur, les mouvements de mobilité se font d'abord à l'intérieur de la municipalité, ensuite entre municipalités de la même agglomération, ensuite vers les autres agglomérations puis vers l'extérieur du pays. Même si des tendances générales se manifestent dans l'ampleur de la mobilité selon l'âge des résidents, selon la conjoncture économique ou selon les régions, l'analyse de Bourne et Flowers dégage une impression dominante de forte variabilité dans les schémas de flux entre les différentes villes à l'intérieur du système urbain. Globalement, les flux ascendants selon la taille des villes sont plus forts que les flux descendants, différence soutenant la métropolisation. Les départs des RMR vers d'autres villes cachent en partie des mouvements d'exurbanisation; des

²⁵ Chappell, Neena L., *Familles et foyers de l'avenir*. Gouvernement du Canada : Recherche sur les politiques, http://ff-fsa.prs-srp.gc.ca/docs/fami_f.htm

²⁶ Bourne, L. S and Mark R. Flowers, *Changing urban places: mobility, migration and immigration in Canada*, Centre for Urban and Community studies, Research Paper 196, 1999, 73 p.

mouvements d'expansion spatiale des RMR vers leurs pôles urbains périphériques plutôt qu'une redistribution majeure de la population entre les différentes strates du système urbain. Les différences significatives entre les flux interurbains, selon les périodes quinquennales, rendent difficiles des pronostics sur l'avenir respectif des différents centres urbains, d'autant plus que les ajustements aux taux de mobilité ne suivent pas automatiquement la conjoncture économique (le taux de départ n'est pas automatiquement plus élevé dans les zones urbaines en difficulté économique). Cependant, d'un point de vue plus global, les prévisions démo-géographiques concentrent la croissance démographique dans les cinq plus grandes régions métropolitaines, tandis que les régions de l'Atlantique et des Prairies stagneront ou diminueront.

Dans un contexte de vieillissement, l'apport de l'immigration devra rester important, renforçant les tendances à l'hétérogénéité exposées plus haut. Or, les relations complexes entre immigrations internationales et migrations internes resteront-elles semblables? Les mouvements se cumulent à Vancouver (forte arrivée de migrants et d'immigrants) et s'équilibrent à Montréal et à Toronto (les immigrants compensent les pertes de migrants).

La section sur le développement économique conclut à la tendance vers une mobilisation plus généralisée de la société pour soutenir le développement. De ce point de vue, plusieurs questions d'analyse et de politique peuvent être soulevées sur la mobilité résidentielle. La mobilité intramétropolitaine facilite-t-elle la connaissance de l'espace métropolitain et la conscience d'une unité et d'une identité d'agglomération? La mobilité intermétropolitaine a-t-elle le même genre d'effet, en rattachant davantage le sentiment d'appartenance à une région métropolitaine plutôt qu'à l'une ou l'autre des municipalités constituantes? Si tel est le cas, l'ampleur des mouvements passés de mobilité peut-elle contribuer à expliquer que somme toute, les réformes institutionnelles majeures qu'ont connues plusieurs grandes agglomérations semblent avoir été acceptées assez facilement une fois les débats pré-décisionnels terminés? Comment les migrants s'impliquent-ils dans les initiatives qui visent le développement de l'agglomération? Ces questions ne sont pas sans intérêt d'un point de vue de gouvernance. Des analyses pour y répondre permettraient de mieux évaluer l'impact politique métropolitain de la migration et ses effets éventuels de gommage d'anciens clivages.

D'un point de vue des politiques publiques, la mobilité résidentielle, malgré son importance comme phénomène de société, est fort délicate. Elle peut difficilement faire l'objet d'une politique explicite compte tenu du droit constitutionnel de chacun à s'établir là où il veut. Cette mobilité est sans doute l'un des symboles les plus forts de la liberté individuelle. Cette mobilité ne peut qu'être influencée fort indirectement par des mesures gouvernementales, éventuellement par des mesures spécifiques de soutien à l'accueil d'immigrants en région ou d'initiatives pour freiner l'exode des jeunes. Le dilemme entre régions métropolitaines et régions périphériques, sous-jacent à toutes les politiques, se pose alors rapidement. Pour soutenir le développement des métropoles, piliers de l'économie nationale, la mobilité vers les métropoles ne doit pas être découragée. Au contraire les conditions d'accueil doivent rester favorables : par exemple, diversité de types de logements en matière de taille, de prix et de sous-marchés résidentiels pour accommoder les migrants, y compris dans leurs difficultés initiales d'installation et lors d'éventuels revers subséquents de carrière. Toutefois, le maintien d'un niveau minimal de services publics en région périphérique risque de devenir plus problématique avec le départ des migrants vers la ville (Bourne et Rose abordent cette question).

La mobilité professionnelle (changement d'employeur, changement de métier) est en bonne partie liée à la mobilité résidentielle en étant un de ses déclencheurs (avec les modifications familiales et la recherche d'amélioration des conditions d'habitat). Elle obéit certes à des logiques différentes. Cependant, elle soulève des questions de politique publique similaires d'un point de vue de mobilisation métropolitaine plus axée sur le développement économique.

De ce portrait se dégage une impression de volatilité, de changements réversibles, d'états plus transitoires que stables, de cumul d'expériences différentes. Le citoyen métropolitain est une personne qui, quelle que soit la stabilité de ses valeurs et croyances personnelles, doit s'adapter à des changements brusques dans la sphère de l'emploi, à des évolutions plus lentes, mais néanmoins contraignantes, des sous-marchés du logement dans lesquels sa propre trajectoire personnelle l'insère. Sans tomber dans des références passéistes un peu mythiques, la stabilité d'emploi dans une grande entreprise avec toute l'assurance dans l'investissement résidentiel qu'elle permettait est à la portée d'un moins grand nombre de citoyens. Plus que jamais, la région métropolitaine, par la diversité et le volume des opportunités, peut générer une perception de plus grande assurance contre les aléas de l'emploi. La facilité de mobilité, autant résidentielle que de transport, devient sans doute un des éléments importants de cette perception d'assurance. La volatilité dans les sphères professionnelle et privée génère sans doute à l'égard de la collectivité (secteur public ou autre), de manière diffuse, des attentes plus fortes en matière de stabilité des services de base et de sensibilité aux situations personnelles.

1.5 L'évolution des différences sociospatiales

Assurer la cohésion sociale de nos villes constitue peut-être le principal défi des années à venir. La compétitivité économique de nos villes (section 1.1) reposera, en bonne partie, sur le climat social et sur la qualité de vie qui y règneront. Il n'est pas nécessaire de citer des exemples comme Détroit ou Cleveland pour comprendre jusqu'à quel point la désagrégation du tissu social d'une ville peut avoir des effets néfastes sur son potentiel économique. Les villes canadiennes n'ont pas (dans l'ensemble) connu les tensions sociales qui ont marqué les villes américaines, du moins pas au même degré, dont les tensions raciales, la criminalité et les problèmes de drogue sont les manifestations les plus visibles. C'est vrai que nos grandes villes fonctionnent plutôt bien. On n'y trouve pas les ghettos des *Inner Cities* américaines. Nos grandes villes affichent, en règle générale, des taux de criminalité plus faibles et des inégalités sociales moins criantes. Nos centres-villes sont animés et sécuritaires. Nos systèmes de transport fonctionnent, somme toute, assez bien, surtout par comparaison avec certaines villes américaines.

La cohésion sociale des villes : un équilibre fragile

Cependant, la qualité de vie des villes canadiennes repose sur un équilibre fragile, un équilibre qui peut se défaire. C'est vrai que Toronto n'est pas à la veille de se transformer en Détroit. Il n'en reste pas moins que plusieurs tendances laissent songeur. Les menaces qui pèsent sur l'équilibre social de nos villes sont réelles. Dans les prochains paragraphes, nous résumons quatre tendances qui risquent, à l'avenir, d'affecter la cohésion sociale de nos villes.

- L'accroissement des disparités sociales entre quartiers. Les analyses les plus récentes de Statistique Canada indiquent une augmentation des inégalités de revenu entre ménages. La FCM (Fédération canadienne des municipalités) souligne aussi cette tendance en notant que les améliorations de la fin des années 90 n'ont pas réussi à inverser les tendances précédentes (FCM)²⁷. Le Canada, quoique toujours globalement plus égalitaire que les États-Unis, est aujourd'hui moins égalitaire qu'il y a vingt ans. Il s'agit là d'une tendance qui touche tous les pays industrialisés, et pour laquelle les économistes n'ont pas d'explication simple. Une partie de la réponse se trouve dans la déqualification des travailleurs les moins instruits, à mesure que l'économie du savoir accorde de plus en plus d'importance à l'instruction, mais aussi dans l'évolution des types et de la composition des ménages (ménages d'une personne contre ménages à deux revenus, couple de professionnels contre couples de petits salariés)²⁸.

Cette tendance trouve sa contrepartie dans les quartiers de nos villes. La distance sociale entre quartiers se creuse. Les quartiers pauvres sont, en termes relatifs, de plus en plus pauvres en comparaison aux quartiers plus nantis. De manière plus spécifique, dans les huit plus grandes régions métropolitaines, le rapport entre le revenu familial moyen des quartiers les plus pauvres et celui des quartiers les plus riches variait en 1995 de 2,95 à Québec à 4,14 à Toronto²⁹. L'écart entre quartiers pauvres et riches s'est accentué de 1980 à 1995, surtout en raison de l'accroissement des disparités globales de revenu de travail (notamment augmentation plus forte du chômage dans les quartiers pauvres), mais aussi du fait que la ségrégation économique (regroupement des ménages selon leur revenu) s'est accentuée, notamment à Québec, Winnipeg, Calgary, Edmonton. Même les transferts croissants ont peu compensé les variations dans les revenus de travail entre les quartiers.

- L'essor des « minorités visibles » dans les grandes métropoles. Nos villes seront de plus en plus multiethniques et multiraciales, avec, nécessairement, des incidences sur les processus d'intégration sociale. Cela touche surtout nos plus grandes métropoles : Toronto, Vancouver et Montréal, principales destinations des populations immigrantes. Dans un contexte de polarisation des revenus, les membres des communautés visibles peuvent être poussés à davantage se regrouper pour profiter des avantages des réseaux de support ou pour mieux faire face à la discrimination raciale sur le marché résidentiel. Or, cette concentration se manifeste de façon différenciée selon les agglomérations et les communautés culturelles³⁰. Les immigrants s'installent de plus en plus directement dans les banlieues, de manière

²⁷ Fédération canadienne des municipalités. *Système de rapports de la FCM sur la qualité de vie : La qualité de vie dans les collectivités canadiennes : Deuxième rapport*. mars 2001.

²⁸ Rose, Damaris et Paul Villeneuve, "Engendering class in the metropolitan city: occupational pairings and income disparities among two-earner couples", *Urban Geography*, 1998, vol. 19, no 2, pp. 123-159.

²⁹ Myles, J. Picot, G. Pyper, W. *Inégalités entre les quartiers des villes canadiennes*, décembre 2000. Sur les inégalités sociales urbaines, voir aussi Séguin, Anne-Marie, « Les espaces de pauvreté », dans Manzagol, C. et C. L. Bryant, *Montréal 2001. Visages et défis d'une métropole*, PUM, 1998, pp. 221-236.

³⁰ Hiebert, Daniel, "Immigration and the changing Canadian city", *Le Géographe canadien*, 2000, vol. 44, no 1, pp. 25-43.

encore plus nette à Vancouver et Toronto qu'à Montréal; mais cette localisation en banlieue peut entraîner plus d'isolement, notamment pour les personnes qui ne sont pas sur le marché du travail.

D'un point de vue global, même s'il existe des différences marquées dans les revenus des immigrants, ceux-ci sont surreprésentés dans la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté et également surreprésentés dans la concentration géographique de la pauvreté³¹. Sur ce point, des signes de ghettoïsation et de ségrégation commencent à se manifester à l'occasion. Cependant, le portrait global qui se dégage de la distribution spatiale des immigrants fait plutôt voir « les paysages cosmopolites et les micro-environnements multiethniques étendus »³².

- L'essor des populations autochtones dans les villes, notamment les villes de l'Ouest, surtout en Saskatchewan et au Manitoba, où la proportion des autochtones augmentera inévitablement. Toutefois, cela est également vrai pour une ville québécoise comme Sept-Îles. À l'avenir, la réalité autochtone canadienne sera, elle aussi, de plus en plus urbaine. On discute beaucoup des droits ancestraux des Premières Nations (de celles hors des villes), mais la cohabitation urbaine des autochtones et des autres Canadiens est-elle aussi appelée à faire l'objet de débats?³³
- La poursuite de l'exode des habitants des régions défavorisées du Canada. Nous avons vu dans la section 1.1 que l'économie du savoir se traduira par la concentration continue des activités (et donc de l'emploi) dans et autour des plus grandes métropoles du pays. Il s'agit d'une économie fortement urbaine. La contrepartie de cette réalité est la réduction, en termes relatifs, des possibilités d'emploi dans les régions rurales et dans les régions éloignées des grandes métropoles. Cela signifie l'arrivée continue, dans nos grandes villes, de chômeurs et d'autres travailleurs (souvent peu qualifiés) en provenance des parties du Canada où les possibilités d'emploi seront en régression. Nous pensons à des régions comme le Cap-Breton, l'ouest de Terre-Neuve, le nord-est du Nouveau-Brunswick, le nord de l'Ontario, ainsi que les régions dites « ressources » du Québec. Leur arrivée en ville ne fera qu'accentuer la tendance décrite dans le point précédent.

Cela étant, il n'y a pas lieu de jeter l'éponge ou de crier au désastre. Ces transformations peuvent se gérer avec succès, à condition d'être sensible aux relations entre les politiques (à tous les niveaux) et la cohésion sociale de nos villes. Nous pouvons beaucoup apprendre des erreurs des autres, et aussi de nos propres erreurs et succès. Nous savons, à titre d'exemple, que le morcellement municipal, accompagné d'écartis fiscaux majeurs, peut, si poussé trop loin, provoquer des disparités sociales inacceptables. Nous savons aussi que la

³¹ Kazemipur, Abdolmohammad and Halli, Shiva, "The invisible barrier: neighbourhood poverty and integration of immigrants in Canada", *Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 2000, vol. 1, no 1.

³² Ley, David et Annick Germain, "Immigration and the Changing Social Geography of Large Canadian Cities", *Plan Canada*, July 2000, vol. 40, no 4, p. 29-32.

³³ Par exemple, cette question est l'un des thèmes d'étude de la *Canada West Foundation* sur les villes de l'Ouest.

concentration géographique du logement social lié à l'exclusion économique, peut engendrer de véritables cités de misère; les HLM français et les « Housing Estates » britanniques sont là pour le rappeler. L'expérience américaine en matière de financement des services de santé et d'éducation primaire nous apprend également qu'une trop grande décentralisation peut provoquer des effets sociaux négatifs. Une trop forte motorisation de nos villes, nous le savons, peut mettre en péril le transport collectif, générant des conséquences néfastes sur la mobilité des démunis et de ceux qui n'ont pas accès à l'automobile privée, sans compter ses effets environnementaux négatifs. À un autre niveau, il est indéniable que le filet de sécurité canadien (fédéral et provincial) contribue puissamment au maintien de la cohésion sociale de nos villes. Qu'il s'agisse de l'assurance-emploi, des divers régimes de rente ou de bien-être social, ou encore de l'impôt progressif, ils y sont tous pour beaucoup. Bref, assurer, à l'avenir, l'équilibre social de nos villes n'est pas une tâche impossible. Toutefois, comme pour la compétitivité urbaine, cela exige une vision claire, à la fois des transformations en cours et de la façon de les gérer, et une large vision périphérique.

L'écart croissant entre le Canada métropolitain et le reste du pays

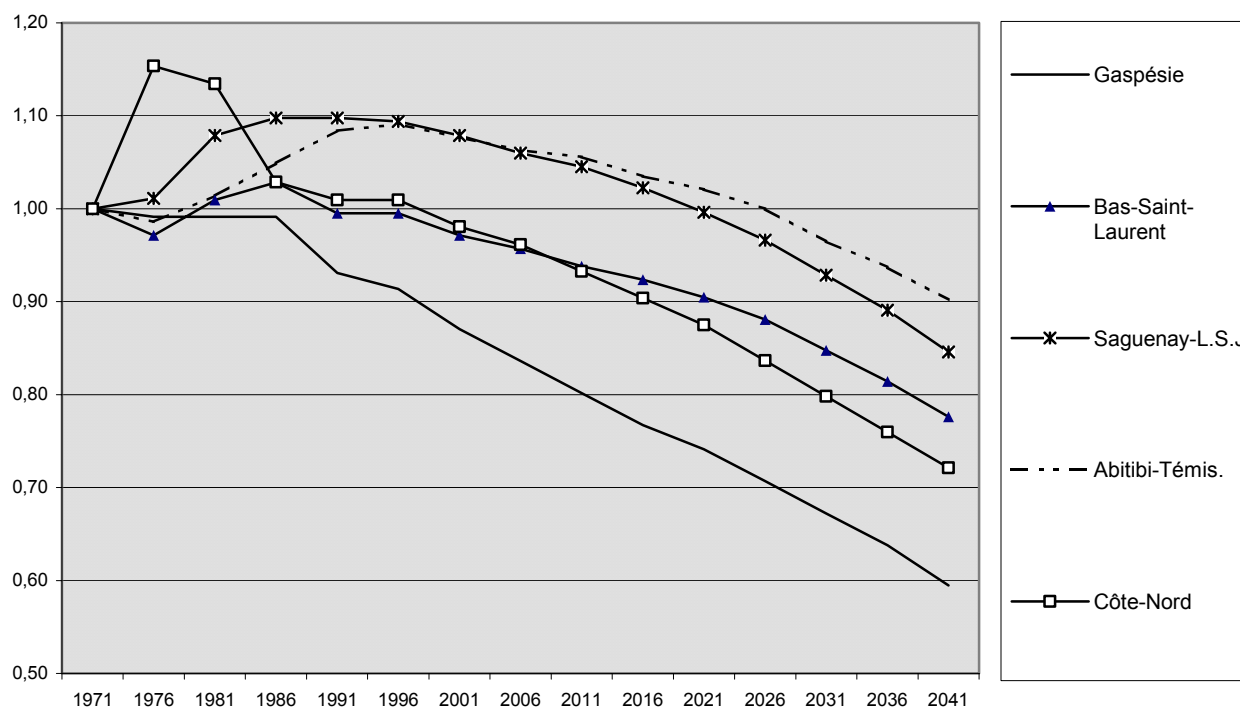
Les tendances évoquées ci-haut auront également pour conséquence d'élargir la distance sociale (et certains diraient, culturelle aussi) entre, d'une part, les grandes métropoles canadiennes et leurs zones limitrophes et, d'autre part le reste du pays, composé de villes moyennes et petites et de zones rurales plus éloignées. L'impact différentiel de la transition démographique sur la croissance, à l'avenir, des populations locales y sera également pour beaucoup. C'est à peine une exagération de dire qu'il y aura deux « Canada »: un métropolitain, et l'autre³⁴. Comment se manifesteront les différences?

Tandis que les grandes régions métropolitaines continueront à connaître une certaine croissance démographique (quoique ralentie), grâce à l'immigration interne et internationale, plusieurs régions non-métropolitaines entreront bientôt dans une phase de déclin démographique, parfois brutale. Plusieurs régions ont déjà vu leur population baisser. Il s'agit là d'une rupture majeure avec le passé. L'importance de la rupture se devine à la figure 5 qui donne les projections de population pour les cinq régions ressources du Québec³⁵.

Cette évolution aura nécessairement un impact sur les perceptions et sur les priorités politiques de différentes populations. Dans les régions non-métropolitaines affectées, le maintien des services deviendra sans doute une cause politique prioritaire. Dans certains cas, on parlera également de survivance de communautés. L'émigration des jeunes (vers les métropoles) deviendra, plus encore que par le passé, une préoccupation majeure, ce qui risque d'alimenter le sentiment d'aliénation à l'égard de la grande ville.

³⁴ L'étude de Polèse, M. et R. Shearmur, *et al.* sur *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique* (à paraître en juin 2002, 218 p.) est très révélatrice à cet égard.

³⁵ Prévisions de l'Institut de la statistique du Québec. Il n'existe pas, à notre connaissance, des prévisions analogues pour des unités géographiques infra-provinciales hors Québec.

Figure 5 - Population des 5 régions ressources du Québec : Projections (1971= 1.00)

Les régions non-métropolitaines resteront, dans l'ensemble, plutôt homogènes au plan ethnique, à l'exception des zones de cohabitation autochtone/non-autochtone, tandis que les grandes régions métropolitaines deviendront de plus en plus multiethniques, nous l'avons déjà dit. Là encore, on peut supposer que la différence croissante entre les deux populations aura un impact sur les perceptions et les priorités politiques.

Comme pour les menaces qui pèsent sur la cohésion sociale de nos grandes villes, la gestion intelligente de la relation entre le Canada métropolitain et les autres zones du pays exigera une nouvelle sensibilité à l'égard de l'impact territorial des politiques à tous les niveaux³⁶.

1.6 Des espaces métropolitains de plus en plus complexes

La structure de l'espace métropolitain a toujours été plus complexe que la représentation d'un cône régulier de densité, avec une forte concentration d'activités au centre et décroissance des densités jusqu'en périphérie. Toutefois, on peut dire que cette complexité s'accroît, à des degrés divers selon les agglomérations.

³⁶

Cette ligne de partage entre le Canada métropolitain et le reste du pays pourrait guider des analyses plus approfondies sur l'évolution du système urbain canadien dont l'étude globale semble avoir perdu en intérêt selon Coffey, W. J., « Urban systems research: past, present and future, A panel discussion », *Revue canadienne des sciences régionales*, 1998, vol. 21, no 3, pp. 327-364.

Certes l'expansion périphérique se poursuit, parfois à un rythme de consommation d'espace plus élevé que la croissance de la population sous des formes plus ou moins compactes et dans le cadre d'ensembles plus ou moins planifiés. Cette diversité illustre la variété des configurations locales dans la force des pressions démographiques, dans la structure de l'industrie de la construction, dans le degré de volontarisme planificateur, dans la fiscalité locale et dans l'encadrement métropolitain.

Par ailleurs, le tissu urbain existant se transforme, à maints endroits, sous l'effet des forces du marché immobilier, accompagnées ou impulsées par des interventions municipales sur le milieu physique. Les vieilles friches industrielles reprennent vie, non sans provoquer parfois des débats sur le maintien ou la perpétuation de leur vocation. De nouvelles zones industrielles se créent, aimantées par les grands axes autoroutiers. La matière grise, en demande, s'agglutine dans des localisations plus centrales, autour des universités ou dans de nouveaux campus périphériques. Certains quartiers centraux reprennent attrait et valeur au gré des processus de gentrification, spatialement sélectifs et socialement plus ou moins distinctifs.

Cette transformation du tissu urbain est plus concentrée, plus visible et davantage exploitée symboliquement dans des opérations d'envergure, genre « grands projets » (expression et pratique moins fréquente que dans les villes européennes) : Harbourfront, à Toronto, Pacific Place à Vancouver, Cité du multimédia à Montréal... La hantise du paraître dynamique à l'échelle internationale inspire des transformations majeures dans le paysage urbain et le parc immobilier. Dans la même veine, avec plus de préoccupations d'environnement et de qualité de vie, les fenêtres sur les milieux aquatiques s'élargissent et s'animent.

Les transformations dans le tissu urbain, les évolutions dans la localisation des activités commerciales et industrielles, les déplacements progressifs dans la localisation résidentielle des groupes sociaux, la diversification des styles de vie alimentent cette complexification des espaces métropolitains dont la manifestation la plus tangible s'observe dans les déplacements intramétropolitains. Leur volume s'accroît et leurs modèles de distribution des déplacements spatiaux se diversifient³⁷.

Le nombre global de déplacements quotidiens augmente plus que proportionnellement à la population, car le nombre moyen de déplacements par personne s'accroît, surtout pour des motifs autres que le travail ou les études. Ces deux motifs ne génèrent dans l'agglomération de Montréal que la moitié des déplacements et les autres motifs (achats, loisirs, rencontres...) prennent de plus en plus d'importance (effets de type de ménages et de style de vie) et ne se concentrent pas comme les autres dans des heures de pointe.

L'utilisation de l'automobile s'intensifie en raison de la croissance des déplacements, de l'évolution de la population active, de l'étalement des lieux de résidence et de la hausse du taux de possession automobile. Certes, il est possible que certaines tendances en viennent à faire fléchir la hausse des déplacements en heure de pointe. Selon Bussière et Lewis, il est possible que l'accroissement du

³⁷ Les remarques suivantes tiennent compte surtout des enquêtes OD de Montréal, mais elles indiquent sans doute des tendances qui se manifestent à des degrés divers dans toutes les grandes agglomérations. Agence Métropolitaine de Transport, *Faits saillants*, <http://www.amt.qc.ca/cimtu/EnqOD/Faits-saillants/Index.asp>

travail autonome, des horaires flexibles, du télétravail amènent une diminution assez significative du volume de déplacements (de l'ordre de 6 % dans l'agglomération de Montréal)³⁸.

Le sens des mouvements est lui aussi révélateur de la complexification. La part des déplacements aux heures de pointe vers le centre-ville diminue au profit des liaisons entre différentes parties de la banlieue devenues plus multifonctionnelles. Tous ces facteurs combinés exercent des pressions très fortes sur le transport en commun dont la part relative a plutôt tendance à décroître ou à stagner. Ils rendent l'organisation des trajets d'autobus et les stratégies de ciblage des clientèles encore plus difficiles à soutenir financièrement (par exemple, comment desservir adéquatement une clientèle de travailleurs à revenus modestes qui travaillent selon des horaires flexibles et allongés dans des parcs industriels périphériques?).

Aucune des transformations physiques dans l'espace métropolitain ne se fait sans une certaine dose d'intervention publique, plus ou moins nourrie d'analyses préalables (intervention légère dans l'émission d'un permis de construction ou lourde dans la construction d'un bout d'autoroute). Et pourtant les résultats collectifs de ces mini-encadrements continuent à évoluer selon des trajectoires qui ne correspondent pas souvent aux orientations privilégiées.

1.7 Les premiers pas du mouvement vers un développement durable urbain

Il peut être présomptueux de classer le développement durable urbain parmi les tendances de fond problématiques tant il est difficile de démêler les effets de discours et les changements réels. Là, réside le paradoxe de cette tendance : peu de philosophies globales d'action urbaine n'ont réussi à se généraliser aussi vite sans pour autant provoquer de changements drastiques.

La notion de développement durable, popularisée par le rapport Bruntland de 1987 est venue accréditer toutes les préoccupations environnementales grandissantes depuis le début des années 70, en les intégrant dans une vision globale du développement humain. Cette vision mise sur un équilibre entre le respect de la capacité de l'environnement physique, l'amélioration du bien-être par le développement économique et le maintien d'une cohésion sociale par l'équité. À l'échelle du temps de construction des villes, en générations et siècles, la fortune de cette vision a été foudroyante. En une quinzaine d'années, la notion de développement durable, urbain en ce qui nous concerne, s'est imposée comme la pensée politiquement correcte. Au niveau de discours, tous les responsables politiques et les institutions y souscrivent : municipalités, élus provinciaux et fédéraux, groupes d'intérêt. Il est vrai que la composante environnementale physique en vient souvent à éclipser les dimensions économique et sociale. Cependant, la généralisation de ce credo n'en est pas moins remarquable. Il est placé en exergue de divers plans et de nombreuses politiques; il suscite de nouvelles formes d'échange et de transactions entre divers groupes de la société, ayant par ailleurs des intérêts divergents, autour de tables rondes de toute taille. Il actualise l'expression du bien ou de l'intérêt commun.

38

Bussière, Yves et Paul Lewis, "Impact of Telework and Flexitime on Reducing Future Urban Travel Demand: The Case of Montreal and Quebec (Canada) 1996-2016, in *Urban Transport and the environment 2002*, Séville, March 2002.

La diffusion de cette vision du développement durable urbain est certes mondiale, mais elle est aussi très présente au Canada, avec des organismes qui s'y consacrent³⁹, des initiatives politiques visant sa mise en œuvre (notamment les deux fonds de la FCM créés par le fédéral et les actions provinciales de même nature), l'élaboration de guides et des expérimentations. Quel bilan peut-on tracer de la mise en œuvre de ce nouveau paradigme qui doit surtout s'opérationnaliser localement compte tenu de ses dimensions? En prenant en compte le temps des transformations urbaines, ce bilan ne peut qu'être nuancé et certainement pas triomphaliste⁴⁰.

D'une part, de nets progrès ont été enregistrés en fait de protection de l'environnement sur des questions spécifiques, motivés par le paradigme de développement durable ou, plus prosaïquement, par les politiques environnementales des trois dernières décennies. Dans le secteur des déchets, le recyclage a connu une grande progression, mais la disposition des déchets reste problématique (par exemple à Toronto et à Montréal). La qualité de l'air ambiant dans les villes s'est améliorée sous de nombreux aspects, ce qui n'empêche pas une accentuation de l'ozone troposphérique et des épisodes de smog générateurs de problèmes de santé.

L'eau potable distribuée par les systèmes publics est globalement de bonne qualité; mais dans certains cas, des niveaux supérieurs de traitement apparaissent souhaitables et parfois le respect des normes existantes est d'application déficiente dans des communautés de plus petite taille. Les eaux des égouts urbains sont toutes traitées; mais avec leur concentration dans de superéquipements et avec le niveau de traitement actuel, les émissaires des usines d'épuration n'en figurent pas moins parmi les sources importantes de pollution du milieu aquatique. Même si la toxicité des eaux pluviales est bien connue, celles-ci ne sont pas toujours, même dans les nouveaux développements, l'objet de mesures spécifiques de rétention et de traitement passif. Il existe de multiples efforts pour protéger certaines zones sensibles ou pour reverdir le territoire, il n'en reste pas moins que les indices de biomasse dans les régions urbaines sont à la baisse.

Pris un par un, chaque secteur environnemental a connu des progrès ponctuels plus ou moins significatifs. Cependant, certaines tendances de fond dans les activités urbaines génératrices de pollution et dans l'aménagement du cadre urbain ne semblent pas avoir été renversées. Du côté des activités urbaines, les émissions de gaz à effet de serre, malgré les accords de Kyoto, poursuivent leur courbe ascendante. Du côté de l'aménagement urbain, un rapport préparé pour la SCHL en 2000 rend un verdict global plutôt décourageant⁴¹. Quelques tendances sont prometteuses : requalification des vieilles friches industrielles, intensification de l'utilisation du sol en banlieue, nouveaux ensembles résidentiels réalisés selon des préceptes environnementaux. Or, ces tendances sont trop timides pour réduire significativement les handicaps environnementaux de la

³⁹ Entre autres le Secrétariat de l'ICLEI, TRNEE, Sustainable Research Institute (UBC).

⁴⁰ Pour un bilan plus précis d'agglomération. Voir Sénécal *et al.*, *Le portrait environnemental de l'Île de Montréal en regard de la durabilité urbaine*, Rapport final, Montréal, INRS-Urbanisation, 1999, 77 p.

⁴¹ "Yet, despite these efforts, the vast majority of new real estate development in Canada continue in past world war II patterns of landscape insensitivity, high energy, water and land consumption, automobile dependency and waste generation", *CMMC Implementing Sustainable Community Development: charting a Federal Role for the 21st Century July 2000*, p. 6.

forme urbaine qui a prédominé depuis la dernière guerre, surtout lorsque le rythme de croissance et de redéveloppement est moins élevé.

Comment se fait-il qu'avec des convictions officielles si largement répandues sur la supériorité du modèle de développement durable urbain, le changement n'ait pas été plus significatif? Sans faire d'analyse exhaustive, quelques remarques peuvent alimenter cet essai sur la gouvernance urbaine. L'absence de mécanismes de gouvernance ne peut-être invoquée; le développement durable et l'environnement sont des domaines où ils ont été le plus expérimentés (développement du concept de *stakeholder*, formalisation de diverses formes de consultation, processus de médiation, multiples tables-rondes...). La tiédeur de réalisation ne viendrait pas non plus de lacunes majeures dans l'étendue et la répartition des compétences; tous les gouvernements peuvent intervenir; les municipalités reconnaissent qu'elles peuvent être actives sur presque tous les aspects de l'environnement⁴².

Alors d'autres pistes seraient à creuser. Nonobstant de nombreux efforts, l'environnement n'est pas encore devenu vraiment une affaire économique; le développement des marchés environnementaux, urbains ou de consommation, n'a pas été systématiquement soutenu. Les gouvernements n'ont pas déployé une panoplie d'incitatifs fiscaux pour réorienter les comportements (avec exception notoire pour les redevances sur certains produits recyclables)⁴³. Le développement durable n'est pas devenu un enjeu politique majeur : faible impact des mouvements écologistes, échelle de valeurs chez les citoyens et chez les élus où prédominent maintenant la priorité à l'emploi ou la santé (l'environnement a déjà occupé une place plus élevée); d'ailleurs l'action politique en environnement et en santé suit les mêmes schèmes : elle vise beaucoup plus à régler les problèmes qu'à créer un état désirable, action contre les maladies ou réduction de la pollution plutôt que prévention ou conservation.

1.8 Récapitulation des tendances : paradoxes et défis

La liste des tendances exposées ci-dessus n'est bien évidemment pas exhaustive. Par exemple, le vieillissement n'est abordé ici qu'en tant qu'un des facteurs additionnels de diversification, alors qu'il est souvent présenté comme une tendance de fond majeure. Les futures personnes âgées ne correspondront pas toutes au profil traditionnel du retraité, sans travail et sans autre revenu que sa prestation de vieillesse ou son fond de pension d'entreprise. L'éventail des situations personnelles des personnes âgées sera sans doute plus considérable, estompant encore plus les différences marquées de jadis entre les étapes du cycle de vie (par exemple, pour certaines personnes âgées la formation est un élément important). Cependant, les tendances choisies aident à comprendre la

⁴² Politique de la FCM sur les questions environnementales, adoptée en mai 2001. http://fcm.ca/french/national/enviro1_fm.htm

⁴³ À cet égard la TRNEE vient de lancer un programme de viabilité écologique urbaine, http://www.nrtee-trnee.calfre/programs/current_programs/urban_sustainability/urban_sustainability/htm, Sur les taxes vertes, voir Pierre J. Hamel, «Finances publiques locales et développement urbain viable. Les taxes vertes : la tarification de l'eau», Groupe vivre en ville (éd.), *Vers des collectivités viables... mieux bâtir nos milieux de vie pour le XXI^e siècle*, Actes du colloque *Vers des collectivités viables. Les enjeux du XXI^e siècle pour un développement durable des agglomérations urbaines*, Sillery, novembre 1999, Septentrion, pp. 322-327.

dynamique des villes et à interpeller les politiques urbaines, en particulier parce que certaines de ces tendances ne font pas l'objet de politique en tant que telles. La restructuration économique, impulsée par le développement du secteur des services à la production, y occupe une place de choix non seulement parce qu'elle détermine le sort économique des différentes agglomérations, mais aussi parce qu'elle génère une distribution des revenus bipolarisée contribuant à l'accroissement des inégalités.

Ces tendances sont des processus de changements individuel et social, à rythme et périodicité plus ou moins accentués. Elles s'influencent et on peut exprimer certaines de leurs relations dans une série de paradoxes qui illustrent la complexité de la gouvernance urbaine.

- La réussite économique, en ce qui concerne les individus et la collectivité urbaine, est aussi une affaire de savoir-faire et de mobilisation socio-institutionnelle. Pour être compétitives, les entreprises doivent pouvoir compter sur une société locale nourricière qui facilite les apprentissages, la créativité de la main-d'œuvre, la disponibilité d'expertise et de capitaux, la mise en réseaux... La qualité traditionnelle de la ville de contribuer à la productivité par ses effets d'agglomération devient encore plus fondamentale et généralisée. Tous les secteurs de la société sont mis à contribution, même ceux qui traditionnellement étaient plutôt perçus comme relevant du domaine de la consommation et non de la production, par exemple la culture, le design, les loisirs...
- Les efforts de mobilisation et de cohésion, conditions de réussite, doivent être d'autant plus grands que la société devient de plus en plus hétérogène. La tendance à l'individualisation/personnalisation diversifie les unités de base de la vie urbaine, les modes de vie et les aspirations. Dans la mesure où elle intervient dans un contexte où les inégalités sociales ne provoquent pas d'exclusion et ne bloquent pas les échanges sociaux, cette tendance peut être favorable au dynamisme et à la créativité. Toutefois, en même temps, elle pose des défis à la mobilisation : augmentation des aspirations et des demandes, multiplication des canaux, approche morcelée de l'intérêt collectif...
- Dans une ville incubatrice et nourricière de développement, le cadre bâti urbain peut être à la fois valeur et handicap. La mise en valeur du patrimoine — et la création d'un nouveau patrimoine architectural — peut être source d'attrait. Par contre, certaines tendances de mobilité, notamment dans le cadre des formes passées prédominantes d'agglomération, entraînent des coûts additionnels collectifs, en particulier pour le transport en commun et en raison de la pollution. Normalement, des pressions devraient se manifester pour une utilisation plus intensive des anciennes banlieues d'unifamiliales peu denses et accélérer la transformation de leur tissu urbain, mais les manifestations tangibles de cette pression ne sont pas encore très nettes. Le développement durable urbain qui, dans le cadre d'une économie de marché, veut protéger l'environnement et mieux répartir les bénéfices de l'appartenance à la ville n'a pas encore contribué à accélérer significativement les transformations du tissu urbain.
- Les succès passés ne sont pas garants de réussite future. Sur une période d'une génération (25 à 30 ans), les villes canadiennes ont connu des changements majeurs : diversification culturelle accrue dans les métropoles, conversion industrielle plus ou moins ardue,

augmentation des disparités sociospatiales... Pour certains auteurs, ces changements sont sources d'interrogation inquiète. La combinaison des facteurs qui a assuré une urbanisation économiquement prospère et socialement peu antagoniste doit être repensée pour tenir compte des nouvelles tendances.

Cette dynamique urbaine et plus précisément métropolitaine, fort complexe, peut-elle être orientée pour mieux répondre à certaines valeurs collectives? Une gouvernance urbaine adaptée, réfléchie et expérimentale, peut-elle assurer cette orientation? Misons sur une réponse optimiste mais conditionnelle : oui si l'action publique connaît des transformations aussi profondes que la société urbaine elle-même, si les politiques urbaines trouvent un nouveau moule, aussi flexible que les réalités qu'elles visent, si les orienteurs publics (les penseurs, stratèges et décideurs de la sphère publique) s'engagent dans un dialogue fécond avec les multiples autres forces d'orientation dans la société.

2 DE LA GESTION MUNICIPALE À LA GOUVERNANCE MÉTROPOLITAINE : LES TRANSFORMATIONS DANS L'ACTION PUBLIQUE LOCALE

2.1 Action publique et gouvernance

Face à ces tendances en interaction qui modèlent les agglomérations, quelle approche prendre pour gouverner ces dernières, orienter, arbitrer et essayer d'atteindre des objectifs collectivement désirables? Deux notions, actuellement en vogue, apportent des pistes de réflexion : le holisme et la gouvernance. L'approche holistique préconise une prise en compte de tous les éléments interdépendants dans un système urbain. Elle vient en tête de liste des principes pour mieux gouverner les métropoles, mis de l'avant par l'OCDE⁴⁴, notamment dans les interdépendances spatiales entre les sous-régions d'une même agglomération. Cette approche n'est pas en soi originale. Depuis longtemps, les analyses, notamment économiques, du phénomène urbain ont mis en évidence ses facteurs constitutifs : les effets d'agglomération, les effets externes de toutes sortes déclenchés par les multiples interactions que favorise la proximité. En faire un principe d'action publique est sinon plus original, du moins plus innovateur ou plus risqué, si on tient compte des multiples fragmentations sectorielles et spatiales existantes au sein d'une agglomération, et surtout des logiques sectorielles qui caractérisent chaque administration ainsi que, d'ailleurs, chaque secteur de la société civile.

La notion de gouvernance, quant à elle, apporte, dans une perspective d'action, une intuition et une vision, qui devraient modifier les approches passées dans l'action publique. L'intuition est que l'efficacité de l'action publique viendrait surtout d'une concertation et d'une complémentarité dans les comportements de chacun des acteurs. La vision met de l'avant une participation généralisée de toutes les parties concernées par une question, directement ou indirectement, à la définition des

⁴⁴ OCDE, *Mieux gouverner les métropoles : conclusions et recommandations du groupe directeur sur le gouvernement des villes*, mai 1999, p. 10.

orientations et à la mise en commun de leurs efforts au service de ces orientations communes. Les multiples définitions de la gouvernance urbaine élaborent des variantes sur ce thème central⁴⁵.

La notion de gouvernance soulève bien des suspicions, autant au plan normatif qu'au plan analytique. Au plan normatif, l'articulation des nouveaux mécanismes de gouvernance avec les mécanismes traditionnels de la démocratie électorale et de l'action des gouvernements n'est pas toujours évidente. Certes, les préceptes de bonne gouvernance mis de l'avant par les organismes internationaux, par exemple dans les cours de gestion urbaine de la Banque mondiale, s'insèrent dans un fonctionnement de société démocratique et cherchent à le renforcer. Cependant, des problèmes d'arrimage se posent dans la pratique. Les exercices de concertation cherchent à définir, avec la contribution de tous, un intérêt commun en mettant entre parenthèses les différences politiques. Celles-ci réapparaissent de plein droit lorsque, une fois les orientations définies, vient le temps de l'action, c'est-à-dire le choix des priorités, notamment dans un contexte de rareté de ressources⁴⁶.

D'un point de vue analytique, la notion de gouvernance est parfois utilisée de manière englobante pour désigner toutes sortes de phénomènes et d'expériences qui ne sont pas toutes innovatrices et dont certaines relèvent plutôt de l'art classique de gouverner, raffiné par les méthodes les plus avancées de sondages (certains processus de consultation) ou de gestion (partage de responsabilités dans certaines initiatives). On voit qu'autant au plan normatif qu'au plan analytique, la notion de gouvernance vacille aisément sur la pierre d'achoppement que constitue la délimitation du contour de l'emprise gouvernementale dans la société.

Cependant, si la notion de gouvernance urbaine est utilisée aussi fréquemment en dépit de ses écueils, c'est qu'elle permet à la fois d'exorciser une peur et de référer à de nouveaux processus émergents d'interaction collective. La peur est celle du vide politique. Si une réalité socio-économique telle qu'une agglomération fonctionne alors même qu'elle n'a pas de gouvernement, le recours à la notion de gouvernance permet de croire que cette réalité est au moins sous « gouverne » et amène à rechercher les mécanismes sociopolitiques plus ou moins lâches, présents dans l'agglomération. Toutefois, la notion de gouvernance est surtout heuristique lorsqu'elle amène à explorer les contours de l'emprise gouvernementale dans les différents secteurs de la société et surtout ce qui se passe en dehors de cette emprise. Certains secteurs de la société en viennent à s'organiser, sans intervention directe de l'un ou l'autre des gouvernements, avec cependant une aide

⁴⁵ Sans multiplier les références, trois citations :

L. Quesnel, « La gouvernance renvoie à une forme de concertation et de collaboration entre certains types de personne (politicien, gens d'affaires, responsable d'association locales, etc.) », p. 136, Les nouveaux rôles des villes dans le contexte de la mondialisation dans *Les Villes Mondiales : Y a-t-il une place pour le Canada*, PUO, 1999.

K.A. Graham, S.D. Philips, "Urban governance – defined as the collective capacity to set and achieve public policy goals"..., p. 35, in K.A. Graham, S.D. Philips and A. M. Maslove, *Urban Governance in Canada: Representation, Resources and Restructuring*, Harcourt Brace & Company Canada Ltd, 1998, 306 p.

R.A.W. Rhodes, "...governance which refers to self-organising, interorganisational networks", p. xvii in G. Stoker (ed.), *The new Management of British Local Governance*, MacMillan Press, London, 2001, 200 p.

⁴⁶ Cette façon de concevoir l'arrimage entre concertation stratégique et politique est explicite, par exemple dans la démarche à plusieurs égards exemplaire de Millénaire III, Lyon, <http://www.millenaire3.com>

occasionnelle financière ou une reconnaissance de fait de certains leaders comme étant représentatifs de leur secteur (par exemple, certains regroupements dans les secteurs de haute technologie s'organisent sous ce mode plus autonome)⁴⁷.

Par des échanges directs, certains secteurs de la société civile en viennent à s'influencer dans leur contribution mutuelle, sans l'intervention gouvernementale (la formation et la recherche-développement fournissent de nombreux exemples dans les relations universités et entreprises). Les gouvernements sont peut-être moins des carrefours obligés dans les transactions entre secteurs de la société, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont globalement moins sollicités. La valeur analytique ajoutée de la gouvernance réside sans doute dans cette attention accrue aux capacités d'autoorganisation et d'orientation de la société, en dehors d'un mode de marché ou d'un mode étatique d'imposition de règles. Pour que cette attention soit ciblée correctement sur des nouvelles formes de transactions intersectorielles, encore faut-il que les transformations dans l'action publique au niveau local soient pleinement saisies, afin de ne pas confondre les secondes avec les premières. La gouvernance ne saurait simplement référer à la complexité des interrelations entre organismes publics ou parapublics.

Par action publique urbaine, on entend ici l'ensemble des activités menées dans une agglomération par l'un ou l'autre des gouvernements et les organismes qu'ils contrôlent (les municipalités sont considérées ici comme l'un de ces niveaux de gouvernement). Certes, toutes ces activités ne sont pas également publiques, si on réserve ce qualificatif aux activités qui connaissent une certaine notoriété dans le public, par de l'information régulière ou par des débats; en fait bon nombre d'activités régulières des administrations gouvernementales passent relativement inaperçues. Elles ne sont pas forcément non plus l'objet de décisions politiques fréquentes (ce n'est pas, par exemple, tous les ans que les modalités d'opération d'une usine d'épuration des eaux font l'objet d'un quelconque débat politique). Le qualificatif public retenu ici réfère au caractère gouvernemental du décideur, du financier ou du contrôleur d'une activité. Cet ensemble d'activités publiques couvre tous les domaines : éducation, sécurité, santé, développement économique, environnement, emploi...

Or, l'action publique, même dans toute cette étendue et cette complexité, ne couvre pas tous les phénomènes de gouvernance métropolitaine. Celle-ci réfère plutôt à ce qu'on peut appeler l'action collective métropolitaine, c'est-à-dire l'ensemble des actions et initiatives des intervenants de la société civile et des acteurs publics dans leurs effets sur la situation de l'agglomération. L'action publique métropolitaine, pour être efficace, doit, tout en s'intégrant davantage, s'arrimer plus étroitement à l'action des autres intervenants, comme la présentation des grandes tendances va le montrer. Même si certaines tendances communes à tout le secteur public et parapublic vont être soulignées, les remarques ci-dessous porteront davantage sur les activités municipales.

Une ligne de fond inspire cette rapide fresque des transformations dans l'action publique urbaine. Dans une société démocratique, le secteur public ne saurait garder crédibilité et légitimité que s'il vit, d'une certaine manière, à l'unisson de la société dans laquelle il s'insère. En ce qui concerne le discours, cette préoccupation est largement partagée par les responsables publics. Elle s'exprime

⁴⁷ En particulier Technovision à Montréal, OCRI à Ottawa.

globalement sur la composition du secteur public, sur son mode de fonctionnement, sur sa philosophie générale de gestion. En matière de composition, et malgré les politiques très explicites sur ce plan, la non représentativité de la fonction publique par rapport à la population urbaine des grandes agglomérations continue d'être soulignée, qu'il s'agisse de la faible présence de membres des communautés culturelles et des minorités visibles dans la fonction publique locale ou encore de femmes dans des postes de direction. Du point de vue du mode de fonctionnement, certaines tendances des organisations privées se manifestent sans difficulté dans des organismes publics (utilisation du potentiel des nouvelles technologies de l'information); par contre, d'autres tendances dans l'emploi restent contestées dans un milieu public fortement syndicalisé (recours à des contractuels, travail atypique). Sur le plan de la philosophie de gestion, les vagues des modes de pensée en gestion privée se manifestent aussi dans les organismes publics, avec parfois des dérives où les spécificités du service public sont oubliées ou niées.

Par rapport aux tendances de la société civile, l'action publique urbaine se trouve sous tension, arbitrée politiquement, entre l'encouragement donné à certaines tendances et le freinage ou la prise en charge des effets négatifs d'autres tendances. Le secteur public en vient à être un lieu d'expérimentation tout en espérant garder une capacité d'impulsion et d'orientation. Cette tension se retrouve dans toutes les grandes transformations que nous allons esquisser : dans les objets, dans les rôles, dans les approches, dans le financement et dans l'échelle d'action.

2.2 Par delà les services, des biens collectifs—atouts compétitifs

Partons d'un postulat simple lié à la question initiale de cet essai. Dans le contexte actuel, l'action publique urbaine doit viser à maintenir et à développer des atouts qui permettent aux agglomérations d'être compétitives. La liste des atouts avancée ici synthétise de très nombreuses propositions qui figurent dans les littératures actuelles universitaire et professionnelle. Elle ne prétend pas à l'originalité; elle apparaît cependant comme un aide-mémoire préalable indispensable à la réflexion sur l'action publique urbaine.

La plupart des atouts de cette liste sont des classiques dans les analyses urbaines. Ceux qui sont nouveaux ou formulés de façon nouvelle réfèrent aux exigences de la nouvelle économie.

Certes, les atouts principaux d'une agglomération urbaine résident dans sa singularité géographique et historique. Sa singularité géographique tient à sa localisation, à la distance par rapport aux autres centres urbains; et la localisation reste un facteur essentiel de développement, nonobstant l'impact des nouvelles technologies de l'information et des communications, limité à certaines activités. La singularité historique, à un moment donné, tient notamment à la structure économique de l'agglomération existante à ce moment-là, aux types de secteurs présents et à leur poids relatif, à la taille du bassin d'emploi. Toutefois, une autre singularité tient à la combinaison variable d'une série d'atouts génériques, plus ou moins présents localement :

- Les facilités d'échange, à l'intérieur de l'agglomération ainsi qu'entre l'agglomération et l'extérieur. Ressort premier du développement urbain, cette facilité d'échange concerne autant les transports, les communications, l'encadrement des lieux et des temps d'échange (marché, bourse, heures d'ouverture, etc.). Elle requiert des investissements lourds en

infrastructures, réseaux et équipements intermodaux. D'ailleurs, l'importance et le volume de l'utilisation de ces équipements sont un bon indicateur du positionnement de l'agglomération dans la hiérarchie urbaine mondiale.

- La fiabilité des approvisionnements, en énergie, en eau, en biens de toutes sortes. Cette fonction est tellement normale qu'elle passe souvent inaperçue; il suffit cependant d'un épisode comme celui de la crise du verglas à Montréal en 1998, pour en rappeler toute l'importance. Elle requiert des investissements majeurs en logistique, dont certains servent aussi à la facilité d'échange.
- La disponibilité et la forme d'espaces privés de consommation et de production : pour les fonctions résidentielles (logements), commerciales, industrielles ou institutionnelles. Cette disponibilité se crée sur un marché immobilier, plus ou moins orienté par l'encadrement légal des titres et des transactions et par des interventions directes d'organismes publics. Elle est déterminante dans la composante « logement » du coût local de la vie.
- La capacité de renouvellement du capital humain. À un moment où les besoins de qualification se diversifient et s'intensifient, cette dimension prend une importance encore plus grande; elle couvre tout autant l'éducation de base et avancée que les multiples moyens de formation pour développer les connaissances, les qualités personnelles et les habiletés techniques (y compris l'apprentissage numérique, qui devient un préalable au fonctionnement en société).
- Le potentiel d'*entrepreneurship* qui résulte de multiples facteurs (disponibilité du capital-risque, incitatifs fiscaux, reconnaissance sociale, formation, parrainage, etc.).
- L'intensité du capital social. Cette notion en vogue peut être plus ou moins englobante. Elle est utilisée ici dans son usage prédominant : les normes et réseaux sociaux qui facilitent l'action collective⁴⁸.
- Le savoir-faire collectif qui désigne à la fois certaines habitudes de collaboration entre secteurs sur des enjeux communs et l'adéquation de la répartition des responsabilités fonctionnelles entre institutions par rapport au traitement de ces enjeux⁴⁹.
- L'état de santé publique, à la fois dimension essentielle de la qualité de vie des citoyens et indicateur d'une capacité productive globale de la main-d'œuvre.
- La qualité de l'environnement urbain, l'état de l'écosystème urbain proprement dit, l'importance et l'attrait des espaces publics, le design du bâti et la richesse patrimoniale.

⁴⁸ Woolcock, Michael, « The place of social capital in understanding social and economic outcomes », in *Isuma, Revue canadienne de recherche sur les politiques*. vol. 2, no 1, printemps 2001, p. 13.

⁴⁹ Ce savoir-faire collectif s'apparente à ce que Van Den Berg, L. *et al.* appellent : "organising capacity", in Van den Berg, L., Braun, E. Van der Meer, J., *Metropolitan organising capacity: experience with organising major projects in European cities*, Euricur Series, Ashgate, <http://www.euricur.nl/publications/orgcap.htm>

- La force de créativité (paramètre plus récent de l'analyse de la nouvelle économie), induite par l'ampleur de la recherche et développement, la production artistique, l'intensité de la vie culturelle.
- L'ambiance urbaine, notion très englobante incluant des éléments physiques et socioculturels, mêlant perceptions, sensations et réalités, pour référer à l'animation des espaces publics et semi-publics (activités et façons dont les citoyens — et non leur voiture — occupent l'espace), aux opportunités d'activités récréatives, au degré d'attachement des élites à leur ville...
- La sécurité publique qui recouvre à la fois les comportements délinquants et la perception que les citoyens en ont.
- Le degré de cohésion sociale. Cette notion, en plus de faire partie des mots obligés de certains discours officiels, fait l'objet de réflexions intensives au cours des dernières années⁵⁰, ce qui n'est pas surprenant compte tenu des tendances à la diversification et à l'accroissement des disparités. Elle recouvre de multiples dimensions qui doivent être encore explorées davantage. On souligne ici un aspect : l'équilibre entre l'individu et la société, entre l'adhésion du citoyen à la société et le support que la société lui offre en retour (l'ampleur des inégalités sociales, ou plus exactement de l'accroissement de ces inégalités, joue sans doute un rôle important dans la fragilisation de la cohésion sociale; mais il ne faut pas réduire les problèmes de cohésion à la question des inégalités sociales). Par ailleurs, si cohésion sociale et développement sont réputés étroitement associés, les analyses divergent sur le lien entre les inégalités et le développement économique, ce qui souligne la distinction à faire entre cohésion et inégalités.

Cette liste qui ne se veut pas exhaustive mais limitée aux atouts les plus significatifs est bien longue. Cependant, elle a au moins le mérite d'amener à prendre des distances à l'égard des slogans qui proposent des recettes de succès — et sont des succès de citation — en centrant l'attention sur l'une ou l'autre des dimensions. Rappelons quelques-uns de ces slogans : « Ville créative, Collectivité branchée, Ville intelligente, Cité ingénieuse, Ville durable, Ville en santé... » Ces slogans sont à distinguer des visions ciblées que certaines villes peuvent adopter pour caractériser leur image de marque distinctive.

Pour les fins de cet essai, cette liste est surtout importante par la nature des éléments qu'elle inclut. Quelle est donc la nature de ces atouts? Ce sont des propriétés collectives de l'agglomération urbaine, d'intensité variable et fluctuante dans le temps. Elles caractérisent l'agglomération d'abord dans sa globalité et non dans l'une ou l'autre de ses composantes, que ce soit par catégories de population, de firme ou de secteur. Ces atouts peuvent être conceptualisés en termes de biens collectifs, car ils partagent certains éléments constitutifs des biens publics ou semi-publics. Les biens publics sont, une fois produits, utilisables par tous (à l'état pur non-exclusion des consommateurs,

50

En particulier Jane Jenson, *Les contours de la cohésion sociale, l'état de la recherche au Canada*, étude des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, Ottawa 1998; et P. Bernard, «La cohésion sociale : critique dialectique d'un quasi concept», *Lien social et politiques*, 1999, no 41, pp. 47-59.

uniformité des avantages offerts, avec beaucoup « d'impureté » dans les applications urbaines, notamment à cause de la distance). Les atouts — biens collectifs d'agglomération — bénéficient à tous les membres de l'agglomération, directement ou indirectement, car ils offrent des avantages individuels aux citoyens de l'agglomération; indirectement, car ils contribuent à la prospérité de l'agglomération et donc au bien-être de ses citoyens. Par contre, la distribution de ces bénéfices peut être variable; par exemple, les indicateurs de santé dans les quartiers pauvres sont souvent plus faibles.

Ils sont aussi collectifs dans leur production. Comme tout bien, ils sont « produits ». Cette notion de production doit être utilisée avec prudence. Il ne s'agit pas forcément d'un processus intentionnel délibéré, quoiqu'une des caractéristiques sans doute récente de l'action publique urbaine soit d'essayer de rendre plus délibérée la création de ces biens collectifs, atouts de compétition.

Leur production est cependant fort complexe. Ces atouts résultent surtout des effets combinés des comportements de multiples intervenants (des citoyens et d'un plus ou moins grand nombre d'intervenants fonctionnels spécialisés). Leur mode usuel de production est celui de la coproduction, au sens où les citoyens ont une part active à jouer, pour que la prestation de service spécialisé donne tous ses effets et pour que les externalités des comportements produisent un contexte avantageux. Pas d'augmentation du niveau de formation sans efforts de l'étudiant, pas de minimisation des risques à la santé sans efforts physiques ni sans modération dans certaines consommations, pas de créativité sans créatifs... Autant d'évidences pour rappeler que la production de ces atouts est œuvre collective, et là on retrouve le thème déjà abordé de mobilisation généralisée. L'état de ces atouts exprime des tensions dans certains cas entre offre d'équipement et demande, par exemple dans les phénomènes de congestion, pas seulement routière.

Par ailleurs, ces atouts sont largement interdépendants; l'état de l'un influence l'état de l'autre. Certes, dans l'état actuel des recherches, la matrice de toutes ces interdépendances serait difficile à illustrer de manière exhaustive. Certaines interrelations sont peu analysées, alors que d'autres commencent à être mieux connues (par exemple : état de santé et qualité de l'environnement ou état de santé et cohésion sociale, capital social et niveau de formation, forme du cadre bâti et facilité de transport, forme du bâti et consommation d'espace...). La densification de la matrice de ces interrelations est au cœur même de la gouvernance urbaine⁵¹.

Définir les objets de l'action publique urbaine et de la gouvernance métropolitaine en termes de biens collectifs-atouts de compétition amène un changement de paradigme assez majeur. Les discours habituels les définissent plus spontanément en termes de services et plus précisément de services publics, ce qui est le résultat d'une double réduction : la ville, entité collective spatiale, est approchée surtout par ses institutions, notamment municipales, et les institutions sont analysées sous l'angle d'un seul de leurs produits : les services. Une des expressions courantes pour caractériser les municipalités, « les municipalités, entreprises de services », illustre bien l'effet de cette double

⁵¹ Cette approche des atouts compétitifs comme biens collectifs interdépendants permet de mettre en évidence l'importance de multiples interactions. Plusieurs réflexions en cours sur la santé (un des atouts) soulignent ces interdépendances, S. Glouberman, *Towards a New Concept of Health: Three discussion Papers*, CPRN Discussion Paper no H/03, August 2000.

réduction. Certes, cette image n'est pas inexacte, puisque les municipalités dispensent effectivement des services et elle a permis des améliorations dans la relation entre les services municipaux et les différents groupes d'usagers. Cependant elle restreint le rôle des municipalités à une de ses fonctions : la dispensation de service. Or, on ne peut comprendre ni la restructuration municipale récente ni les changements en cours dans le rôle des municipalités si on se limite à les considérer comme des entreprises de service (voir ci-dessous).

Par rapport à une approche de service public, l'approche par biens collectifs-atouts de compétition permet de mieux rendre compte des tendances dans la dispensation des services et d'être plus inclusive dans la reconnaissance des partenaires du développement collectif. Même si pour plusieurs atouts, la part des services publics spécialisés reste majeure, la contribution des autres intervenants est aussi fort significative : d'abord celle des usagers coproducteurs comme nous l'avons mentionné, mais aussi celle des associations de toutes sortes, des organismes à but non lucratif, des entreprises privées. Un portrait exhaustif, par atout, de tous les intervenants effectifs dans différentes agglomérations montrerait bien le très grand éventail et la multitude des intervenants (et intérêts en jeu). À titre illustratif, prenons la facilité d'échange : uniquement dans le volet transport, en plus des trois niveaux du gouvernement qui interviennent à divers degrés dans les investissements, dans la réalisation des infrastructures et dans l'encadrement réglementaire, il faut compter des organismes autonomes qui dépendent plus ou moins étroitement d'eux (pour le transport en commun, pour la gestion des ports et aéroports), de nombreuses compagnies majeures dans les différents modes de transport et une multitude d'intervenants de taille plus petite, sans compter certains groupes de pression. Par exemple, une table de concertation pour développer un plan de transport des marchandises dans la région de Montréal à la fin des années 90 regroupait pas moins de 70 intervenants⁵². L'atteinte de résultats au niveau de l'agglomération exige pour chaque atout le rassemblement et la concertation de l'ensemble de ces contributeurs. La devise traditionnelle selon laquelle l'ordre vient lorsque chacun fait bien son travail ne suffit plus à générer l'intérêt collectif; chacun doit commencer à s'occuper aussi des contributions des autres et à concerter la sienne avec celle des autres.

L'évolution dans les objets qui apparaît dans diverses expériences dénote aussi la part grandissante de l'intangible dans les atouts collectifs urbains et dans l'action publique qui les concerne. L'atout « bien collectif » se laisse sans doute moins aisément définir que les services tangibles. Cependant, en tant que paramètre collectif, il aide la collectivité à s'évaluer, se positionner et éventuellement se mettre en valeur. Le regain d'intérêt pour l'élaboration d'indicateurs de développement ou de qualité de vie est sans doute lié au surgissement de cette onde sourde et diffuse qui amène de nombreux cercles dirigeants à chercher une boussole sociale pour mieux canaliser les énergies collectives. Ce qui est recherché dans certains de ces indicateurs synthétiques est de même nature que ce que nous appelons des biens collectifs-atouts compétitifs⁵³.

⁵² Comité interrégional pour le transport des marchandises, Montréal par Quatre chemins, *Plan d'action stratégique pour le transport des marchandises 2001-2006*.

⁵³ Notamment, dans *Système de rapport de la FCM sur la qualité de vie*, 2001, Les principales dimensions sont les suivantes : capital humain, niveau de vie, qualité d'emploi, qualité de logement, tension sociale, santé collective,

Si les objets se transforment, les approches pour les traiter et la définition des rôles dans ces traitements devraient aussi se transformer. C'est bien ce que l'on observe.

2.3 Par delà l'adaptation de l'offre, l'action sur les comportements

Dans les approches des organismes publics, deux tendances se manifestent. Du côté de l'offre, diversification, plus dans les modalités de production que dans l'éventail des services même; du côté de la demande, tentative d'orientation plus forte en influençant les comportements des citoyens. La production des services publics en régie voit son poids sensiblement diminué avec la multiplication des formules de partenariat de toutes sortes, selon des fréquences bien différentes selon les services et plus spécifiquement selon les diverses activités nécessaires à la production d'un service. Par exemple, plus de 70 % des municipalités ont recours à l'impartition pour des activités liées aux déchets, mais seulement 18 % le font pour l'approvisionnement en eau⁵⁴. Le recours aux organismes sans but lucratif et communautaires prédomine dans l'impartition des services de loisirs et culturels; par contre l'entreprise privée fournit les services relatifs au génie et les services conseils. Dans les multiples formes de partenariat au Canada, la formule la plus fréquente est celle où l'organisme public renonce le moins à son contrôle, c'est-à-dire la sous-traitance. Des formules où la contribution du privé est plus importante et plus risquée existent, mais paraissent moins importantes que, par exemple, dans beaucoup de municipalités européennes, sans doute en partie à cause d'un encadrement législatif plus contraignant pour les municipalités.

Le recours au partenariat est essentiellement motivé par une volonté de réduire les coûts. Cet objectif est d'ailleurs habituellement atteint, sous certaines conditions. À cet objectif de réduction des coûts, s'en ajoute un autre de meilleure adaptation du service à des clientèles particulières, surtout dans le cas d'impartition à des organismes sans but lucratif ou communautaire. Par exemple, dans les ensembles de logement public, des organismes se chargent de diverses activités pour les locataires et l'offre de logement évolue en offre de services résidentiels, tout comme dans certains segments du marché résidentiel privé.

Par ailleurs, indépendamment du recours au partenariat, les organismes publics ont pris de très nombreuses initiatives pour mieux adapter les services aux besoins des différentes clientèles : par exemple, prise en compte de certaines coutumes de communautés culturelles en séparant les horaires hommes-femmes pour certaines activités récréatives, réponse rapide au citoyen sur le cheminement de leur dossier à l'intérieur de la bureaucratie, transaction électronique pour l'échange d'information⁵⁵... Dans le cadre des initiatives de police communautaire, les services de police essaient aussi d'adapter leurs activités aux particularités des quartiers.

sécurité municipale, participation communautaire. Pour une vue d'ensemble, A. Sharpe, *A Survey of Indicators of Economic and Social Well-being*, CPRN.

⁵⁴ B. Aubert, M. Patry et S. Rivard, « L'impartition des services municipaux au Canada : un bilan », pp. 265-280, dans M. Poitevin (ed.), *Impartition. Fondements et Analyses*, Sainte-Foy, PUL, 1999, 320 p.

⁵⁵ Le réseau canadien du service axé sur le citoyen a contribué à ce mouvement d'amélioration-adaptation de la qualité, http://www.cmd-ccg.gc.ca/research/citizen/index_f.html

Cette évolution dans l'offre de service est conforme aux tendances, dans la société, à l'individualisation et à la fragmentation des groupes de clientèles. Cependant, la particularisation ne s'applique pas également dans tous les services. La distribution d'eau potable se veut la plus uniforme possible en terme de disponibilité et de qualité. Les professionnels de la circulation ne sont pas forcément spontanément enclins à aller au-delà de leurs normes habituelles, même lorsque les résidents d'un quartier seraient prêts à être plus sévères. Le temps de réaction des véhicules de pompier ne peut bien évidemment pas être uniforme compte tenu des distances, mais il tend à être en deçà d'un certain seuil de temps défini comme standard de service minimal. Par contre, les activités de prévention des pompiers peuvent elles aussi être adaptées aux caractéristiques de la population de chaque quartier et mettre à profit les associations communautaires. Une des adaptations les plus difficiles dans les services et les programmes réside dans l'ajustement des paramètres à la variété des situations de transition (souvent réversible comme on l'a noté dans la première section). Par exemple, comment ajuster le loyer familial dans un HLM si un membre de la famille effectue un retour au travail sans garantie d'y rester? Les organismes publics qui ont été dans le passé habitués à travailler avec de grandes catégories de clientèles à caractéristiques stables et tranchées font face à plus de complexité.

Parallèlement à ces adaptations dans l'offre de service, dans ses caractéristiques et ses modalités d'organisation, les organismes publics tentent d'orienter l'expression de la demande. Cette action sur la demande peut avoir des motifs économiques (décongestionner, reporter des investissements); mais elle est surtout – et sans doute en premier – motivée par la reconnaissance du fait que les personnes apportent, par leurs comportements, une contribution majeure à la production des biens collectifs. Les exemples abondent dans de nombreuses sphères. Dans le domaine des déchets, la pratique du recyclage s'est diffusée à un rythme, somme toute, impressionnant; elle a certes nécessité des adaptations dans les équipements et modalités de collecte, mais aussi et surtout de nombreuses campagnes d'information, de sensibilisation et d'intéressement. Dans le domaine de la santé, les réglementations municipales anti-tabac ont introduit des contraintes majeures pour les fumeurs; à la suite de diverses pressions locales, des municipalités ont aussi adopté des mesures réglementaires sur l'utilisation des pesticides. Dans le domaine des transports, les campagnes de sécurité sensibilisant les automobilistes au bouclage des ceintures ou aux dangers de l'alcool au volant ont aussi été menées avec intensité, plus au niveau provincial. Des initiatives ont aussi été prises pour encourager les automobilistes au covoiturage, avec plus ou moins de succès, même s'il est démontré que l'adoption du covoiturage par quelques pour cent d'automobilistes atténuerait substantiellement la congestion aux heures de pointe du matin; dans la même veine, certaines grandes organisations sont incitées à étendre leurs heures de travail et à faciliter le transport en groupe de leurs employés.

L'action sur la demande est donc une composante de plus en plus significative de l'action publique dans différents secteurs. Certes, en dehors des périodes d'imposition de nouvelles restrictions au comportement, elle est portée à être moins d'actualité que les services offerts, ce qui est normal compte tenu de son caractère politique plus délicat. Regardée au niveau municipal proprement dit, cette action sur les comportements des citoyens (individus et corporations) n'est certainement pas nouvelle. Si les municipalités ont eu tendance à être présentées essentiellement comme des entreprises de services, elles ont toujours aussi été, et sont encore des entreprises de contrôle

social; une de leurs fonctions premières n'est-elle pas de veiller au maintien de la paix et au bon ordre public, d'assurer la cohabitation harmonieuse des citoyens sur un même territoire? Le comportement des citoyens, une fois qu'ils sortent de leur espace résidentiel privé (lui-même d'ailleurs assujéti à un certain nombre de règles) est soumis à de multiples encadrements⁵⁶ : cheminement ambulatoire, limitation du flânage, conduite civique à l'égard des autres... sans parler de la tendance à la multiplication des caméras de surveillance (tendance sans doute moins prononcée dans les villes canadiennes que, par exemple, dans les villes anglaises).

Cette notion de contrôle social — il est vrai, politiquement peu alléchante — est essentielle à la compréhension de l'action municipale. Elle est habituellement vue sous son côté négatif, répressif, d'application de certaines réglementations. L'application de ces réglementations varie d'ailleurs énormément en ce qui concerne la rigueur : de municipalité à tolérance zéro sur certains phénomènes à une tolérance tacite plus ou moins grande. Cependant, par delà l'aspect répressif, le contrôle social se manifeste aussi sous différentes formes plus positives : la médiation plus ou moins informelle dans le règlement de différends entre citoyens (par exemple, chicanes entre voisins), la socialisation à certaines conduites acceptables, la mobilisation des efforts communautaires (par exemple, sécurisation des trajets piétonniers des écoliers avec des enseignes parent-secours...).

Cette action sur les comportements passe par divers moyens d'intervention : non seulement édicition de règlements, mais surtout intensité de leur mise en application, mise en œuvre de différentes mesures incitatives ou coercitives (reconnaissance sociale des conduites exemplaires...), campagne de mobilisation locale. Globalement, dans les analyses universitaires et même dans les études professionnelles visant à améliorer la performance et la gestion (*benchmarking*, calcul de coût unitaire..), ces interventions ont été moins étudiées que les composantes de l'offre de service proprement dite (équipements, activités, biens, financement), à l'exception notoire des efforts de contrôle de certains phénomènes de « déviance », tels les graffitis ou la prostitution sur rue. Il est à noter que certaines études démontrent que la mise au point de solutions satisfaisantes passe par la participation des personnes visées, ce qui rappelle toute la subtilité du contrôle social au niveau local qui est, et doit rester, démocratique. Parmi ces interventions, le marketing social⁵⁷ est appelé à jouer un rôle significatif; partant entre autres de l'observation que le meilleur incitatif est souvent l'exemple observé, le marketing social amène les organismes publics à utiliser de multiples relais associatifs et communautaires qui se chargent de diffuser, démontrer et renforcer les messages officiels (pratique répandue, par exemple, dans la police communautaire, dans la gestion des déchets). Indépendamment de ces initiatives publiques, des associations ou groupes peuvent aussi, sur une base autonome, diffuser le même genre de message.

⁵⁶ Cet impact des décisions municipales sur la vie personnelle est bien souligné par Lightbody: « ...the policy that emanates from city hall codifies important social values, regulates personal privacy », p. 5 in J. Lightbody (ed.), *Canadian Metropolises : Governing Own Cities*, Toronto, 1995, 321 p. Toutefois, cet aspect n'a pas encore fait l'objet de beaucoup d'analyses.

⁵⁷ Mckenzie-Mohr, D., *Promoting a Sustainable Future: An Introduction to Community-Based Social Marketing*, NRTEE.

Ce type d'intervention est important dans la constitution des atouts collectifs. Nous avons vu que ceux-ci résultaient des effets de multiples contributions : des services publics, d'entreprises privées, d'organismes sans but lucratif et d'associations communautaires, sans oublier l'apport essentiel des conduites des citoyens eux-mêmes. Les municipalités ont une longue pratique de la gestion quotidienne du « cohabiter » et du « vivre ensemble ». Dans le contexte actuel de pression concurrentielle externe, ce savoir-faire collectif dans l'harmonisation quotidienne est aussi appelé à s'appliquer davantage à des projets de développement collectif. Ce qui entraîne une évolution des rôles.

2.4 Des monopoles parallèles... au leadership coopératif

L'analyse de l'évolution des rôles des intervenants publics tombe immédiatement en terrain riche en controverses, revendications et frustrations politiques. Pour en faire une analyse fine, il faudrait pouvoir retracer non seulement la répartition des compétences entre niveaux de gouvernements et entre organismes publics à l'intérieur de chaque grande agglomération, mais aussi les initiatives et les stratégies de positionnement et de collaboration de chaque intervenant⁵⁸. Une analyse aussi pointue va bien au-delà des limites du présent essai. Toutefois, puisque cette analyse est essentielle à la compréhension des enjeux de gouvernance dans une agglomération, un portrait schématique va être tracé à grands coups de pinceau. Résumons brièvement qui fait quoi, avant de repérer l'évolution du rôle des intervenants, notamment des municipalités, et d'aborder les questions institutionnelles que cette évolution pose.

L'éventail des compétences dévolues et utilisées change beaucoup plus rarement que les politiques. Cependant, sur une période de quelques décennies, certains changements majeurs se sont produits : intervention municipale accrue dans les domaines récréatifs et culturels, dans divers aspects du logement, réduction des responsabilités en éducation, retrait et retour partiel variable en santé publique. Du côté des interventions fédérales sectorielles au niveau urbain, en dehors d'une présence significative mais moins notée dans plusieurs atouts compétitifs au niveau local, les fluctuations les plus importantes ont touché l'aide au logement et aux infrastructures, ainsi que la dévolution de gestion des grands équipements portuaires et aéroportuaires.

Sans raffiner la mosaïque des différentes institutions publiques dans chaque grande agglomération, certaines tendances de fond se révèlent communes. L'action publique urbaine dans son ensemble reste caractérisée par la juxtaposition de grands monopoles publics parallèles; mais ces monopoles s'érodent sous certains aspects et leurs frontières deviennent moins imperméables. Ces monopoles sont constitués des organismes prestataires de services publics que l'on peut regrouper sous deux grandes constellations. La première constellation, municipale, reste en définitive sous une autorité politique locale unique, avec cependant bien des degrés d'autonomie : des services municipaux aux commissions, aux sociétés para-municipales et à certaines sociétés mixtes. La deuxième constellation, constituée des autres organismes publics, est beaucoup plus diffuse, relevant parfois

58

Pour une vue d'ensemble des relations provinciales-municipales, voir C. Andrew, *Provincial-municipal relations or hyper-fractionalized quasi subordination resisted*, in Lighthbody, *ibidem*, pp. 137-160.

d'autorités avec représentants locaux : institutions d'enseignement de différents niveaux, institutions de santé, organismes dédiés à la formation de la main-d'œuvre ou à la prise en charge de problèmes sociaux ou au développement économique local, organismes gestionnaires de grands équipements... Cette fragmentation institutionnelle horizontale, au sein de chaque agglomération, est renforcée par l'affiliation de bon nombre de ces organismes à l'un ou l'autre des niveaux de gouvernements supérieurs, surtout provincial.

Quelques tendances de fond dans la société et dans la gestion du secteur public viennent cependant nuancer cette image de monopole. Certaines catégories d'utilisateurs sont moins complètement captifs. D'une part, ils peuvent eux-mêmes se donner une partie du service, en substitut ou plus souvent en complément du service public : par exemple, formation en ligne dans la formation continue, utilisation d'appareil de monitoring individuel de santé, équipements de protection contre l'incendie ou le vol, eau embouteillée... D'autre part, les pratiques d'impartition mentionnées précédemment et l'apparition de concurrents privés génèrent des fournisseurs alternatifs de service en formation, en santé (et pas seulement pour les médecines douces), en sécurité publique... Si les utilisateurs sont moins captifs, les organismes publics de dispensation de service doivent davantage en tenir compte; l'attention portée à la qualité des services montre qu'ils le font, avec des résultats plus ou moins probants.

Par ailleurs, le cloisonnement institutionnel n'est pas étanche, ni horizontalement ni verticalement. Horizontalement, concernant la prestation de certains services ou la solution de certains problèmes, les municipalités développent des ententes, notamment avec les institutions scolaires ou les organismes de services sociaux. Des ententes sectorielles entre municipalités et ministères provinciaux permettent à ces dernières de livrer, par exemple, des programmes provinciaux d'habitation ou de prendre en charge la gestion de l'aide sociale, à l'instar de Montréal. Ces ententes restent bien évidemment sujettes à la bonne volonté provinciale; par exemple, dans le cadre de la restructuration municipale à Montréal, Québec a voulu rapatrier l'inspection des aliments, assumée contractuellement par la Communauté urbaine pour le compte de Québec.

Sur cette toile de fond général, examinons de plus près le rôle de la constellation municipale; elle est localement la plus visible compte tenu de son enracinement très démocratique et, par ailleurs, est actuellement la plus revendicatrice, au Canada comme dans de nombreux pays. La présence politique des municipalités est bien plus que proportionnelle à leur poids dans les finances publiques. En 1998, les dépenses municipales au Canada représentaient, selon Kitchen, en moyenne 4,6 % du PIB (GDPP) et 16,7 % du total des dépenses publiques provinciales locales⁵⁹.

Certes, pour être plus significatif dans l'analyse d'ensemble de l'action publique urbaine, ces chiffres devraient être rapportés à l'ensemble des dépenses, tous niveaux de gouvernement confondus dans les agglomérations, mais il n'existe pas de comptes consolidés (nous reviendrons sur ce point par la suite). Cette donnée reste fondamentale pour bien apprécier le poids relatif des municipalités. Un examen très rapide du rôle des municipalités sur chacun des atouts de compétitivité nous permet

⁵⁹ Kitchen, H., "Provinces and Municipalities, Universities, Schools and Hospitals: Recent Trends and Funding Issues", in Lazar, F. Harvey (ed.), *Canada: The States of the Federation 1999/2000: Toward a new mission statement for Canadian fiscal federalism*, Washington, Institute of Intergovernmental Relations, 2000, pp. 295-336.

aussi de souligner les limites de l'action municipale, du moins en termes de compétences et non de rôle (nous verrons justement par la suite que ce rôle tend à déborder les compétences).

- Faciliter l'échange. Les grands réseaux autoroutiers et ferroviaires qui structurent les grandes agglomérations et les correspondances avec l'extérieur ne sont pas de juridiction municipale, pas plus que les grands équipements de transfert (port, aéroport, gare) ne le sont habituellement. Il en va de même pour les équipements de communication; cependant les municipalités peuvent jouer un rôle important dans leur emplacement et leur distribution spatiale.
- Formation de la main-d'œuvre. Ce domaine échappe complètement aux municipalités; le capital humain est pourtant reconnu comme étant l'un des facteurs stratégiques de développement dans la nouvelle économie.
- Fiabilité des approvisionnements. Mis à part quelques exceptions de réseaux électriques possédés par des municipalités, les villes ne jouent pas de rôle dans l'approvisionnement énergétique. Cependant, elles ont le monopole de l'approvisionnement en eau.
- Densité du capital social. Elle émerge de multiples initiatives de la société civile; les municipalités peuvent y apporter un soutien significatif, pas seulement dans le cadre d'activités récréatives culturelles et communautaires.
- Savoir-faire collectif. Comme nous le verrons ci-dessous, les municipalités s'activent sur cet atout.
- Potentiel d'entrepreneuriat. Les municipalités ont un rôle minime, avec certaines mesures d'aide au développement économique (par exemple, aide à la rénovation de bâtiments industriels, aide à la rénovation de rues commerciales). Les contraintes que les ententes de libre-échange imposent sur les conditions d'appels d'offres, limitent même la possibilité de soutenir des entreprises locales.
- La disponibilité d'espaces privés. Les municipalités jouent un rôle de premier plan sur les caractéristiques de ces espaces, sinon sur leur disponibilité, notamment par la réglementation d'urbanisme et par les conditions d'autorisation des constructions, par l'installation d'infrastructures. Cependant, au niveau de l'agglomération, les grandes infrastructures autoroutières qui ne sont pas de juridiction municipale jouent un rôle déterminant dans la création de l'offre.
- La santé publique. Actuellement, les municipalités ne sont que des intervenants mineurs dans le domaine de la santé, avec quelques différences selon les provinces.
- La sécurité publique. Toutes les municipalités importantes disposent de corps de police; cependant, le partage précis des responsabilités avec les corps de police des niveaux de gouvernements supérieurs peut être variable. Les municipalités ont le monopole de la protection contre les incendies.
- Créativité. Les municipalités fournissent à l'occasion un apport secondaire au soutien de la création artistique; mais leur rôle peut être plus important dans la diffusion culturelle. Elles sont absentes du secteur de la recherche et du développement, mis à part des contributions

au développement technologique dans quelques-uns de leurs secteurs d'activités (par exemple, décontamination des terrains).

- Qualité de l'environnement. Les municipalités sont très actives sur la plupart des dimensions.
- Ambiance urbaine. Les municipalités peuvent y contribuer significativement, par les permissions d'occupation de l'espace public, par l'aide à l'organisation d'événements ou de festivités, par l'éclairage...
- Cohésion sociale. Les municipalités jouent un rôle important dans la socialisation civique; elles supportent aussi les citoyens de façon majeure comme on le verra ci-dessous. L'uniformité des services municipaux de base au sein d'une même municipalité peut aussi avoir des effets d'atténuation des inégalités sociales (ce qui ne vaut pas forcément au niveau de l'agglomération). Par ailleurs, la prise en charge des problèmes sociaux est très variable.

Ce portrait schématique montre bien que les municipalités ont fort peu de prise sur certains atouts stratégiques. Cependant, leur rôle tend à s'étendre, car la nouvelle dynamique du développement rebrasse le jeu interinstitutionnel. Et cette tendance ressort si l'on fait une lecture rapide en abrégé de toutes les activités municipales à la lumière des grandes fonctions que les agglomérations urbaines remplissent par rapport à leurs citoyens.

Garantir la fonctionnalité du cadre quotidien de vie. Les citoyens s'attendent à ce que tous les systèmes collectifs qu'ils utilisent au cours d'une journée fonctionnent rondement et en tout temps : marcher sur des trottoirs sans encombre et rouler sur des rues carrossables, même en hiver, compter sur un transport en commun ponctuel, avoir de l'eau à volonté... Cette fonction incombe en très grande partie aux municipalités qui semblent d'ailleurs bien s'en acquitter; habituellement, dans les sondages, le taux de satisfaction à l'égard des services municipaux est élevé. Cette fonction traditionnelle, qui accapare d'ailleurs la plus grande partie des budgets municipaux, reste toujours aussi essentielle.

Assurer une cohabitation harmonieuse des citoyens et renforcer l'appartenance du citoyen à la société. Comme on l'a noté précédemment, les municipalités, comme d'autres organismes publics, encadrent divers comportements des citoyens et les orientent au besoin pour atteindre des objectifs de situation collective bénéfique pour tous. Avant tout, ces comportements devraient être tels qu'ils facilitent une cohabitation harmonieuse sur le territoire. D'ailleurs, de multiples réglementations municipales y veillent, qu'elles portent sur l'apparence de la propriété, les règles de stationnement, la disposition des déchets, les heures d'ouverture des parcs... En contrepartie (principe d'équilibre de base dans la cohésion sociale), la ville — ce qui veut dire aussi la municipalité — offre aux citoyens une police d'assurance assez universelle (sauf vie : la criminalité existe !) : par rapport à des situations trop conflictuelles avec ses semblables, par rapport aux nuisances générées par les autres, par rapport à des risques de détresse individuelle et par rapport aux catastrophes majeures... À cet égard, les systèmes de réponse aux appels d'urgence 911 jouent un rôle crucial (ils ne sont pas partout de responsabilité municipale). Le citoyen sait qu'en tout temps, il peut compter sur une forme de dépannage rapide. Cette fonction va bien au-delà du service. Elle touche une des fibres les plus sensibles de la relation citoyen/société; par delà les services, la municipalité offre à ses citoyens

une forme de compassion et, à cet égard, la figure du maire en situation de catastrophe devient très symbolique, que l'on songe au maire Giuliani à New York après les événements du 11 septembre ou, à plus petite échelle, au maire Bourque de Montréal durant la crise du verglas de 1998.

La ville au sens large offre aussi à ses citoyens la possibilité d'exprimer occasionnellement, lors de catastrophes ou de grands événements, compassion et solidarité⁶⁰ ; dans le contexte des tendances exposées dans la première partie, cette fonction d'assurance prend sans doute une importance croissante. Par ailleurs, l'agglomération dans son ensemble, par le volume et la diversité des emplois, augmente la probabilité de trouver un emploi, de trouver des ressources très spécialisées en cas de besoin. La fonction assurancielle de la ville (et pas seulement de la municipalité) est donc un élément important de la cohésion sociale métropolitaine⁶¹.

La promotion du développement. De nombreuses villes se perçoivent entraînées dans le jeu d'une compétition internationale qui peut affecter leur sort; des documents d'orientation de la Fédération canadienne des municipalités y font référence à plusieurs reprises. La promotion du développement est un impératif qui prend une force accrue et s'exprime sous de nouvelles formes. Certes, en lui-même il n'est pas nouveau. Les analyses des politiques urbaines ont bien mis en évidence l'importance de coalitions d'intérêt procroissance; et « les régime urbains » les plus fréquents seraient portés être proactifs dans la promotion du développement, notamment dans sa composante immobilière. Toutefois, sur ce thème ancien, des variantes nouvelles se dessinent.

Certes, la fébrilité municipale sur cette fonction est un peu paradoxale. Objectivement, les municipalités, en tant qu'organisations, ne détiennent pas de leviers importants dans le développement. Le survol des compétences sur les divers atouts de développement fait précédemment le démontre. Sur le plan des moyens d'intervention, les mesures spécifiques offertes aux entreprises par les municipalités, tout en pouvant éventuellement avoir à la marge un effet décisif, ne se comparent cependant pas avec les avantages fiscaux (crédits d'impôts ou prêts avantageux) que les gouvernements supérieurs peuvent consentir. En outre, les éventuelles surenchères que les municipalités d'une même agglomération peuvent se livrer pour attirer un investissement particulier s'avèrent stériles en matière de résultat global de développement pour l'agglomération. Or, la logique d'ensemble du jeu de compétition ne leur laisse guère le choix, même si elle les entraîne dans une course à l'avant aux nouvelles initiatives : si elles sont les seules à ne pas jouer le jeu, elles diminuent leur chance de développement, si elles jouent le jeu, elles doivent être deux fois plus imaginatives et originales pour pouvoir se démarquer et se donner un excédent d'atouts décisifs. L'impératif de la promotion du développement prend alors une force accrue. Il s'exprime aussi sous de nouvelles formes.

Les responsables municipaux y interviennent d'une certaine façon, moins à titre de responsables de grandes organisations ayant leurs propres leviers d'intervention qu'à titre de représentant principal de

⁶⁰ Charbonneau, J. et S. Gaudet, *Les solidarités spontanées durant la tempête de verglas*, Montréal, INRS-Urbanisation, 1998, 32 p.

⁶¹ Cette fonction assurancielle vaut aussi pour les entreprises en raison de l'éventail des choix de fournisseurs d'intrants. Elle est bien mise en évidence par P. Veltz, *Mondialisation. Villes et territoires. L'économie d'Archipel*, Paris, PUF, 2000, 262 p.

fait des intérêts de la collectivité dans le développement. Cette action prend essentiellement deux formes.

D'une part le marketing territorial : les grandes villes ou agglomérations sont très actives à l'extérieur pour promouvoir leur identité, leur originalité, la combinaison unique d'atouts de développement dont elles disposent, avec des ciblage de clientèles variables selon leur propre stratégie (d'entreprises très ciblées dans certains secteurs économiques spécifiques à la représentation plus globale de ville à ville). La multiplication des démarches municipales paradiplomatiques, des participations à des délégations de gens d'affaires, et plus récemment des sites web, s'inscrivent dans cette orientation.

D'autre part, la mobilisation générale pour le développement : les responsables municipaux essaient de développer avec des partenaires des différents secteurs de la société une certaine vision du développement de leur collectivité, des valeurs privilégiées, des objectifs généraux et des axes stratégiques particuliers. Les intervenants dans tous les atouts stratégiques sont alors mis à contribution. Dans certains cas, les responsables municipaux s'associent à des initiatives multipartites. Le développement de consensus sur ces grandes orientations est supposé générer une plus grande rapidité dans l'acceptation et la mise en œuvre d'initiatives nouvelles, notamment des grands projets, tout en permettant de souligner la cohésion locale dans les arguments de marketing.

Dans le cadre de ces actions, deux rôles plus politiques de la municipalité, sans être vraiment nouveaux, prennent plus de relief.

Un rôle de rassembleur des « forces vives » du milieu, des chefs de file des différents secteurs de la société ou, autrement dit, d'animateur de l'action collective : ce rôle signifie que les habiletés interactionnelles, autant des élus que des responsables administratifs, deviennent plus stratégiques. Les « crossbounders » deviennent des personnages clés.

Un rôle d'entrepreneur général en action publique urbaine : le passage à l'action dans le cadre d'orientations concertées suppose un minimum de coordination. Pour reprendre une image de chantier, si chaque association, entreprise, organisme public du milieu y va de sa contribution spécifique, il y a nécessité de faciliter une combinaison harmonieuse et efficace de ces apports; cette fonction typique d'entrepreneur général peut être exercée par les municipalités, comme nous le verrons ci-dessous, dans la mise en œuvre de politiques urbaines. Certes, deux nuances s'imposent immédiatement sur cette analogie. D'une part, l'entrepreneur général doit rendre des comptes (en l'occurrence à tous les partenaires contributeurs, et aux électeurs locaux), d'autre part, l'entrepreneur général bénéficie d'une maîtrise très serrée de toutes les opérations. Un tel degré de contrôle est impensable pour une autorité locale à l'égard de multiples organismes publics ou privés qui ont leur propre autonomie et leurs propres actionnaires spécifiques. Néanmoins, ce rôle d'entrepreneur général en action publique transparaît clairement dans la mise en œuvre de divers programmes centrés sur la revitalisation de quartiers défavorisés⁶².

⁶² Il émerge, par exemple à Montréal, dans la stratégie à l'égard des quartier ciblés. Aux États-Unis et en Angleterre, le succès de la revitalisation de quartiers défavorisés dépend entre autres de l'habileté combinatoire des responsables locaux, dans la facilité avec laquelle ils canalisent et concentrent dans l'espace les multiples mesures offertes par des agences gouvernementales.

Cela nous amène à préciser la notion utilisée ci-dessus de « représentant principal de fait des intérêts de la collectivité ». On a déjà noté que d'un point de vue institutionnel, dans l'ensemble de l'action publique, la constellation municipale manifeste un degré d'intégration nettement plus élevé. Même s'il existe dans la collectivité beaucoup d'autres organismes voués à la promotion du développement économique, d'origine privée ou soutenus par un autre niveau de gouvernement, et que d'autres organismes peuvent avoir des expertises en développement plus étendues que les municipalités elles-mêmes, il n'en reste pas moins que la légitimité démocratique donne un poids considérable aux responsables politiques municipaux. Cependant, les subtilités et susceptibilités locales dans la répartition des expertises, dans les capacités d'initiatives concrètes et de pouvoir de financement ainsi que dans les profils publics des diverses personnalités, amènent les élus municipaux à développer une direction de type coopératif, s'ils veulent bénéficier d'une légitimité à long terme. La distinction entre le rôle de chef de l'organisation municipale et celui de représentant principal de fait de la collectivité est ici importante. La collectivité métropolitaine ne saurait être conçue comme une organisation; elle est beaucoup plus un système complexe ouvert.

Si la compétition se joue sur un large éventail d'atouts, les rôles de rassembleur dans l'action collective et d'entrepreneur général en action publique deviennent plus importants. Une question essentielle se pose alors : les municipalités disposent-elles des moyens institutionnels (compétences, statut, fiscalité) pour assumer pleinement ces rôles? Cette question est d'actualité. Elle est débattue notamment par la FCM et par le groupe des grandes villes⁶³.

Abordons successivement les questions de compétences, de statut et de fiscalité, même si, évidemment, ces trois questions sont assez étroitement liées.

La discussion sur les compétences se heurte d'emblée à l'écueil des notions, et surtout des multiples évocations historiques qui leur sont associées. Il est un peu amusant de constater que dans une société qui, depuis longtemps, n'est plus une société rurale, une notion incontournable dans la discussion des compétences est celle de « champ » de compétence. Appliquée au domaine urbain qui nous intéresse ici, elle peut amener à sous-estimer certaines dimensions des réalités. Le champ évoque une réalité cadastrale bidimensionnelle avec titre de propriété clair. Certes, une ville ne saurait vivre harmonieusement sans un cadastre rigoureux, mais la réalité urbaine est bien plus multidimensionnelle... À l'intérieur d'un même secteur d'activité ou sur l'un ou l'autre des atouts mentionnés, des organismes publics de différents niveaux et d'autres acteurs non-publics interviennent à des échelles spatiales fort variables. Sans multiplier les exemples, la protection contre le crime organisé fait intervenir les corps policiers des différents niveaux, y compris l'Interpol. La réalisation de certains objectifs environnementaux (par exemple, la réduction des gaz à effet de serre), négociés internationalement, suppose aussi des contributions d'intervenants de différents niveaux, y compris locaux. La ville condense les manifestations spatiales de multiples phénomènes dont la dynamique n'est pas seulement locale et il est souhaitable que les acteurs de cette dynamique soient mis à contribution.

⁶³

Canada's Cities. Unleash our Potential, <http://www.canadascities.ca>
Greater Toronto Charter Movement, <http://www.torontocharter.com>

Par ailleurs, les atouts de compétition sont fortement interreliés comme nous l'avons noté. L'action dans un secteur d'activité, qu'il s'agisse de formation, de sécurité, de créativité ou autre, ne saurait donc être menée sans tenir compte de ses interactions avec d'autres activités, ce qui peut susciter diverses initiatives conjointes. Les atouts de développement relèvent tous, à des degrés divers, de compétences partagées horizontalement et verticalement.

Dans ce contexte, pour des fins de développement, la question principale n'est donc pas de savoir si la liste des compétences propres dévolues aux municipalités est suffisante ou pas⁶⁴. Il faut plutôt s'interroger sur la marge de manœuvre municipale et sur la reconnaissance de son rôle de représentant principal de fait. Par exemple, sur le premier point, la FCM soutient que chaque gouvernement municipal devrait « être habilité à agir sur toute question non expressément exclue de ses responsabilités compte tenu de sa compétence financière »⁶⁵. Sur le deuxième point, un amendement récent à la législation municipale anglaise apporte un éclairage intéressant: les municipalités se sont vu octroyer un « well-being power »⁶⁶. Les municipalités anglaises sont certes plus encadrées par les autorités centrales que les municipalités canadiennes et cette formulation tient peut être de l'antidote à la forte centralisation. Néanmoins, cette reconnaissance d'un pouvoir pour les municipalités de s'occuper du bien être économique, social ou environnemental de toute leur population, s'inscrit parfaitement dans les tendances qui structurent l'organisation de l'action publique locale et les conditions du développement compétitif viable.

Cette reconnaissance peut aussi se manifester dans le statut des municipalités. Les municipalités canadiennes sont globalement mal à l'aise dans leur peau de « créature » des gouvernements provinciaux. Là aussi, l'utilisation des notions est amusante, si l'on songe que maintenant certaines machines créatures de l'être humain sont bien plus puissantes que lui dans certaines fonctionnalités. Certaines provinces ont d'ailleurs commencé à concevoir des amendements législatifs allant dans le sens d'une reconnaissance d'un statut gouvernemental aux municipalités⁶⁷. Et l'innovation la plus appropriée serait sans doute de trouver une formulation de compétences municipales qui reconnaîtrait aux municipalités un rôle dans la supervision des interdépendances juridictionnelles sur son territoire, ne serait-ce qu'à titre d'évaluation ou de monitoring public. Par ailleurs, si la mobilisation de la société urbaine pour maximiser les atouts de compétition appelle au plan politique local un *leadership* coopératif, il ne faudrait pas que les solutions du point de vue des compétences et du statut prédisposent les municipalités aux actions unilatérales.

La problématique institutionnelle qui découle de l'évolution des rôles inclut bien évidemment les questions fiscales.

⁶⁴ Elle varie sensiblement d'une province à l'autre. Toronto semble envier, par exemple, ce que Montréal détient de par sa charte.

⁶⁵ FCM, Rôle futur des gouvernements municipaux Position adoptée en mai 2001, <http://www.fcm.ca/french/national/role1-f.htm>

⁶⁶ DETR, Power to Promote or Improve Economic, Social or Environmental Wellbeing, <http://www.local-regions.dtlr.gov.uk/wellbeing/01.htm>

⁶⁷ Notamment, Alberta et Colombie-Britannique.

2.5 Des taxes locales... au partage des retombées fiscales du développement métropolitain

Une question de fond devrait être débattue : les finances publiques d'agglomérations urbaines sont-elles adaptées par rapport aux défis que ces agglomérations ont à relever? Cette question ne peut malheureusement que rester théorique. La notion de finances publiques d'agglomérations n'est pas opérationnelle. Il serait bien difficile d'établir une comptabilité par agglomération urbaine de tous les revenus de taxation générés pour une agglomération et surtout de toutes les dépenses publiques, tous niveaux de gouvernement confondus, qui sont effectuées dans une agglomération. Certes, il est facile d'agréger les comptes des autorités décentralisées; il est beaucoup plus difficile d'estimer les dépenses des ministères. Devrait-on faire une telle comptabilité? De solides arguments militeraient pour une réponse positive. Une telle comptabilité permettrait d'avoir une vue d'ensemble des activités gouvernementales, de relativiser l'importance des différents organismes publics et, dans une perspective d'imputabilité démocratique, de donner juste crédit aux différents niveaux de gouvernement. Elle permettrait aussi d'estimer approximativement les efforts sur les différents atouts de compétition et éventuellement d'éclairer plus judicieusement les choix. Cependant, l'opportunité politique d'une telle comptabilité serait vite questionnée. Elle mettrait en évidence les excédents et les surplus, et donc des flux de péréquation entre agglomérations et/ou régions. La solidarité interrégionale subirait là un sérieux test de vérité dont les conséquences sont difficilement prévisibles. En l'état actuel, la péréquation est sans doute plus facile à réaliser et à vivre politiquement lorsqu'elle se fait en catimini.

Cette question centrale n'étant pas traitable, il reste deux questions importantes et d'actualité. Les revenus de source locale des municipalités sont-ils suffisants pour assumer adéquatement les compétences municipales? La fiscalité de l'agglomération permet-elle de faire face aux défis spécifiques de l'agglomération?

La réponse collective des municipalités à la première question est claire : « les gouvernements municipaux ne disposent ni des pouvoirs ni des ressources nécessaires pour satisfaire aux besoins et aux attentes locales »⁶⁸. Ce diagnostic fréquemment posé n'est pas forcément partagé par d'autres intervenants, notamment les organismes provinciaux⁶⁹. Le diagnostic de non-adéquation est appuyé par une série d'arguments, développés avec plus ou moins de force selon les plaidoyers :

- Avec leur niveau de ressources, la plupart des grandes municipalités ont différé dans le temps les réinvestissements nécessaires à l'entretien majeur des infrastructures et équipements.

⁶⁸ FCM, *Rôle futur des gouvernements municipaux*, mai 2001, p. 1, Ibid.

⁶⁹ Par exemple au Québec, la Commission Bédard avait reçu, avec circonspection, les prétentions de la ville de Montréal sur l'écart entre ses revenus et ses obligations, *Québec Pacte 2000*, Rapport de la commission sur les finances et la fiscalité locales, Gouvernement du Québec, 1999, 425 p.

Les besoins en investissement de rattrapage justifient en bonne partie le programme tripartite d'infrastructures. Il est à noter que dans certains cas l'estimation de ces besoins a fait l'objet d'études plus ou moins poussées⁷⁰.

- Au cours de la dernière décennie, la tendance a été à la dévolution de nouvelles responsabilités au niveau local. L'importance du délestage doit cependant être relativisé. De 1988 à 1998, la taille du secteur municipal en pourcentage du produit intérieur brut provincial s'est accrue selon Kitchen de 4,6 % à 4,9 % seulement⁷¹.
- Les municipalités doivent surtout compter, dans les revenus de source propre, sur la taxe foncière d'où provenait en 1998 56,7 % de l'ensemble de leurs revenus⁷². Or, le potentiel de croissance de l'assiette fiscale foncière peut être moins intéressant dans un type d'économie où le besoin en espace immobilier tend à être moins grand pour certaines activités; la croissance de l'assiette foncière ne suivrait plus étroitement la croissance économique globale.
- Les comparaisons entre la structure des revenus des municipalités canadiennes et celles des municipalités d'autres pays montrent que les revenus municipaux au Canada sont moins diversifiés et, notamment, que les revenus de transfert, qui ont connu une chute importante, sont à des niveaux inférieurs. Dans la compétition internationale, les municipalités canadiennes s'estiment désavantagées⁷³, mais le poids de cet argument est affaibli du fait que la répartition des responsabilités et des dépenses n'est pas toujours simultanément prise en compte.
- L'ampleur du déficit structurel des municipalités (l'écart entre leurs revenus de source locale et le coût de prise en charge de leurs compétences actuelles) continue donc de faire l'objet d'appréciations diverses. Le déficit est sans doute plus plausible et significatif si on prend en considération les nouveaux rôles que les municipalités (du moins les municipalités centrales), peuvent être amenées à jouer, en termes d'activité et d'investissements additionnels, pour rester compétitives. L'étude de Berridge lance à cet égard un cri d'alarme⁷⁴.

Effectivement, les réflexions sur l'évolution des rôles soulèvent une question additionnelle qui alimente les discussions sur la diversification et l'augmentation souhaitable des sources de revenus municipaux. Si les agglomérations, par des mesures délibérées et concertées sur les différents atouts de développement, en viennent à faciliter leur développement, ne devraient-elles pas

⁷⁰ Pour l'ensemble des municipalités du Québec, l'état des infrastructures d'eau a fait l'objet d'une évaluation méthodique. Trépanier, M. *et al.*, « L'État des infrastructures d'eau du Québec », dans Villeneuve, J.-P., A. Rousseau et S. Duchesne, *Symposium sur la gestion de l'eau au Québec. Recueil de textes des conférenciers*, INRS-Eau, 1998, pp. 445-462.

⁷¹ Kitchen *ibidem*, p. 297.

⁷² Kitchen, *ibidem*, p. 307.

⁷³ FCM, Early Warning, *Will Canadian Cities Compete?*, préparé pour la NRTEE, May 2001.

⁷⁴ Berridge, J., *Reinvesting in Toronto: What the Competition is Doing*, Toronto, Canadian Urban Institute, 1999, 58 p.

bénéficier d'une partie des retombées fiscales de ce développement, retombées qui vont surtout dans les coffres des gouvernements supérieurs (taxe de vente, impôt selon les revenus)? Les efforts et les investissements consentis ne devraient-ils pas être récompensés plus largement que par la simple augmentation de la richesse foncière. La marge de manoeuvre financière locale en serait accrue.

Cependant, une telle question ne peut être posée qu'au niveau de l'agglomération. Or, la fiscalité de l'agglomération est encore balbutiante. Certaines mesures ont commencé à être mises en place — notamment la taxation additionnelle sur l'essence ou l'immatriculation pour aider au financement du transport en commun à Montréal et Vancouver — dans le cadre de la nouvelle communauté métropolitaine de Montréal : démarrage d'un partage de la croissance de la richesse foncière et d'une contribution à certains équipements régionaux et au déficit d'exploitation du logement public.

Les anciennes communautés urbaines de Montréal et Toronto (à un échelon sous-métropolitain) avaient déjà opéré une certaine forme de péréquation; les contributions étaient fonction de la richesse foncière des municipalités et non des services reçus. La création des deux plus grandes villes est sans doute susceptible d'accentuer cette péréquation. S'il est vrai qu'en bonne théorie de finances publiques, les municipalités ne doivent pas être opérantes dans la redistribution des revenus, il est tout aussi vrai qu'en pratique, et quels que soient les débats sur l'incidence réelle de la taxe foncière, les municipalités font contribuer les citoyens aux charges communes d'abord en fonction de leur richesse foncière (il y a certes beaucoup de cas de figure dans la relation richesse foncière – revenu). Elles se montrent aussi prudentes dans la tarification systématique de certaines activités aux usagers (au Québec plus qu'ailleurs)⁷⁵. Ces pratiques sont sans doute des entorses à la théorie économique, mais elles devraient aussi être analysées en matière de contribution à la cohésion sociale locale. Certaines analyses sur la fiscalité locale mériteraient d'être réexaminées à ce point de vue.

2.6 Du métropolitain de fait... au métropolitain de projet

Surtout dans un contexte de compétition, le fait premier de la réalité urbaine est l'agglomération, et non les villes, si celles-ci sont entendues au sens de municipalités. Là encore, les notions usuelles peuvent induire de vieux réflexes et biaiser les analyses. La notion de ville qui réfère spontanément à la réalité urbaine ne garde de sens qu'en termes de statut juridique municipal, à moins de parler de ville-région; il y a bien longtemps que la réalité urbaine a débordé les « villes ».

Comme fait premier, l'agglomération urbaine est avant tout une réalité économique et non socio-institutionnelle⁷⁶. Elle constitue un énorme marché unique de main-d'oeuvre, même s'il n'est pas homogène spatialement; certaines zones en viennent à être « spécialisées » dans certaines catégories sociales et de main-d'oeuvre, entre autres au gré des itérations entre localisation des

⁷⁵ Kitchen, *ibidem*, p. 303. Alors que la tarification rapporte en moyenne 20 % des revenus municipaux au Canada, cette part n'est que de 15 % au Québec, contre 30 % en Alberta.

⁷⁶ Par ailleurs, la signification politique de cette réalité économique et sa relation avec les entités politiques territoriales traditionnelles est en terrain de prise de conscience et de fracture potentielle.

entreprises et localisation de leurs employés. Toutefois, dans une perspective de développement, notamment afin de faciliter l'implantation d'entreprises et l'adaptation aux emplois disponibles, l'organisation interne métropolitaine a tout intérêt à rendre le plus fluide possible le fonctionnement de ce marché de main-d'œuvre, qu'il s'agisse de politique de formation ou de desserte en transport. Plus globalement, si le développement est conditionné par la dynamique d'ensemble de l'agglomération, les orientations générales sur les atouts compétitifs devraient être prises au niveau de l'agglomération.

Si elle est dans tous les cas une réalité économique unique, l'agglomération n'est pas, dans les faits, la base première d'agencement institutionnel et d'organisation de la société civile, ce qui est encore plus vrai pour les grandes agglomérations. En généralisant peut-être indûment de premières analyses sur l'agglomération de Montréal portant sur cet aspect, on constate que les organisations religieuses, syndicales et associatives se trouvent davantage à un niveau sous-régional (dans certains cas renforcées par l'organisation territoriale de l'administration provinciale). Certes, des forces majeures opèrent au moins à une échelle métropolitaine : les médias, ce qui peut prédisposer à une certaine forme de culture métropolitaine. Par ailleurs, la vocation métropolitaine de la principale association d'affaire (la Chambre de commerce du Montréal métropolitain) compose avec des associations sous-régionales vigoureuses.

Le degré de correspondance territoriale entre institutions locales et organisations de la société civile devient un facteur majeur, dans la mesure où des stratégies concertées de développement doivent mettre à contribution l'ensemble des meneurs de la société civile, sans compter son rôle traditionnel dans la configuration des jeux politiques locaux. Il est fort possible que dans les agglomérations plus petites, le degré de correspondance soit plus grand; mais ce sujet a été jusqu'à maintenant fort peu abordé même dans les analyses de restructuration municipale. À ce dernier point de vue, dans la région de Montréal, les trois grandes villes Laval, Montréal, Longueuil reflètent assez bien l'organisation de la société civile, ce qui est de bon augure pour la prise en charge des nouveaux rôles au niveau municipal. Au niveau métropolitain, l'absence d'organisations de la société civile peut rester un handicap.

Si l'agglomération est une réalité économique unique, dans un contexte de compétition, il importe que soit prises en charge à ce niveau les actions de promotion et de mobilisation. À cet égard, sans avoir de portrait d'ensemble précis, la situation paraît très variable entre les agglomérations canadiennes selon le poids de la ville centrale dans l'ensemble de l'agglomération et selon l'existence ou non d'une organisation métropolitaine. La présence d'un organisme métropolitain (à Montréal, CMM, et GVDR à Vancouver) permet des avancées significatives. Vancouver est reconnu pour la qualité de ses démarches stratégiques; à Montréal l'action de promotion internationale a été unifiée même avant de la création de la CMM au sein d'un organisme public/privé, Montréal International.

Dans un contexte de réalité économique unique et non homogène, de réalité sociale et institutionnelle plus ou moins fragmentée, comment l'agglomération, comme unité compétitive de

base, peut-elle développer ses atouts et qui doit en être imputable? On ne saurait trancher en quelques phrases ce débat vigoureux qui dure depuis plusieurs décennies⁷⁷.

L'analyse précédente permet de poser quelques balises. L'agglomération doit être le lieu privilégié de la concertation du développement, de la définition des orientations générales sur les atouts de compétition. Il est possible qu'il soit approprié de prendre aussi à ce niveau quelques décisions conséquentes de fourniture de service (définition de la qualité du service et des modalités de son financement). Par contre, la production du service peut très bien être organisée à des niveaux sous-régionaux, plus appropriés en raison de critères d'efficacité, d'aires fonctionnelles, d'expertise ou d'économie d'échelle. Une telle façon de fonctionner existe d'ailleurs déjà pour le transport en commun dans certaines agglomérations⁷⁸. Sans reprendre chacun des atouts compétitifs dans cette perspective, soulignons cependant que la cohésion sociale figurant parmi les atouts devrait faire l'objet d'initiatives particulières au niveau métropolitain.

Mais alors, comment organiser la concertation? Qui doit la piloter? La réponse est sans doute encore plus complexe qu'au niveau d'une municipalité. On a noté qu'à ce dernier niveau plusieurs tendances poussent les élus locaux vers un rôle de rassembleur dans l'action collective. Il devrait en être de même au niveau métropolitain, et même de manière plus forte puisque les atouts de développement se jouent à ce niveau.

L'organisation de la concertation au niveau métropolitain doit trouver un équilibre entre deux articulations : l'arrimage entre la région métropolitaine et les gouvernements supérieurs de même que la conciliation des intérêts des municipalités de l'agglomération dans le cadre d'une concertation avec les chefs de file de la société civile.

Il faut tenir compte du fait que les gouvernements supérieurs détiennent les leviers majeurs au niveau métropolitain. Conséquemment, les gouvernements supérieurs sont confrontés à un dilemme, souvent paralysant. Comment se commettre avec des partenaires du milieu métropolitain, tout en gardant une certaine neutralité par rapport à ce milieu dans un souci d'équité plus global par rapport aux diverses agglomérations?

Certaines approches de politiques urbaines permettent d'assumer ce dilemme (définition d'un cadre général d'aménagement, approche contractuelle, programme inconditionnel mais ciblé. Voir section 3). Dans la dynamique interactive de la concertation, les représentants métropolitains des gouvernements supérieurs peuvent se trouver dans des situations délicates jusqu'à ce que des décisions soient prises. Dans cette veine, le Québec a expérimenté, dans la deuxième moitié des années 90, une formule originale où des députés provinciaux étaient partie prenante de l'assemblée de conseils régionaux de développement, en compagnie d'élus municipaux, des représentants de différents collèges de la société civile... Dans le cas de Montréal, cette expérience est restée à un niveau intra-métropolitain avec un début de concertation des CRD de toute l'agglomération.

⁷⁷ Pour un état de la question, voir entre autres F. Frisken, D. F. Morris, «Regionalism Reconsidered», *Journal of Urban Affairs*, vol. 23, no 5, pp. 467-478.

⁷⁸ J.-P. Collin, C. Poitras et Y. Bussière, *La gestion métropolitaine du transport en commun au Canada, aux États-Unis et en France, Analyse comparative de huit cas*. Études et documents 70, INRS-Urbanisation, 1998.

Dans la concertation métropolitaine, l'articulation entre les représentants du milieu (élus et *leaders*) et les représentants des gouvernements supérieurs est cruciale. Il serait illusoire de vouloir intégrer l'action publique urbaine et dynamiser l'action collective : si cette question ne trouve pas de solution, que cette solution soit institutionnelle (présence dans les instances de concertation) ou qu'elle soit procédurale dans les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des politiques urbaines. Et ces solutions devraient avoir une certaine stabilité dans le temps; la constitution de groupes de travail ou de commissions d'études composés de personnalités des milieux que le Québec et l'Ontario ont utilisé à plusieurs reprises pour réfléchir sur les questions métropolitaines ne peut tenir lieu de mécanisme de dialogue entre partenaires ni d'instance de gouvernance métropolitaine. Bien évidemment, l'agglomération dans son ensemble est aussi le niveau approprié où peuvent être préparées les prises de décision et les mises en œuvre des choix d'organisation spatiale du territoire qui minimiseront certains coûts collectifs et maximiseront certains avantages naturels. Cependant, les prises de décision et leur mise en œuvre s'avèrent difficiles, notamment en raison du jeu des municipalités dans la défense de leurs intérêts territoriaux, et de la dynamique de la politique territoriale des gouvernements provinciaux.

À cet égard, l'impact de la création de grandes villes centrales reste indéterminé et dépendra sans doute plus de rapprochements entre les meneurs de la société civile métropolitaine (par ailleurs peu structurée comme on l'a noté) que de l'harmonisation des intérêts municipaux proprement dits, à moins que les élus des villes-centre ne réussissent à développer un *leadership* métropolitain. Le poids des villes-centre au sein des agglomérations est très variable. Compte tenu des fonctions qui s'y concentrent, la ville-centre a tendance à devenir le chef de file de l'agglomération, sans doute d'autant plus nettement que son poids est important. Toutefois, dans le cas des deux grandes métropoles, Montréal et Toronto, il n'est pas évident que la création des grandes villes-centre facilitera la concertation métropolitaine.

L'évaluation de ces fusions (dans leur opportunité, puisqu'il est trop tôt pour parler de résultats), doit se faire à la lumière de l'évolution des rôles qui a été esquissée. Certes, une bonne partie du discours officiel a été de nature plus organisationnelle (les municipalités vues comme organisation, comme structures administratives et productrices de services), avec des arguments plus ou moins convaincants sur ce plan. L'utilité de ces fusions peut se comprendre plus facilement dans le cadre des tendances émergentes sur les nouveaux rôles dans un contexte de compétition; les justifications officielles y ont fait référence (notamment sur la nécessité d'un *leadership* local fort) sans présenter un discours articulé sur ce plan. Ces opérations draconiennes présentent donc un caractère assez paradoxal. Si dans leur forme (grosse structure, méga-cité), elles relèvent davantage d'une génération antérieure de pensée administrative, dans leur fondement plus intuitif qu'explicite, elles cherchent à trouver de nouveaux moyens pour mieux assumer de nouveaux rôles dans une société plus complexe. Il est difficile de prédire ce que ce composé « forme traditionnelle/nouveaux rôles » va produire, d'autant plus qu'il n'est pas mis en place à l'échelle où se déploient les tendances qui appellent les nouveaux rôles, soit l'échelle de l'agglomération (Cependant, à Montréal, la Communauté métropolitaine se voit investie de certains de ces nouveaux rôles).

3 L'ARTICULATION DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES COLLECTIVES URBAINES

Les tendances dans la restructuration de l'action publique urbaine qui met sous pression la répartition des compétences et appelle de nouveaux rôles, vont-elles se traduire par la mise en œuvre de mesures intégrées de soutien au développement des agglomérations urbaines? La réponse à cette question dépendra tout autant du jeu politique sur les questions urbaines à différents niveaux que de la nature des stratégies et des politiques qui pourraient être conçues et mises en œuvre.

3.1 Le préalable de la politique des affaires urbaines

Même si les problèmes d'ordre social ou d'aménagement retiennent souvent l'attention des citoyens et des élus de plusieurs niveaux de gouvernement, la question urbaine dans son ensemble reste souvent tacite dans les limbes politiques et institutionnels; mais elle revient de manière lancinante, notamment dans le contexte actuel.

Les agglomérations urbaines : « préoccupation » inévitable des gouvernements provinciaux et fédéral

Les agglomérations urbaines génèrent une grande partie de la richesse du pays. Montréal compterait pour 49 % dans le produit domestique brut du Québec, Toronto pour 44 % dans celui de l'Ontario, Winnipeg pour 67 % dans celui du Manitoba, Vancouver pour 53 % dans celui de la Colombie-Britannique⁷⁹. Les gouvernements ont donc un intérêt certain à soutenir la capacité de production de la richesse dans les agglomérations. En outre, comme les régions métropolitaines concentrent maintenant l'essentiel de la population, et attirent plus que proportionnellement des clientèles présentant divers handicaps, bon nombre de problèmes sociaux surgissent dans les agglomérations, problèmes qui mettent en évidence les lacunes, sinon les incohérences, des programmes gouvernementaux. Les gouvernements provinciaux et fédéral ne peuvent donc pas se désintéresser du sort des villes, pas plus au Canada qu'ailleurs. Cependant, au Canada, la présence du niveau le plus élevé de gouvernement est moins évidente: aux États-Unis l'État fédéral investit dans les villes par différents programmes, en Europe, la Commission européenne participe, avec les états-centraux, à divers programmes de redéveloppement territorial et, notamment, de programmes urbains majeurs.

Cependant, cet intérêt obligé pour les agglomérations urbaines reste toujours épineux. Les agglomérations urbaines peuvent exercer, indépendamment de toute querelle ouverte, une force centrifuge et conflictuelle au sein de l'État, surtout si le traitement de leurs problèmes conduit à une particularisation spatiale des politiques, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial. La prospérité du Canada dépend beaucoup de la performance économique de ses plus grandes métropoles. Cette performance va de pair avec une intégration plus poussée dans l'économie américaine. Comme le

⁷⁹

Canada's Cities, *Unleash our Potential*, Cities in Canada, Quick Facts, http://www.canadacities.ca/canada_background.htm

système urbain canadien est peu intégré, le soutien aux grandes métropoles veut dire un renforcement des axes nord-sud, plutôt qu'est-ouest⁸⁰. Au niveau provincial, le clivage croissant dans les perspectives de développement entre régions métropolitaines et régions périphériques devrait inciter les gouvernements provinciaux à survolter le régime de leur moteur économique métropolitain afin de disposer des revenus nécessaires pour soutenir et aider les régions économiques les plus en difficulté. Bien évidemment, une telle approche peut être source d'antagonisme politique; d'ailleurs on observe que certaines mesures destinées aux plus grandes agglomérations dans certains secteurs sont assez vite généralisées aux régions. Les agglomérations urbaines sont donc préoccupantes.

Compte tenu du développement territorial inégal, elles introduisent dans le système politique des tensions structurelles qui handicapent le traitement politique des questions urbaines. Ces tensions sont d'ailleurs renforcées par les inégalités dans le poids politique relatif des régions urbaines et des autres régions au sein des législatures.

Les affaires urbaines : rubrique locale ou enjeu majeur des agendas politiques?

Les forces politiques qui peuvent compenser ou atténuer cette tension structurelle ne sont pas très larges et le mode général du traitement politique des problèmes ne les favorise pas. Les enjeux majeurs se dessinent sur une base sectorielle et non territoriale (question de logement, de transport ou d'environnement...). En outre, comme la majorité de la population vit dans les agglomérations urbaines, tout traitement d'une question de société à un niveau général pourraient être considéré comme le règlement d'un problème de ville : les gens vivent en ville, si on règle les problèmes des gens, on règle implicitement les problèmes de la ville...

Les forces qui peuvent faire monter le niveau de priorité des questions urbaines dans l'agenda politique résident essentiellement dans les associations et, sans doute à l'avenir de manière encore plus nette, dans les municipalités elles-mêmes. En plus des associations sectorielles (par exemple ACTU, ICU) qui alimentent des réseaux actifs et peuvent à l'occasion contribuer à des débats, la Fédération canadienne des municipalités se présente comme la principale protagoniste. Forte de la légitimité politique de ses membres et de l'expertise qu'ils possèdent, de son rôle opérationnel plus récent dans la livraison de programmes majeurs, elle peut présenter des dossiers substantiels et faire des représentations de poids.

Dans le cadre de cette fédération, mais dans des démarches éventuellement autonomes, le club des maires des grandes villes est susceptible de jouer un rôle encore plus marquant dans le rehaussement des questions urbaines sur l'agenda politique. S'appuyant sur une légitimité démocratique plus large que celle des élus provinciaux, commandant des budgets cumulativement bien supérieurs à celui de certaines provinces, partageant des problématiques de ressorts communs même si elles se manifestent à des degrés divers, leurs voix et leurs demandes peuvent devenir

80

La différenciation régionale est forte à l'intérieur du système urbain canadien, L. S. Bourne and M. R. Flowers, *The Canadian Urban System Revisited: a Statistical Analysis*, Research Paper 192, Center for Urban and Community Studies, University of Toronto, 1996.

prépondérantes dans le jeu politique sur les questions urbaines. Bien évidemment, cette conjecture est conditionnelle à leur réussite au plan local.

Les nouvelles grandes villes : incubatrices d'un mode de pensée plus urbain que municipal?

L'impact que les nouvelles grandes villes ontariennes ou québécoises auront sur la politique urbaine, locale, métropolitaine et provinciale est difficile à prévoir. Les nouvelles villes seront-elles des municipalités traditionnelles en plus gros ou permettront-elles aux tendances évoquées précédemment de se manifester dans un exercice plus dynamique des nouveaux rôles et dans la prise de nouvelles initiatives? En principe la dernière hypothèse devrait prévaloir. La mobilisation générale de la société sur certains enjeux, la promotion de l'identité et la représentation des intérêts devraient prendre plus de force, appuyées par une marge de manœuvre financière et un bassin d'expertises un peu plus grand.

Une telle évolution, propice à l'éclosion d'une pensée urbaine intégrée, ne sera cependant possible que si certaines conditions préalables sont remplies. Les services de base, la fonctionnalité du cadre de vie mentionné précédemment, devra se maintenir à un bon niveau, sans dérapage fiscal marqué. Les coalitions au pouvoir devront trouver les ressources politiques nécessaires au traitement d'enjeux à l'échelle de la ville, par delà le maintien de certains particularismes locaux inframunicipaux. Et le risque de dissonance démocratique devra être évité. Par dissonance démocratique on entend l'écart éventuel entre l'énorme capital de légitimité démocratique des maires et leur capacité réelle de régler certains problèmes, compte tenu des outils dont ils disposent (ni les sources de revenus ni les compétences n'ont été modifiées significativement dans la réforme québécoise). L'accroissement de la légitimité a sans doute aussi élevé le niveau d'attentes. L'apparition d'un écart trop grand pourrait avoir un effet démobilisateur, à l'égard de l'institution même, par delà de la désapprobation des titulaires.

3.2 Politique urbaine ou gêne urbain dans les politiques sectorielles

D'abord qu'entendre par politique urbaine? Le rapport Lithwick préparé pour le ministre fédéral du logement et publié en 1970 s'est longuement penché sur cette question⁸¹. Avant de définir ce qu'est une politique urbaine, il élaborait la distinction entre les problèmes *dans* la ville et les problèmes *de* la ville. Les thèmes sur lesquels les problèmes *dans* la ville étaient énumérés dans le rapport sont toujours d'actualité, sous des manifestations et des appellations parfois différentes aujourd'hui : la pauvreté urbaine (pas de changement), le coût des loyers (crise du logement), l'encombrement des moyens de transport en commun (plutôt congestion routière), la dégradation de l'environnement (idem), l'agitation sociale (menace à la cohésion sociale), la compression fiscale (étranglement fiscal des municipalités). Quant à eux, les problèmes *de* la ville sont spécifiquement, selon Lithwick, ceux qui résultent du processus même de l'urbanisation (expansion territoriale à partir d'un centre dont les

⁸¹ N. H. Lithwick, *Le Canada urbain. Ses problèmes et ses perspectives*, Ottawa, Société centrale d'hypothèque et de logement, 1970, 262 p.

valeurs foncières sont croissantes). Les effets de ce processus sur les problèmes dans la ville doivent être compris si on veut traiter efficacement ces derniers et non se contenter d'en atténuer les symptômes.

Il en résulte une orientation de politique urbaine davantage centrée sur des enjeux d'aménagement, sur la croissance relative des différentes strates du système urbain, sur le contrôle de l'expansion urbaine, sur les questions de logement et de transport. Cette politique urbaine est par ailleurs définie en termes très généraux : « une politique urbaine propose pour les régions urbaine, un ensemble de buts explicites... une politique urbaine constitue un énoncé explicite du but, du rythme, de la nature de l'urbanisation et des valeurs qui doivent en découler » (p. 187).

Dans le présent contexte, il n'est pas évident que la distinction entre les problèmes *dans* et les problèmes *de* la ville puisse aider à cerner les contours d'une politique urbaine qui correspondent aux préoccupations actuelles. L'analyse de la dynamique métropolitaine, brièvement résumée dans la première section, montre à quel point les préoccupations sont centrées sur le développement métropolitain, sur l'ensemble des facteurs socio-institutionnels qui l'influencent. Et si l'espace continue à y occuper une place importante, ce n'est pas seulement à cause des contraintes et avantages fonctionnels qu'il présente pour l'allocation des activités, la mobilité et la qualité environnementale, mais aussi parce qu'il est perçu comme un produit culturel pouvant contribuer aux effets d'ambiance de la métropole incubatrice de développement.

Par ailleurs, ce rapport, à relecture après trente ans, présente encore beaucoup d'intérêt. Plusieurs tendances de fond signalées restent semblables (au-delà des erreurs de prévisions statistiques). L'interdépendance des problèmes urbains aurait gagné à être, depuis, davantage analysée. Le mordant de certaines remarques sur les difficultés d'une politique urbaine reste d'actualité (empêchement des comités interdépartementaux « tant la complexité des problèmes est écrasante » « vide de la politique urbaine », politiques centrées sur l'amélioration du milieu plutôt que sur la situation des résidents et répondant plus aux intérêts d'élites dérangées par la manifestation de certains problèmes, notamment de pauvreté...).

Actuellement, le Canada n'a pas de politique urbaine explicite. D'autres pays en ont; il est instructif comme première étape de définition de brièvement rappeler ce que ces politiques urbaines couvrent.

En novembre 2000, le gouvernement britannique a publié sa politique urbaine : *Our Towns and Cities, the Future Delivering an Urban Renaissance*⁸². Elle s'appuie sur une prémisse fondamentale : la nécessité pour les citoyens de façonner eux-mêmes leur futur, notamment dans le cadre d'une démarche stratégique locale. Elle comprend quatre grands objectifs : rendre les villes attractives, bien entretenues et gérées, rendre les villes plus environnementales, créer et partager la prospérité, améliorer la qualité des services de base (éducation, soin de santé, police, logement, transport et accès à la culture, au sport et au loisir). La mise en œuvre de cette politique repose sur de multiples aides fiscales et financières, représentant au total un montant considérable, et compte sur la coordination des efforts de tous les niveaux de gouvernements pour assurer son efficacité. Les

⁸² DETR, *Our Towns and Cities. The future Delivering an Urban Renaissance*, <http://www.regeneration.dtlr.gov.uk/policies/ourtowns/index.htm>

mesures spécifiques appliquées aux zones les plus défavorisées, qui font aussi l'objet de dispositions particulières additionnelles, s'inscrivent dans le cadre de cette politique urbaine générale.

En France, le développement de la politique de la ville s'est élaboré progressivement depuis le début des années 80, ponctué de textes législatifs (notamment la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain, 2000), de multiples initiatives gouvernementales et de bilans⁸³. Cette politique est surtout centrée sur la lutte à l'exclusion. Elle cible notamment des quartiers prioritaires d'intervention. Elle comporte quatre grands volets : l'emploi et le développement économique, l'éducation, la sécurité et la prévention, le renouvellement urbain. La mise en œuvre se fait dans le cadre de contrat de ville où l'État central s'engage avec des villes et d'autres partenaires locaux dans la réalisation d'un certain nombre d'objectifs. La participation des citoyens est recherchée. L'effort financier global consenti est significatif : en 2000, 5,4 milliards d'euros de fonds publics pour la politique de la ville. La participation des citoyens est aussi recherchée et les initiatives s'inscrivent dans le cadre du développement durable.

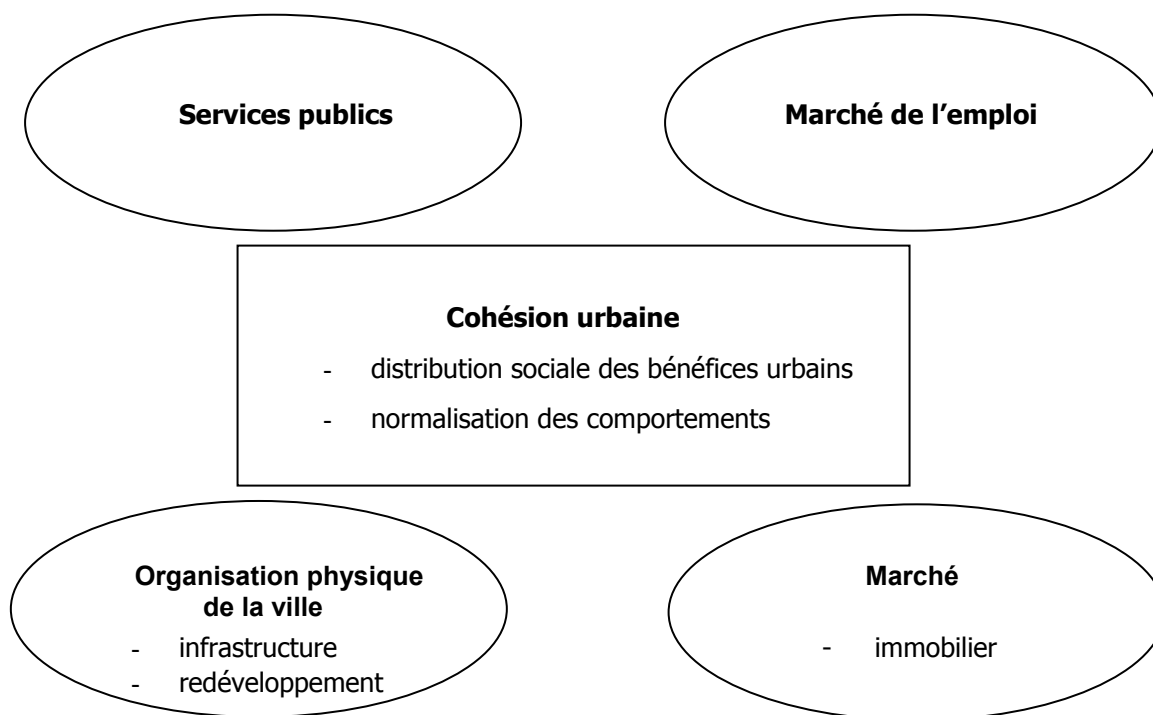
Aux États-Unis, en l'absence d'une politique urbaine formelle, les orientations stratégiques du *Housing on Urban Development* donnent cependant des indications claires sur les orientations et priorités gouvernementales en matière urbaine⁸⁴. Elles sont centrées sur le logement : accessibilité au logement (notamment augmentation du taux de propriété), réduction de toutes les formes de discrimination, développement de l'autonomie et des actifs résidentiels. Cependant, elles visent aussi l'amélioration des conditions des quartiers défavorisés, notamment en articulant les interventions sur le logement aux autres actions de nature sociale ou économique.

Le diagramme de la page suivante schématise les principales composantes de ces politiques.

⁸³ Voir le site de la Délégation interministérielle à la ville, Politique de la Ville, <http://www.ville.gouv.fr>

⁸⁴ HUD, *FY2000-FY2006 Strategic Plan*, 2000, 98 p., <http://www.hud.gov/reform/strategisplan.pdf>

STRATÉGIE COLLECTIVE URBAINE



Ces politiques sont fortement inspirées par des préoccupations relatives à la cohésion, à l'exclusion; elles constituent une riposte gouvernementale à des épisodes de violence urbaine et à un état de fortes tensions sociales dans certaines villes et plus spécifiquement dans certains quartiers pauvres. De là le bloc central dans le diagramme sur la cohésion urbaine avec deux composantes formulées ici de manière plus conforme aux analyses présentées dans cet essai : la normalisation des comportements de façon à ce que les exclus puissent mener une vie semblable à celle de leurs concitoyens (par référence à la fonction de contrôle social évoquée précédemment), la distribution sociale des bénéfices urbains, de façon à ce que les exclus puissent bénéficier d'un panier minimal d'avantages, en matière de possibilités et d'accessibilité à l'emploi, de qualité de services publics reçus, d'accessibilité à un logement abordable, de qualité de leur environnement résidentiel. Cette notion de distribution sociale des bénéfices urbains est plus facilement opérationnelle et se prêterait mieux à des mesures que celle encore plus multidimensionnelle d'exclusion.

Il est à noter que toutes ces politiques soulignent la nécessité d'un projet local, d'une stratégie collective locale. La politique urbaine ne vient pas saupoudrer une manne financière sur un terrain non préparé. Au contraire, le terrain local a dû se préparer, se concerter avant de pouvoir bénéficier d'une aide. Cette exigence se traduit par l'obligation de produire des plans stratégiques, notamment pour le logement : aux États-Unis *Consolidated Plan*, en France Plan local d'habitat, en Grande-Bretagne *Community Strategy*. Et cette planification stratégique doit avoir été préparée avec la participation du maximum de « stakeholders », de partenaires de différents milieux. Les orientations

officielles souhaitent que, idéalement, cette planification soit préparée au niveau de l'agglomération plutôt qu'à un échelon inférieur, ou du moins que la stratégie locale s'insère dans un cadre métropolitain. Les expériences sont cependant moins convaincantes à cette échelle.

Ce survol extrêmement rapide de quelques politiques urbaines d'autres pays nous amène à esquisser ce que pourraient être des politiques urbaines, pour les gouvernements provinciaux et fédéral, qui soient par ailleurs en harmonie avec les analyses tendanciennes développées précédemment.

Ses objets

La politique urbaine ne vient pas simplement encadrer quelques politiques ou programmes ayant des éléments à fortes composantes physiques et spatiales : infrastructure, transport, logement. Elle anime l'ensemble des mesures qui influencent les atouts de compétitivité des agglomérations. Elle comprend toutes les mesures qui, pour utiliser des expressions plus usuelles, améliorent la compétitivité et la qualité de vie, étant entendu que ces deux éléments constituent les deux faces d'une même réalité : celle du développement durable. Entendue en ce sens, la politique urbaine touche à la plupart des politiques gouvernementales. Elle est donc tellement large qu'elle pourrait susciter un soupçon d'impérialisme qui suffirait à en faire une mort-née dans tout gouvernement, à moins qu'elle ne prenne une forme plus subtile et plus efficace.

Sa forme

La politique urbaine pourrait être formée comme une politique parapluie ayant pour éléments opérationnels les volets urbains de différentes politiques sectorielles. De cette façon, elle figurerait sans doute bien haut à l'ordre du jour des comités de priorité. Ce qui ne rendrait pas forcément plus facilement vivable la tension structurelle dont il a été fait mention.

D'une toute autre façon, elle pourrait être conçue comme l'insertion systématique d'un gène urbain dans chaque politique sectorielle. Dans cette perspective, chaque politique sectorielle, dans ses orientations et dans les mesures spécifiques qui en découlent, devrait anticiper les retombées sur l'ensemble du système urbain et, de manière plus spécifique, sur la dynamique spatiale interne des plus grandes agglomérations. Cette insertion suppose sans doute un contrôle à haut niveau (en Angleterre, ce contrôle est exercé par une unité au sein même du bureau du premier ministre). Si elle réussit, un gouvernement n'a pas besoin de trop formaliser et publiciser sa politique urbaine (orientations, objectifs généraux et particuliers, mesures spécifiques); ses gestes, par leur cohérence, attesteront de son souci d'appuyer les agglomérations.

Le risque de la première approche, celle de la super politique parapluie, peut être de laisser croire qu'un gouvernement a une réelle emprise sur l'évolution des phénomènes urbains. Au contraire, la deuxième approche se fait plus humble. Il s'agit moins d'une politique fortement directive que d'un ensemble d'outils mis au service des agglomérations urbaines. Elle est beaucoup mieux adaptée à la multiplicité des atouts compétitifs-biens collectifs. Puisqu'il n'y a pas de recette unidimensionnelle pour le développement urbain, il faut utiliser tout le clavier des politiques sectorielles.

Ses cibles

Comme l'objectif d'une politique urbaine est d'améliorer à long terme la situation des agglomérations en matière d'atouts compétitifs, il lui faut influencer sur les processus qui produisent ces situations et ne pas se contenter de modifier directement ces mêmes situations. Il peut être tentant de démolir des bâtiments désuets, peuplés de pauvres et de reloger ces derniers adéquatement; on n'en a pas pour autant commencé à effleurer les processus d'appauvrissement ou le cercle vicieux d'enfermement dans la pauvreté. Surtout lorsqu'elles visent les exclus, les politiques urbaines courent la tentation de privilégier les interventions physiques. Celles-ci, en permettant d'obtenir rapidement des résultats tangibles, donnent donc crédibilité à la politique et maintiennent sa capacité mobilisatrice. Toutefois, les effets de long terme naissent d'une canalisation judicieuse des énergies au travers des processus économiques et sociaux normaux. Les incitatifs économiques à la création d'emploi local, à la réinsertion en emploi et le support au cheminement personnel par l'activation de divers réseaux sociaux de support, sont encore plus garants d'une amélioration à long terme que l'intervention physique sur le cadre bâti. Ce qui s'avère fondé dans la politique visant les quartiers pauvres, l'est tout autant de manière générale dans la stratégie d'amélioration des atouts de compétition. L'activation des processus qui font fluctuer l'état des biens collectifs-atouts compétitifs ne doit pas être négligée au profit des réalisations physiques. D'où l'insistance sur « l'empowerment » dans plusieurs de ces politiques.

Qu'un gouvernement veuille se doter d'une politique urbaine compréhensive explicite ou qu'il opte pour la modification génétique urbaine de ses politiques sectorielles, se pose inévitablement le problème de l'articulation des politiques avec les stratégies collectives locales, tant sur le plan des contenus que des modalités opérationnelles.

3.3 Articulation des politiques urbaines aux stratégies collectives d'agglomération

L'insistance dans certaines politiques nationales sur la nécessité d'élaborer des projets collectifs urbains, de quartier, de ville et si possible d'agglomération résulte de nombreuses considérations. L'impact d'une mesure ou d'une initiative est fonction non seulement de ses caractéristiques propres, mais aussi en partie des caractéristiques du milieu récepteur, en matière de structure d'entreprises, de composition démographique, de réseaux... Donc, ne serait-ce que par souci d'efficacité, un gouvernement supérieur a intérêt à ce que le milieu s'organise pour maximiser les retombées de son action. Un souci d'économie plaide dans le même sens. Si le milieu est organisé, il peut susciter des initiatives complémentaires à partir d'autres sources; les retombées de l'aide gouvernementale en seront accrues, et éventuellement, la pression directe sur les fonds publics sera allégée, ce qui n'est pas négligeable dans un contexte de rareté de ressources.

En outre, en dehors de l'intérêt gouvernemental, la mobilisation du milieu apparaît comme un moyen de faciliter le développement urbain métropolitain, dans l'état actuel des forces motrices du développement. Certes, il est clair que des agglomérations ont connu du succès au cours des dernières décennies sans avoir de pratique formelle de concertation intersectorielle. Cependant, un fort courant de pensée préconise actuellement cette pratique et les expériences se multiplient : par exemple en Europe, le mouvement des Euro-Cités. Dans le cadre de l'initiative multipartite *Cities*

Alliance, la Banque mondiale cautionne d'ailleurs très positivement l'élaboration des CDS – *Cities Development Strategies*.

Les nouvelles grandes villes canadiennes s'inscrivent d'emblée dans cette mouvance : Toronto, avec les exercices stratégiques dans les domaines économique, environnemental, social et culturel, Ottawa, avec la tenue en juin 2001 du Sommet de la croissance intelligente, l'élaboration de son plan stratégique et l'initiative de développement économique « moteur économique », Montréal avec son Sommet annoncé pour le printemps. Vancouver est reconnu par sa tradition de planification stratégique depuis le début des années 80.

Ces exercices sont en général stratégiques, multipartites et ouverts: stratégiques, notamment par l'accent mis sur le développement d'une vision commune, multipartites en associant les chefs de file de tous les secteurs de la société et finalement ouverts en recherchant la collaboration des citoyens sous des formes plus ou moins extensives.

La généralisation de cette pratique, mériterait en soi une analyse. Par une démarche de planification stratégique, les collectivités métropolitaines essaient de maîtriser le nouvel environnement du développement économique, notamment les éléments les plus complexes et intangibles. La complexité de notre société et l'action sur les comportements individuels s'intensifient, qu'il s'agisse de diversité sociale, de fragmentation de marché, de sophistication technologique des produits. Dans une société plus complexe, la nécessité de collaboration s'intensifie. Le rôle de la confiance mutuelle comme infrastructure de base de la société devient encore plus évident. Les conditions sociales et informelles du développement, qui peuvent difficilement être la cible d'un programme gouvernemental spécifique, ressortent parmi les facteurs stratégiques du développement. Une citation de l'étude prospective de l'OCDE, « La Société créative du XXI^e siècle », résume bien cette tendance : « les complexités de l'économie du savoir dynamisent les aspects sociaux et informels des échanges économiques »⁸⁵. La démarche stratégique en habituant les différents acteurs sociaux à réfléchir et à agir ensemble, par delà leurs responsabilités dans un domaine d'action spécifique, peut nourrir le climat de confiance et favoriser les interactions informelles. Il s'agit d'un mécanisme de gouvernance qui apparaît approprié dans l'état actuel du développement; mais son efficacité, sa capacité à induire réellement les effets désirés n'ont pas encore fait l'objet de nombreuses analyses⁸⁶.

Dans ce contexte où le milieu urbain ou métropolitain essaie de réfléchir sur son développement et de l'infléchir par une action concertée, et où certaines politiques de gouvernements supérieurs incitent à le faire, comment les politiques urbaines peuvent-elles s'articuler à ce projet collectif urbain ou métropolitain? Comment peuvent se concilier les contraintes (et opportunités) découlant de la vue horizontale développée localement et les impératifs des objectifs sectoriels nationaux inscrits dans les programmes? Cette tension inévitable peut néanmoins se résoudre de manière féconde, dépendamment des modalités de conception et de mise en œuvre des politiques.

⁸⁵ OCDE, *La société créative du XXI^e siècle*, Paris, OCDE, 2001m 232 p.

⁸⁶ Divay, G., *De l'efficacité des exercices multipartites de planification stratégique métropolitaines*, http://www.vrm.ca/documents/seminaire_divay.pdf

En ce qui concerne la conception, une participation des milieux est nécessaire dans les discussions préparatoires au choix des paramètres des politiques sectorielles. S'il doit y avoir un programme d'aide général aux villes, les paramètres d'un tel programme doivent laisser une marge de manœuvre importante aux autorités locales. Le programme américain du CDBG *Community Development Block Grant* est à cet égard intéressant. Il n'est pas seulement remarquable par sa longévité (depuis 1975), mais surtout par l'équilibre entre le respect d'objectifs nationaux, la réponse aux besoins prioritaires et la marge de manœuvre locale. Les villes peuvent recevoir statutairement une aide financière en fonction de paramètres généraux, indicateurs larges de leurs besoins (pauvreté, population ou croissance de la population, logements surpeuplés ou construits avant 1945) qu'elles peuvent affecter à un très large éventail d'activités, à la seule condition que les projets réalisés bénéficient en grande partie (à hauteur de 70 %) à des personnes à revenu faible et modéré. Ce programme a permis de soutenir de nombreuses opérations de revitalisation et de tirer profit de nombreux autres programmes gouvernementaux spécifiques en complétant leur financement. Ce genre de programme simplifie la tâche épineuse de répartir les fonds disponibles, puisque le montant d'aide découle automatiquement d'une formule d'approximation des besoins. Une autre façon de résoudre la même difficulté politique est aussi utilisée aux États-Unis et en Grande-Bretagne pour certains programmes spécifiques d'aide aux villes : l'octroi d'une aide sur la base d'un concours où les villes compétitionnent pour présenter le meilleur projet. Si cette façon de procéder mobilise le milieu dès le stade de l'intention de projets et permet une gestation de projets bien articulés, il n'est pas évident qu'elle réponde adéquatement aux besoins des zones les plus prioritaires.

Au stade de la mise en œuvre, une articulation équilibrée entre une politique urbaine avec ses programmes subséquents et les projets collectifs métropolitains comprend deux caractéristiques : approche contractuelle et intersectorialité. Dans un programme traditionnel, une municipalité obtient, si elle respecte les paramètres d'éligibilité, une aide dont le montant peut varier suivant les besoins, la demande et les possibilités des disponibilités de fonds. Dans une approche contractuelle, le gouvernement engage une enveloppe prédéfinie pour la réalisation de certains objectifs retenus conjointement. Les deux parties prennent donc des engagements de contribution, après s'être entendues sur des objectifs, des projets, des réalisations et même sur des résultats. Dans certaines de ses initiatives récentes visant les quartiers pauvres, le gouvernement anglais a ainsi consenti des sommes additionnelles fort significatives à certains services publics moyennant leur engagement à obtenir des résultats prédéfinis et chiffrés. Cette approche contractuelle se retrouve d'une certaine façon dans plusieurs pratiques canadiennes : programmes d'infrastructure, programme récent du logement abordable, entente tripartite de développement économique pour les villes de Winnipeg, Vancouver et Calgary⁸⁷. Elle caractérise aussi, par exemple, depuis une décennie les relations entre Québec et la ville de Montréal dans la mise en œuvre de plusieurs programmes d'habitation.

Une autre caractéristique rejoint les analyses faites précédemment sur les biens collectifs et leurs interdépendances. Les politiques urbaines veulent développer l'intersectorialité dans l'action publique, c'est-à-dire une mise en œuvre simultanée, concertée et complémentaire de plusieurs

⁸⁷ WD Urban Development Agreements, <http://www.wd.gc.ca/eng/ced/urban/default.htm>. Mais nous ne savons pas si ces ententes ont fait l'objet d'évaluation.

mesures sectorielles dans un même territoire. Dans les faits, cette intersectorialité présente des degrés variables d'intensité : des mesures sectorielles menées en parallèle, appliquées durant une même période, sans ou avec une concertation préalable et continue, à l'initiative conjointe auprès des mêmes clientèles ou à la mise sur pied d'organismes nouveaux bénéficiant de la contribution de plusieurs secteurs (par exemple des collaborations police-école pour la prévention de la violence ou police-école-santé pour la réduction de la consommation de drogues). Compte tenu des logiques professionnelles, administratives et budgétaires spécifiques à chaque secteur, la réussite de l'intersectorialité dépend beaucoup des engagements et des relations interpersonnelles entre responsables sectoriels, ainsi que de la présence forte de représentants du milieu, observateurs ou au besoin médiateurs et dénonciateurs des jeux bureaucratiques sectoriels.

Voulant influencer des évolutions complexes, multifformes et interactives, une politique urbaine doit donc miser sur les dynamismes locaux en jouant sur les motivations et intérêts des multiples intervenants sectoriels, rassemblés autour d'une vision commune du développement de la collectivité. Dans cet effort sur de multiples fronts (idéalement tous les atouts compétitifs), la municipalité peut se contenter de livrer sa contribution organisationnelle, c'est-à-dire celle de ses services municipaux, ou vouloir développer une participation encore plus active en jouant un rôle de mobilisateur dans l'action collective et même éventuellement d'entrepreneur général en action publique.

Certes, une telle politique évolue en bonne partie en terrain inconnu. Si elle répond à des préceptes bien reconnus, elle ne peut utiliser de recette unique puisque les ingrédients locaux sont largement différents (ne serait-ce qu'en matière d'allégeance et de positionnement politique local des divers intervenants). Elle évolue donc par essai, erreur et adaptation. C'est ainsi que HUD aux États-Unis ou le gouvernement anglais déploient beaucoup d'efforts pour diffuser différentes expériences auprès des intervenants, souligner celles qui apparaissent les plus intéressantes et procéder à des évaluations continues. Il s'agit donc d'une démarche très flexible.

Une telle politique est-elle durable sur une longue période? La question vaut la peine d'être posée, puisqu'une telle politique n'a aucun intérêt en très courte période; on ne change pas significativement le ressort des atouts compétitifs en un an ni même dans certains cas à l'intérieur d'un mandat électoral, même si des projets particuliers peuvent être réalisés à court terme. La réponse à cette question renvoie aux considérations introductives à cette réflexion sur la politique des affaires urbaines. Tout dépend en particulier de la place des affaires urbaines à l'ordre du jour politique. Certaines formes de monitoring global sur l'évolution de l'état de villes, en plus des évaluations particulières de programmes, pourraient contribuer à développer et à maintenir un intérêt public. La série d'indicateurs sur l'évolution de la qualité de vie dans certaines villes canadiennes, développée par la FCM, représente à cet égard une tentative intéressante. Des bilans périodiques sur l'état des villes, comme aux États-Unis et en Angleterre⁸⁸, peuvent aussi fournir des matériaux synthétiques intéressants pour les médias, influencer l'opinion publique et l'ordre du jour politique.

⁸⁸

US HUD Department, *The State of the Cities*, 2000.

DETR, *The State of English Cities*, November 2000. *State of the GTA 2000*.

Conclusion : une gouvernance urbaine sur mesure

Cet essai se veut un exercice de synthèse sur les principales tendances à l'œuvre dans les agglomérations canadiennes, principalement les métropoles. Il se donne pour finalité d'éclairer le cadre général d'une action afin d'améliorer la compétitivité de ces agglomérations dans un contexte de mondialisation, tout en les maintenant viables et vivables pour les citoyens. Il ne cherche pas à définir de nouvelles politiques, mais à dégager le contexte à l'intérieur duquel les politiques doivent s'insérer et les principes d'action collective dont elles pourraient s'inspirer. Cet essai partage toutes les limites d'un exercice de synthèse. Il ne fait que survoler les questions sans les approfondir; en outre il s'inspire autant de travaux universitaires que des politiques en cours et des prises de position récentes de divers acteurs urbains, sans les présenter en détail. En conclusion, nous résumons les principaux enjeux de gouvernance urbaine sous six idées clé, trois relatives aux tendances qu'il faut traiter et trois centrées sur les principes d'action collective qui pourraient guider des interventions plus soutenues en faveur des agglomérations.

Le clivage entre régions métropolitaines et autres régions s'intensifie sur divers plans.

Les nouvelles activités économiques motrices, concentrées dans le secteur des services à la production ont un caractère nettement métropolitain. Les huit principales métropoles et leur zones d'influence immédiate concentrent plus de 70 % de l'emploi et probablement plus de 75 % du PNB. Les perspectives économiques et démographiques ne laissent pas entrevoir de changement de tendance, au contraire. Compte tenu du caractère peu intégré du système urbain canadien dans son ensemble, le développement des métropoles renforce les liens nord/sud dans l'intégration continentale.

Dans un contexte de faible natalité, les besoins en main-d'œuvre des métropoles en croissance sont principalement comblés par des immigrants. Les zones de provenance de cette immigration se sont diversifiées et le caractère cosmopolite des plus grosses métropoles s'en trouve de plus en plus accentué par rapport aux régions non métropolitaines.

L'intensification du clivage entre régions métropolitaines et non métropolitaines induit des tensions structurelles dans la gouvernance du système urbain qui sont susceptibles de devenir encore plus aiguës au cours des prochaines décennies, autant dans une perspective régionale que métropolitaine. D'une part, les gouvernements supérieurs sont obligés de soutenir le développement et d'améliorer la position compétitive des métropoles qui constituent le moteur économique du pays et qui leur procurent la majeure partie de leurs revenus. D'autre part, les régions non métropolitaines doivent aussi être soutenues pour que la qualité des services publics soit maintenue et que des perspectives de développement approprié restent ouvertes. Il s'ensuit que les pressions urbaines et régionales sur les finances publiques vont sans doute s'accroître, directement ou à travers des revendications sur les services.

La compétitivité économique des agglomérations est aussi une affaire de société et d'aménagement métropolitain.

L'amélioration de la compétitivité économique des agglomérations ne peut être restreinte à des mesures économiques facilitant des restructurations ou accélérant l'essor de nouveaux secteurs avec des incitatifs fiscaux ou financiers. Elle suppose aussi l'existence d'un milieu socialement et spatialement favorable. Cette exigence ressort autant d'observations sur les comportements individuels dans la nouvelle économie que de considérations sur les facteurs socioinstitutionnels favorables au développement de cette économie. L'ingrédient principal de cette économie, la matière grise, ne se trouve pas seulement dans des savoirs numérisés; elle s'incarne d'abord dans des personnes qui, quelle que soit l'ampleur de leur investissement dans les activités productives, aspirent à vivre dans un milieu environnementalement agréable, socialement animé et culturellement stimulant.

Les analyses sur les milieux innovants pointent d'une certaine façon dans le même sens; la densité et la variété des expertises, l'intensité des réseaux, la diversité des valeurs et des styles de vie favorisent le dynamisme dans la mesure où se maintient une forme de cohésion sociale. De manière plus générale, le passage à la nouvelle économie suppose de nouveaux apprentissages dans l'ensemble de la population; les gouvernements s'y emploient d'ailleurs en soutenant de diverses façons la conversion au numérique. Les comportements doivent être orientés pour assurer la diffusion des innovations. La compétitivité économique amène une mobilisation généralisée.

Cependant, cette mobilisation généralisée et le maintien de la cohésion sociale font face à des défis majeurs. Certaines tendances sociétales ne leur sont pas d'emblée favorables. Les emplois créés entraînent une polarisation des revenus; si les cerveaux peuvent aspirer à de bons salaires, les emplois de soutien, même dans les secteurs novateurs, et les emplois dans les services (qui ont crû le plus vite) ne sont pas élevés. Un bon nombre loge à l'encontre de la précarité. Par ailleurs, les sociétés métropolitaines se diversifient culturellement : les types de ménages se modifient, les cheminements personnels se singularisent encore plus. La cohésion sociale, nécessaire au développement, est encore plus délicate à réaliser.

Elle suppose, entre autres éléments, que les citoyens perçoivent un certain équilibre entre leur apport à la société et ce qu'ils en reçoivent. À cet égard, les filets de sécurité dont ils bénéficient sont particulièrement importants : non seulement la redistribution du revenu et les services publics, financés surtout par les gouvernements supérieurs (santé, éducation), mais aussi les services publics locaux et les réseaux de support personnel de toute nature qui se tissent au niveau local. Dans une société de plus en plus diversifiée, il importe que les institutions publiques au sein même des agglomérations participent activement à la péréquation par les services et offrent l'assurance d'une aide aux citoyens lors des transitions personnelles difficiles.

Le défi de la compétitivité économique, avec ses corollaires sociaux qu'on vient de rappeler, conduit aussi à privilégier certaines façons d'aménager l'espace métropolitain, d'ailleurs de plus en plus complexe. Le maintien d'un centre d'agglomération vibrant demeure plus que jamais un facteur d'attractivité compte tenu de la dynamique des services à la production et des attentes des travailleurs de haut savoir. La mise en valeur du patrimoine, la qualité de design des nouveaux développements, l'attrait des paysages urbains sont en harmonie avec les produits de la nouvelle

économie et de ce fait valorisés. La tendance à la ségrégation sociorésidentielle, parallèle à la polarisation des revenus, mérite d'être contrebalancée, notamment avec des ensembles plus diversifiés. La *smart growth*, avec l'accent mis sur la qualité, la mixité, le transport en commun et le respect de l'environnement, convient bien aux exigences de la compétitivité et de la cohésion sociale.

Le renforcement des atouts compétitifs d'une agglomération mobilise tous les citoyens, toutes les organisations, les institutions et les associations.

Si la compétitivité se joue aussi aux plans social, physique et environnemental, et pas seulement au plan économique proprement dit, alors les atouts de compétitivité sont multiples. Une analogie permet de mieux le comprendre. Les discours actuels sur la réussite individuelle en milieu de travail insistent non seulement sur les connaissances, l'expertise, mais aussi sur le quotient émotionnel, les habiletés interpersonnelles et l'ambition, bref la personnalité dans son ensemble et dans sa singularité. De façon analogue, la force d'une agglomération réside dans sa singularité et ses projets. Indépendamment de l'image identitaire qu'une ville ou une agglomération veut projeter dans sa promotion, cette singularité résulte de la combinaison de multiples caractéristiques qui sont plus ou moins prises en considération dans les choix de localisation d'entreprises et d'individus.

Par delà la structure économique et les entreprises dominantes, ces caractéristiques touchent la main-d'œuvre (qualifications et éthique de travail), le coût local de la vie (notamment pour le logement), les domaines associés aux services publics sous l'angle des conditions objectives plutôt que des intrants (conditions de transport et d'échange et pas seulement infrastructures, niveau d'éducation plutôt qu'institutions d'enseignement, sécurité publique plus que police...), la capacité organisationnelle de la société (réseaux et intensité du capital social, savoir-faire collectif), l'impression d'ensemble (l'ambiance urbaine)...

Ces caractéristiques sont des propriétés collectives de l'agglomération dont la nature ne peut changer d'un coup de baguette étatique. Elles résultent des interactions de multiples intervenants, du fonctionnement de divers marchés ou systèmes sectoriels. Ensemble, elles constituent le capital de biens collectifs qui sert d'assise à la compétitivité. Même si pour certaines caractéristiques, le rôle d'institutions publiques est encore majeur (par exemple, écoles pour le niveau d'éducation), il n'en reste pas moins que fondamentalement, ce sont les citoyens qui par leurs comportements font la qualité de vie urbaine.

Il importe de rappeler cette évidence. Elle justifie les exercices de planification stratégique auxquels s'adonnent, sous diverses formes, de nombreuses villes. Par un dialogue entre chefs de file de différents secteurs, plus ou moins élargi selon les cas à l'ensemble de la population, ces exercices cherchent à définir et à promouvoir des orientations communes susceptibles de canaliser et de rendre convergents les comportements des divers acteurs urbains. Ils représentent une forme de gouvernance locale sur mesure, enracinée dans les particularités et les dynamiques locales, même si les démarches sont assez standardisées.

Clivages sociogéographiques accentués, prise en compte simultanée des dimensions économique, sociale et environnementale, renforcement de tous les atouts compétitifs par une mobilisation généralisée : comment aligner la gouvernance urbaine en général pour relever ces défis?

Il ne faut pas trop municipaliser les questions urbaines, même si les municipalités, notamment les plus grandes, sont appelées à jouer un rôle plus important.

Dans les débats récents sur les questions urbaines, sous l'impulsion des associations de municipalités et plus particulièrement des plus grandes villes, le rôle, le statut et le financement des villes prennent une place importante. Les problèmes de la ville comme entité socio-économique en viennent à être confondus avec ceux de la ville comme réalité juridico-politique. Il faut faire attention à ce glissement et éviter de trop municipaliser les questions urbaines. Comme on vient de le souligner, la compétitivité repose sur de multiples atouts. Les municipalités, y compris les plus grandes, n'interviennent pas directement sur un bon nombre d'entre eux; elles ne contrôlent d'ailleurs pas la majorité des dépenses publiques sur leur territoire. En outre, et surtout, elles ne couvrent habituellement pas tout le territoire de l'agglomération. Or dans un contexte de compétition internationale, les unités de base sont les agglomérations, les métropoles, les villes-régions et non les villes-municipalités. Dans la mesure où il faut renforcer tous les atouts compétitifs, les apports de tous les niveaux de gouvernements, les contributions des intervenants non publics doivent être reconnus. Cette remise en contexte de la place des municipalités dans l'ensemble des questions urbaines n'a pas pour but d'en diminuer le rôle, mais d'identifier tous les leviers sur lesquels il faut agir.

Il est d'ailleurs fort probable que les municipalités, notamment les plus grandes, en viennent à jouer un rôle plus important dans les débats politiques et les affaires publiques relatives aux questions urbaines. Le jeu démocratique, l'organisation du secteur public et la recherche d'une plus grande efficacité dans les interventions publiques poussent en ce sens. Les maires des grandes villes fusionnées disposent d'un capital politique inégalé; la constellation des services et organismes municipaux a plus de cohésion que toutes les autres composantes du secteur public en milieu urbain, l'efficacité des interventions des gouvernements supérieurs passe souvent par un arrimage local étroit avec les initiatives des autres intervenants.

Les fonctions traditionnelles des municipalités demeurent tout aussi importantes. Elles doivent continuer à entretenir la fonctionnalité du cadre de vie quotidien; à cet égard, elles ne peuvent plus reporter davantage l'entretien des réseaux d'infrastructure et sont obligées de réinvestir massivement. Elles doivent continuer à veiller à la cohabitation harmonieuse des citoyens sur leur territoire, en étant encore plus sensibles aux différences culturelles et aux effets de la personnalisation; à cet égard, leur influence dans l'orientation de multiples comportements prend encore plus de relief. Elles vont continuer à se préoccuper du développement de leur territoire; à cet égard, tout en devant être encore plus soucieuses de qualité dans la mise en place des conditions physiques du développement, elles doivent contribuer à renforcer les conditions informelles et intangibles de ce développement, en favorisant l'éclosion d'une ambiance d'animation et d'innovation en tout domaine.

Dans le nouveau contexte social et économique, l'exercice des fonctions traditionnelles donne plus de relief à certains rôles de la municipalité, en particulier sur deux plans. La municipalité peut proposer d'articuler l'application de diverses politiques sectorielles des gouvernements supérieurs sur son territoire, éventuellement d'en assurer la coordination et la mise en œuvre, devenant une sorte d'entrepreneur général en action publique; cette tendance s'observe aussi dans d'autres pays,

notamment dans les interventions en quartiers défavorisés. Au plan politique, les élus municipaux peuvent être incités à jouer un rôle de rassembleur des « forces vives » du milieu, dans le cadre ou en dehors d'exercices de planification stratégique, sur des thèmes d'actualité particuliers ou sur l'ensemble des enjeux de développement. Toutefois, compte tenu de l'éventail des atouts compétitifs et de la répartition des responsabilités, un *leadership* efficace en cette matière ne peut qu'être de nature coopérative; c'est vrai à l'intérieur d'une municipalité et encore plus au niveau d'une agglomération.

Le sort compétitif des agglomérations interpelle presque toutes les politiques sectorielles des gouvernements supérieurs.

Puisque pour reprendre une expression courante, les métropoles sont les moteurs économiques de toute la société, les gouvernements supérieurs ont tout intérêt à ce qu'ils fonctionnent à plein régime. Or, comment les alimenter adéquatement et veiller à leur mise au point permanente dans un contexte de compétition internationale? Il ne suffit pas de comparer le niveau des interventions des gouvernements supérieurs dans différents pays pour trouver des lignes de conduite; certes, une telle comparaison est toujours instructive, à la condition qu'elle prenne en compte tous les revenus et toutes les responsabilités de tous les niveaux de gouvernement.

L'approche par atouts compétitifs-biens collectifs d'agglomération, fournit des balises sur la façon de concevoir des stratégies de support au développement des agglomérations. De telles stratégies ne peuvent être restreintes à quelques objets d'intervention de nature plus physique comme le logement ou les infrastructures ou de nature économique comme l'aide à la croissance des secteurs de haute technologie. Les politiques sociales, culturelles, environnementales sont aussi partie prenante du sort compétitif des agglomérations. Leur importance ne doit pas être minimisée et il faut être en mesure d'en décoder les impacts territoriaux dans chaque contexte d'agglomération pour être en mesure d'en évaluer la portée urbaine.

Qu'un gouvernement décide ou non d'adopter une politique urbaine explicite, la combinaison des impacts urbains de ses politiques sectorielles définit sa stratégie urbaine de fait. Les stratégies de fait comme les politiques explicites sont confrontées à un dilemme politique de base : comment favoriser le développement des agglomérations en général sans avoir l'air de trop en privilégier certaines? Ce dilemme peut être particulièrement aigu dans les choix portant sur l'implantation de certains équipements ou sur certains paramètres de politiques sectorielles (par exemple, brevets pharmaceutiques), compte tenu des structures particulières de chaque agglomération. Les politiques ou programmes urbains explicites dans d'autres pays misent sur deux techniques pour atténuer les inconvénients politiques de ce dilemme : l'adoption de programme cadre auxquels les villes sont automatiquement éligibles en fonction de certains paramètres de besoins si elles atteignent des résultats conformes aux objectifs soit la mise en compétition des projets locaux et l'octroi d'une aide au mérite des efforts de planification et de concertation.

Dans les deux cas, si les politiques des gouvernements supérieurs ne sont pas conçues pour régir ou prédéterminer des situations locales, elles sont toutefois un des ingrédients dont la collectivité locale peut se servir pour établir sa propre stratégie, selon une combinaison variable de moyens, si tant est qu'elle réussit à le faire. Les politiques des gouvernements supérieurs peuvent aussi garder

une certaine neutralité par rapport aux situations locales lorsqu'elles ne visent pas à financer certaines réalisations, mais cherchent plutôt à orienter les processus, les comportements des individus ou des entreprises avec des incitatifs fiscaux généraux.

Le succès d'une stratégie urbaine explicite ou de fait réside dans cette articulation entre les mesures concertées des gouvernements supérieurs et les diverses initiatives locales. Les atouts de développement relèvent d'ailleurs tous, à des degrés variables, de compétences entrecroisées horizontalement et verticalement.

La complexité urbaine peut-elle être un point à l'ordre du jour politique?

Une stratégie urbaine qui joue sur tout l'éventail des politiques sectorielles soulève de nombreuses difficultés opérationnelles et politiques. Elle suppose des mécanismes de concertation à l'intérieur d'un même niveau de gouvernement, entre les niveaux de gouvernement, avec les acteurs métropolitains ou urbains. Elle doit néanmoins avoir des objectifs clairs dont l'atteinte peut être appréciée dans les effets produits ou dans l'évolution des situations. Or, si elle réunit de multiples contributeurs, elle doit équitablement répartir les crédits politiques des réalisations. Elle est éminemment complexe, à l'image des réalités urbaines qu'elle tente d'orienter. En plus d'être complexe, elle peut aviver les tensions structurelles dans le système politique, induites par le développement territorial inégal.

Compte tenu de ces circonstances, une telle stratégie n'a des chances de s'instaurer et de durer que si elle fait l'objet d'une forte demande politique. Au cours des deux dernières décennies, les porteurs d'une telle demande n'ont pas été très visibles. Cependant, la conjoncture paraît en voie de changer. Les fusions municipales en Ontario et au Québec, en donnant encore plus de poids aux maires des grandes municipalités, sont un des facteurs de changement. Les médias semblent accorder plus de place à la présentation des grands enjeux urbains; cette tendance s'accroît en ce début de 2002 avec les articles publiés conjointement par *La Presse* et le *Globe and Mail* ainsi qu'avec la rubrique urbaine du *Toronto Star*. Encore faut-il que ces débats soient alimentés par des analyses de fond sur toutes les facettes des questions urbaines et surtout sur leurs interfaces; la production universitaire des dernières années a permis d'approfondir divers aspects. Cependant, il n'existe pas de bilans réguliers sur le système urbain.

Certaines questions spécifiques (sans-abri et rareté des logements disponibles) ont fait l'objet d'une large couverture médiatique et de mobilisation. Toutefois, pour que la compétitivité des agglomérations, dans toute sa complexité, devienne prioritaire à l'ordre du jour politique, il faudra sans doute que le lien entre contexte urbain et sort de toute l'économie soit encore plus clairement perçu.

**Annexe 1 – Bibliographie d’articles dans les revues universitaires
canadiennes sur les questions urbaines depuis 1996**

Marc-Antoine GUMONT
INRS Urbanisation, Culture et Société

MÉTHODOLOGIE

Liste des revues canadiennes retenues pour la période 1996-2001 :

- Canadian Studies in population;
- The Canadian Geographer;
- Canadian public policy;
- Canadian public administration;
- Recherche Sociographiques;
- Société;
- Canadian journal of urban research;
- Cahiers de Géographie du Québec;
- Revue canadienne des sciences régionales;
- The canadian Review of Sociology and Anthropology;
- Canadian journal of political Science;
- Canadian Journal of Economics.

Nous avons sélectionné les articles selon leur pertinence analytique sur le milieu urbain canadien. Les articles à contenu seulement théorique n'ont pas été retenus.

Une récolte de 117 articles distincts dans les douze revues canadiennes retenues pour la recherche entre 1996 et 2001. Aucun article ne fut classé plus de deux fois dans les différentes catégories et sous-catégories de la bibliographie.

Question métropolitaine

- BALAKRISHNAN, T.R..HO, Feng. (1996). « Neighbourhood Status Persistence and Change in the Canadian Metropolitan Areas », *Canadian journal of urban research*, 5 (2) : 183-198.
- BEAUDET, Gérard. (1997). « Domaines 'vides' et structuration morphologique de l'agglomération montréalaise », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (112) : 7-30.
- BISH, Robert L.. (2000). « Evolutionary Alternatives for Metropolitan Areas: The Capital Region of British Columbia », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 73-88.
- BOURNE, Larry S.. ROSE, Damaris. (2001). « The changing face of Canada: the uneven geographies of population », *The Canadian Geographer*, 45 (1) : 105-119.
- BUNTING, Trudi E.. FILION, Pierre. PRISTON, Heath. (2000). « Changing Patterns of Residential Centrality: Population and Household Shift in Large Canadian CMAs, 1971-1996 », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (123) 341-362.
- BUNTING, Trudi E.. FILION, Pierre. (1999). « Dispersed city from in Canada: A Kitchener CMA case exemple », *The Canadian Geographer*, 43 (3) : 268-286.
- COFFEY, William J.. MANZAGOL, Claude. SHEARMUR, Richard. (2000), « L'évolution spatiale de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (123) : 325-340.
- COFFEY, William J.. (1998). « Urban Systems Research: Past, Present and Future A Panel Discussion (from the 1998 CJRS Conference) », *Revue canadienne des sciences régionales*, 21 (3) : 327-364.
- DANSEREAU, Francine. BOURNE, Larry. LEDENT, Jacques. (1999). « Introduction Revue canadienne des sciences régionales, 22 « 1-2) : 1-22.
- DOLOREUX, David. (1999). « Technopoles et trajectoires stratégiques : la cas de ville de Laval (Québec) », *Cahiers de Géographie du Québec*, 43 (119) : 211-238.
- FISCHLER, Raphaël. WOLFE, Jeanne M.. (2000). « Regional Restructuring in Montreal An Historical Analysis », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 89-114.
- HIEBERT, Daniel. (2000). « Immigration and the changing Canadian city », *The Canadian Geographer*, 44 (1) : 25-43.
- LIGHTBODY, James. (1998). « Council Multiplicity and the Cost Governance in Canadian Metropolitan Areas », *Canadian journal of urban research*, 7 (1) : 27-46.
- LIGHTBODY, James. (1997). « A new perspective on clothing the emperor: Canadian metropolitan form, function and frontiers », *Canadian public administration*, 40 (3) : 437-456.
- MacLACHLAN, Ian. SAWADA, Ryo. (1997). « Measures of income inequality and social polarization in canadian metropolitan areas », *The Canadian Geographer*, 41 (4) : 377-397.
- MILLWARD, Hugh. (1996). « Greater Halifax: Public Policy Issues in The Post-1960 Period », *Canadian journal of urban research*, 5 (1) : 1-17.
- ROSE, Damaris. (1999). « Urban Hierarchies and the Changing Characteristics of 'Urban Professionals' in Toronto and Montreal: Between Convergence and Divergence », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 133-142.
- SÉNÉCAL, Gilles. HAMEL, Pierre J. (2001). « Ville compacte et qualité de vie: discussions autour de l'approche canadienne des indicateurs de durabilité », *The Canadian Geographer*, 45 (2) : 306-318.
- WANG, Shuguang. (1999). « Chinese Commercial Activity in the Toronto cma: New Development Patterns and Impacts », *The Canadian Geographer*, 43 (1) : 19-35.

Gouvernance urbaine et métropolitaine

Mobilisations

KLEIN, Juan-Luis. (1997). « L'espace local à l'heure de la globalisation : la part de la mobilisation sociale », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (114) : 367-377.

Relation entre les différents gouvernements

GRAHAM, Katherine A.. PHILLIPS, Susan D..(1998), « 'Who Does What' in Ontario: The process of provincial-municipal disentanglement », *Canadian public administration*, 41 (2) : 175-209.

Restructuration municipale

DOWNEY, Terrence J. WILLIAMS, Robert J..(1998). « Provincial agandas, local responses: the 'common sense' restructuring of Ontario's municipal government », *Canadian public administration*, 41 (2) : 210-238.

FISCHLER, Raphaël. WOLFE, Jeanne M. (2000). « Regional Restructuring in Montreal An Historical Analysis », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 89-114.

FONTAN, Jean-Marc. HAMEL, Pierre J., MORIN, Richard. SHRAGGE, Eric. (1999). « Community Economic Development and Metropolitan Governance: A Comparison of Montreal and Toronto », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 201-218.

LIGHTBODY, James. (1997). « A new perspective on clothing the emperor: Canadian metropolitan form, function and frontiers », *Canadian public administration*, 40 (3) : 437-456.

MELIGRANA, Jhon. (2000). « Toward a Process Model fo Local Government Restructuring: Evidence from Canada », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (3) : 509-532.

POEL, Dale H.. (2000). « Amalgamation Perspectives: Citizen Responses to Municipal Consolidation », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 31-48.

QUESNEL, Louise. (2000). « Municipal Reorganisation in Quebec », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 115-134.

SANCTON, Andrew. (2000). « Amalgamations, Service Realignment, and Property Taxes: Did the Harris Government Have a Plan for Ontario's Municipalities? », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 135-156.

SANCTON, Andrew. (1999). « Differing Approaches to Municipal Restructuring in Montreal and Toronto: From the Pichette Report to Greater Toronto Services Board », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 187-200.

SANCTON, Andrew. (1999). « Differing Approaches to Municipal Restructuring in Montreal and Toronto: From the Pichette Report to Greater Toronto Services Board », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 187-200.

SLACK, Enid. (2000). « A Preliminary Assessment of the New City of Toronto », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 13-30.

VOJNOVIC, Igor. (2000). « Municipal Consolidation, Regional Planning and Fiscal Accountability: The Recent Experience in Two Maritime Provinces », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 49-72.

VOJNOVIC, Igor. POEL, Dale H. (2000). « Provincial and Municipal Restructuring in Canada: Assessing Expectations and Outcomes », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 1-12.

VOJNOVIC, Igor. (1998). « Municipal consolidation in the 1990s: an analysis of British Columbia, New Brunswick, and Nova Scotia », *Canadian public administration*, 41 (2) : 239-283.

Politique et gestion municipale

Finances

- DOWNEY, Terrence J.. WILLIAMS, Robert J..(1998). « Provincial agendas, local responses: the 'common sense' restructuring of Ontario's municipal government », *Canadian public administration*, 41 (2) : 210-238.
- GILBERT, Mark. PIKE, Richard. (1998). « Financing local government debt in Canada: pooled versus stand-alone issues - an empirical study », *Canadian public administration*, 41 (4) : 529-552.
- McDAVID, James. (2001). « Solid-waste contracting-out, competition, and bidding practices among Canadian local governments », *Canadian public administration*, 44 (1) : 1-25.

Fiscalité

- BIRD, Richard M.. TASSONYI, Almos T.. (2001). « Constraints on provincial and municipal borrowing in Canada: markets, rules, and norms », *Canadian public administration*, 44 (1) : 84-109.
- BRETT, Craig. PINKSE, Joris. (2000). « The determinants of municipal tax rates in British Columbia », *Canadian Journal of Economics*, 33 (3) : 695-714.
- SKABURSKIS, Andrejs. TOMALTY, Ray. (2000). « The Effects of Property Taxes and Development Cost Charges on Urban Development: Perspectives of Planners, Developers and Finance Officers in Toronto and Ottawa », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (2) : 303-328.
- SKABURSKIS, Andrejs. TOMALTY, Ray. (1997). « Land Value Taxation And Development Activity: The Reaction of Toronto and Ottawa Developers, Planners, and Municipal Finance Officials », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (3) : 401-418.
- VOJNOVIC, Igor. (2000). « Municipal Consolidation, Regional Planning and Fiscal Accountability: The Recent Experience in Two Maritime Provinces », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 49-72.

Gestion. Questions générales

- BELLEY, Serge. (1997). « Le nouveau management public et la gestion territoriale dans les agglomérations urbaines du Québec », *Canadian public administration*, 40 (3) : 495-515.
- HEWITT, W.E.. (1999). « The administrative impact of international municipal cooperation on Canadian cities and towns: an assessment », *Canadian public administration*, 42 (3) : 312-330.

Participation

- HAMEL, Pierre. (1999). « La consultation publique et les limites de la participation des citoyens aux affaires urbaines », *Recherche Sociographiques*, 40 (2) : 434-466.
- HOYLE, Brian. (2000). « Confrontation, consultation, cooperation? Community groups and urban changes in Canadian port-city waterfronts », *The Canadian Geographer*, 44 (3) : 228-243.
- MILNER, Henry. (1997). « Electoral Systems, Integrated Institutions and Turnout in Local and National Election: Canada in Comparative Perspective », *Canadian journal of political Science*, 30 (1) : 89-106.

Politique

- GIDENGIL, Elisabeth. VENGROFF, Richard. (1997). « Representational Gains of Canadian Women or Token Growth? The Case of Quebec's Municipal Politics », *Canadian journal of political Science*, 30 (3) : 513-538.
- GIDENGIL, Elisabeth. RICHARD, Vengroff. (1997). « Representative bureaucracy, tokenism and the glass ceiling: the case of women in Quebec municipal administration », *Canadian public administration*, 40 (3) : 457-280.
- KUSHNER, Joseph. SIEGEL, David. STANWICH, Hannah. (1997). « Ontario Municipal Elections: Voting Trends and Determinants of Electoral Success in a Canadian Province », *Canadian journal of political Science*, 30 (3) : 539-554.
- QUESNEL, Louise. (1996). « Media and Urban Politics: The 1991 Civic Elections in Toronto », *Canadian journal of urban research*, 5 (2) : 221-249.
- SANCTON, Andrew. (2000). « Amalgamations, Service Realignment, and Property Taxes: Did the Harris Government Have a Plan for Ontario's Municipalities? », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 135-156.

Services municipaux individuels

- COOKE-SCOTT, Lori A..(1998). « Community-based policing in Ontario: lessons from the Halton Regional Police Service », *Canadian public administration*, 41 (1) : 120-146.
- JAIN, C. Jain. SINGH, Parbudyal. AGOCS, Carol. (2000). « Recruitment, selection and promotion of visible-minority and aboriginal police officers in selected Canadian police services », *Canadian public administration*, 43 (1) : 46-74.
- McDAVID, James C.. (2000). « Alternative Service Delivery in Canadian Local Governments: The Costs of Producing Solid Waste Management Services », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (1-2) : 157-176.
- McDAVID, James. (2001). « Solid-waste contracting-out, competition, and bidding practices among Canadian local governments », *Canadian public administration*, 44 (1) : 1-25.
- SHELLENBERG, Kathryn. (1997). « Police Information System, Information Practices and Individual Privacy », *Canadian public policy*, 23 (1) : 23-39.

Espaces urbains

Banlieues

- HALSETH, Greg, (1996). « Mapping Residential Redevelopment in a Canadian Suburb », *Canadian journal of urban research*, 5 (1) : 137-148.

Centre ville

- BUNTING, Trudi. FILION, Pierre. FRENETTE, Sybil. CURRY, Dan. MATTICE, Randy. (2000). « Housing Strategies for Downtown Revitalization in Mid-Size Cities Canadian journal of urban research », 9 (2) : 145-176.
- COFFEY, William J. MANZAGOL, Claude. SHEARMUR, Richard. (2000), « L'évolution spatiale de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (123) : 325-340.
- GAD, Gunter. (1999). « Downtown Montreal and Toronto: Distinct Places with Much in Common », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 143-170.
- MILLWARD, Hugh. BUNTING, Trudi E. (1999). « A Tale of Two CBDs II: The Internal Retail Dynamics of Downtown Halifax and Downtown Kitchener », *Canadian journal of urban research*, 8 (1) : 1-27.
- POLÈSE, Mario. CHAPAIN, Caroline. (2000). « Déclin de centres-villes : mythe ou réalité? Analyse comparative des régions métropolitaines nord-américaines », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (123) : 303-324.
- SÉNÉCAL, Gilles. (1997). « Les récits du déclin et de la relation de Montréal face aux défis de l'aménagement urbain », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (114) : 381-391.
- SMITS, Florence. (1999). « Toronto et Montréal, deux hypercentres aux dynamiques commerciales comparables », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 171-186.

Quartiers

- HILLER, Harry H.. MOYLAN, Denise. (1999). « Mega-Events and Community Obsolescence: Redevelopment Versus Rehabilitation in Victoria Park East », *Canadian journal of urban research*, 8 (1) : 47-81.

Analyses thématiques

Aménagement et redéveloppement

- LAYNE, Judy. (2000). « Marked for Success??? The Winnipeg Core Area Initiative's Approach to Urban Regeneration », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (2) : 279-302.
- MILLWARD, Hugh. BUNTING, Trudi E..(1999). « A Tale of Two CBDs II: The Internal Retail Dynamics of Downtown Halifax and Downtown Kitchener », *Canadian journal of urban research*, 8 (1) : 1-27.

- SÉNÉCAL, Gilles. (1997). « Les récits du déclin et de la relation de Montréal face aux défis de l'aménagement urbain », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (114) : 381-391.
- SIMARD, Martin. (2000), « Développement local et identité communautaire : l'exemple de quartier Saint-Roch à Québec », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (122) : 167-188.

Culture

- LATOUCHE, Daniel. BELLAVANCE, Guy. (1999). « Montréal et Toronto: deux capitales culturelles et leurs publics », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 113-132.
- LATOUCHE, Daniel. (1997). « Les territoires de la ville: la mondialisation comme aventure urbaine », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (114) : 413-419.

Démographie et immigration

- BALAKRISHNAN, T.R..HO, Feng. (1996). « Neighbourhood Status Persistence and Change in the Canadian Metropolitan Areas », *Canadian journal of urban research*, 5 (2) : 183-198.
- BOURNE, Larry S. ROSE, Damaris. (2001). « The changing face of Canada: the uneven geographies of population », *The Canadian Geographer*, 45 (1) : 105-119.
- BUNTING, Trudi E.. FILION, Pierre. (2001). « Uneven cities: addressing rising inequality in the twenty-first century », *The Canadian Geographer*, 45 (1) : 126-131.
- GERMAIN, Annick. (1997). « L'étranger et la ville », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 237-254.
- HIEBERT, Daniel. (2000). « Immigration and the changing Canadian city », *The Canadian Geographer*, 44 (1) : 25-43.
- KAZEMIPUR, A.. HALLI, S.S..(1997). « Plight of Immigrants: The Spetial Concentration of Poverty in Canada », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 11.
- KONADU-AGYEMANG, Kwadwo. (1999). « Charateristics and Migration Experience of Africans in Canada with Specific Reference to Ghanaians in Greater Torondo », *The Canadian Geographer*, 43 (4) : 400-414.
- LEDENT, Jacques. (1999). « Croissance et Vieillesse Démographique à Toronto, Montréal et Vancouver », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 41-64.
- LEY, David. HIEBERT, Daniel. (2001). « Immigration policy as population policy », *The Canadian Geographer*, 45 (1) : 120-125.
- LEY, David. SMITH, Heather. (1997). « Immigration and Poverty in Canadian Cities, 1971-1991 », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 29-48.
- LEY, David. (1999). « Myths and meanings of immigration and the metropolis », *The Canadian Geographer*, 43 (1) : 2-19.
- LO, Lucia. WANG, Shuguang. (1997). « Settlement Patterns of Toronto's Chinese Immigrants: Convergence of Divergence », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 49-72.
- PRESTON, Valerie. COX, Joseph C.. (1999). « Immigrants and Employment: A Comparison of Montreal and Toronto between 1981 and 1996 », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 87-112.
- RAY, Brian K.. (1999). « Plural Geographies in Canadian Cities: Interpreting Immigrant Residential Spaces in Toronto And Montreal », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 65-86.
- SÉGUIN, Anne-Marie. (1997). « La cohabitation interethnique en HLM : vie quotidienne et enjeux territoriaux », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (114) : 393-404.
- SIEMIATYCKI, Myer. ISIN, Engin. (1997). « Immigration, Ethnoracial Diversity and Urban Citizenship in Toronto », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 73-102.
- TRUELOVE, Marie. (2000). « Services for immigrant women: an evaluation of location », *The Canadian Geographer*, 44 (2) : 135-151.
- WALTON-ROBERTS, Margaret. HIEBERT, Daniel. (1997). « Immigration, entrepreneurship, ant the family: Indo-Canadian entreprise in the construction industry of Greater Vancouver », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 119-140.

Développement économique

- COFFEY, William J. POLÈSE, Mario. (1999). « A Distinct Metropolis for a Distinct Society?: The Economic Restructuring of Montreal in the Canadian Context », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 23-40.
- COFFEY, William J. DROLET, Réjean. (1996). « Make or Buy: Internalization and Externalization of Producer Service Inputs in the Montreal Metropolitan Area », *Revue canadienne des sciences régionales*, 19 (1) : 25-48.
- DOLOREUX, David. (1999). « Technopoles et trajectoires stratégiques : la cas de ville de Laval (Québec) », *Cahiers de Géographie du Québec*, 43 (119) : 211-238.
- DOLOREUX, David. (1998), « Politique technopolitaine et territoire: le cas de Laval », *Revue canadienne des sciences régionale*, 21 (3) : 441-460.
- FILION, Pierre. (1996). « L'enracinement de l'après-fordisme au Canada: retombées régionales et perspectives d'aventure », *Cahiers de Géographie du Québec*, 40 (111) : 313-340.
- FONTAN, Jean-Marc. HAMEL, Pierre J.. MORIN, Richard. SHRAGGE, Eric. (1999). « Community Economic Development and Metropolitan Governance: A Comparison of Montreal and Toronto », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 201-218.
- GUNDERSON, Morley. (1996). « Régional Productivity and Income Convergence in Canada Under Increasing Economic Integration », *Revue canadienne des sciences régionales*, 19 (1) : 1-24.
- MONTGOMERY, Dan. (1999). « The changing commercial structure of non-metropolitan urban centres and vacancy rates », *The Canadian Geographer*, 43 (4) : 282-399.
- POLÈSE, Mario. ROY, Martin. (1999). « La dynamique spatiale des activités économiques au Québec. Analyse pour la période 1971-1991 fondée sur un découpage « centre-périphérie », *Cahiers de Géographie du Québec*, 43 (118) : 43-74.
- REESE, Laura A. FASENFEST, David. (1996). « Local Economic Development Policy in Canada and the US: Similarities and Difference », *Canadian journal of urban research*, 5 (1) : 96-117.
- ROSE, Damaris. (1999). « Urban Hierarchies and the Changing Characteristics of 'Urban Professionals' in Toronto and Montreal: Between Convergence and Divergence », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 133-142.
- SHEARMUR, Richard. (2001). « Finance Flow and Places: The Case of Montreal », *Canadian public policy*, 27 (2) : 219-234.
- SMITS, Florence. (1999). « Toronto et Montréal, deux hypercentres aux dynamiques commerciales comparables », *Revue canadienne des sciences régionales*, 22 (1-2) : 171-186.
- TARZWELL, Gordon. (1997). « Canadian City Unemployment Rates and the Impact of Economic Diversity », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (3) : 389-400.
- WALTON-ROBERTS, Margaret. HIEBERT, Daniel. (1997). « Immigration, entrepreneurship, ant the family: Indo-Canadian entreprise in the construction industry of Greater Vancouver », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 119-140.
- WANG, Shuguang. (1999). « Chinese Commercial Activity in the Toronto cma: New Development Patterns and Impacts », *The Canadian Geographer*, 43 (1) : 19-35.

Éducation

- HARRIS, Richard. MERCIER, Michael. (2000). « A test for geographers: the geography of educational achievement in Toronto and Hamilton, 1997 », *The Canadian Geographer*, 44 (3) : 210-227.
- SHEARMUR, Richard G. (1998). « A Geographical Perspective on Education and Jobs Employment Growth and Education in the Canadian Urban System, 1981-1994 », *Revue canadienne des sciences régionales*, 21 (1) : 15-48.

Groupes sociaux

- DUST, Theresa M. (1997), « The impact of aboriginal land claims and self-gouvernement on Canadian municipalities », *Canadian public administration*, 40 (3) : 481-494.
- FONG, Éric. (1997). « Residential Proximity with the Charter Groups in Canada », *Canadian Studies in population*, 24 (2) : 103-123.
- GURSTEIN, Penelope. (1996). « Gender Sensitive Community Planning: A Case Study of the Planning Ourselves In Project », *Canadian journal of urban research*, 5 (2) : 199-219.
- JAIN, C. Jain. SINGH, Parbudyal. AGOCS, Carol. (2000). « Recruitment, selection and promotion of visible-minority and aboriginal police officers in selected Canadian police services », *Canadian public administration*, 43 (1) : 46-74.
- LEMELIN, André. GATIGNOL, Agnès. (1999). « La structure spatiale des déplacements pendulaires des femmes et des hommes dans la région de Montréal », *Cahiers de Géographie du Québec*, 43 (119) : 187-210.

Immobilier

- EDGINGTON, David W.. (1996). « Japanese Real Estate Investment in Canadian Cities and Region », *The Canadian Geographer*, 40 (4) : 292-305.
- TEIXEIRA, Carlos. (1998). « Cultural Resources and Ethnic Entrepreneurships: A Case Study of the Portuguese Real Estate », *The Canadian Geographer*, 42 (3) : 267-281.

Inégalité sociales

- BLOMBEY, Nicholas. GERALDINE, Pratt. (2001). « Canada and the political geographies of rights », *The Canadian Geographer*, 45 (1) : 151-166.
- KLODAWSKY, Fran. (2001). « Recognizing social and economic rights in neo-liberal times: some geographic reflections », *The Canadian Geographer*, 45 (1) : 167-172.
- MacLACHLAN, Ian. SAWADA, Ryo. (1997). « Measures of income inequality and social polarization in canadian metropolitan areas », *The Canadian Geographer*, 41 (4) : 377-397.

Infrastructures et environnement

- CHIOTTI, Quentin. (1998). « An assesement of the regional impact and opportunities from climate change in Canada », *The Canadian Geographer*, 42 (4) : 380-393.
- KRZEMINSKA, Hanna B.. JACKSON, Peter L.. LOWE, Robert P. (1998). « UVB Radiation distribution in Canada during 1992 and 1993 », *The Canadian Geographer*, 42 (3) : 281-292.
- MACDONALD, Douglas. (2001). « Coerciveness and the selection of environmental policy instruments », *Canadian public administration*, 44 (2) : 161-187.
- SAINT-LAURENT, Diane. (2000). « Approches biogéographiques de la nature en ville : parcs, espaces verts et friches », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (122) : 147-166.
- SÉNÉCAL, Gilles. HAMEL, Pierre J. (2001). « Ville compacte et qualité de vie: discussions autour de l'approche canadienne des indicateurs de durabilité », *The Canadian Geographer*, 45 (2) : 306-318.
- STEWART, Ian Douglas. (2000). « Influence of meteorological conditions on the intensity and form of the urban heat island effect in Regina », *The Canadian Geographer*, 44 (3) : 271-285.
- URMETZER, Peter. BLAKE, Donald E.. GUPPY, Neil. (1999). « Individualized Solution to Environmental Problems: The Case of Automoblile Pollution », *Canadian public policy*, 25 (3) : 345-360.

Logement et localisation résidentielle

- DeKESEREDY, Walter S.. ALVI, Shahid. SCHWARTZ, Martin D.. PERRY, Barbara, (1999), « Violence against and the Harassment of Women in Canadian Public Housing: An Exploratory Study », *The canadian Review of Sociology and Anthropology*, 36 (4) : 499-516.
- FONG, Éric. (1997). « Residential Proximity with the Charter Groups in Canada », *Canadian Studies in population*, 24 (2) : 103-123.

KANAROGLOU, Pavlos S.FERGUSON. Mark R.. (1998). « The Aggregated Spatial Choice Model vs. the Multinomial Logit: An Empirical Comparison Using Migration Microdata », *The Canadian Geographer*, 42 (3) : 218-231.

SÉGUIN, Anne-Marie. (1997). « La cohabitation interethnique en HLM : vie quotidienne et enjeux territoriaux », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (114) : 393-404.

SKABURSKIS, Andrejs. (2000). « Housing Prices And Housing Density: Do Higher Prices Make Cities More Compact? », *Revue canadienne des sciences régionales*, 23 (3) : 445-488.

STEELE, Marion. (1998). « Canadian Housing Allowances Inside and Outside the Welfare System », *Canadian public policy*, 24 (2) : 209-232.

Loisir et sports

WHITSON, David. HARVEY, Jean. LAVOIS, Marc. (2000). « The Mills report, the Manley subsidy proposals, and the business of major-league sport », *Canadian public administration*, 43 (2) : 127-156.

Milieux associatifs

GERMAIN, Annick. (1997). « L'étranger et la ville », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 237-254.

GURSTEIN, Penelope. (1996). « Gender Sensitive Community Planning: A Case Study of the Planning Ourselves In Project », *Canadian journal of urban research*, 5 (2) : 199-219.

HOYLE, Brian. (2000). « Confrontation, consultation, cooperation? Community groups and urban changes in Canadian port-city waterfronts », *The Canadian Geographer*, 44 (3) : 228-243.

SIMARD, Martin. (2000), « Développement local et identité communautaire : l'exemple de quartier Saint-Roch à Québec », *Cahiers de Géographie du Québec*, 44 (122) : 167-188.

TEIXEIRA, Carlos. (1998). « Cultural Resources and Ethnic Entrepreneurships: A Case Study of the Portuguese Real Estate », *The Canadian Geographer*, 42 (3) : 267-281.

TRUELOVE, Marie. (2000). « Services for immigrant women: an evaluation of location », *The Canadian Geographer*, 44 (2) : 135-151.

Patrimoine

DEBARBIEUX, Bernard. MAROIS, Claude. (1997). « Le mont Royal. Forme structurelle, paysages et territorialités urbaines », *Cahiers de Géographie du Québec*, 41 (113) : 171-200.

Problèmes sociaux

KAZEMIPUR, A.. HALLI, S.S..(1997). « Plight of Immigrants: The Spatial Concentration of Poverty in Canada », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 11.

LARSEN, E. Nick. (1999). « Urban Politics and Prostitution Control: A Qualitative Analysis of a Controversial Urban Problem », *Canadian journal of urban research*, 8 (1) : 28-48.

Santé

KEEEFE, Janice M.. (1997). « The Likelihood of Combining Employment and Helping Elderly Kin in Rural and Urban Areas Among Canadian Regions », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (3) : 367-388.

Sécurité

CORMARK, Patricia. (1999). « Crime in Canada and in the United States: A Comparative Analysis », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 26 (3) : 389-408.

DeKESEREDY, Walter S. ALVI, Shahid. SCHWARTZ, Martin D.. PERRY, Barbara, (1999), « Violence against and the Harassment of Women in Canadian Public Housing: An Exploratory Study », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 36 (4) : 499-516.

LARSEN, E.Nick. (1996). « The Effect of Different Police Enforcement Policies on the Control of Prostitution », *Canadian public policy*, 22 (1) : 40-55.

LEY, David. SMITH, Heather. (1997). « Immigration and Poverty in Canadian Cities, 1971-1991 », *Revue canadienne des sciences régionales*, 20 (1-2) : 29-48.

McKENNA, Megan K.L. ROBERGE, Roger A.. (2001), « Restructuring, gender and employment in flux: a geography of regional change in Cornwall, Ontario », *The Canadian Geographer*, 45 (2) : 223-236

Technologies et communication

JOURDENAIS, Martin. DESROCHERS, Pierre. (1998). « La fin de la distance et la déconcentration de l'activité économique: Nouvelle réalité ou mirage? », *Revue canadienne des sciences régionales*, 21 (1) : 49-72.

Transport et mobilité

LEMELIN, André. GATIGNOL, Agnès. (1999). « La structure spatiale des déplacements pendulaires des femmes et des hommes dans la région de Montréal », *Cahiers de Géographie du Québec*, 43 (119) : 187-210.

**Annexe 2 – Recension de divers travaux sur les questions urbaines
depuis 1996 à partir des sites web universitaires**

Carmen Pia Carrasco

INRS Urbanisation, Culture et Société

Table des matières

Méthodologie de recherche	91
1. Monographies produites dans les départements ou centres de recherche universitaire classées par thème	93
Bibliographie thématique	94
Métropoles et système urbain	95
Espaces et régions métropolitains	95
Gouvernance métropolitaine et restructuration municipale.....	96
Système urbain	97
Politique et gestion municipale	98
Aménagement et redéveloppement	98
Finances.....	98
Mobilisation et participation.....	98
Politique	99
Relations intergouvernementales et intermunicipales	99
Rôle des municipalités.....	99
Espaces Urbains	100
Banlieues	100
Centre ville	100
Péri urbain	100
Quartiers	100
Analyses thématiques	101
Culture et lien social.....	101
Économie urbaine.....	102
Éducation.....	102
Environnement	102
Groupes (autochtones, femmes, jeunes, personnes âgées)	104
Globalisation/Mondialisation	104
Immigration	104
Immobilier	107
Inégalités sociales.....	107
Logement et localisation résidentielle	107

Patrimoine.....	109
Problèmes sociaux.....	109
Santé 109	
Sécurité urbaine.....	109
Services urbains et infrastructure.....	109
Transport et mobilité.....	110
2. Monographies produites par département ou centre de recherche.....	111
Répertoire des universités canadiennes consultées.....	112
Titres par département (164).....	112
Dalhousie University.....	114
Department of Urban and Rural Planning.....	114
School of Public Administration.....	114
MCGill University.....	114
School of Urban planning.....	114
Department of Sociology.....	114
Queen’s University.....	114
School of Urban and Regional Planning SURP.....	114
York University.....	114
Urban Studies.....	114
Department of Geography.....	114
Faculty of Environmental Studies.....	115
Université Laval.....	115
Centre de Recherche en Aménagement et Développement CRAD.....	115
Université de Montréal.....	117
Institut d’Urbanisme.....	117
Département de Géographie.....	117
Université du Québec.....	118
Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Culture et Société INRS-UCS.....	118
University of British Columbia.....	122
School of Community and Regional Planning/Centre for Human Settlement CHS/SCARP.....	122
Sustainable Development Research Institute SDRI.....	122

Centre for Real Estate and Urban Land Economics CUERE	122
University of Calgary	122
Department of Sociology	122
University of Guelph	123
Department of Geography	123
University of Ottawa	123
Department of Political Sciences	123
University of Toronto	123
Centre for Urban and Community Studies CUCS	123
Department of Geography	123
University of Waterloo	124
Department of Geography	124
University of Winnipeg	124
Institute of Urban Studies IUS	124
Department of Sociology	124
Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement CERIS	124
Immigration	126
Centre d'excellence en recherche sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine Immigration et Métropoles IM	126
Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis RIIM	126
3. Études thématiques générales financées par la SCHL	129
Société canadienne d'hypothèques et de Logement SCHL Compendium 2000	130
Aménagement Résidentiel	130
Développement durable et maisons saines	130
Infrastructure	130
Logement	130
Logement abordable	130
Logement des autochtones	130
Logement et immigration	130
Logement Social	130
Marché de l'habitation	131
Personnes âgées	131

Personnes handicapées	131
Sans-abri.....	131
Tours d'habitation et ensembles de logements.....	131
Transports urbains	131
Urbanisme et établissement humains.....	131
Compendium de recherche 1996	131
Développement durable.....	131
Logement et immigration	132
Personnes âgées.....	132
Urbanisme and établissements humains	132
4. Liste des projets de recherche financés par le CRSH portant sur des questions urbaines.....	133
Publication Subventions et bourses accordées Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada 2000-2001.....	134
Anthropologie.....	134
Géographie	134
Sciences politiques	134
Alliances de recherche universités-communauté.....	134
Lettres d'intention	135
Subvention stratégiques et initiatives conjointes.....	135
1999-2000	135
Sciences Économiques	135
Géographie	135
Sciences Politiques	136
Sociologie.....	136
Édition Savante.....	136
1998-1999	136
Démographie	136
Géographie	136
Histoire 136	
Sciences Politiques	137
Sociologie.....	137
Urbanisme et aménagement régional.....	137
Subvention Stratégiques Projet sur les tendances.....	137

1997-1998.....	137
Démographie	137
Géographie	137
Sciences Politiques.....	137
Sociologie.....	138
Urbanisme et aménagement régional	138
Subventions Stratégiques Les femmes et le changement	138
Conférences.....	138
1996-1997.....	138
Sciences administratives.....	138
Géographie	138
Sciences Politiques.....	138
Sociologie.....	138
Urbanisme et aménagement régional	139
1995-1996.....	139
Sciences Économiques	139
Géographie	139
Sciences Politiques.....	139
Urbanisme et aménagement régional	139
Subventions Stratégiques	139
Mondialisation de l'économie	139
Les femmes et le changement.....	140
Initiatives conjointes.....	140

Méthodologie de recherche

La **démarche de recherche** a consisté tout d'abord à identifier à travers les **sites web** présents sur l'Internet les départements universitaires canadiens offrant des programmes faisant appel soit à la multidisciplinarité, la pluridisciplinarité ou encore la transdisciplinarité dans le domaine de l'urbain⁸⁹. Ensuite, les **départements et programmes** en sciences sociales et en gestion **des principales universités canadiennes**⁹⁰ ont été approchés de manière systématique, notamment ceux en sociologie, anthropologie, géographie et gestion immobilière. Bien que cette bibliographie a été construite suivant cette méthode rigoureuse, elle ne se veut pas exhaustive en raison des limites propres à l'information disponible sur le web.

Les sources potentielles ainsi ciblées, les publications pertinentes pour les cinq dernières années ont été identifiées soit en passant en revue directement celles qui apparaissaient dans des rubriques « publications », « rapports ou notes de recherche », « working papers » ou « discussion papers », soit en allant vérifier celles apparaissant dans la présentation des professeurs et du staff de chacun des programmes ou départements.

Les clés d'identification pour les publications correspondaient aux enjeux de gouvernance urbaine et métropolitaine dans le contexte canadien. Suite à quoi ont été repérés des thèmes urbains classiques, comme par exemple, l'aménagement urbain, le transport, le logement et l'environnement. Ces clés de recherche ont été complétées avec des problématiques sociales plus générales correspondant à des analyses issues des nouvelles dynamiques de la ville, entre autre, culture, sécurité, santé et immigration. Ces clés devaient apparaître soit dans le titre des publications ou encore dans les résumés lorsqu'ils étaient disponibles. Ce premier répertoire des publications par université et département a donné un grand total de 165 documents.

Outre les programmes et départements universitaires, les titres de recherches apparaissant sur les sites web de la Société canadienne du logement (SCHL), du « Canadian Center for Policy alternatives », du « Canadian Policy Research Networks » et de l'« Institute for Research on Public Policy » ont été passés en revue avec les mêmes critères cités plus haut. De la même manière, ont été consultés, en support papier, les titres des recherches subventionnés par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines (CRSH) pour les années 1995-96, 1996-97, 1997-98, 1998-99, 1999-00 et 2000-01. Dans une deuxième étape les publications ont été repérées et classées en accord aux grandes catégories suivantes⁹¹:

89 La liste des programmes reconnus par l'Institut Canadien des Urbanistes a été la base de consultation première.

90 Carleton University, Concordia University, Dalhousie University, McGill University, Queen's University, Université de Montréal, Université du Québec, Université Laval, University of Alberta, University of British Columbia, University of Calgary, University of Guelph, University of Manitoba, University of Northern British Columbia, University of Ottawa, University of Saskatchewan, University of Toronto, University of Waterloo, University of Windsor, University of Winnipeg, York University.

91 Ceci inclut les organismes de recherche et de l'évaluation des politiques publiques, la Société d'hypothèques et de logement, le Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement (CERIS), Centre d'Excellence en recherche sur l'immigration et Métropoles (IM) et le Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis (RIIM).

1. Métropoles et système urbain (43)
2. Politique et gestion municipale (27)
3. Espaces urbains (18)
4. Analyses thématiques (171)

N.B. Date de consultation : novembre et décembre 2001.

1. Monographies produites dans les départements ou centres de recherche universitaire classées par thème

Bibliographie thématique ⁹²

1. Métropoles et système urbain (43)

Espaces et régions métropolitains (25)
Gouvernance métropolitaine et restructuration municipale (11)
Système urbain (7)

2. Politique et gestion municipale (27)

Aménagement et redéveloppement (10)
Finances (2)
Mobilisation et participation (8)
Politique (4)
Relations intergouvernementales et intermunicipales (3)
Rôle des municipalités (4)

3. Espaces urbains (18)

Banlieues (3)
Centre ville (6)
Péri urbain (3)
Quartiers (6)

4. Analyses thématiques (171)

Culture et lien social (20)
Économie urbaine (7)
Éducation (2)
Environnement (18)
Groupes (autochtones, jeunes, femmes, vieux) (11)
Globalisation/Mondialisation (5)
Immigration (45)
Immobilier (1)
Inégalités sociales (3)
Logement et localisation résidentielle (30)
Patrimoine (1)
Problèmes sociaux(5)
Santé (3)
Sécurité urbaine (2)
Services urbains et infrastructure (12)
Transport et mobilité (6)

⁹²

Exceptionnellement un titre peut se trouver dans plus d'une rubrique.

Métropoles et système urbain

Espaces et régions métropolitains

- CARTER, T. (1996), « Winnipeg: Heartbeat of the Province » in Welsted, J., Everitt, J. and C. Stadel, *The Geography of Manitoba: Its Land and Its People*, Winnipeg: The University of Manitoba Press.
- CHICOINE, N. (1998), « Nouvelles dynamiques métropolitaines et stratégies spatiales de la main d'oeuvre : le cas des employés de bureau montréalais », in Capel, H. et P.-A. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona : Universitat de Barcelona, 51-62 p.
- CODE, G. L. (1996), *In Search of a Canadian Metropolis: Getting Back to the Gras Roots of Metropolitanism*, Toronto: Urban Studies Programme, Division of Social Science, York University, Urban Studies Working Paper 17, 61 p.
- CODE, G. L. (1996), *The Canadian Metropolis in the Global Economy: Toronto, Montréal and the Financial Services Industry*, Toronto: Department of Geography, York University, Discussion Paper 46, 79 p.
- COFFEY W. J. et M. POLÈSE (1999), *A distinct metropolis for a distinct society? : The economic restructuring of Montréal in the Canadian context*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 07, 19 p.
- COFFEY, W. (1998), « Le système métropolitain nord-américain » in Philippe, J., Léo, P.-Y. et L. Boulianne (éds.), *Services et métropoles: formes urbaines et changement économique*, Paris: L'Harmattan, 61-87 p.
- COFFEY, W., (1998), « Montréal, métropole nord-américaine » in Philippe, J., Léo, P.-Y. et L. Boulianne (éds.), *Services et métropoles: formes urbaines et changement économique*, Paris: L'Harmattan, 219-239 p.
- COLLIN, J.-P. (1997), « La dynamique intramétropolitaine et les stratégies de gestion métropolitaine dans l'agglomération montréalaise, depuis 1970 », in Capel, H. et P.-A. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona : Universitat de Barcelona, 63-81 p.
- COLLIN, J.-P. et M. GAUDREAU (1996), *La forme urbaine et les relations intramétropolitaines dans l'agglomération montréalaise : synthèse des analyses et des recherches récentes*, Montréal: INRS-Urbanisation, 71p.
- COLLIN, J.-P., DAGENAIS, M. et C. POITRAS (2001), *Montréal, ville-région d'Amérique : présentation d'un projet d'histoire régionale*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, 44 p.
- CURTIS, K.R. (1996), « Revitalizing downtown Kitchner: Municipal planning initiatives and effects », in Bunting T.E. and P. Filion (eds.), *The Dynamics of the Dispersed City: Geographic and Planning Perspectives on Waterloo Region*, Waterloo:, Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 47, 137-166 p.
- FILION, P., BUNTING, T.E. and K. CURTIS (1996) (eds.), *The Dynamics of the Dispersed City: Geographic and Planning Perspectives on Waterloo Region*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 47, 427 p.
- GERMAIN, A. (1997), *Montréal et le retour des métropoles?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 12p.
- GERMAIN, A. et D. ROSE (2000), *Montreal: The Quest for a Metropolis*, Serie World Cities, London: J.Wiley and Son éds, 300 p.
- HAMEL, P. et M. BOISVERT (1998), « CUM : 1970-2000, des enjeux nouveaux et des enjeux renouvelés », in Bélanger, Y., Comeau, R., Desrochers, F. et C. Métiver (dirs), *La CUM et la région métropolitaine. L'avenir d'une communauté*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 76-82 p.
- HUTTON, T. A (1998), *The transformation of Canada's Pacific metropolis: a study of Vancouver*, Montreal: Institute for Research on Public Policy, 179 p.
- HUTTON, T. A (1998), *The transformation of Canada's Pacific metropolis: a study of Vancouver*, Montreal: Institute for Research on Public Policy, 179 p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Capitales et métropoles dans le nouvel environnement culturel*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 16 p.
- LEDENT, J. (1998), *Les indicateurs de la situation démographique : le cas de trois grandes métropoles canadiennes*, Montréal: INRS-Urbanisation, 47p.

- LEWIS, P. (1998), « Le commerce montréalais, entre concentration et étalement », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 171-186 p.
- MANZAGOL, C. et C. Bryant, (1998) (éds.), *Montréal 2001 : visages et défis d'une métropole*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 356 p.
- PREVELAKIS, G. (1998), *Les grandes métropoles comme carrefour des diasporas*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 7p.
- PROULX, P.-P. (2000), *Montréal, parmi les métropoles de l'Amérique du Nord : examen de certains indicateurs économiques*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 16 p.
- QUESNEL, L. (1998), « La métropole comme espace politique », in Bélanger, Y. et al. (dirs), *La CUM et la région métropolitaine: l'avenir d'une communauté*, Montréal: Presses de l'Université du Québec, 121-132 p.
- TRÉPANIÉ, M.-O. (1998), « Les défis de l'aménagement et de la gestion d'une grande région métropolitaine », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 319-340 p.
- TRÉPANIÉ, M.-O. (1998), « Metropolitan Governance in the Montreal Area », in Rothblatt, N. D. and A. Sancton, (ed.), *Metropolitan Governance : American/Canadian Intergovernmental Perspectives*, Institute of Governmental Studies Press, University of California, Berkeley (first edition in 1993 ; revised 2nd edition 1998).

Gouvernance métropolitaine et restructuration municipale

- BOURNE, L.S. (2000), « Governance and Social Sustainability; The Toronto Experience », (with F. Frisken et al) in Stren R. and M. Polèse (eds.), *The Social Sustainability of Cities: Comparative Urban Policy*, Toronto: University of Toronto Press, 68-97 p.
- COLLIN, J.-P., (1999), « Quel modèle de gestion métropolitaine pour les villes-régions canadiennes? » , in Andrew, C., Armstrong, P. et A. Lapière, *Les villes mondiales. Y a-t-il une place pour le Canada?/World Class Cities. Can Canada Play?*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 403-420 p.
- FRISKEN, F., Bourne, L.S., Gad G. and R.A. Murdie (1997), *Governance and Social Well-Being in the Toronto Area: Past Achievements and Future Challenges*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 193, 69p.
- GRAHAM, K (1996), *Report of the Urban Governance Working Group*, Ottawa: Royal Commission on Aboriginal Peoples, 79 p.
- GRAHAM, K, PHILLIPS, S. D. and A. MASLOVE (1997), *Urban Governance in Canada: Representation, Resources and Restructuring*, Toronto: Harcourt Brace, 325 p.
- GRAHAM, K, PHILLIPS, S. D. and L. D. FELDMAN (1997), *Governance Structures for the New City of Toronto*, Toronto: Toronto Transition Team, 37 p.
- GRAHAM, K. and S.D. PHILLIPS. (1996), *Governance Structures for the New City of Toronto*, Toronto: Municipality of Metropolitan Toronto, 59 p.
- IUS (2001), *Proceedings of the Prairie Urban Congress 2000*, Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 54 p.
- KLOS, N. (1998) (ed.), *The State of Unicity – 25 Years Later*, Conference Proceedings (October 3-4, 1997). Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, Occasional Paper 35, 144 pp. + xii.
- PAULHIAC, F. (2000), *Le contrat de gouvernance en situation d'urgence : le cas du sinistre du verglas au Québec en 1998*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 22 p.
- POEL, D. and, M. DANN (2000), *A Discussion of the Costs of Amalgamation: The Halifax Regional Municipality Experience*, Halifax Regional Municipality Amalgamation Study, Halifax: School of Public Administration, Dalhousie University.
- SÉNÉCAL, G., (1998), « Les politiques urbaines en environnement : l'expérience canadienne et les cas de Montréal et de Toronto », in Lacroix, M., *Villes et politiques urbaines au Canada et aux États-Unis*, Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 251-274 p.

Système urbain

- BOURNE, L.S. (1996), *The Canadian urban system revisited: a statistical analysis*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 192, 81 p.
- BOURNE, L.S. (2000), « Living on the Edge: Multiple Peripheries in the Canadian Urban System », in Gradus Y. and H. Lithwick (eds.), *Developing Frontier Cities; Global Perspective - Regional Contexts*, Amsterdam: Kluwer Publishers, 77-97 p.
- BOURNE, L.S. (2000), « Urban Canada in the Twenty-First Century: An Overview of Recent Trends and Emerging Issues », Chap. 2, in Bunting T. and P. Filion (eds.), *Canadian Cities in Transition. 2nd edition*, Toronto, Oxford: University Press, p. 26-51.
- BUNTING, T. et P. FILION (2000), *The Canadian City In Transition (2e edition): The Twenty-First Century*, London: Oxford University Press, 333-354 p.
- CODE, G. L. (1996), *The Canadian urban system: regional structure and change, 1871-1991.*, Toronto: Department of Geography, York University, Discussion Paper 47, 85 p.
- CODE, G. L. (1996), *The dynamics of urban growth and processes: the economic, political and social antecedents of the Canadian urban system*, Toronto: Urban Studies Programme, Division of Social Science, York University, Urban Studies Working Paper 18, 56 p.
- COFFEY, W. (1996), *Employment Growth and Change in the Canadian Urban System, 1971-94*, Ottawa: Canadian Policy Research Networks, Working Paper W|02, 195 p.
- MANZAGOL, C. et D. LAN (1997) « Industrie de haute technologie et système urbain au Canada » in Wackerman, G. (dir.) *Nouveaux espaces et systèmes urbains*, Paris: SEDES, 357-370 p.

Politique et gestion municipale

Aménagement et redéveloppement

- ALLIE, L. et C.R. BRYANT (1999), « Land use conflicts and local actors : the case of Mont St. Hilaire », in *Proceedings: New England-St. Lawrence Valley Geographical Society*, 1999, XXVIII: 1-8.
- BARCELO, M. (1997), *Costing urban sprawl in Canada*, Research report to the National Center for the Revitalization of Central Cities, New Orleans: University of New Orleans, 48 p., illust.
- BRYANT, C.R. et K. BUFFAT (1999), « Local development processes in transforming the urban fringe : the case of Saint Sauveur-des-Monts », in *Proceedings: New England-St. Lawrence Valley Geographical Society*, XXVIII: 23-31 p.
- DALY, G. et R. MILGROM (1998), *Intensification in Urban Areas*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).
- GARIÉPY, M. (1997), « À propos de la requalification et de la réappropriation du Vieux-Port de Montréal », in T. Beaudoin, M. Collin et C. Prelorenzo (dir.), *Urbanité des cités portuaires*, Maritimes, Paris : L' Harmattan, 301-309 p.
- GORDON, D.L.A. (2000), « Managing Change on the Urban Edge: Implementing Urban Waterfront Redevelopment in Toronto », in G. Halseth and H. Nicol (eds.), *(Re)Development At The Urban Edge*, Waterloo: University of Waterloo Press, 175-226 p.
- HELSEY, R. W. and W. C. STRANGE (1997), *Secession, Regulation, and Innovation in Local Government*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 002.
- LENNON, R. and C. LEO (2001), *Stopping the Sprawl: How Winnipeg Could Benefit from Metropolitan Growth Management Strategies for a Slow-Growth Region*, Manitoba: Canadian Centre for policy Alternatives, January, 32 p.
- McCULLOUGH, M. (1998), *Granville Island: An Urban Oasis*, Vancouver: Granville Island, Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- VILLENEUVE, P. et F. VACHON (1999), « L'intégration territoriale dans la région de Québec: héritages et perspectives », in Mercier, G. et C. Bélanger (dirs), *L'avenir municipal de la région de Québec*, Québec: Éditions Sylvain Harvey, 37-58 p.

Finances

- HAMEL, P. J. (2001), « Finances publiques locales et développement urbain viable - Les taxes vertes : le cas de la tarification de l'eau », in *Vivre en ville. Regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable*, éditeur, *Vers des collectivités viables ... mieux bâtir nos milieux de vie pour le XXI^e siècle*, Sillery: Les Éditions du Septentrion, 322-327 p.
- HOBSON, P.A.R., and F. ST-HILAIRE. (dirs.) (1997), *Urban governance and finance: a question of who does what*, Montreal: Institute for Research on Public Policy, 207 p.

Mobilisation et participation

- BRYANT, C.R. (1999), « Community-based strategic planning, mobilisation and action at the edge of the urban field : the case of Haliburton County », in Bowler, I., Bryant, C.R. et A. Firmino (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*, Portugal : Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, No. 2. 211-222 p.
- FORTIN, A. et D. SANDERSON (2000), « Les dynamiques communautaires et territoriales derrière la page », in Lafontaine, D. et N. Thivierge (dirs.), *Le Développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, collection Tendances et débats en développement régional, 135-149 p.
- GERMAIN, A., MORIN, R. et G. SÉNÉCAL (2001), « L'évolution du mouvement associatif à Montréal : un réseau concerté à deux vitesses, entre institutionnalisation et autonomie négociée », in Chopart, J.-N., Blais, J.-P., Ion, J., Noguez, H. et G. Garin-Ferraz (éds), *Actions associatives, solidarité et territoires*, Saint-Étienne: Publications de l'Université de Saint-Étienne, 163-170 p.
- GRAHAM, K. A. and S.D. PHILLIPS (1998), *Citizen Engagement: Lessons in Participation from Local Government*, Toronto: Institute of Public Administration of Canada, Monographie N° 22.

- JENSON J. and M. PAPIILLON (2001), *The Changing Boundaries of Citizenship. A Review and a Research Agenda*, Ottawa: Canadian Policy Research Networks.
- JENSON, J., HARVEY, J., KYMLICKA, W., MAIONI, A., SHRAGGE, E., GRAEFE, P., and J.-M. FONTAN (2001), *Building Citizenship: Governance and Service Provision in Canada*, Ottawa: Canadian Policy Research Networks, Discussion Paper F17.
- QUESNEL, L. (2000), *Public Consultation as a Tool for Local Democracy*, Rapport of research, Toronto: Intergovernmental Committee of Urban and Regional Research, 120 p.
- RAHDER, B. (1998), « Women Plan Toronto: Grassroots participation in re-shaping the city », in Wolff R. et al. (eds.), *Possible Urban Worlds: Urban Strategies at the End of the 20th Century* Basel, Switzerland: Birkhauser Verlag, 100-103 p.
- RUDDICK, S. (2001), *Supporting Communities. How Halifax and Edmonton Mobilized to Fight Homelessness*, Prepared for Human Resources Development Canada (with the assistance of Cowen D. and L. Veronis).

Politique

- BRYANT, C.R. (1997), « The management of processes of change in Canada's small towns and villages », chapitre 1, in Mitchell C. et F. Dahms, (dir.), *Challenge and Opportunity: Managing Change in Canadian Towns and Villages*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 48, 1-28 p.
- MITCHELL, C. and F.A. DAHMS, (eds.) (1997), *Challenge and Opportunity: Managing Change in Canadian Towns and Villages*, Waterloo: University of Waterloo, Department of Geography, Publication Series 48, 280 p.
- QUESNEL, L. (2000), « La démocratie urbaine dans les villes canadiennes », in Hoffman-Marinot, V. et O.W. Gabriel (dirs), *Démocraties urbaines*, Paris: L'Harmattan, 291-348 p.
- QUESNEL, L. (2000), « Urban Democracy in Big Cities in Canada », in Gabriel, O.W., Hoffmann-Martinot, V. et H.V. Savitch (Hrsg), *Urban Democracy*, Leske + Opladen, 315-368 p.

Relations intergouvernementales et intermunicipales

- ANDREW, J. (1999), *The Use of Mediation in Intermunicipal Dispute Resolution*, Toronto: Intergovernmental Committee on Urban and Regional Research.
- IUS (2001), *Guidelines for Federal Policy Priorities in Urban Areas*, Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 37 pp. + appendices.
- ROTHBLATT, N. D. and A. SANCTON, (1998) (ed.), *Metropolitan Governance: American/Canadian Intergovernmental Perspectives*, Institute of Governmental Studies Press, University of California, Berkeley (revised 2nd edition 1998).

Rôle des municipalités

- BÉLANGER, C. et P. VILLENEUVE (2001), « Le rôle de l'administration municipale », in Courville, S. et R. Garon (dirs), *Québec, ville et capitale*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, Collection "Atlas historique du Québec", 376-385 p.
- LEFEBVRE, S. (1996), *Le partage des compétences au niveau local : le cas de l'Ontario et du Québec*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- QUESNEL, L. (1996), « Décentralisation et développement local dans un pays de type fédéral: le cas du Québec au Canada », in Wodz, J. (dir.), *Les acteurs de la vie politique locale*, Katowice: Éditions Slask, 63-84 p.
- QUESNEL, L. (1999), « Les défis des municipalités canadiennes », in Andrew, C., Armstrong, P. et A. Lapierre (dirs.), *Les villes mondiales: y a-t-il une place pour le Canada?*, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 131-141 p.

Espaces Urbains

Banlieues

- BEAUDET, G., BEAUREGARD, L. et J. WOLFE (1998), « Anciennes et nouvelles banlieues », in. Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 259-282 p.
- DESPRÉS, C. et A. FORTIN (2000), « La requalification et la densification des banlieues pavillonnaires au Québec », in O. Söderström et al. (dirs.), *L'usage du projet. Pratiques sociales et conception du projet urbain et architectural*, Lausanne: Payot, 147-161 p.
- HODGE, G. (1996), with the assistance of MCKAY, L. and J. B. COLLINS, COPLAN Consultants, *The Graying of Canadian Suburbs: Patterns, Pace, and Prospects*, Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation, (External Research Program).

Centre ville

- BOISVERT, M. (1998), « Un centre à l'image de la ville : bref exercice de prospective », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 205-219 p.
- CHOKO, M. H. et D. LATOUCHE (1999), *Promoteurs et développeurs à Montréal : y a-t-il du nouveau au centre-ville?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 26 p.
- GAD, G. and M. MATTHEW (2000), « Central and Suburban Downtowns », in Bunting T. and P. Fillion (eds.), *Canadian Cities in Transition, Second Edition*, Toronto, Oxford: University Press, 248-273 p.
- KLOS, N., AMENT, D., EVERTON, B. et R. DAYAL (2000), *Accessible Downtown Residential Communities: A Case Study of Winnipeg, Manitoba*, Ottawa: Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).
- POLÈSE M. et C. CHAPIN (2000), *Are central Business Districts (CBDs) really declining? An Analysis for U.S. and Canadian Urban areas*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 02, 29 p.
- ROSE, D. (1997), *La revitalisation des zones industrielles à proximité des centres d'affaires : un aperçu de quelques expériences*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 41p.

Péri urbain

- ALLIE, L. et C.R BRYANT (1999), « The role of local actors in transforming the urban fringe : the case of Mont St. Hilaire », in Bowler, I., Bryant, C.R. et A. Firmino, (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*, Portugal : Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, No. 2.. 201-210 p.
- BRYANT, C.R. (1999), « Community-based strategic planning, mobilisation and action at the edge of the urban field : the case of Haliburton County », in Bowler, I., Bryant, C.R. et A. Firmino (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*, Portugal : Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, No. 2. 211-222 p.
- BRYANT, C.R., COPPACK, P.M. et C. MITCHELL (2000), « The city's countryside », chapitre 9, in Bunting, T. et P. Fillion, (éds.), *The Canadian City in Transition (2e édition): The Twenty-First Century*, London: Oxford University Press, 333-354 p.

Quartiers

- BLANC, B. (1996) « Groupes communautaires, institutions publiques et intégration des immigrants à l'échelle des quartiers », *Les Zones urbaines défavorisées, leurs diagnostics, les politiques en leur direction et la question de la justice sociale en Europe et en Amérique du Nord*, Donzelot, J., Jaillot, M.-C. et F. De Barros (éds), Volume 5, Rapport de recherche pour l'OTAN et le Plan Urbain, Paris.
- DUFF, J. et T., DAWES (2000), *Densification Résidentielle en Quartier Central : Le cas du Mile-End à Montréal*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de la recherche).
- GERMAIN, A (1998), « Le quartier, un ? », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon, 447-461 p.

- GERMAIN, A., CHARBONNEAU, J. et J. E. GAGNON (1998), *Le quartier : un territoire social significatif*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 30p.
- TAGGART, W.H. J. (1996), *Planning the Active Neighbourhood: A Discussion of Resident-Directed Neighbourhood Planning*, paper prepared in support of a presentation at the 1996 Meeting of the Canadian Institute of Planners., Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation.
- WOLFE, J.M. (1998), « Westmount », in Manzagol C. and C.R. Bryant (eds.), *Montréal 2001: Visages et défis d'une métropole*, Montreal: Les presses de l'Université de Montréal, 265-272 p.

Analyses thématiques

Culture et lien social

- BELLAVANCE, G. (1997), *Un aperçu de l'offre et de la demande culturelles à Montréal et à Québec*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- BOURNE, L.S. (2000), *People and Places: A Portrait of the Evolving Social Character in the Greater Toronto Region*, Report to the Neptis Foundation, Toronto, 110p.
- FORTIN, A. (1997), « L'esprit des lieux, le tourisme et le développement culturel », in Côté, S., Klein, J.-L. et M.-U. Proulx (dirs), *Action collective et décentralisation*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ et GRIR, 87-98 p.
- GAGNON, N. et D. LATOUCHE (1998), *Montréal et les régions dans la politique culturelle du Québec. Sélection de textes*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 28 p.
- GILBERT, L. (1999), *Montréal et Los Angeles, villes en mutation socio-politique et socio-spatiale. La négociation de l'identité nationale et du pluralisme chez les Québécois et les Chicanos*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 18 p.
- INRS-URBANISATION. CULTURE et VILLE. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains (1997), *L'emploi et les investissements culturels dans la région de Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 16 p.
- INRS-URBANISATION. CULTURE et VILLE. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains (1997), *Le paysage culturel et artistique montréalais : les infrastructures, les publics, les spécialités, les technologies et la réputation*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 40 p.
- INRS-URBANISATION. CULTURE et VILLE. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains (1996), *L'avenir d'une commission de développement : capitaliser sur une culture métropolitaine*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 7p.
- LAPERRIÈRE, H. et F. PAULHIAC (1999) *La relation nature-culture dans l'appropriation du territoire*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 13 p.
- LAPERRIÈRE, H. (1998), « Lecture culturelle d'un paysage urbain : éléments de méthode tirés du cas montréalais », in Augustin, J.-P. et D. Latouche, *Lieux culturels et contextes de villes*, MSHA, 113-135 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE (1996), *So far from culture and so close to politics : the new art facilities in Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 19 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE (1997), *Vers un processus d'aménagement concerté en matière culturelle pour la MRC de Sherbrooke*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 72 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE (1998), *L'émergence d'une identité culturelle plurielle. Exploration du potentiel interculturel de Montréal. INTERDIT de consultation*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 74, 38 p.

- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE, (1996), *Montréal, métropole culturelle du Québec : des actions à entreprendre*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 28 p.
- LAPERRIÈRE, H. et F. PAULHIAC (1999), « La relation nature-culture dans l'appropriation du territoire », in Augustin, J.-P. et C. Sorbets, *Sites publics Lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 153-167 p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Les artistes à la rescousse : la culture peut-elle sauver le Faubourg des Récollets*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 12 p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Les arts et les industries culturelles dans la région de Montréal. Bilan et enjeux*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 57p.
- LATOUCHE, D. et G. BELLAVANCE (2000), *Montréal et Toronto : deux capitales culturelles et leurs publics*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- LATOUCHE, D., PAULHIAC, F. et S. CAMERON (1999), *Le financement des arts dans la région de Montréal. État des lieux et définition d'une problématique*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 54 p.
- LELIÈVRE, C. (1996), *Identification et structuration du champ culturel montréalais : le cas des conseils d'administration et leurs réseaux*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 21 p.

Économie urbaine

- BOISVERT, M. (1996), « L'analyse économique régionale : un éventail de concepts, anciens et nouveaux », in Proulx M.-J. (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, chapitre 10, 187-213 p.
- COFFEY, W. (2000) « Canadian cities and shifting fortunes of economic development » in Bunting T. and P. Filion (éds.), *Canadian Cities in Transition (2e éd.)*. Don Mills, London: Oxford University Press, 121-150 p.
- COFFEY, W. et M. POLÈSE (2000), avec la collaboration de R. SHEARMUR, *La restructuration de l'économie montréalaise: positionnement et comparaisons avec d'autres métropoles*, Montréal: INRS-Urbanisation, Études et documents.
- HIEBERT, D. (1997), *The Colour of Work: Labour Market Segmentation in Montreal, Toronto and Vancouver, 1991*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 97-02, 67 p.
- LEMELIN, A. et P. FRÉCHETTE (1996), *The economic impact of an identical shock applied to two different metropolitan areas: the example of Québec and Montréal, Canada*, Montréal et Québec: INRS-Urbanisation et Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval.
- NANAVATI, A. (1998), *Labour Market Experiences of South Asia-born Women in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-17.
- ROSENTHAL S. S. and W. C. STRANGE (1998), *Geography, Industrial Organization, and Agglomeration*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 003.

Éducation

- BURNABY, B., JAMES, C. and S. REGIER. (2000), *The Role of Education in Integrating Diversity in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 11-2000, 94 p.
- GERTLER, M.S. (2000), *A Region in Transition: The Changing Structure of Toronto's Regional Economy*, Toronto: Programme in Planning, Department of Geography, University of Toronto, A report to the Neptis Foundation 'Portrait of a Region' Project (with the assistance of Levitte, Y. Moylan, D. and G. Spencer).

Environnement

- BARCELO, M. (1998), « Des indicateurs de la qualité environnementale urbaine », Montréal : INRS-Urbanisation, 13 p., illust.

- DILK, D., LURA Group. (1996), *Measuring Urban Sustainability: Canadian Indicators Workshop*, June 19-21, 1995: Workshop Proceedings, State of Environment Directorate, Environment Canada and the Centre for Future Studies in Housing and Living Environments, Canada Mortgage and Housing Corporation. Ottawa: CMHC and Environment Canada.
- FCM, ACCH, ACHRU, SCHL (1998), *Village urbain de Ryder Lake : Plan d'Aménagement pour une Collectivité Durable*, Ottawa : Fédération canadienne des municipalités, Association canadienne des constructeurs d'habitations, Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- GERMAIN, A. (1998), *Montréal, a socially sustainable city?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 7p.
- HAMEL, P. J. (2001), « Finances publiques locales et développement urbain viable - Les taxes vertes : le cas de la tarification de l'eau », in Vivre en ville. Regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable, éditeur, *Vers des collectivités viables ... mieux bâtir nos milieux de vie pour le XXIe siècle*, Sillery: Les Éditions du Septentrion, 322-327 p.
- MACLAREN, V.W. (1996), with the assistance of S. LABATT, J. MCKAY and M. Van de VEGTE., *Developing Indicators of Urban Sustainability: A Focus on the Canadian Experience*, Prepared for State of the Environment Directorate, Environment Canada; Centre For Future Studies In Housing And Living Environments, Canada Mortgage and Housing Corporation; and Intergovernmental Committee on Urban and Regional Research. Toronto: ICURR PRESS,.
- MACY, C. (2001), *Greening the City: Ecological Wastewater Treatment in Halifax*, Study, Canadian Institute of Planners, 40 p.
- MAKUC, B. et R. PARENTEAU (1998), *La gestion locale de l'environnement dans les municipalités urbaines du Québec*, CRSH-Université de Montréal, 119 p.
- MATHUR, B. J. (1997), *Healthier Cities and Towns: Some 'Best Practices' for Canadian Municipalities*. Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, Health and the Community 3, 45p + v pp.
- SÉGUIN A.-M. et A. GERMAIN. (2000), « The social sustainability of Montréal: a local or a state affair? », in Polèse, M. et R. Stren (dirs.), *The Social Sustainability of Cities: Diversity and the Management of Change*, Toronto: University of Toronto Press, 39-67 p.
- SÉNÉCAL, G. (1999), Au Canada, l'heure est au bilan, in Barnier, V. et C. Tucoulet, *Ville et environnement. De l'écologie urbaine à la ville durable*, La Documentation française, 71-74 p.
- SÉNÉCAL, G. (2001), « Les indicateurs de durabilité urbaine et la prise en compte des enjeux locaux », in Vivre en ville. Regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable, éditeur, *Vers des collectivités viables ... mieux bâtir nos milieux de vie pour le XXIe siècle*, Sillery: Les Éditions du Septentrion, 344-354 p.
- SÉNÉCAL, G. et D. SAINT-LAURENT (1999), avec la collaboration de CHARLEBOIS. A.M. et D. LEONARD, *Programme Éco-Quartier de la ville de Montréal : une innovation en Évolution*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- SÉNÉCAL, G., (1998), « Les politiques urbaines en environnement : l'expérience canadienne et les cas de Montréal et de Toronto », in Lacroix, M., *Villes et politiques urbaines au Canada et aux États-Unis*, Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 251-274 p.
- SÉNÉCAL, G., HAF, R., HAMEL, P.-J., POITRAS, C., PONTON, M., SAINT-LAURENT, D. et N. VACHON (1999), *Le portrait environnemental de l'Île de Montréal au regard de la durabilité urbaine. Rapport final*, Montréal: INRS-Urbanisation, 77p.
- SÉNÉCAL, G., HAF, R., HAMEL, P.-J., POITRAS, C., PONTON, M., SAINT-LAURENT, D. et N. VACHON (1999), *Le portrait environnemental de l'Île de Montréal au regard de la durabilité urbaine. Enjeux et stratégie d'actions*, Montréal: INRS-Urbanisation, 15 p.
- SÉNÉCAL, G., NARBONNE, E. et N. VACHON (2001), *Évaluation de retombées socio-économiques du programme éco-quartier de la ville de Montréal en 1999*, Montréal: INRS-Urbanisation, 31 p.
- YASMEEN, G. (1998). *Canadian Capacity on Sustainable Cities: An Overview of Canadian Expertise on Sustainable Urbanization within Government, Business, Academy, and Non-Governmental Organizations*, National Round Table on the Environment and the Economy.

Groupes (autochtones, femmes, jeunes, personnes âgées)

- BARCELO, M. (1998), « Le vieillissement urbain : dimensions et indicateurs », Montréal : Département de démographie, Université de Montréal, 3 p., 32 p. en annexe.
- BOUDART, M. et C. THOMAS (1998), avec la participation de MARANDA, M.-F., MARCEAU, N., BRAIS N., VANDERSMISSEN, M.-H. et L. PICHE, *Un portrait socio-économique des femmes de la région 03, Les femmes dans l'espace régional de Québec. Solidaires dans le développement, Synthèse*, Québec: Regroupement des groupes de femmes de la région 03, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, 11-35 p.
- BRAIS, N. (1998), *Les femmes dans l'espace régional de Québec - Solidaires dans le développement, Synthèse*, Québec: Regroupement des groupes de femmes de la région 03, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, 10 p.
- CHARBONNEAU J. (2000), *Alternative life paths among adolescent mothers: a case study in the Montréal area*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 03, 16 p.
- CHARBONNEAU, J. (1997), « Mères adolescentes et réseaux de soutien en milieu urbain et rural », in Alary, J. et S. Éthier, *Comprendre la famille. Actes du 3e symposium québécois de recherche sur la famille*, Les Presses de l'Université du Québec, 187-204 p.
- CHICOINE, N. et D. ROSE (1998), « Usages et représentations de la centralité : le cas de jeunes employés du secteur tertiaire à Montréal », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon, 315-333 p.
- CREESE, G. and R. and DOWLING (2001), *Gendering Immigration: The Experience of Women in Sydney and Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-04, 26 p.
- HAMEL, J. (2001), « Fragmentation de l'espace public et résistances des jeunes au Québec », in Rouleau-Berger, L. et M. Gauthier (éds), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du nord*, Paris: Éditions de l'Aube, 301-311 p.
- LEDENT, J. (1999), *Vieillesse démographique : le cas des métropoles canadiennes, 1971-2046*, Montréal: Observatoire métropolitain de la région de Montréal, 71 p.
- LEMIEUX, D. et M. MÖHLE (2001), « Gender inequality in five modern societies », in Lemell, Y. et H. H. Noll (éds.), *Changing structures of inequality. Comparative Perspectives*, Montréal et Toronto: McGill-Queen's University Press, 323-356 p.
- SÉGUIN, A.-M. et P. APPARICIO (1999), *Le vieillissement à Montréal. Dynamique inframétropolitaine*, Rapport de recherche soumis au Ministère de la Métropole et à Développement économique Canada, phase I de l'Observatoire métropolitain, version préliminaire, Montréal: INRS-Urbanisation, 41 p.

Globalisation/Mondialisation

- ANDREW, C., ARMSTRONG, P. et A. LAPIERRE (1999) (dirs.), *Villes mondiales (Les) / World-Class Cities Y a-t-il une place pour le Canada? / Can Canada Play?*, Ottawa: Presses de l'université d'Ottawa, 454 p.
- KEIL, R., BELL, D.V.J. and G.R. WEKERLE (1996) (eds.), *Local Places in the Age of the Global City*, Montreal: Black Rose Books, 272 p.
- LATOUCHE, D. (1996), *Les nouveaux territoires de la ville : la mondialisation comme aventure urbaine*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 14 p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Mondialisation et cosmopolitisme à Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- QUESNEL, L (1996), « La ville citoyenne du village global », in Augustin, J.P. (dir.), *L'institutionnalisation du territoire au Canada*, Québec: Presses de l'Université Laval / Bordeaux: Presses universitaires de Bordeaux, 145-168 p.

Immigration

- BLANC, B. (1996) « Groupes communautaires, institutions publiques et intégration des immigrants à l'échelle des quartiers », *Les Zones urbaines défavorisées, leurs diagnostics, les politiques en leur direction et la question de la justice sociale en Europe et en Amérique du Nord*, Donzelot, J., Jaillet, M.-C. et F. De Barros (éds), Volume 5, Rapport de recherche pour l'OTAN et le Plan Urbain, Paris.

- BOURNE, L.S. (1999), *Migration, Immigration and Social Sustainability: The Recent Toronto Experience in Comparative Context*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 05-1999, 31 p.
- BOURNE, L.S. and M.R. FLOWERS (1999), *Changing Urban Places: Mobility, Migration and Immigration in Canada*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 196, 74 p.
- BURNLEY, I. and D. HIEBERT (2001), *Emerging Patterns of Immigrant Settlement in Metropolitan Sydney and Vancouver: The Need for New Concepts and Models*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-07, 27p.
- DANSEREAU, F. (1998), « Les impacts de l'afflux de populations immigrantes sur la cohabitation dans le logement social », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon.
- DeVORETZ D. and Y. OZSOMER (1999), *Immigrants and Public Finance Transfers: Vancouver, Toronto and Montreal*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-06, 32 p.
- DOUCET, M. J. (1999), *Toronto in Transition: Demographic Changing in the Late Twentieth Century*. Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 06-1999, 149 p.
- DOUCET, M.J. (2001), *The Anatomy of An Urban Legend: Toronto's Multicultural Reputation*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 16- 2001, 71 p.
- EDGINGTON, D.W., HANNA, B., HUTTON, T. and S. THOMPSON (2001) *Urban Governance, Multiculturalism and Citizenship in Sydney and Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-05, 27 p.
- FRIDERES, J. S. (1999), « Managing Immigrant Social Transformations », in Halli S.S. and L. Driedger (eds.), *Immigrant Canada: Demographic, Economic and Social Challenges*, Toronto: University of Toronto Press, 70-90 p.
- FROSCHAUER, K. (1998), *East Asian Immigrant Entrepreneurs in Vancouver: Provincial Preference and Ethnic Strategy*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-01, 37 p.
- GARCIA, M. et F. DANSEREAU (1998), *Les modalités d'insertion urbaine des immigrants latino-américains dans la région de Montréal. Rapport de terrain, première étape, volume 1 : Trajectoires résidentielles et stratégies migratoires des immigrants latino-américains dans la région de Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation, 65 p.
- GARCIA, M. et F. DANSEREAU (1998), *Les modalités d'insertion urbaine des immigrants latino-américains dans la région de Montréal. Rapport de terrain, première étape, volume 2 : Les secteurs commerciaux, les églises et la presse écrite latino-américains dans la région de Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation, 34 p.
- GERMAIN, A. (2000), *Immigrants and Cities: does neighborhood matter ?*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 01, 21 p.
- GERMAIN, A. (1998), « Les quartiers multiethniques montréalais, lieux de sociabilité publique », in Capel, H et P.-A. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona : Universitat de Barcelona, 471-482 p.
- GERMAIN, A. et M. SWEENEY (2001), *La participation civique des associations ethnoculturelles et des groupes dits communautaires dans le domaine de l'immigration et des communautés culturelles*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, 45 p.
- GERMAIN, A., GAGNON, J. E. et C. POIRIER (2001), *The social construction of practices geared towards managing ethnocultural and religious diversity at the municipal level*, Canadian Political Science Association, 9 p.
- GERMAIN, Annick et Mary SWEENEY (2001), avec la collaboration de ARCHAMBAULT, J., MONGEAU, J. et J. E. GAGNON, *La participation des organismes s'occupant d'immigrants et/ou de communautés culturelles aux instances de concertation de quartier*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, 166 p.
- HÉBERT, Y. and FRIDERES J. (1999) « Calgary et ses immigrés: Croissances économique, sociale et territoriale ». dans les Actes du VIIe congrès international de l'Association pour la recherche interculturelle, sous la direction de Sabatier C. et al. Paris: Harmattan.

- HIEBERT, D. (1998), *The Changing Social Geography of Immigrant Settlement in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-16, 67 p.
- HIEBERT, D. (2000), *Cosmopolitanism at the Local Level: Immigrant Settlement and the Development of Transnational Neighbourhoods*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 00-15, 30 p.
- HIEBERT, D. (2000), *The Social Geography of Immigration and Urbanization in Canada: A Review and Interpretation*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 00-12, 47 p.
- HIEBERT, D., CREESE, G., DYCK, I., HUTTON, T. LEY, D., McLAREN, A. and G. PRATT (1998), *Immigrant experiences in Greater Vancouver: focus group narratives*, Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-15, 49 p.
- HIEBERT, Daniel and David LEY (2001), *Assimilation, Cultural Pluralism and Social Exclusion Among Ethno-Cultural Groups in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-08, 50 p.
- HYNDMAN, J. and M. WALTON-ROBERTS (1999), *Transnational Migration and Nation: Burmese Refugees in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-07, 35 p.
- LEY, D. and H. SMITH (1997), *Is there an immigrant 'underclass' in Canadian cities?*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 97-08, 74 p.
- LEY, D. and J. TUTCHENER (1999), *Immigration and Metropolitan House Prices in Canada 3/99*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-09, 42 p.
- LEY, D., MURPHY, P., OLDS, K. and B. RANDOLPH (2001), *Immigration and Housing in Gateway Cities: The Cases of Sydney and Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-03, 42 p.
- LO, L. (1998), *Immigrants, Ethnic Economy and Integration: A Case Study of Chinese in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS.
- LO, Lucia, PRESTON, V, WANG, S., REIL, K. HARVEY, E. and B. SIU. (2000), *Immigrants Economic Status in Toronto: Rethinking Settlement and Integration Strategies*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 15-2000, 78 p.
- MOSK, C. (1999), *Convergence and Divergence in The Asia-Pacific: Economic and Demographic Integration between Asia and Pacific Canada*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-21, 55 p.
- OLDS, K. (1996), *Developing the Trans-Pacific Property Market: Tales from Vancouver via Hong Kong*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 96-02, 36 p.
- QADEER, M. (1998), *Ethnic Malls and Plazas: Chinese Commercial Developments in Scarborough, Ontario*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 03-1998, 18 p.
- QADEER, M. (2000), *The Base of Chinese and South Asian Merchants' Entrepreneurship and Ethnic Enclaves, Toronto, Canada*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 9-1999, 34 p.
- RAZIN, E. (1999), *Immigrant Entrepreneurs and the Urban Milieu: Evidence from the United States, Canada and Israel*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-01, 30 p.
- ROSE, J. (1999), *Immigration, Neighbourhood Change, and Racism: Immigrant Reception in Richmond, B.C.*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-15, 67 p.
- SÉGUIN A.-M., BERNÈCHE F. et M. GARCIA (2000), « L'insertion résidentielle des immigrants internationaux au Québec et à Montréal », in Bruneau, P., *Le Québec en changement. Entre l'exclusion et l'espérance*, Sillery: Presses de l'Université du Québec, 107-137 p.

- SIEMIATYCKI, M. (1998). *Immigration, Urban Citizenship and Municipal Governance in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS.
- SIEMIATYCKI, M., REES, T., NG, R. and K. RAHI. (2001), *Integrating Community Diversity in Toronto: On Whose Terms?*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 14-2001, 70 p.
- TROPER, H. (2000), *History of Immigration since the Second World War: From Toronto 'The Good' to Toronto 'The World in a City'*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 12-2000, 61 p.
- TROPER, H. and M. WIENFELD (1999), *Ethnicity, Politics and Public Policy: Case Studies in Canadian Diversity*, Toronto: Toronto.
- WALLACE, M. and F. FRISKEN (2000), *City-Suburban Differences in Government Responses to Immigration in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 197, 43 p.
- WATERS, J. L. (2001), *The Flexible Family? Recent Immigration and 'Astronaut' Households in Vancouver, British Columbia*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-02, 57 p.
- WIENFELD, M. and L. A. WILKINSON. (1999), « Immigration, Diversity, and Minority Communities », in Li, P. (ed.), *Race and Ethnicity in Canada*, 2nd ed., Toronto: Oxford University. 55-87 p.
- WINDERS, J. (2000), *Immigration to Vancouver: An Analytical Review 09/00*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 00-14, 42 p.

Immobilier

- MIRON, J.R. (2000), « Cities as Real Estate », in Bunting, T., and P. Filion (eds.) *Canadian Cities in Transition, 2nd Edition*, Toronto, Oxford: University Press, 154-172 p.

Inégalités sociales

- BLANC, B. (1996) « Groupes communautaires, institutions publiques et intégration des immigrants à l'échelle des quartiers », *Les Zones urbaines défavorisées, leurs diagnostics, les politiques en leur direction et la question de la justice sociale en Europe et en Amérique du Nord*, Donzelot, J., Jaillot, M.-C. et F. De Barros (éds), Volume 5, Rapport de recherche pour l'OTAN et le Plan Urbain, Paris.
- POLÈSE, M., (1997), « Les sept péchés de l'exclusion urbaine : pourquoi des espaces d'exclusion surgissent-ils dans nos villes? », in Bailly, A., *Terre d'exclusions terres d'espérances*, Economica, 65-73 p.
- SÉGUIN A.-M. et M. TERMOTE (1997), *L'appauvrissement des populations québécoise et montréalaise*, Rapport de recherche, version finale, Montréal: INRS-Urbanisation, janvier, 202 p.

Logement et localisation résidentielle

- BERNÈCHE, F. et al. (1997), *Interventions publiques en habitation : leur rôle dans l'amélioration de la sécurité et la prévention de la criminalité : l'expérience des quartiers montréalais*, Montréal: Société d'habitation du Québec et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Février, 130 p. + annexes.
- BRITTON, H. (1996), *Decentralization and Municipal Housing Policy in British Columbia*, Vancouver: Centre for Human Settlement, University of British Columbia, Working Paper 8.
- BRUCE, D., WEATHERSTON, T., HIGHAM J. and J. REID, (1998), *Addressing Special Housing Needs in First Nation Communities*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- DANSEREAU, F., DIVAY, G., AUBREE, L., ROSE, D., SÉNÉCAL, G. et A.-M. SÉGUIN (2001), *Analyse comparative des politiques de logement en regard des problématiques et tendances récentes*, Montréal: Société d'habitation du Québec, 27 p.
- Des ROSIERS, F., THÉRIAULT, M. et P. VILLENEUVE (2000), *Assessing the Effect of Socio-Demographic Evolution on Housing Market Differentiation*, Québec: Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, Document de travail 2000-020, 27 p.
- Des ROSIERS, F., THÉRIAULT, M., VILLENEUVE, P.Y. et Y. KESTENS (2001), *Landscaping and House Values: an Empirical Investigation*, Quebec: Faculty of Business Administration, Laval University, Working Paper 2001-006, 18 p.
- DESPRÉS C., LAROCHELLE, P. et M. BLAIS (2000), *Le logement supplémentaire en banlieue: Directives de design pour la maison de type bungalow*, Rapport de recherche, Projet ACT-Ville de Charlesbourg (FCM-SCHL), Québec: Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval.

- DRDLA, R. et ASSOCIATES INC. (1999), *Initiatives de réglementation municipales : production de logements abordables*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et la finance de l'habitation: rapport de recherche)
- DUNN, J. R. (2000), *Housing, Social Inequality and Population Health in Vancouver Neighbourhood Areas*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).
- HAMILTON S. W. and E. J. HEKKILA (1997), *Residential Land Prices and Urban Form in Vancouver*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 007.
- IUS (2001), *Proceedings of the Infill Housing Forum 2000*, Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 49 p.
- KRAUS, D., EBERLE, M. et J. POMERLEAU (1999), *Solutions de logements abordables : Quinze modèles de réussite*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation; rapport de recherche) 125 p.
- LAPOINTE, Consulting with R. A. MURDIE (1996), *Immigrants and the Canadian Housing Market: Living Arrangements, Housing Characteristics, and Preferences*, York University. Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation.
- LAPOINTE, J. et T. WELCH (1999), *City of Toronto Rent Bank Pilot Project Evaluation: Final Report*, Toronto: Division de l'hébergement, de l'habitation et du soutien de la municipalité de Toronto et Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- LEINWAND, S. et C. DESPRÉS (1999), *Analyse des accommodements réglementaires actuels en rapport avec le logement supplémentaire de banlieue*, Rapport de recherche, Société d'habitation du Québec: Direction des communications et Division de la planification et de la recherche.
- MANCER K., and Pip WHITE (2000), *Whistler Housing Market*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- MANCER, K. et D. KOSMUK (1999), *Répondre aux besoins en logement des personnes âgées : guide pour les groupes communautaires*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur les besoins particuliers de logement ; rapport de recherche) 46 p.
- MURDIE, B. and C. TEIXEIRA (2000), *Toward a Comfortable Neighbourhood and Appropriate Housing: Immigrant Experience in Toronto*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 10-2000, 75 p.
- NOVAC, S., BROWN, J. et G. GALLANT (1999), *Femmes en difficulté : Une décennie de changements pour les femmes sans-abri à long terme*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).
- PEREIRA, I. (1998), *Ethnicity and Culture in Tenant Participation: An Assisted Housing Community in Toronto*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- PEREZ, N., VACHON G. et C. DESPRÉS (2000), *Le logement supplémentaire en banlieue de Québec. Analyse du contexte et des entraves réglementaires*, Rapport de recherche ACT-Ville de Québec (FCM-SCHL), Québec: École d'architecture, Université Laval.
- SCHL (1999), *Comparative Analysis of Residential Construction in Seattle, WA and Vancouver, B.C.*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- SCHL (1999), *Tables rondes sur les pratiques exemplaires d'intervention auprès des sans-abri : documents d'information et résumés*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur les besoins particuliers de logement).
- SCHL (Services de vérification et d'évaluation), (1999), *Évaluation des programmes de logement social en milieu urbain*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- SÉNÉCAL, G., SÉGUIN, A.-M. et S. REYBURN (2001), *Analyse comparative des politiques et interventions en habitation. Le Canada: les expériences de la Colombie Britannique et de l'Ontario*, Montréal: Société d'habitation du Québec, 18 p.
- STERN L. and V. GEARY (1996), *Rental Housing Trends in the City of Vancouver*, Vancouver: Centre for Human Settlement, University of British Columbia, Working Paper 9.
- TOMALTY, R., HERCZ, A. et P. SPURR (2000), *Municipal Planning for Affordable Housing*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

VACHON, G. et DESPRÉS C. (2001), *Modification du cadre réglementaire municipal pour accommoder le logement supplémentaire dans les quartiers Duberger et Les Saules à Québec*, Rapport de recherche ACT-Ville de Québec (FCM-SCHL), Québec: École d'architecture, Université Laval.

WARD, J. (1998), *Homeless Voices*, Toronto: Healthy Cities Office.

WARD, J. (1998), *Understanding Homelessness in Scarborough: Towards Effective Strategies*, City of Toronto.

Patrimoine

PAULHIAC, F. (2000), *Émergence de régimes urbains patrimoniaux et participation des citoyens : la réhabilitation des quartiers historiques à Montréal et à Bordeaux*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 18 p.

Problèmes sociaux

LAPOINTE, J. et T. WELCH (1999), *City of Toronto Rent Bank Pilot Project Evaluation: Final Report*, Toronto: Division de l'hébergement, de l'habitation et du soutien de la municipalité de Toronto et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

NOVAC, S., BROWN, J. et G. GALLANT (1999), *Femmes en difficulté : Une décennie de changements pour les femmes sans-abri à long terme*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).

SCHL (1999), *Tables rondes sur les pratiques exemplaires d'intervention auprès des sans-abri : documents d'information et résumés*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur les besoins particuliers de logement).

WARD, J. (1998), *Homeless Voices*, Toronto: Healthy Cities Office.

WARD, J. (1998), *Understanding Homelessness in Scarborough: Towards Effective Strategies*, City of Toronto.

Santé

GIBBONS, G. et D. PAQUETTE (1998), *Examination of the Supportive Housing Needs of the Seriously Mentally Ill in the Manitoulin-Sudbury Districts*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).

HANCOCK, T. (1997), « From public health to the healthy city », in Loreto, R. and T. Price (eds.), *Urban Policy Issues: Canadian Perspectives* (2nd edition), Toronto: Oxford University Press.

MATHUR, B. J. (1997), *Healthier Cities and Towns: Some 'Best Practices' for Canadian Municipalities*. Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, Health and the Community 3, 45p + v pp.

Sécurité urbaine

LATOUCHE, D. (1999), *L'architecture des pouvoirs publics en matière de sécurité civile : le local s'y retrouvera-t-il?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 12 p.

HELSLEY, R.W. and W. C. STRANGE (1997), *Gated Communities and the Economic Geography of Crime*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 011.

Services urbains et infrastructure

CH2M, GORE et STORRIE (1999), *Production des équipements d'infrastructure municipale par la régulation de la demande : guide et études de cas*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation).

COFFEY, W. (1998), « La géographie des services » in Manzagol C. et C. Bryant (éds.), *Montréal 2001*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 135-148 p.

FOUGÈRES, D. (1998), « Une approche socio-technique pour l'étude historique des infrastructures et des services urbains : l'exemple du service d'eau potable à Montréal », in Capel, H. et P. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Universitat de Barcelona, 201-218 p.

ISIN, E. and Myer SIEMIATYCKI. (1999), *Fate and Faith: Claiming Urban Citizenship in Immigrant Toronto*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 08-1999, 33 p.

- LATOUCHE, D., TRÉPANIÉ, M. et D. FOUGÈRES (2000), *Ville versus campagne : les infrastructures de télécommunications avancées*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 49 p.
- MACY, C. (2001), *Greening the City: Ecological Wastewater Treatment in Halifax*, Study, Canadian Institute of Planners, 40 p.
- MAKUC, B. et R. PARENTEAU (1998), *La gestion locale de l'environnement dans les municipalités urbaines du Québec*, CRSH-Université de Montréal, 119 p.
- SCHL (1999), *Partenariats Publics-Privés en Matière d'Infrastructure Municipale*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation : rapport de recherche).
- SCHL, (1999), *Différents mécanismes de financement de l'infrastructure municipale*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation).
- SÉNÉCAL, G., ARCHAMBAULT, J. et P. J. HAMEL (2000), « L'autoroute urbaine à Montréal : la cicatrice et sa réparation », in Sénécail, G. et D. Saint-Laurent, *Les espaces dégradés. Contraintes et conquêtes*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 123-145 p.
- TRÉPANIÉ, M. et D. FOUGÈRES (2001), *Politiques de préservation de la ressource en eau destinée à la consommation humaine dans le nord-est de l'Amérique*, rapport réalisé pour l'instance d'évaluation de la politique de l'eau du Commissariat général du Plan du gouvernement français, Montréal: INRS-Urbanisation, 281 p.
- TRÉPANIÉ, M. et D. FOUGÈRES (2001), *Politiques de préservation de la ressource en eau destinée à la consommation humaine dans le nord-est de l'Amérique*, rapport réalisé pour l'instance d'évaluation de la politique de l'eau du Commissariat général du Plan du gouvernement français, Montréal: INRS-Urbanisation, 281 p.

Transport et mobilité

- BERNARD, A., BUSSIÈRE Y. et J.-P. THOUÉZ (1998), « La mobilité urbaine » in Manzagol, C. et C. R. Bryant (éds.), *Montréal 2001 : visages et défis d'une métropole*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin.
- BUSSIÈRE, Y., LEWIS, P. et C. THOMAS (1999), avec la collaboration de LEE-GOSSELIN M., VILLENEUVE P., Des ROSIERS F. et autres, *L'impact du télétravail et de la réorganisation du temps de travail sur la mobilité et les besoins en transport dans les régions de Québec et de Montréal: analyse prospective*, Étude réalisée pour le Ministère des transports du Québec, 3 volumes: 173 p + annexes, n.p.
- HUNT ANALYTICS INCORPORATED.(1999), *Incidence de l'aménagement urbaine et de l'accessibilité du transport sur l'utilisation de la voiture particulière : sommaire*, Ottawa: Société canadienne d'hypothèques et de logement, Environnement Canada et Santé Canada, (Série sur la maison et les collectivités saines ; rapport de recherche).
- LEE-GOSSELIN, M.E.H. et P.R. STOPHER (1996) (eds.), *Understanding travel behaviour in an era of change*, Oxford: Pergamon Press, 628 p.
- LEWIS, P. (1997), « La planification des transports dans la région de Montréal : la recherche de la cohérence », in Gariépy M. et M. Marié, *Ces réseaux qui nous gouvernent ?*, Paris : L'Harmattan.
- SÉGUIN, A.-M. et Y BUSSIÈRE (1997), « Household Forms and Patterns of Mobility: the Case of the Montreal Metropolitan Area », in. Stopher, P.R et M. Lee-Gosselin (eds.), *Understanding Travel Behavior in an Era of Change*, Oxford: Pergamon Press, 53-89 p.

2. Monographies produites par département ou centre de recherche

Répertoire des universités canadiennes consultées

Titres par département (164)

Dalhousie University (2)

Department of Urban and Rural Planning (1)

School of Public Administration (1)

McGill University (3)

School of Urban planning (1)

Department of Sociology (2)

Queen's University (2)

School of Urban and Regional Planning (2)

York University (11)

Urban Studies (2)

Department of Geography (2)

Faculty of Environmental Studies (7)

Université Laval (28)

Centre de Recherche en Aménagement et Développement (28)

Université de Montréal (22)

Institut d'Urbanisme (13)

Département de Géographie (9)

Université du Québec (63)

Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Culture et Société (63)

University of British Columbia (7)

School of Community and Regional Planning/Centre for Human Settlement (2)

Sustainable Development Research Institute (1)

Centre for Real Estate and Urban Land Economics (4)

University of Calgary (2)

Department of Sociology (2)

University of Guelph (1)

Department of Geography (1)

University of Ottawa (1)

Department of Political Sciences (1)

University of Toronto (14)

Centre for Urban and Community Studies (5)

Department of Geography (9)

University of Waterloo (2)

Department of Geography (2)

University of Winnipeg (6)

Institute of Urban Studies (5)
Department of Sociology (1)

Dalhousie University

Department of Urban and Rural Planning

MACY, C. (2001), *Greening the City: Ecological Wastewater Treatment in Halifax*, Study, Canadian Institute of Planners, 40 p.

School of Public Administration

POEL, D. and, M. DANN (2000), *A Discussion of the Costs of Amalgamation: The Halifax Regional Municipality Experience*, Halifax Regional Municipality Amalgamation Study, Halifax: School of Public Administration, Dalhousie University.

MCGill University

School of Urban planning

WOLFE, J.M. (1998), « Westmount », in Manzagol C. and C.R. Bryant (eds.), *Montréal 2001: Visages et défis d'une métropole*, Montreal: Les presses de l'Université de Montréal, 265-272 p.

Department of Sociology

TROPER, H. and M. WIENFELD (1999), *Ethnicity, Politics and Public Policy: Case Studies in Canadian Diversity*, Toronto: Toronto.

WEINFELD, M. and L. A. WILKINSON. (1999), « Immigration, Diversity, and Minority Communities », in Li, P. (ed.), *Race and Ethnicity in Canada*, 2nd ed., Toronto: Oxford University. 55-87 p.

Queen's University

School of Urban and Regional Planning

SURP

ANDREW, J. (1999), *The Use of Mediation in Intermunicipal Dispute Resolution*, Toronto: Intergovernmental Committee on Urban and Regional Research.

GORDON, D.L.A. (2000), « Managing Change on the Urban Edge: Implementing Urban Waterfront Redevelopment in Toronto », in G. Halseth & H. Nicol (eds.), *(Re)Development At The Urban Edge*, Waterloo: University of Waterloo Press, 175-226 p.

York University

Urban Studies

CODE, G. L. (1996), *The dynamics of urban growth and processes: the economic, political and social antecedents of the Canadian urban system*, Toronto: Urban Studies Programme, Division of Social Science, York University, Urban Studies Working Paper 18, 56 p.

CODE, G. L. (1996), *In Search of a Canadian Metropolis: Getting Back to the Gras Roots of Metropolitanism*, Toronto: Urban Studies Programme, Division of Social Science, York University, Urban Studies Working Paper 17, 61 p.

Department of Geography

CODE, G. L. (1996), *The Canadian urban system: regional structure and change, 1871-1991.*, Toronto: Department of Geography, York University, Discussion Paper 47, 85 p.

CODE, G. L. (1996), *The Canadian Metropolis in the Global Economy: Toronto, Montréal and the Financial Services Industry*, Toronto: Department of Geography, York University, Discussion Paper 46, 79 p.

Faculty of Environmental Studies

- CURTIS, K. R., BUNTING, T.E. and P. FILION (1996) (eds.), *The Dynamics of the Dispersed City: Geographic and Planning Perspectives on Waterloo Region*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 47.
- CURTIS, K.R. (1996), « Revitalizing downtown Kitchner: Municipal planning initiatives and effects », in Bunting T.E. and P. Filion (eds.), *The Dynamics of the Dispersed City: Geographic and Planning Perspectives on Waterloo Region*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 47, 137-166 p.
- HANCOCK, T. (1997), « From public health to the healthy city », in Loreto, R. and T. Price (eds.), *Urban Policy Issues: Canadian Perspectives* (2nd edition), Toronto: Oxford University Press.
- KEIL, R., BELL, D.V.J. and G.R. WEKERLE (1996) (eds.), *Local Places in the Age of the Global City*, Montreal: Black Rose Books, 272 p.
- RAHDER, B. (1998), « Women Plan Toronto: Grassroots participation in re-shaping the city », in Wolff R. et al. (eds.), *Possible Urban Worlds: Urban Strategies at the End of the 20th Century* Basel, Switzerland: Birkhauser Verlag, 100-103 p.
- WARD, J. (1998), *Homeless Voices*, Toronto: Healthy Cities Office.
- WARD, J. (1998), *Understanding Homelessness in Scarborough: Towards Effective Strategies*, City of Toronto.

Université Laval

Centre de Recherche en Aménagement et Développement

CRAD

- BÉLANGER, C. et P. VILLENEUVE (2001), « Le rôle de l'administration municipale », in Courville, S. et R. Garon (dirs), *Québec, ville et capitale*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, Collection "Atlas historique du Québec", 376-385 p.
- BOUDART, M. et C. THOMAS (1998), avec la participation de MARANDA, M.-F., MARCEAU, N., BRAIS N., VANDERSMISSEN, M.-H. et L. PICHE, *Un portrait socio-économique des femmes de la région 03., Les femmes dans l'espace régional de Québec. Solidaires dans le développement, Synthèse*, Québec: Regroupement des groupes de femmes de la région 03, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, 11-35 p.
- BRAIS, N. (1998), *Les femmes dans l'espace régional de Québec - Solidaires dans le développement, Synthèse*, Québec: Regroupement des groupes de femmes de la région 03, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, 10 p.
- BUSSIÈRE, Y., LEWIS, P. et C. THOMAS (1999), avec la collaboration de LEE-GOSSELIN M., VILLENEUVE P., Des ROSIERS F. et autres, *L'impact du télétravail et de la réorganisation du temps de travail sur la mobilité et les besoins en transport dans les régions de Québec et de Montréal: analyse prospective*, Étude réalisée pour le Ministère des transports du Québec, 3 volumes: 173 p + annexes, n.p.
- Des ROSIERS, F., THÉRIAULT, M. et P. VILLENEUVE (2000), *Assessing the Effect of Socio-Demographic Evolution on Housing Market Differentiation*, Québec: Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, Document de travail 2000-02027 p.
- Des ROSIERS, F., THÉRIAULT, M., VILLENEUVE, P.Y. et Y. KESTENS (2001), *Landscaping and House Values: an Empirical Investigation*, Quebec: Faculty of Business Administration, Laval University, Working Paper 2001-00618 p.
- DESPRÉS C., LAROCHELLE, P. et M. BLAIS (2000), *Le logement supplémentaire en banlieue: Directives de design pour la maison de type bungalow*, Rapport de recherche, Projet ACT-Ville de Charlesbourg (FCM-SCHL), Québec: Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval.
- DESPRÉS, C. et A. FORTIN (2000), « La requalification et la densification des banlieues pavillonnaires au Québec », in O. Söderström et al. (dirs.), *L'usage du projet. Pratiques sociales et conception du projet urbain et architectural*, Lausanne: Payot, 147-161 p.
- FORTIN, A. (1997), « L'esprit des lieux, le tourisme et le développement culturel », in Côté, S., Klein, J.-L. et M.-U. Proulx (dirs), *Action collective et décentralisation*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ et GRIR, 87-98 p.

- FORTIN, A. et D. SANDERSON (2000), « Les dynamiques communautaires et territoriales derrière la page », in Lafontaine, D. et N. Thivierge (dirs.), *Le Développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, collection Tendances et débats en développement régional, 135-149 p.
- LEE-GOSSELIN, M.E.H. et P.R. STOPHER (eds.) (1996), *Understanding travel behaviour in an era of change*, Oxford: Pergamon Press, 628 p.
- LEINWAND, S. et C. DESPRÉS (1999), *Analyse des accommodements réglementaires actuels en rapport avec le logement supplémentaire de banlieue*, Rapport de recherche, Société d'habitation du Québec: Direction des communications et Division de la planification et de la recherche.
- LEMELIN, A. et P. FRÉCHETTE (1996), *The economic impact of an identical shock applied to two different metropolitan areas: the example of Québec and Montréal, Canada*, Montréal et Québec: INRS-Urbanisation et Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval.
- PEREZ, N., Vachon G. et C. DESPRÉS (2000), *Le logement supplémentaire en banlieue de Québec. Analyse du contexte et des entraves réglementaires*, Rapport de recherche ACT-Ville de Québec (FCM-SCHL), Québec: École d'architecture, Université Laval.
- QUESNEL, L. (1996), « Décentralisation et développement local dans un pays de type fédéral: le cas du Québec au Canada », in Wodz, J (dir.), *Les acteurs de la vie politique locale*, Katowice: Éditions Slask, 63-84 p.
- QUESNEL, L. (1996), « La ville citoyenne du village global », in Augustin, J.P. (dir.), *L'institutionnalisation du territoire au Canada*, Québec: Presses de l'Université Laval / Bordeaux: Presses universitaires de Bordeaux, 145-168 p.
- QUESNEL, L. (1998), « La métropole comme espace politique », in Bélanger, Y. et al. (dirs), *La CUM et la région métropolitaine: l'avenir d'une communauté*, Montréal: Presses de l'Université du Québec, 121-132 p.
- QUESNEL, L. (1999), « Les défis des municipalités canadiennes », in Andrew, C., Armstrong, P. et A. Lapierre (dirs.), *Les villes mondiales: y a-t-il une place pour le Canada?*, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 131-141 p.
- QUESNEL, L. (2000), « La démocratie urbaine dans les villes canadiennes », in Hoffman-Martinot, V. et O.W. Gabriel (dirs), *Démocraties urbaines*, Paris: L'Harmattan, 291-348 p.
- QUESNEL, L. (2000), « Urban Democracy in Big Cities in Canada », in Gabriel, O.W., Hoffmann-Martinot, V. et H.V. Savitch (Hrsg), *Urban Democracy*, Leske + Opladen, 315-368 p.
- QUESNEL, L. (2000), *Public Consultation as a Tool for Local Democracy*, Rapport of research, Toronto: Intergovernmental Committee of Urban and Regional Research, 120 p.
- SÉGUIN A.-M., BERNÈCHE F. et M. GARCIA (2000), « L'insertion résidentielle des immigrants internationaux au Québec et à Montréal », in Bruneau, P., *Le Québec en changement. Entre l'exclusion et l'espérance*, Sillery: Presses de l'Université du Québec, 107-137 p.
- SÉGUIN, A.-M. et P. APPARICIO (1999), *Le vieillissement à Montréal. Dynamique inframétropolitaine*, Rapport de recherche soumis au Ministère de la Métropole et à Développement économique Canada, phase I de l'Observatoire métropolitain, version préliminaire, Montréal: INRS-Urbanisation, 41 p.
- SÉGUIN, A.-M. et Y BUSSIÈRE (1997), « Household Forms and Patterns of Mobility: the Case of the Montreal Metropolitan Area », in Stopher, P.R et M. Lee-Gosselin (eds.), *Understanding Travel Behavior in an Era of Change*, Oxford: Pergamon Press, 53-89 p.
- SÉNÉCAL, G., SÉGUIN, A.-M. et S. REYBURN (2001), *Analyse comparative des politiques et interventions en habitation. Le Canada: les expériences de la Colombie Britannique et de l'Ontario*, Montréal: Société d'habitation du Québec, 18 p.
- VACHON, G. et DESPRÉS C. (2001), *Modification du cadre réglementaire municipal pour accommoder le logement supplémentaire dans les quartiers Duberger et Les Saules à Québec*, Rapport de recherche ACT-Ville de Québec (FCM-SCHL), Québec: École d'architecture, Université Laval.
- VILLENEUVE, P. et A.-M SÉGUIN (1999), « Power and decision-making in the city: Political perspectives », in Bunting, T. et P. Filion (éds.), *Canadian Cities in Transition: The Twenty First Century*, Toronto: Oxford University Press, 544-564 p.
- VILLENEUVE, P. et F. VACHON (1999), « L'intégration territoriale dans la région de Québec: héritages et perspectives », in Mercier, G. et C. Bélanger (dirs), *L'avenir municipal de la région de Québec*, Québec: Éditions Sylvain Harvey, 37-58 p.

Université de Montréal

Institut d'Urbanisme

- BARCELO, M. (1997), *Costing urban sprawl in Canada*, Research report to the National Center for the Revitalization of Central Cities, New Orleans: University of New Orleans, 48 p., illust.
- BARCELO, M. (1998), « Des indicateurs de la qualité environnementale urbaine », Montréal : INRS-Urbanisation, 13 p., illust.
- BARCELO, M. (1998), « Le vieillissement urbain : dimensions et indicateurs », Montréal : Département de démographie, Université de Montréal, 3 p., 32 p. en annexe.
- BEAUDET, G., BEAUREGARD, L. et J. WOLFE (1998), « Anciennes et nouvelles banlieues », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 259-282 p.
- BLANC, B. (1996) « Groupes communautaires, institutions publiques et intégration des immigrants à l'échelle des quartiers », *Les Zones urbaines défavorisées, leurs diagnostics, les politiques en leur direction et la question de la justice sociale en Europe et en Amérique du Nord*, Donzelot, J., Jaillot, M.-C. et F. De Barros (éds), Volume 5, Rapport de recherche pour l'OTAN et le Plan Urbain, Paris.
- BOISVERT, M. (1996), « L'analyse économique régionale : un éventail de concepts, anciens et nouveaux », in Proulx M.-U. (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, chapitre 10, 187-213 p.
- BOISVERT, M. (1998), « Un centre à l'image de la ville : bref exercice de prospective », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 205-219 p.
- HAMEL, P. et M. BOISVERT (1998), « CUM : 1970-2000, des enjeux nouveaux et des enjeux renouvelés », in Bélanger, Y., Comeau, R., Desrochers, F. et C. Métivier (dirs), *La CUM et la région métropolitaine. L'avenir d'une communauté*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 76-82 p.
- LEWIS, P. (1997), « La planification des transports dans la région de Montréal : la recherche de la cohérence », in Gariépy M. et M. Marié, *Ces réseaux qui nous gouvernent ?*, Paris : L'Harmattan.
- LEWIS, P. (1998), « Le commerce montréalais, entre concentration et étalement », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 171-186 p.
- MAKUC, B. et R. PARENTEAU (1998), *La gestion locale de l'environnement dans les municipalités urbaines du Québec*, CRSH-Université de Montréal, 119 p.
- TRÉPANIÉ, M.-O. (1998), « Les défis de l'aménagement et de la gestion d'une grande région métropolitaine », in Manzagol C. et C. Bryant (éds), *Montréal 2001, Visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 319-340 p.
- TRÉPANIÉ, M.-O. (1998), « Metropolitan Governance in the Montreal Area », in Rothblatt, N. D. and A. Sancton, (ed.), *Metropolitan Governance : American/Canadian Intergovernmental Perspectives*, Institute of Governmental Studies Press, University of California, Berkeley (first edition in 1993 ; revised 2nd edition 1998).

Département de Géographie

- ALLIE, L. et C.R BRYANT (1999), « Land use conflicts and local actors : the case of Mont St. Hilaire », in Proceedings: New England-St. Lawrence Valley Geographical Society, 1999, XXVIII: 1-8.
- ALLIE, L. et C.R BRYANT (1999), « The role of local actors in transforming the urban fringe : the case of Mont St. Hilaire », in Bowler, I., Bryant, C.R. et A. Firmino, (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*, Portugal : Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, No. 2.. 201-210 p.
- BERNARD, A., BUSSIÈRE Y. et J.-P. THOUÉZ (1998), « La mobilité urbaine » in Manzagol, C. et C. R. Bryant (éds.), *Montréal 2001 : visages et défis d'une métropole*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin.
- BRYANT, C.R. (1997), « The management of processes of change in Canada's small towns and villages », chapitre 1, in Mitchell C. et F. Dahms, (dir.), *Challenge and Opportunity: Managing Change in Canadian*

- Towns and Villages*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 48, 1-28 p.
- BRYANT, C.R. (1999), « Community-based strategic planning, mobilisation and action at the edge of the urban field : the case of Haliburton County », in Bowler, I., Bryant, C.R. et A. Firmino (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems*, Portugal : Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, No. 2. 211-222 p.
- BRYANT, C.R. et K. BUFFAT (1999), « Local development processes in transforming the urban fringe : the case of Saint Sauveur-des-Monts », in Proceedings: New England-St. Lawrence Valley Geographical Society, XXVIII: 23-31 p.
- BRYANT, C.R., COPPACK, P.M. et C. MITCHELL (2000), « The city's countryside », chapitre 9, in Bunting, T. et P. Filion, (éds.), *The Canadian City in Transition (2e édition): The Twenty-First Century*, London: Oxford University Press, 333-354 p.
- COFFEY, W. (1998), « La géographie des services » in Manzagol C. et C. Bryant (éds.), *Montréal 2001*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 135-148 p.
- COFFEY, W. (1998), « Le système métropolitain nord-américain » in Philippe, J., Léo, P.-Y. et L. Boulianne (éds.), *Services et métropoles: formes urbaines et changement économique*, Paris: L'Harmattan, 61-87 p.
- COFFEY, W. (2000) « Canadian cities and shifting fortunes of economic development » in Bunting T. and P. Filion (éds.), *Canadian Cities in Transition (2e éd.)*. Don Mills, London: Oxford University Press, 121-150 p.
- COFFEY, W. et M. POLÈSE (2000), avec la collaboration de R. SHEARMUR, *La restructuration de l'économie montréalaise: positionnement et comparaisons avec d'autres métropoles*, Montréal: INRS-Urbanisation, Études et documents.
- COFFEY, W., (1998), « Montréal, métropole nord-américaine » in Philippe, J., Léo, P.-Y. et L. Boulianne (éds.), *Services et métropoles: formes urbaines et changement économique*, Paris: L'Harmattan, 219-239 p.
- MANZAGOL, C. et C. BRYANT, (1998) (éds.), *Montréal 2001 : visages et défis d'une métropole*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 356 p.
- MANZAGOL, C. et D. LAN (1997), « Industrie de haute technologie et système urbain au Canada » in Wackerman, G. (dir.) *Nouveaux espaces et systèmes urbains*, Paris: SEDES, 357-370 p.
- MAROIS, C. (1998) « La population montréalaise », chapitre VI, in Manzagol C. et C. Bryant (éds.), *Montréal 2001 : visages et défis d'une métropole*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal et Gaëtan Morin, 87-103 p.

Université du Québec

Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Culture et Société INRS-UCS

- BELLAVANCE, G. (1997), *Un aperçu de l'offre et de la demande culturelles à Montréal et à Québec*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- CHARBONNEAU J. (2000), *Alternative life paths among adolescent mothers: a case study in the Montréal area*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 03, 16p.
- CHICOINE, N. (1998), « Nouvelles dynamiques métropolitaines et stratégies spatiales de la main d'oeuvre : le cas des employés de bureau montréalais », in Capel, H. et P.-A Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona : Universitat de Barcelona, 51-62 p.
- CHICOINE, N. et D. ROSE (1998), « Usages et représentations de la centralité : le cas de jeunes employés du secteur tertiaire à Montréal », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon, 315-333 p.
- CHOKO, M. H. et D. LATOUCHE (1999), *Promoteurs et développeurs à Montréal : y a-t-il du nouveau au centre-ville?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 26 p.
- COFFEY W. J. et M. POLÈSE (1999), *A distinct metropolis for a distinct society? : the economic restructuring of Montréal in the Canadian context*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 07, 19 p.

- COLLIN, J.-P. (1997), « La dynamique intramétropolitaine et les stratégies de gestion métropolitaine dans l'agglomération montréalaise, depuis 1970 », in Capel, H. et P.-A. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona : Universitat de Barcelona, , 63-81 p.
- COLLIN, J.-P. et M. GAUDREAU (1996), *La forme urbaine et les relations intramétropolitaines dans l'agglomération montréalaise : synthèse des analyses et des recherches récentes*, Montréal: INRS-Urbanisation, 71p.
- COLLIN, J.-P., (1999), « Quel modèle de gestion métropolitaine pour les villes-régions canadiennes? » , in Andrew, C., Armstrong, P. et A. Lapierre, *Les villes mondiales. Y a-t-il une place pour le Canada?/World Class Cities. Can Canada Play?*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 403-420 p.
- DANSEREAU, F. (1998), « Les impacts de l'afflux de populations immigrantes sur la cohabitation dans le logement social », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon.
- FOUGÈRES, D. (1998), « Une approche socio-technique pour l'étude historique des infrastructures et des services urbains : l'exemple du service d'eau potable à Montréal », in Capel, H. et P. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Universitat de Barcelona, 201-218 p.
- GAGNON, N. et D. LATOUCHE (1998), *Montréal et les régions dans la politique culturelle du Québec. Sélection de textes*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 28 p.
- GARCIA, M. et F. DANSEREAU (1998), *Les modalités d'insertion urbaine des immigrants latino-américains dans la région de Montréal. Rapport de terrain, première étape, volume 1 : Trajectoires résidentielles et stratégies migratoires des immigrants latino-américains dans la région de Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation, 65 p.
- GARCIA, M. et F. DANSEREAU (1998), *Les modalités d'insertion urbaine des immigrants latino-américains dans la région de Montréal. Rapport de terrain, première étape, volume 2 : Les secteurs commerciaux, les églises et la presse écrite latino-américains dans la région de Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation, 34 p.
- GERMAIN A. (2000), *Immigrants and Cities: does neighborhood matter ?*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 01, 21 p.
- GERMAIN, A (1998), « Le quartier, un ? », in Grafmeyer, Y. et F. Dansereau, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon, 447-461 p.
- GERMAIN, A. (1997), *Montréal et le retour des métropoles?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 12p.
- GERMAIN, A. (1998), « Les quartiers multiethniques montréalais, lieux de sociabilité publique », in Capel, H et P.-A. Linteau, *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona : Universitat de Barcelona, 471-482 p.
- GERMAIN, A. (1998), *Montréal, a socially sustainable city?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 7p.
- GERMAIN, A. et D. ROSE (2000), Montréal: The Quest for a Metropolis, Serie World Cities, London: J.Wiley and Son eds, 300 p.
- GERMAIN, A. et M. SWEENEY (2001), *La participation civique des associations ethnoculturelles et des groupes dits communautaires dans le domaine de l'immigration et des communautés culturelles*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, 45 p.
- GERMAIN, A., CHARBONNEAU, J. et J. E GAGNON (1998), *Le quartier : un territoire social significatif*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 30p.
- GERMAIN, A., GAGNON, J. E. et C. POIRIER (2001), *The social construction of practices geared towards managing ethnocultural and religious diversity at the municipal level*, Canadian Political Science Association, 9 p.
- GERMAIN, A., MORIN, R. et G. SÉNÉCAL (2001), « L'évolution du mouvement associatif à Montréal : un réseau concerté à deux vitesses, entre institutionnalisation et autonomie négociée », in Chopart, J.-N., Blais, J.-P., Ion, J., Nogues, H. et G. Garin-Ferraz (éds), *Actions associatives, solidarité et territoires*, Saint-Étienne: Publications de l'Université de Saint-Étienne, 163-170 p.

- GERMAIN, Annick et Mary SWEENEY (2001), avec la collaboration de ARCHAMBAULT, J., MONGEAU, J. et J. E. GAGNON, *La participation des organismes s'occupant d'immigrants et/ou de communautés culturelles aux instances de concertation de quartier*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, 166 p.
- GILBERT, L. (1999), *Montréal et Los Angeles, villes en mutation socio-politique et socio-spatiale. La négociation de l'identité nationale et du pluralisme chez les Québécois et les Chicanos*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 18 p.
- HAMEL, J. (2001), « Fragmentation de l'espace public et résistances des jeunes au Québec », in Rouleau-Berger, L. et M. Gauthier (éds), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du nord*, Paris: Éditions de l'Aube, 301-311 p.
- HAMEL, P. J. (2001), « Finances publiques locales et développement urbain viable - Les taxes vertes : le cas de la tarification de l'eau », in *Vivre en ville. Regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable*, éditeur, *Vers des collectivités viables ... mieux bâtir nos milieux de vie pour le XXIe siècle*, Sillery: Les Éditions du Septentrion, 322-327 p.
- INRS-URBANISATION. CULTURE et VILLE. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains (1997), *L'emploi et les investissements culturels dans la région de Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 16 p.
- INRS-URBANISATION. CULTURE et VILLE. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains (1997), *Le paysage culturel et artistique montréalais : les infrastructures, les publics, les spécialités, les technologies et la réputation*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 40 p.
- INRS-URBANISATION. CULTURE et VILLE. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains (1996), *L'avenir d'une commission de développement : capitaliser sur une culture métropolitaine*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 7p.
- LAPERRIÈRE, H. (1998), « Lecture culturelle d'un paysage urbain : éléments de méthode tirés du cas montréalais », in Augustin, J.-P. et D. Latouche, *Lieux culturels et contextes de villes*, MSHA, 113-135 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE (1996), *So far from culture and so close to politics : the new art facilities in Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 19 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE (1997), *Vers un processus d'aménagement concerté en matière culturelle pour la MRC de Sherbrooke*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 72 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE (1998), *L'émergence d'une identité culturelle plurielle. Exploration du potentiel interculturel de Montréal. INTERDIT de consultation*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 74, 38 p.
- LAPERRIÈRE, H. et D. LATOUCHE, (1996), *Montréal, métropole culturelle du Québec : des actions à entreprendre*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 28 p.
- LAPERRIÈRE, H. et F. PAULHIAC (1999), « La relation nature-culture dans l'appropriation du territoire », in Augustin, J.-P. et C. Sorbets, *Sites publics Lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 153-167 p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Capitales et métropoles dans le nouvel environnement culturel*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 16 p.
- LATOUCHE, D. (1996), *Les nouveaux territoires de la ville : la mondialisation comme aventure urbaine*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 14 p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Les arts et les industries culturelles dans la région de Montréal. Bilan et enjeux*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 57p.
- LATOUCHE, D. (1997), *Mondialisation et cosmopolitisme à Montréal*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.

- LATOUCHE, D. (1999), *L'architecture des pouvoirs publics en matière de sécurité civile : le local s'y retrouvera-t-il?*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 12 p.
- LATOUCHE, D. et G. BELLAVANCE (2000), *Montréal et Toronto : deux capitales culturelles et leurs publics*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- LATOUCHE, D., PAULHIAC, F. et S. CAMERON (1999), *Le financement des arts dans la région de Montréal. État des lieux et définition d'une problématique*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 54 p.
- LATOUCHE, D., TRÉPANIÉ, M. et D. FOUGÈRES (2000), *Ville versus campagne : les infrastructures de télécommunications avancées*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 49 p.
- LEDENT, J. (1998), *Les indicateurs de la situation démographique : le cas de trois grandes métropoles canadiennes*, Montréal: INRS-Urbanisation, 47p.
- LEDENT, J. (1999), *Vieillesse démographique : le cas des métropoles canadiennes, 1971-2046*, Montréal: Observatoire métropolitain de la région de Montréal, 71 p.
- LEFEBVRE, S. (1996), *Le partage des compétences au niveau local : le cas de l'Ontario et du Québec*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 15 p.
- LELIÈVRE, C. (1996), *Identification et structuration du champ culturel montréalais : le cas des conseils d'administration et leurs réseaux*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 21 p.
- PAULHIAC, F. (2000), *Émergence de régimes urbains patrimoniaux et participation des citoyens : la réhabilitation des quartiers historiques à Montréal et à Bordeaux*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société, Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 18 p.
- PAULHIAC, F. (2000), *Le contrat de gouvernance en situation d'urgence : le cas du sinistre du verglas au Québec en 1998*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 22 p.
- POLÈSE M. et C. CHAPIN (2000), *Are central Business Districts(CBDS) really declining? An Analysis for U.S. and Canadian Urban areas*, Montreal: INRS-Urbanisation, collection Inédits 02, 29 p.
- POLÈSE, M., (1997), « Les sept péchés de l'exclusion urbaine : pourquoi des espaces d'exclusion surgissent-ils dans nos villes? », in Bailly, A., *Terre d'exclusions terres d'espérances*, Economica, 65-73 p.
- PRÉVELAKIS, G. (1998), *Les grandes métropoles comme carrefour des diasporas*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 7p.
- PROULX, P.-P. (2000), *Montréal, parmi les métropoles de l'Amérique du Nord : examen de certains indicateurs économiques*, Montréal: INRS-Urbanisation, Culture et Société. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 16 p.
- ROSE, D. (1997), *La revitalisation des zones industrielles à proximité des centres d'affaires : un aperçu de quelques expériences*, Montréal: INRS-Urbanisation. Culture et ville. Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, 41p.
- SÉGUIN A.-M. et A. GERMAIN. (2000), « The social sustainability of Montréal: a local or a state affair? », in Polèse, M. et R. Stren (dirs.), *The Social Sustainability of Cities: Diversity and the Management of Change*, Toronto: University of Toronto Press, 39-67 p.
- SÉGUIN A.-M. et M. TERMOTE (1997), *L'appauvrissement des populations québécoise et montréalaise*, Rapport de recherche, version finale, Montréal: INRS-Urbanisation, janvier, 202 p.
- SÉNÉCAL, G. (2001), « Les indicateurs de durabilité urbaine et la prise en compte des enjeux locaux », in Vivre en ville. Regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable, éditeur, *Vers des collectivités viables ... mieux bâtir nos milieux de vie pour le XXI^e siècle*, Sillery: Les Éditions du Septentrion, 344-354 p.
- SÉNÉCAL, G., (1998), « Les politiques urbaines en environnement : l'expérience canadienne et les cas de Montréal et de Toronto », in Lacroix, M., *Villes et politiques urbaines au Canada et aux États-Unis*, Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 251-274 p.

- SÉNÉCAL, G., ARCHAMBAULT, J. et P. J. HAMEL (2000), « L'autoroute urbaine à Montréal : la cicatrice et sa réparation », in Sénécals, G. et D. Saint-Laurent, *Les espaces dégradés. Contraintes et conquêtes*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 123-145 p.
- SÉNÉCAL, G., HAF, R., HAMEL, P.-J., POITRAS, C., PONTON, M., SAINT-LAURENT, D. et N. VACHON (1999), *Le portrait environnemental de l'île de Montréal au regard de la durabilité urbaine. Rapport final*, Montréal: INRS-Urbanisation, 77p.
- SÉNÉCAL, G., HAF, R., HAMEL, P.-J., POITRAS, C., PONTON, M., SAINT-LAURENT, D. et N. VACHON (1999), *Le portrait environnemental de l'île de Montréal au regard de la durabilité urbaine. Enjeux et stratégie d'actions*, Montréal: INRS-Urbanisation, 15 p.
- SÉNÉCAL, G., NARBONNE, E. et N. VACHON (2001), *Évaluation de retombées socio-économiques du programme éco-quartier de la ville de Montréal en 1999*, Montréal: INRS-Urbanisation, 31 p.

University of British Columbia

School of Community and Regional Planning/Centre for Human Settlement CHS/SCARP

- BRITTON, H. (1996), *Decentralization and Municipal Housing Policy in British Columbia*, Vancouver: Centre for Human Settlement, University of British Columbia, Working Paper 8.
- STERN L. and V. GEARY (1996), *Rental Housing Trends in the City of Vancouver*, Vancouver: Centre for Human Settlement, University of British Columbia, Working Paper 9.

Sustainable Development Research Institute SDRI

- YASMEEN, G. (1998). *Canadian Capacity on Sustainable Cities: An Overview of Canadian Expertise on Sustainable Urbanization within Government, Business, Academe, and Non-Governmental Organizations*, National Round Table on the Environment and the Economy.

Centre for Real Estate and Urban Land Economics CUERE

- HAMILTON S. W. and E. J. HEKKILA (1997), *Residential Land Prices and Urban Form in Vancouver*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 007.
- HELSLEY, R. W. and W. C. STRANGE (1997), *Secession, Regulation, and Innovation in Local Government*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 002.
- HELSLEY, R.W. and W. C. STRANGE (1997), *Gated Communities and the Economic Geography of Crime*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 011.
- ROSENTHAL S. S. and W. C. STRANGE (1998), *Geography, Industrial Organization, and Agglomeration*, Vancouver: Centre for Real Estate and Urban Land Economics, University of British Columbia, Working Paper 003.

University of Calgary

Department of Sociology

- FRIDERES, J. S. (1999), « Managing Immigrant Social Transformations », in Halli S.S. and L. Driedger (eds.), *Immigrant Canada: Demographic, Economic and Social Challenges*, Toronto: University of Toronto Press, 70-90 p.
- HÉBERT, Y. and FRIDERES J. (1999) « Calgary et ses immigrants: Croissances économique, sociale et territoriale ». dans les Actes du VIIe congrès international de l'Association pour la recherche interculturelle, sous la direction de Sabatier C. et al. Paris: Harmattan.

University of Guelph

Department of Geography

MITCHELL, C. and F.A. DAHMS, (eds.) (1997), *Challenge and Opportunity: Managing Change in Canadian Towns and Villages*, Waterloo: University of Waterloo, Department of Geography, Publication Series 48, 280 p.

University of Ottawa

Department of Political Sciences

ANDREW, C., ARMSTRONG, P. et A. LAPIERRE (dirs.) (1999), *Villes mondiales (Les) / World-Class Cities a-t-il une place pour le Canada? / Can Canada Play?*, Ottawa: Presses de l'université d'Ottawa, 454 p.

University of Toronto

Centre for Urban and Community Studies

CUCS

BOURNE, L.S. (1996), *The Canadian urban system revisited: a statistical analysis*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 192, 81 p.

BOURNE, L.S. and M.R. FLOWERS (1999), *Changing Urban Places: Mobility, Migration and Immigration in Canada*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 196, 74 p.

FRISKEN, F., BOURNE, L.S., GAD G. and R.A. MURDIE (1997), *Governance and Social Well-Being in the Toronto Area: Past Achievements and Future Challenges*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 193, 69p.

HORAK, M. (1998), *The Power of Local Identity: C4LD and the Anti-Amalgamation Mobilization in Toronto*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 195, 44 p.

WALLACE, M. and F. FRISKEN (2000), *City-Suburban Differences in Government Responses to Immigration in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, Research Paper 197, 43 p.

Department of Geography

BOURNE, L.S. (2000), « Governance and Social Sustainability; The Toronto Experience », (with F. Frisken et al) in Stren R. and M. Polese (eds.), *The Social Sustainability of Cities: Comparative Urban Policy*, Toronto: University of Toronto Press, 68-97 p.

BOURNE, L.S. (2000), « Living on the Edge: Multiple Peripheries in the Canadian Urban System », in Gradus Y. and H. Lithwick (eds.), *Developing Frontier Cities; Global Perspective - Regional Contexts*, Amsterdam: Kluwer Publishers, 77-97 p.

BOURNE, L.S. (2000), « Urban Canada in the Twenty-First Century: An Overview of Recent Trends and Emerging Issues », Chap. 2, in Bunting T. and P. Fillion (eds.), *Canadian Cities in Transition. 2nd edition*, Toronto, Oxford: University Press, p. 26-51.

BOURNE, L.S. (2000), *People and Places: A Portrait of the Evolving Social Character in the Greater Toronto Region*, Report to the Neptis Foundation, Toronto, 110p.

GAD, G. and M. MATTHEW (2000), « Central and Suburban Downtowns », in Bunting T. and P. Fillion (eds.), *Canadian Cities in Transition, Second Edition*, Toronto, Oxford: University Press, 248-273 p.

GAD, G., FRISKEN, F., BOURNE, L.S. and R. DRIERDRE. (2000), « Governance and Social Stability: The Toronto Experience », in Polese M. and R. Stren (eds.), *The Social Sustainability of Cities*, Toronto: University of Toronto Press, 68-97 p.

- GERTLER, M.S. (2000), *A Region in Transition: The Changing Structure of Toronto's Regional Economy*, Toronto: Programme in Planning, Department of Geography, University of Toronto, A report to the Neptis Foundation 'Portrait of a Region' Project (with the assistance of Levitte, Y. Moylan, D. and G. Spencer).
- MIRON, J.R. (2000), « Cities as Real Estate », in Bunting, T., and P. Fillion (eds.) *Canadian Cities in Transition, 2nd Edition*, Toronto, Oxford: University Press, 154-172 p.
- RUDDICK, S. (2001), *Supporting Communities. How Halifax and Edmonton Mobilized to Fight Homelessness*, Prepared for Human Resources Development Canada (with the assistance of Cowen D. and L. Veronis).

University of Waterloo

Department of Geography

- FILION, P., BUNTING, T.E. and K. CURTIS EDITORS (eds.) (1996), *The Dynamics of the Dispersed City: Geographic and Planning Perspectives on Waterloo Region*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 47, 427 p.
- MITCHELL, C. and F. DAHMS (eds.) (1997), *Challenge and Opportunity: Managing Change in Canadian Towns and Villages*, Waterloo: Department of Geography, University of Waterloo, Publication Series 48, 298 p.

University of Winnipeg

Institute of Urban Studies

IUS

- IUS (2001), *Guidelines for Federal Policy Priorities in Urban Areas*, Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 37 p. + appendices.
- IUS (2001), *Proceedings of the Infill Housing Forum 2000*, Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 49 p.
- IUS (2001), *Proceedings of the Prairie Urban Congress 2000*, Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 54 p.
- KLOS, N. (ed.) (1998), *The State of Unicity – 25 Years Later*, Conference Proceedings (October 3-4, 1997). Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, Occasional Paper 35, 144 pp. + xii
- MATHUR, B. J. (1997), *Healthier Cities and Towns: Some "Best Practices" for Canadian Municipalities*. Winnipeg: Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, Health and the Community 3, 45p + v pp.

Department of Sociology

- CARTER, T. (1996), « Winnipeg: Heartbeat of the Province » in Welsted, J., Everitt, J. and C. Stadel, *The Geography of Manitoba: Its Land and Its People*, Winnipeg: The University of Manitoba Press.

Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement

CERIS

- BOURNE, L.S. (1999), *Migration, Immigration and Social Sustainability: The Recent Toronto Experience in Comparative Context*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 05-1999, 31 p.
- BURNABY, B., JAMES, C. and S. REGIER. (2000), *The Role of Education in Integrating Diversity in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 11-2000, 94 p.
- DOUCET, M. J. (1999), *Toronto in Transition: Demographic Changing in the Late Twentieth Century*. Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 06-1999, 149 p.
- DOUCET, M.J. (2001), *The Anatomy of An Urban Legend: Toronto's Multicultural Reputation*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 16- 2001, 71 p.

- ISIN, E. and Myer SIEMIATYCKI. (1999), *Fate and Faith: Claiming Urban Citizenship in Immigrant Toronto*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 08-1999, 33 p.
- LO, L. (1998), *Immigrants, Ethnic Economy and Integration: A Case Study of Chinese in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS.
- LO, Lucia., Preston, V, WANG, S., REIL, K. HARVEY, E. and B. SIU. (2000), *Immigrants Economic Status in Toronto: Rethinking Settlement and Integration Strategies*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 15-2000, 78 p.
- MURDIE, B. and C. TEIXEIRA (2000), *Toward a Comfortable Neighbourhood and Appropriate Housing: Immigrant Experience in Toronto*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 10-2000, 75 p.
- QADEER, M. (1998), *Ethnic Malls and Plazas: Chinese Commercial Developments in Scarborough, Ontario*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 03-1998, 18 p.
- QADEER, M. (2000), *The Base of Chinese and South Asian Merchants' Entrepreneurship and Ethnic Enclaves, Toronto, Canada*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 9-1999, 34 p.
- SIEMIATYCKI, M. (1998). *Immigration, Urban Citizenship and Municipal Governance in the Greater Toronto Area*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS.
- SIEMIATYCKI, M., REES, T., NG, R. and K. RAHI. (2001), *Integrating Community Diversity in Toronto: On Whose Terms?*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 14-2001, 70 p.
- TROPER, H. (2000), *History of Immigration since the Second World War: From Toronto 'The Good' to Toronto 'The World in a City'*, Toronto: Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement-CERIS, Working Paper Series 12-2000, 61 p.

Immigration

Centre d'excellence en recherche sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine Immigration et Métropoles

IM

La plupart des publications des chercheurs montréalais découlant de leurs travaux effectués dans le cadre d'Immigration et métropole sont recensés dans les listes des centres où sont rattachés les chercheurs. Ceci explique que la liste ci-dessous soit courte.

- PARÉ, S. (2000), L'entrepreneurship ethnique à Montréal et à Toronto: étude comparative de deux secteurs des quartiers multiethniques de Côte-des-neiges et Parkdale, Montréal, Immigration et métropoles.
- ROSE, D. et B. RAY (2000), Landed Refugee Claimant's First Three Years in Quebec: Their Housing Experiences, Étude réalisé dans le cadre du Volet 2 "Vie de quartier, trajectoires résidentielles, réseaux sociaux et gestion des équipements collectifs."
- GERMAIN, A. et J.E. GAGNON (2000), Civic Life, Neighbourhood Life: The Same Story? , Montreal: INRS-Urbanisation.
- CHARBONNEAU, J., DANSEREAU, F. et M. VATZ-LAROUCI (1999), Analyse de processus de jumelage entre familles immigrantes et familles accueillantes au Québec
- GERMAIN, A. (1997), Montréal : laboratoire de cosmopolitisme entre deux mondes, Montréal, Immigration et métropoles.

Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis

RIIM

- BURNLEY, I. and D. HIEBERT (2001), Emerging Patterns of Immigrant Settlement in Metropolitan Sydney and Vancouver: The Need for New Concepts and Models, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-07, 27p.
- CREESE, G. and R. and DOWLING (2001), *Gendering Immigration: The Experience of Women in Sydney and Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-04, 26 p.
- DeVORETZ D. and Y. OZSOMER (1999), *Immigrants and Public Finance Transfers: Vancouver, Toronto and Montreal*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-06, 32 p.
- EDGINGTON, D.W., HANNA, B., HUTTON, T. and S. THOMPSON (2001) *Urban Governance, Multiculturalism and Citizenship in Sydney and Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-05, 27 p.
- FROSCHAUER, K. (1998), *East Asian Immigrant Entrepreneurs in Vancouver: Provincial Preference and Ethnic Strategy*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-01, 37 p.
- HIEBERT, D. (1997), *The Colour of Work: Labour Market Segmentation in Montreal, Toronto and Vancouver, 1991*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 97-02, 67 p.
- HIEBERT, D., CREESE, G., DYCK, I., HUTTON, T., LEY, D., MCLAREN, A. and G. PRATT (1998), *Immigrant experiences in Greater Vancouver: focus group narratives*, Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-15, 49 p.
- HIEBERT, D. (1998), *The Changing Social Geography of Immigrant Settlement in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-16, 67 p.
- HIEBERT, D. (2000), *Cosmopolitanism at the Local Level: Immigrant Settlement and the Development of Transnational Neighbourhoods*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 00-15, 30 p.

- HIEBERT, D. (2000), *The Social Geography of Immigration and Urbanization in Canada: A Review and Interpretation*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 00-12, 47 p.
- HIEBERT, Daniel and David LEY (2001), *Assimilation, Cultural Pluralism and Social Exclusion Among Ethno-Cultural Groups in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-08, 50 p.
- HYNDMAN, J. and M. WALTON-ROBERTS (1999), *Transnational Migration and Nation: Burmese Refugees in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-07, 35 p.
- LEY, D. and H. SMITH (1997), *Is there an immigrant 'underclass' in Canadian cities?*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 97-08, 74 p.
- LEY, D. and J. TUTCHENER (1999), *Immigration and Metropolitan House Prices in Canada 3/99*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-09, 42 p.
- LEY, D., MURPHY, P., OLDS, K. and B. RANDOLPH (2001), *Immigration and Housing in Gateway Cities: The Cases of Sydney and Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-03, 42 p.
- MOSK, C. (1999), *Convergence and Divergence in The Asia-Pacific: Economic and Demographic Integration between Asia and Pacific Canada*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-21, 55 p.
- NANAVATI, A. (1998), *Labour Market Experiences of South Asia-born Women in Vancouver*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 98-17.
- OLDS, K. (1996), *Developing the Trans-Pacific Property Market: Tales from Vancouver via Hong Kong*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 96-02, 36 p.
- RAZIN, E. (1999), *Immigrant Entrepreneurs and the Urban Milieu: Evidence from the United States, Canada and Israel*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-01, 30 p.
- ROSE, J. (1999), *Immigration, Neighbourhood Change, and Racism: Immigrant Reception in Richmond, B.C.*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 99-15, 67 p.
- WATERS, J. L. (2001), *The Flexible Family? Recent Immigration and 'Astronaut' Households in Vancouver, British Columbia*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 01-02, 57 p.
- WINDERS, J. (2000), *Immigration to Vancouver: An Analytical Review 09/00*, Vancouver: Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration in the Metropolis-RIIM, Working Paper 00-14, 42 p.

3. Études thématiques générales financées par la SCHL

Société canadienne d'hypothèques et de Logement SCHL Compendium 2000

Aménagement Résidentiel

DALY, G. et R. MILGROM (1998), *Intensification in Urban Areas*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).

DUFF, J. et T., DAWES (2000), *Densification Résidentielle en Quartier Central : Le cas du Mile-End à Montréal*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de la recherche).

Développement durable et maisons saines

FCM, ACCH, ACHRU, SCHL (1998), *Village urbain de Ryder Lake : Plan d'Aménagement pour une Collectivité Durable*, Ottawa : Fédération canadienne des municipalités, Association canadienne des constructeurs d'habitations, Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Infrastructure

CH2M, GORE et STORRIE (1999), *Production des équipements d'infrastructure municipale par la régulation de la demande : guide et études de cas*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation).

SCHL (1999), *Partenariats Publics-Privés en Matière d'Infrastructure Municipale*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation : rapport de recherche).

SCHL, (1999), *Différents mécanismes de financement de l'infrastructure municipale*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation).

Logement

DUNN, J. R. (2000), *Housing, Social Inequality and Population Health in Vancouver Neighbourhood Areas*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).

Logement abordable

DRDLA, R. et Associates Inc. (1999), *Initiatives de réglementation municipales : production de logements abordables*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et la finance de l'habitation: rapport de recherche)

KRAUS, D., EBERLE, M. et J. POMERLEAU (1999), *Solutions de logements abordables : Quinze modèles de réussite*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur le logement abordable et le financement de l'habitation; rapport de recherche) 125 p.

TOMALTY, R., HERCZ, A. et P. SPURR (2000), *Municipal Planning for Affordable Housing*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Logement des autochtones

BRUCE, D., WEATHERSTON, T., HIGHAM J. and J. REID, (1998), *Addressing Special Housing Needs in First Nation Communities*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Logement et immigration

PEREIRA, I. (1998), *Ethnicity and Culture in Tenant Participation: An Assisted Housing Community in Toronto*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Logement Social

SCHL (Services de vérification et d'évaluation), (1999), *Évaluation des programmes de logement social en milieu urbain*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques.

Marché de l'habitation

MANCER K., and Pip WHITE (2000), *Whistler Housing Market*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Personnes âgées

MANCER, K. et D. KOSMUK (1999), Répondre aux besoins en logement des personnes âgées : guide pour les groupes communautaires, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Série sur les besoins particuliers de logement ; rapport de recherche) 46 p.

Personnes handicapées

KLOS, N, Ament, D., EVERTON, B. et R. DAYAL (2000), *Accessible Downtown Residential Communities: A Case Study of Winnipeg, Manitoba*, Ottawa: Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).

GIBBONS, G. et D. PAQUETTE (1998), *Examination of the Supportive Housing Needs of the Seriously Mentally Ill in the Manitoulin-Sudbury Districts*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche)

Sans-abri

LAPOINTE, J. et T. WELCH (1999), *City of Toronto Rent Bank Pilot Project Evaluation: Final Report*, Toronto: Division de l'hébergement, de l'habitation et du soutien de la municipalité de Toronto et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

NOVAC, S., BROWN, J. et G. GALLANT (1999), *Femmes en difficulté : Une décennie de changements pour les femmes sans-abri à long terme*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, (Programme de subventions de recherche).

SCHL (1999), *Tables rondes sur les pratiques exemplaires d'intervention auprès des sans-abri : documents d'information et résumés*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, c1999. (Série sur les besoins particuliers de logement)

Tours d'habitation et ensembles de logements

SCHL (1999), *Comparative Analysis of Residential Construction in Seattle, WA and Vancouver, B.C.*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Transports urbains

HUNT ANALYTICS INCORPORATED.(1999), *Incidence de l'aménagement urbaine et de l'accessibilité du transport sur l'utilisation de la voiture particulière : sommaire*, Ottawa: Société canadienne d'hypothèques et de logement, Environnement Canada et Santé Canada, (Série sur la maison et les collectivités saines ; rapport de recherche).

Urbanisme et établissement humains

McCULLOUGH, M. (1998), *Granville Island: An Urban Oasis*, Vancouver: Granville Island, Société canadienne d'hypothèques et de logement.

SÉNÉCAL, G. et D. SAINT-LAURENT (1999), avec la collaboration de CHARLEBOIS. A.M. et D. LÉONARD, *Programme Éco-Quartier de la ville de Montréal : une innovation en Évolution*, Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Compendium de recherche 1996

Développement durable

DILK, D., LURA GROUP. (1996), *Measuring Urban Sustainability: Canadian Indicators Workshop*, June 19-21, 1995: Workshop Proceedings, State of Environment Directorate, Environment Canada and the Centre for Future Studies in Housing and Living Environments, Canada Mortgage and Housing Corporation. Ottawa: CMHC and Environment Canada.

MACLAREN, V.W. (1996), with the assistance of S. LABATT, J. MCKAY and M. Van de VEGTE., *Developing Indicators of Urban Sustainability: A Focus on the Canadian Experience*, Prepared for State of the Environment Directorate, Environment Canada; Centre For Future Studies In Housing And Living Environments, Canada Mortgage and Housing Corporation; and Intergovernmental Committee on Urban and Regional Research. Toronto: ICURR PRESS,.

Logement et immigration

LAPOINTE, Consulting with R. A. MURDIE (1996), *Immigrants and the Canadian Housing Market: Living Arrangements*, Housing Characteristics, and Preferences, York University. Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation.

Personnes âgées

HODGE, G. (1996), with the assistance of McKAY, L. and J. B. COLLINS, COPLAN Consultants, *The Graying of Canadian Suburbs: Patterns, Pace, and Prospects*, Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation, (External Research Program).

Urbanisme and établissements humains

TAGGART, W.H. J. (1996), *Planning the Active Neighbourhood: A Discussion OF Resident-Directed Neighbourhood Planning*, paper prepared in support of a presentation at the 1996 Meeting of the Canadian Institute of Planners., Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation.

4. Liste des projets de recherche financés par le CRSH
portant sur des questions urbaines

Publication Subventions et bourses accordées
Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada
2000-2001

Anthropologie

RAE Bridgman, Manitoba
Homeless youth in Toronto

Géographie

MERCIER, Guy, Laval
Les paysages urbains et la construction des identités collectives : le témoignage du quartier Saint-Roch à Québec

OLSON, Sherry, McGill
Urban work : transforming the Montreal time-space

WHITE, Roger, John USHER, Memorial University of Newfoundland
Dynamic and evolutionary models of urban and regional systems

WOUDSMA, Clarence, Calgary
Goods movements in urban areas: an investigation into a changing industry and the impacts on transportation/land use interactions

Sciences politiques

AUCOIN, Peter, Herman BAKVIS, Dalhousie
Public service capability and the new public management

SIEGEL, David, Joseph KUSHNER, Brock
The impact of the common sense revolution on Ontario municipalities

Alliances de recherche universités-communauté

Demandes détaillées

ANDERSON, Alan, Priscilla SETTEE, Saskatchewan; Keith HANSON, Affordable New Home Development; Lorne SULLY, James WASILENKO, City of Saskatoon; Earl MAGNUSON, Federation of Saskatchewan Indian Nations; Len USISKIN, Quint development Corporation; Cecil KING, Saskatchewan Indian Federated College Bridges and foundations: project on affordable urban Aboriginal housing in Saskatoon

CARTER, Thomas, Dan CHEKKI, James CLACK, Edward CLOUTIS, Christian DOUCHANT, Michael FOX, Parvin GHORAYSHI, Wendy JOSEPHSON, Christopher LEO, Kenneth McCLUSKEY, Arthur WALKER-JONES, Winnipeg; Jerry BUCKLAND, Menno Simons College
Maximizing community capacity in the inner city

DUBINSKY, Lon, Jann BAILEY, Susan EDELSTEIN, Kamloops Art Gallery; Elisabeth DUCKWORTH, Kamloops Museum; D. Christine HOLLSTEDT, Southern Interior Forest Extension and research Partnership; Dawn HRYCUN, The John Howard Society of Canada; Linda DEUTSCHMAN, Anne GAGNON, William GARRETT-PETTS, Donald LAWRENCE, Helen MACDONALD-CARLSON, Robert MacKINNON, David MacLENNAN, Peter MURPHY, R. Ross NELSON, University College of the Cariboo
The cultural future of small cities

FORCHUCK, Cheryl, Western Ontario; Jane MARTIN, Alcohol & Drug Services of Thames Valley; Eric LEVITAN, Caledon Institute of Social Policy; Norma KELLY, Can-Voice Consumer Survivor Assistance Network; Lance EVOY, Concordia; Richard CSIERNIK, King's College; Katherina TURNER, LIFE SPIN; Janet KREDA, Stewart PERRY, Margaret's HAVEN; Martha CONNOY, Mission Services of London; George HALL, Waterloo; Jeffrey HOCH, Ruth SCHOFIELD, Mark SPEECHLEY, Catherine WRAD-GRIFFIN, Mary WIKTOROWICZ, Western Ontario; Betty da COSTA, Cynthia SUTHERLAND, Victorian Order of Nurses; Geoffrey NELSON, Wilfrid LAURIER
Partnership in capacity building : housing, community economic development and psychiatric survivors

HALDENBY, Eric, Calvin BROOK, Trudi BUNTING, Peter DEADMAN, Pierre FILION, Laura JOHNSON, Stephen MURPHY, Mark SEASONS, Robert SHIPLEY, Waterloo; Sybil FRENETTE, Regional Municipality of Waterloo
 Planning the mid-sized city: center for core area research and design

Lettres d'intention

CARTER, Thomas, Winnipeg

Maximizing community capacity in the inner city

CONRAD, Catherine, Saint Mary's

Citizen-supported stream restoration activities in an urban watershed: Sackville, Nova Scotia

DUBINSKY, Lon, Kamloops Art Gallery

The cultural future of small cities

HALDENBY, Eric, Waterloo

Planning the mid-sized city: center for core area research and design

KENNEDY, Christopher, Toronto

Housing and sustainable communities: exploring the implementation gap

KREDA, Janet, LIFE SPIN

Partnership in capacity building housing, community economic development and psychiatric survivors

SANDYS, Judith, Ryerson

Community capacity of inner-city neighbourhoods

Subvention stratégiques et initiatives conjointes

Repenser la productivité

Demandes détaillées

HUTCHISON, Brian, Stephen BIRCH, John EYLES, Jeremiah HURLEY, Michael JERRET, McMaster; Thomas ABERNATHY, Central West Health Planning Information Network
 Neighbourhood characteristics and home care utilization

1999-2000

Sciences Économiques

PUGA, Diego, Toronto

Agglomeration and specialization in cities and regions

SOMERVILLE, C. Tsurriel, British Columbia

External capital flows and real estate ca: differential access to capital and multi-family development
 Vancouver

Géographie

BLOMLEY, Nicholas, Simon Fraser

Property nature and gentrification in innercity Vancouver

BOURNE, Larry, Toronto

Social polarization, income inequalities and uneven urban development: an analysis of social and spatial differentiation in Canadian cities

BRYANT, Christopher, Montréal

The local development dynamic in the urban fringe: comparative analysis of actors, networks and context from the Montreal and Paris regions

Des ROSIERS, François, Marius THERIAULT, Laval

Dynamiques résidentielle et commerciale, mobilité des ménages et structures urbaines dans la région de Québec : méthodologies d'analyse spatio-temporelle.

GOHEEN, Peter, Queen's

Reshaping public space in the modernizing city: the experience of Toronto

HARRIS, Richard, McMaster

Challenges to modernisation: the urban building industry in comparative perspective, 1945-60

KLEIN, Juan-Luis, Jean CARRIERE, Jean-Marc FONTAN, Québec à Montréal; Diane-Gabrielle TREMBLAY, Télé-université
Reconversion économique et milieux innovateurs: le cas de Montréal

LANGLOIS, André, Caroline ANDREW, Anne GILBERT, Ottawa; Normand TREMPE, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Québec; Juan-Luis KLEIN, Québec à Montréal
L'expression géographique de l'iniquité en matière de bien-être: la situation de la population âgée de l'Outaouais

MANZAGOL, Claude, Montréal
Dynamique technopolitaine et métropoles: le cas des parcs scientifiques

MARSHALL, Joan, McGill
Changing social and space relations on Grand Manan Island, in the context of economic and political change

McCANN, Lawrence, Victoria
Suburbs of desire: shaping the suburban landscape of Western Canadian cities, c.1900-50 (période couverte)

POLÈSE, Mario, Institut national de la recherche scientifique
Dynamique de localisation des activités économiques

ROSE, Damaris, Institut national de la recherche scientifique
Rapports sociaux de sexe et nouveaux modes d'habiter urbains

Sciences Politiques

LATOUCHE, Daniel, Institut national de la recherche scientifique; Sylvain Lefebvre, Québec à Montréal
Comment les NTIC, en particulier l'inforoute et le multimédia, modifient la place des villes sur l'échiquier politique, économique et culturel

Sociologie

MEINTEL, Deirdre, Danielle JUTEAU, Victor PICHÉ, Jean RENAUD, Montréal; Gladys Symons, École nationale d'administration publique
La pluriethnicité à Montréal: nouvelle francophonie et rapports interethniques

SALAFF, Janet, Eric FONG, Toronto
Pacific rim immigration to Canada: transnational migration as settlement: a comparative study of new middle-class Chinese immigrants from China, Taiwan and Hong Kong

Édition Savante

DAGENAIS, Michèle. *Des pouvoirs et des hommes: l'administration municipale de Montréal, 1 900-1 950*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 1999. Pp. ix, 204.

1998-1999

Démographie

FONG; Eric, Toronto
Neighbourhood quality and ethnic economy in Canada

Géographie

SÉNÉCAL, Gilles, Institut national de la recherche scientifique
L'évolution récente des politiques urbaines en environnement à Montréal: essoufflement ou renouveau

SMITH, Geoffrey, Manitoba
Effects of local environments upon the adjustments of movers to senior citizen housing: a longitudinal study

VILLENEUVE, Paul, Laval
L'insertion des femmes dans la cité

Histoire

CRUIKSHANK, Kenneth, Nancy BOUCHIER, McMaster
Whose harbour?: environment, regulation, and popular use of Hamilton harbour, 1823-1956

GAGNON, Robert, Québec à Montréal
La mise en place d'un réseau intégré d'égouts à Montréal entre 1865 et 1920

TASCHERAU, Sylvie, Concordia
 Commerce et société urbaine : les marchands juifs de Montréal, 1900-1945

Sciences Politiques

HAMEL, Pierre, Montréal
 Politiques urbaines et enjeux métropolitains : les nouveaux défis de la démocratie locale

Sociologie

LOOKER, E. Dianne, J. David MacKINNON, Acadia; Lesly ANDRES, British Columbia; Victor THIESSEN, Dalhousie
 Transitions to adulthood: a longitudinal analysis of young women and men in rural and urban contexts

MORIN, Richard, Jean-Marc FONTAN, Québec à Montréal; Eric SHRAGGE, McGill; Pierre HAMEL, Montréal
 Le développement économique communautaire face au développement métropolitain : analyse comparative dans le contexte nord-américain .

Urbanisme et aménagement régional

FORTIN; Andrée, Carole DESPRÉS, Laval
 La banlieue revisitée, Permanences et transformations des usage et représentations de l'espace;

FROHN; Winnie, Québec à Montréal
 Femmes et aménagement urbain et régional

GORDON; David, Queen's
 Building Canada's capital: implementation of plans for the National Capital Region, 1890-1970

MACLAREN, Virginia, Toronto
 State of the Community reporting: does it make a difference?

VAKIL; Anna, Windsor
 Communities providing housing case studies of private not-profit housing organizations Windsor; Ontario

WAAUB; Jean-Philippe, José PRADES; Québec à Montréal
 Participation des acteurs sociaux et évaluation environnementale stratégique en milieu urbain

Subvention Stratégiques : Projet sur les tendances

SOUTHCOTT, Chris, Lakehead
 Spatially-based social differentiation in Canada's, : future: trends in urban/non-urban differences in the next decade

1997-1998

Démographie

Le BOURDAIS, Céline, Institut national de la recherche scientifique
 Les répercussions du changement- familial sur les trajectoires et les conditions de vie des hommes et des femmes.

Géographie

ANDERSON, William, McMaster:
 Urban, spatial structure, energy, and air pollution: a comparative study of Canadian metropolitan areas

BUNTING, Trudi, Christian DUFOURNAUD, Pierre FILION, Waterloo
 An investigation of spatial dispersion in Canadian metropolitan areas, 1971-1996

COFFEY, William, Montréal
 Services, space end development

TELLIER, Luc-Normand, Québec à Montréal; Marc-Urbain PROULX, Québec à Chicoutimi
 Dynamiques spatiales des productions, des innovations et des populations

Sciences Politiques

CLARKSON, Stephen, Toronto ;

An examination of Canada's present position vis-à-vis the emerging continental and global levels of governance

COLLIN, Jean-Pierre, Institut national de la recherche scientifique

La restructuration urbaine en Amérique du Nord : analyse comparative des stratégies de planification et de gestion métropolitaines

Sociologie

LABELLE; Micheline, Ernst JOUTHE, Québec à Montréal; Daniel SALEE, Concordia

Citoyenneté et pluriethnicité en milieu urbain : le cas du Québec

Urbanisme et aménagement régional

KESSELMAN, Jonathan, British Columbia

Equality, security and commuty: explaining and improving the distribution of well-being in Canada

Subventions Stratégiques : Les femmes et le changement

PICHÉ, Denise, Laval

Femmes et villes : qualité des milieux de vie, politiques urbaines et citoyenneté

VILLENEUVE, Paul, Laval

Mobilité spatiale, insertion sociale des femmes et aménagement urbaines

Conférences

TREMBLAY, Diane-Gabidelle, Télé Université

Conversion et reconversion économique des espaces métropolitains

1996-1997

Sciences administratives

KAO, Jennifer, Waterloo

Budget-problems and political competition in Canadian municipalities: effects on municipal services and auditor choice

Géographie

BROSSEAU, Marc, Ottawa

La Strip de Hull : représentation d'un lieu sous tension, 1900-1995

BRYANT, Christopher, Montréal

Analysis of the transformation of rural space in metropolitan regions: comparisions between the Ile-de-France and Montréal regions

PETERS, Evelyn, Queen's

Social construction of Aboriginal, urbanization in Canada, 1945-1995

SLACK, Brian, Concordia

Spatial links and impacts transportation terminals in Canada

THERIAULT; Marius, Laval

Structures et dynamiques urbaines dans l'agglomération de Québec: aspects méthodologique

WURTELE, Susan, Trent

Nation-building on the margins; Canada's cultural heritage: (re)defined through handicrafts, 1919-1947

Sciences Politiques

FRISKEN, Frances, York

The municipal role in urban policy-making: a comparison of four cities in the greater Toronto area

Sociologie

KOC, Mustafa, Ryerson Polytechnic

Restructuring locality: comparative cases of local restructuring and economic development programs in Canada and the United States

Urbanisme et aménagement régional

GIBSON, Robert, Waterloo

Integrating the environment into planning for growth: a comparison of approaches in British Columbia and Ontario

PARENTEAU, René, Montréal

Stratégies de développement durable : politiques locales et pratiques d'urbanisme

1995-1996

Sciences Économiques

ROSENTHAL, Stuart, British Columbia

Household and firm locations with compensating variations between wages, house price, and the value of local amenities

Géographie

IRONSIDE, Geoffrey, Alberta; James RANDALL, Saskatchewan

Dependency and sustainability of small resource communities in Canada

KLEIN, Juan-Luis, Québec à Montréal; Pierre-André TEMBLAY, Québec à Chicoutimi; Hugues DIONNE, Québec à Rimouski

Les mobilisations socio-territoriales et la redéfinition spatiale des collectivités

KLODAWSKY, Fran, Carleton

Housing in Ottawa and Winnipeg since 1975: Comparing needs and-policies affecting low and moderate income households

MASSAM, Bryan, York

Views on the State: aesthetics, planning, security (toward a civil society)

OSBORNE, Brian, Queen's

Establishing the centre, integrating the margins: a historical geographical perspective on national identity

PIERCE, John, Simon Fraser

Structural change and local development: perspectives on adjustment for resource dependent communities

RAY, Brian, McGill

Visible minority immigrant women, work and neighbourhood within Montréal

VILLENEUVE, Paul, Laval

Couples en emploi et restructuration urbaine

Sciences Politiques

HAMEL, Hamel, Montréal

Démocratisation de l'aménagement et du développement urbains à Montréal: une évaluation socio-politique de la consultation publique

LEMIEUX, Vincent, Laval

Les politiques de décentralisation et de centralisation

Urbanisme et aménagement régional

POLÈSE, Mario, Institut national de la recherche scientifique

La thèse du déclin des centre-villes : revue et corrigée

SERAFIN, Rafal, J, CORDON NELSON, Waterloo

Assessing management. of heritage landscapes in Poland and Canada

TERMOTE, Marc, Jacques LEDENT, Institut National de la recherche scientifique

Dynamique demo-économique des régions métropolitaines et non-métropolitaines du Canada

Subventions Stratégiques: Mondialisation de l'économie

LAPOINTE, Alain, Denis BÉLANGER, Bernard GAUTHIER, École Hautes Études Commerciales

Innovation technologique, restructuration industrielle et croissance économique : une étude empirique sur les régions urbaines canadiennes (1971-1991)

CLEMENT, Andrew, Joanne GARD MARSHALL, Toronto; Stephen McDOWELL, Vicent MOSCO, Carleton
Developing information policies for a Canadian information infrastructure: public interest perspectives

Les femmes et le changement

ROSE, Damaris, Johanne CHARBONNEAU, Institut Nationale de la recherche scientifique; Brian RAY, McGill
Les réseaux d'entraide et de sociabilité des femmes immigrantes après quelques années d'établissement à
Montréal : le rôle de la proximité

Initiatives conjointes

McANDREW, Marie, Montreal

Centre d'excellence en recherche sur l'immigration, l'intégration et la dynamique. Urbaine

AMRHEIN, Carl G. Toronto; Michael LANPHIER, York; Kenise MURPHY KILBRIDE, Ryerson Polytechnique

Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement

ABU-LABAN, Baha, Alberta

Prairie Centre of Excellence for Research on Immigration and Integration

De VORETZ, Don, Simon Fraser; David LEY, British Columbia

Centre of Excellence for the Study of Immigration and Integration

Annexe 3 – Survol du traitement des questions urbaines dans quatre quotidiens depuis 1996

Guillaume CÔTÉ

INRS Urbanisation, Culture et Société

1 MÉTHODOLOGIE

L'objectif de cette étude est de recenser et d'analyser les enjeux de gouvernance dans les métropoles canadiennes, tels qu'ils peuvent être perçus à partir du contenu des articles dans quatre grands quotidiens.

Cette analyse préliminaire sur le traitement des questions urbaines dans les quotidiens a pour but de voir avec quelle fréquence certains sujets (mots clés) font l'objet d'information et surtout de repérer les articles qui présentaient des analyses plus globales d'un sujet par delà l'information anecdotique.

1.1 Journaux

Quatre journaux ont été analysés : le Globe and Mail, le National Post, La Presse et Le Droit. Ces derniers ont été sélectionnés en fonction de leur capacité à couvrir les neuf métropoles les plus importantes soit : Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Régina, Calgary, Edmonton et Vancouver. En effet, le contenu de La Presse et de Le Droit, de langue française, concernent surtout les villes de Montréal, Québec et Ottawa. Pour sa part, le Globe and Mail s'affiche comme étant le seul vrai quotidien pan-canadien malgré le fait qu'il demeure quelque peu centré sur Toronto. Finalement, le National Post est certainement le journal qui offre la meilleure couverture de l'Ouest canadien. Conséquemment, peu d'articles analysés portent sur les villes des provinces maritimes.

1.2 Période

La période à l'étude débute en 1996 jusqu'à la fin 2001. Lors de la proposition du projet, en 2001, il était entendu que la période s'étendrait sur cinq années complètes (1996 à 2000) plus l'année en cours (2001). Cela étant pour opérationnaliser la recherche sur un laps de temps convenable – qui ne soit pas trop long mais pertinent versus le sujet étudié, c'est-à-dire, les enjeux de gouvernance. Comme ce projet s'est terminé en janvier 2002, la période couvre six années complètes. Cependant, le cas du National Post est différent des autres journaux : les deux bases de données disponibles étaient déficientes. D'une part, la première contenait les années 1998 à 2001 mais était très instable et par conséquent inutilisable parce qu'elle n'aurait pas permis une compilation et une comparaison sérieuse et d'autre part, la seconde fonctionnait allégrement mais ne contenait que les années 2000 et 2001. Ainsi, la période étudiée pour le Globe and Mail, Le Droit et La Presse est de 6 ans contre 2 ans pour le National Post. Néanmoins, cette faiblesse méthodologique permettra de tenir compte de facteurs conjoncturels récents ou anciens qui auraient pu faire varier les résultats.

1.3 Les bases de données

Lors de cette recherche, deux bases de données ont été utilisées. Dans le cas du Globe and Mail, il s'agissait d'un CD-ROM tandis que pour les trois autres, nous avons utilisé Bibliobranchée.

1.4 Mots-clés

Dans cette étude, les mots-clés utilisés sont de la plus haute importance. Afin de ratisser large mais de façon méthodique, les mots-clés ont été tirés en fonction de trois méta-catégories. La première est **économie** ; les villes sont sensibles à l'environnement économique dans lequel elles baignent mais aussi, la vigueur économique interne est un déterminant majeur dans tout ce qui concerne la bonne gestion de cette ville. Cette notion recoupe ainsi les questions du développement économique et de la finance. La deuxième méta-catégorie est **social** ; celle-ci contient toutes les problématiques liées au développement social, au logement social, à la participation des citoyens au processus démocratique, à la culture et à la sécurité. Finalement, la méta-catégorie **physique** ; elle concerne tout ce qui touche au cadre bâti, aux infrastructures et à l'environnement. De plus, nous avons eu recours à des mots-clés qui recoupent ces méta-catégories, comme par exemple « métropole et mobilisation » ou encore « qualité de vie urbaine » de manière à ne pas limiter la recherche en fonction de divisions d'ordre linguistique.

Lorsque l'on fait une requête dans une base de données (ayant un journal et une période de temps définis), tous les articles qui contiennent ce mot-clé dans le texte seront sélectionnés. Ce résultat correspond à la fréquence. Cependant, il est possible de limiter la recherche du mot-clé dans le titre ou dans les deux premiers paragraphes (en anglais : *lead*) si la fréquence obtenue est trop élevée (généralement, une requête plus restreinte amène des articles plus pertinents). Tous les mots-clés ont été cherchés dans la totalité des textes, sauf indication contraire.

1.5 Catégories

Les catégories thématiques sont différentes des mots-clés principalement parce qu'elles ont été construites après le filtrage des articles. L'exercice du filtrage consiste à retenir les articles les plus « pertinents », d'un point de vue d'analyse urbaine, en fonction de 1) la présence d'analyse (une simple description ne suffisant pas) ; 2) la présence d'un enjeu clair de mobilisation et 3) le caractère récurrent du thème (dans ce cas, un seul article par enjeu sera retenu). Ce filtrage, à partir de ces trois critères, est resté une démarche essentiellement subjective.

Les catégories permettent de repérer les « enjeux » ie. les thèmes qui suscitent réflexion et mobilisation. De cette manière, un article peut être sélectionné sur la base de sa pertinence sur un thème différent que le mot-clé utilisé pour le trouver. De plus, un même article peut avoir été classé dans une ou plusieurs catégories. Par exemple, il est difficile de dissocier la question des infrastructures de transport et celle de leur financement. Voici les catégories : 1) **Finance et gouvernement** ; 2) **Aménagement et infrastructure** ; 3) **Environnement** ; 4) **Patrimoine** ; 5) **Loisirs et culture** ; 6) **Développement social** ; 7) **Sécurité publique** et ; 8) **Économie**.

2 ANALYSE

Cette section est divisée en trois ; la première pour le Globe and Mail, la seconde pour le National Post et la dernière pour La Presse et Le Droit. Dans chacune d'elle, le travail est divisé comme suit ; dans un premier temps, il s'agit d'abord de présenter les résultats quantitatifs pour les mots-clés pour

ensuite en faire une brève analyse et en second lieu, de procéder de la même manière pour les catégories thématiques. Les tableaux sont mis à contribution afin de mieux présenter le propos.

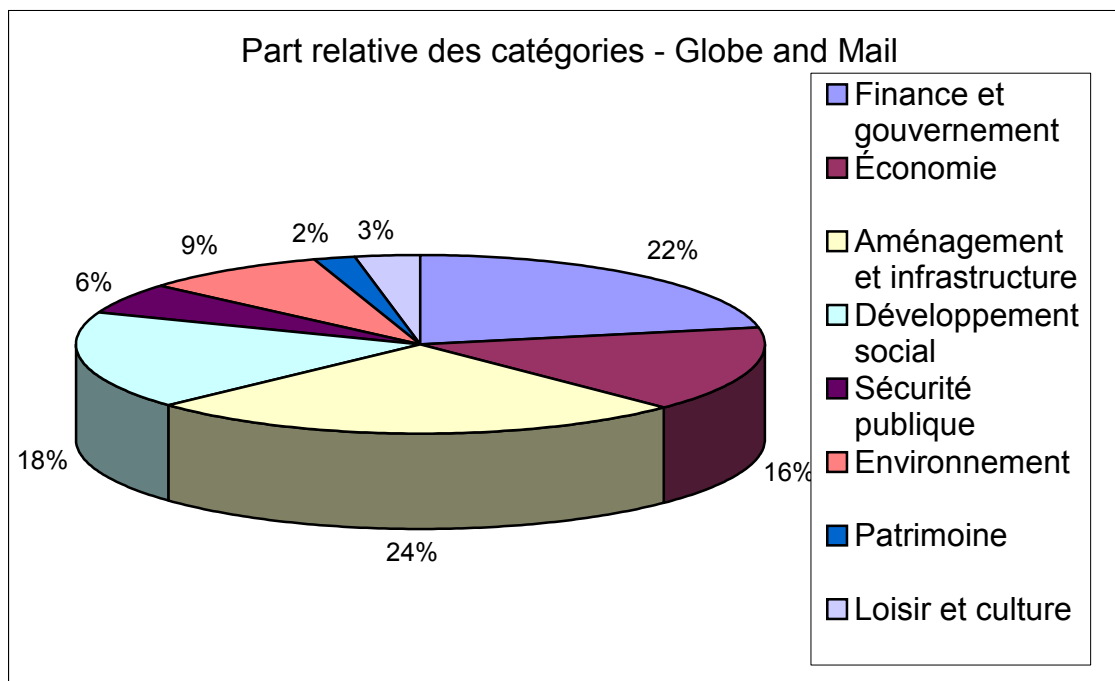
2.1 Globe and Mail : les mots-clés

MOT-CLÉ	Fréquence de citation	Articles retenus pour analyse
City and economy (lead)	213	9
City and finance (lead)	142	14
City finance	11	1
Community development	34	0
Heritage and city	108	11
Immigration and city	47	12
Land tax	6	0
Land use (lead)	73	4
Poverty (text) and urban (lead)	80	7
Public security and city	124	5
Public transit and city (lead)	59	9
Quality of life and urban	131	27
Social development and city	59	11
Transportation (lead) and urban	78	8
Unemployment and metropolis	23	6
Urban and housing (lead)	72	17
Urban culture	32	5
Urban economy	9	5
Urban development	32	4
Urban environment	87	10
Urban governance	6	2
Urban heritage	1	0
Urban infrastructure	22	3
Urban planning	167	17
TOTAL	1616	187

À la lumière du tableau, certaines constatations et remarques s'imposent. Premièrement, certains mots-clés utilisés n'ont pas permis de retenir des articles pour le classement parce que la fréquence et/ou la pertinence étai(en)t trop faible(s) : *community development*, *land tax* et *urban heritage*. Deuxièmement, *quality of life and urban*, *urban housing* et *urban planning* sont les mots-clés qui ont fait émergé le plus d'articles relatifs à des enjeux de gouvernance. Troisièmement, *city and economy*

(*lead*), *city and finance (lead)* et *public security and city (lead)* sont les mots-clés qui ont récolté les fréquences les plus élevés mais très peu d'articles étaient pertinents en ce qu'ils présentaient de l'information, mais peu ou pas d'analyse urbaine. 11,5 % des articles (187) ont été retenus sur le total de 1 616.

2.2 Globe and Mail : les catégories dans les articles retenus



- Les enjeux relatifs à la catégorie **aménagement et infrastructure** sont les plus nombreux. En effet, sa fréquence est de 61 sur une distribution totale de 255, soit 23,9 %. Si l'on ramène ce chiffre sur le nombre d'articles, il est possible d'affirmer que près du tiers des articles retenus dans le Globe and Mail s'y rapportent (61/187). Le principal enjeu porte sur le mouvement du «new urbanism », c'est-à-dire sur des questions relatives à une planification intégrée du territoire (économique, social et environnementale) et à la forme urbaine (étalement et densité). Le transport en commun ainsi que son financement sont également des enjeux qui reviennent souvent. Enfin, Toronto est de loin la ville qui est citée le plus souvent, surtout parce qu'elle a fait l'expérience des fusions municipales et parce qu'elle a élaboré de nombreux projets pour obtenir les Jeux Olympiques.
- La catégorie **finance et gouvernement** a recueilli 20 % de la distribution. Plus d'un article sur quatre y fait référence. La question des fusions municipales de Montréal et de Toronto, et conséquemment, celles du financement des infrastructures, de la distribution de l'assiette fiscale, des responsabilités et de l'imputabilité des élus, de la distribution du pouvoir, du développement local et de la participation des acteurs privés sont les plus populaires.

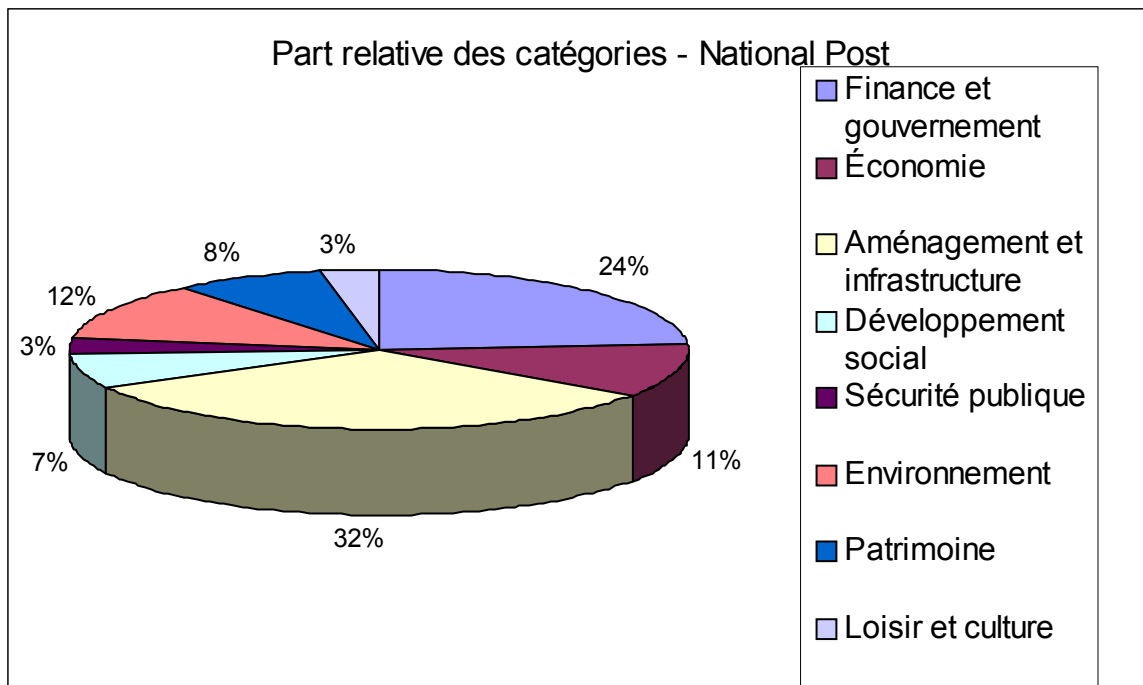
- La qualité de vie, dont le logement et la pauvreté sont les deux facteurs les plus importants, est l'enjeu qui domine la catégorie du **développement social**. D'ailleurs, cette dernière se situe au troisième rang avec 18 % de la distribution (45/245) et près du quart des articles. Les autres phénomènes cités les plus fréquents, et généralement plus intenses dans les quartiers centraux des métropoles, sont reliés aux sans-abri, à la drogue et aux immigrants.
- La quatrième catégorie en importance est l'**économie** (15 % de la distribution ; 20 % des articles). La grande majorité des thèmes portent sur les transformations consécutives au passage d'une économie de production et de consommation de masse vers à une économie post-fordiste articulée autour des métropoles. En effet, pour les huit métropoles, la localisation des industries de hautes technologies ainsi que leurs besoins en capital humain sont des enjeux de taille. De même, la performance économique de ces villes est le sujet de plusieurs articles.
- L'**environnement** constitue la cinquième catégorie la plus importante (8 % de la distribution ; 10 % des articles) Les dossiers portant sur la qualité de l'air en milieu urbain, sur la consommation énergétique, sur les pluies acides et sur le réchauffement climatique sont abondamment couverts. De plus, la résurgence du mouvement environnemental sert de tremplin aux enjeux portant sur le développement durable et l'utilisation du sol dont, entre autres, la gestion des déchets et les parcs urbains.
- La catégorie **patrimoine** est sixième en importance (moins de 7 % de la distribution ; moins de 10 % des articles). Bien que non-négligeables, les cas étudiés portent presque exclusivement sur la vieille ville de Toronto et le patrimoine historique de Winnipeg.
- La catégorie **sécurité publique** se classe au septième rang. (moins de 6 % de la distribution ; moins de 8 % des articles). Deux événements conjoncturels occupent une place importante soit : le Sommet des Amériques de Québec et la tempête du verglas à Montréal. Les accidents de la route, la guerre de motards, la prostitution, la drogue et les graffiti sont les autres sujets couverts.
- Finalement, la catégorie **loisir et culture** se situe au huitième et dernier rang (moins de 4 % de la distribution ; moins de 6 % des articles). Les deux enjeux les plus importants sont intimement liés : les activités culturelles et l'immigration. Outre Toronto, Montréal et Vancouver sont dotés d'une scène multiculturelle importante dont le rayonnement est planétaire. Il est aussi question de la pertinence des symboles urbains et de l'esthétique de l'aménagement dans la mise en valeur des métropoles.

2.3 National Post : les mots-clés

MOT-CLÉ	Fréquence de citation	Articles retenus pour analyse
City and finance	12	5
City and infrastructure	3	2
Community development	41	1
Crime and city	0	0
Heritage	0	0
Immigration and city or urban	0	0
Land tax	0	0
Land taxes	0	0
Land use	88	13
Local issues	25	1
Metropolitan (lead)	174	9
Metropolitan economy	0	0
Montreal issue or issues	1	0
Public security	86	1
Public security and city	0	0
Public transit	51	8
Quality of life and city or urban	0	0
Social development	63	1
Toronto issue	2	2
Toronto issues	4	3
Unemployment and city or urban	0	0
Urban criminality	4	3
Urban culture	7	0
Urban development	115	11
Urban economy	0	0
Urban environment	26	2
Urban health	2	0
Urban heritage	2	2
Urban housing	6	4
Urban infrastructure	6	1
Urban issues	5	1
Urban life	50	2
Urban planning	134	21
TOTAL	907	85

Dans un premier temps, il convient de rappeler que la recherche effectuée pour le National Post ne couvrait que deux années. Conséquemment, nous étions limités dans les mots-clés utilisés, la preuve étant que 13 d'entre eux ont obtenu une fréquence nulle ou n'ont pas permis de relever des articles pertinents. C'est d'ailleurs le cas « Immigration and city or urban ». Cependant, lors de tentatives subséquentes utilisant le mot-clé « immigration » nous avons remarqué une surabondance d'articles mais dont le degré de pertinence analytique était très faible. Ainsi, nous devons conclure que les enjeux relatifs à l'immigration font bel et bien l'objet d'une couverture étendue mais qu'ils ne sont pas associés aux réalités urbaines explicitement. Les mots-clés *land use*, *urban planning*, et *urban development* sont ceux qui ont permis de retenir le plus d'articles. D'autres mots-clés ont obtenu des fréquences respectables mais dont seulement un petit nombre étaient pertinents : *metropolitan (lead)*, *social development*, et *public security*. Finalement, 9,4 % des articles (85 sur un total de 907) dénombrés ont été retenus pour fin de classement.

2.4 National Post : les catégories dans les articles retenus



- Plus de 44% des 93 articles retenus (sur 897) pour le National Post (ou près de 36% de la distribution) ont été classés dans la catégorie **aménagement et infrastructure**. De cette quantité émerge deux thèmes dominants : la gestion des transports et la requalification du centre-ville. Dans le premier, on met l'accent sur la congestion et sur les nouveaux comportements de déplacement (*reverse commuters*, *empty-nester*) et d'autre part, sur la promotion du centre-ville comme pôle économique et culturel. Mis à part le projet des résidences universitaires à Winnipeg, la ville de Toronto vole la vedette dans la grande majorité des articles.

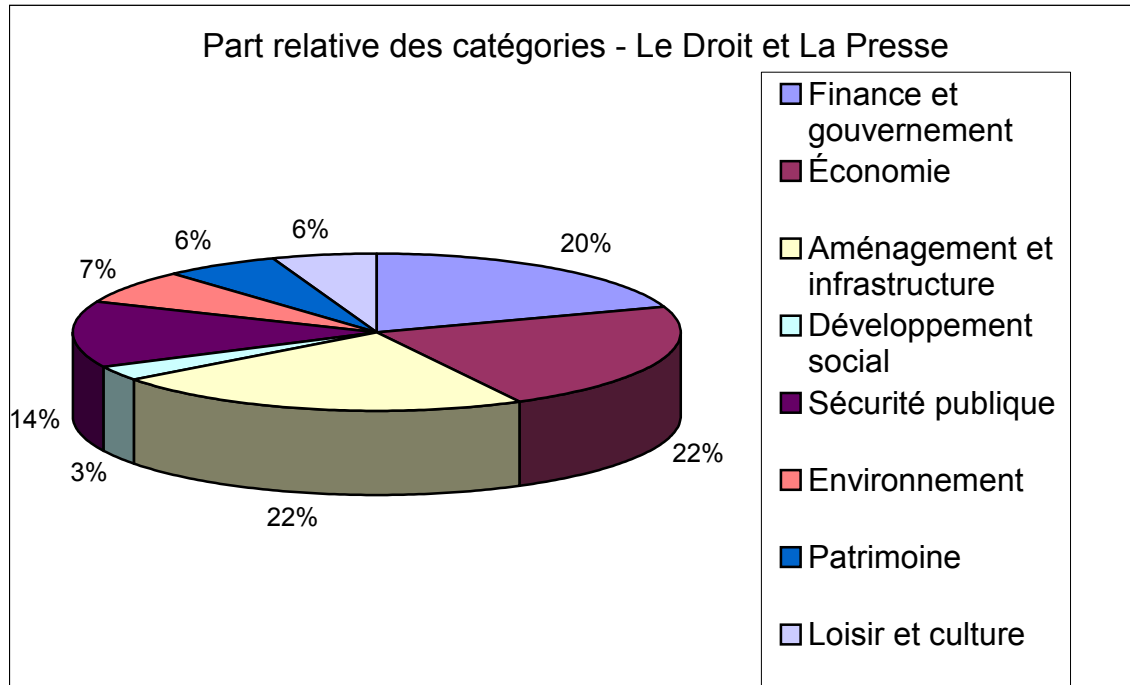
- La deuxième catégorie la plus importante est **finance et gouvernement** (30 % des articles et plus de 24 % de la distribution). Le problème de la contribution financière des niveaux de gouvernement supérieurs a été largement analysé, surtout au niveau des besoins en infrastructures de transport. Il est à noter que plusieurs articles portaient directement ou soulignaient les enjeux autour de la participation des citoyens dans leur communauté.
- L'**environnement** se classe au troisième rang des catégories (Près de 14 % des articles ; 11 % de la distribution) Cependant, la plupart des articles portait sur des événements conjoncturels en Ontario qui ont soulevé un tôle : la bactérie *e-coli* et les déchets de Toronto. Il y a d'autres enjeux qui se sont démarqués, tel que les besoins de décontaminer les sites destinés à des projets de requalifications, la nécessité de trouver comment internaliser le coût réel de l'automobile dans le marché ou de préserver des sites particuliers.
- La catégorie **économie** se situe au quatrième rang. (12 % des articles et plus de 9 % de la distribution) Malgré un nombre relativement mince d'articles traitant d'enjeux économiques, les thèmes sont variés. La compétitivité intermétropolitaine, surtout entre Toronto et les villes américaines proches, mais aussi entre les métropoles canadiennes et la croissance des entreprises de hautes technologies dans ces mêmes villes et leur besoin en capital humain sont les enjeux les plus cités. Le tourisme bénéficie également d'une bonne couverture.
- Les catégories **développement social** et **patrimoine** sont ex aequo au cinquième rang avec plus de 8 % des articles et 7 % de la distribution. Pour la première, plusieurs enjeux relatifs à la qualité de vie sont soulevés, comme par exemple, les facteurs de « livability », le coût de la vie et les projets de construction d'immeuble à loyer modiques, dont celui en cours à Calgary.
- Pour la deuxième, les enjeux concernent la préservation et la requalification d'immeubles ayant une valeur historique, patrimonial ou architectural, notamment les églises. Dans quelques cas, les articles insistent sur les études de faisabilité, leur nécessité et leur pertinence. Il y a aussi des critiques sur le déclin architectural des métropoles canadiennes, surtout comparée aux progrès réalisés aux États-Unis.
- Ex æquo au septième rang, les catégories **loisir et culture** et **sécurité publique** impliquent moins de 3 % des articles ou de la distribution. En fait, ces deux catégories n'ont obtenu qu'une fréquence de 3 sur les 115 catégories attribuées aux 93 articles, ce qui limite toute généralisation. Deux de ces articles qui portaient sur la première catégorie ont aussi été classés dans les deux catégories précédentes car il soulevait l'importance des places publiques et de la loi du 1 % (montant dédié à une pièce artistique sur le total d'une construction commerciale).
- Un des rares articles concernant les métropoles québécoises portaient sur la mise en place de l'appareil policier durant le Sommet des Amériques. Les deux autres faisaient état de la prolifération de la criminalité, de la drogue et de la prostitution en milieu urbain.

2.5 Le Droit et La Presse : les mots-clés

MOT-CLÉ	Fréquence de citation	Articles retenus pour analyse
Chômage et métropole	200	18
Criminalité et ville et sécurité publique (lead)	22	9
Développement social et ville	132	8
Économie métropolitaine	11	4
Économie urbaine	8	2
Environnement urbain	66	7
Finance et municipalité	132	8
Gouvernance et ville	3	2
Gouvernance urbaine	1	1
Immigration et ville	53	6
Infrastructure et ville	416	23
Logement social	192	18
Loisirs et cultures	200	10
Marché immobilier	344	23
Montréal (lead) et mobilisation (lead)	74	7
Patrimoine et ville	310	23
Patrimoine urbain	38	4
Qualité de vie et Montréal (lead)	483	27
Qualité de vie urbaine	8	1
Région métropolitaine et mobilisation (lead)	3	2
Sécurité publique et métropole	159	9
Taxe foncière	292	18
Transport en commun et ville	145	18
TOTAL	3292	192

D'entrée, les mots-clés *qualité de vie et Montréal (lead)*, *marché immobilier* et *infrastructure et ville* affichent les fréquences les plus élevées. Il n'est donc pas surprenant que ceux-ci aient permis de recueillir un grand nombre d'articles pertinents. *Patrimoine et ville*, *taxe foncière*, *transport en commun et ville* ainsi que *chômage et métropole* sont par ailleurs les mots-clés qui ont été les plus performants. Néanmoins, le taux de pertinence analytique des articles (articles retenus/fréquence) de ces deux journaux par rapport aux problématiques urbaines d'ensemble est faible, soit 5,8 %.

2.6 Le Droit et La Presse : les catégories dans les articles retenus



- Dans La Presse et Le Droit, près de 29 % des articles et plus de 24 % de la distribution ont été classés dans la catégorie **aménagement et infrastructure**. La grande majorité des thèmes peuvent être divisés en deux sous-catégories : soit les enjeux sur les infrastructures de transport (financement, congestion, métro, aéroport, train de banlieue, stationnements, nids de poule) et sur celles permettant le développement économique et social (cités industrielles, l'industrie du cinéma, le CHUM, le canal Lachine). Il est aussi question de la qualité de vie en ville et des coûts liés à l'étalement urbain.
- La deuxième catégorie d'enjeux en importance est **finance et gouvernement** (25 % des articles ; 20 % de la distribution). Les récentes fusions municipales qui ont transformé les territoires de la région métropolitaine de Montréal et d'Ottawa ont fait naître des enjeux sur la distribution des pouvoirs entre les niveaux de gouvernements et de compétences des organismes (gouvernement régional, ministre pour Montréal, CLD) et aussi sur les finances proprement dites (taxe foncière, taxe scolaire, taxe d'eau, évaluation municipale, dette municipale, financement des infrastructures par les niveaux de gouvernements supérieurs).
- Les enjeux relatifs à la catégorie **économie** se classent au troisième rang avec près de 20 % des articles et 17 % de la distribution. Du lot, les thèmes les plus importants se rapportent à la compétitivité des métropoles à l'ère de la nouvelle économie et des technologies de l'information et de la communication. En effet, beaucoup d'articles portaient sur la relance de Montréal ou sur

les transformations économiques de cette dernière ainsi que de la région d'Ottawa, la gestion de la croissance et l'importance de la performance économique pour améliorer la qualité de vie.

- La qualité de vie est définitivement le thème le plus exploité par les deux journaux. En effet, cela explique largement le fait que la catégorie **développement social** se situe au quatrième rang avec 17 % des articles et plus de 14 % de la distribution. La pauvreté qui sévit à Montréal a constitué un des enjeux majeurs, de même que la crise du logement et l'augmentation des inégalités sociales et de la ségrégation résidentielle. La mobilisation anti-pauvreté, la participation des citoyens dans les centres communautaires et les besoins en logement social sont d'autres problématiques qui ont été couvertes.
- La catégorie **patrimoine** vient au cinquième rang (11 % des articles, plus de 9 % de la distribution). La plupart des articles qui ont été classés dans cette catégorie provient du quotidien La Presse. En effet, ce journal est fortement axé sur la région métropolitaine de Montréal et le projet de construction des condominiums sur le Mont-Royal a soulevé beaucoup d'enjeux et donc a fait couler beaucoup d'encre. De même, il y a une mobilisation autour du fait que la Ville de Montréal a besoin de mettre sur pied une politique du patrimoine afin d'éviter les erreurs et incongruités commises par le passé.
- Malgré le fait que la catégorie **environnement** ne vienne qu'au sixième rang, il est question de plusieurs phénomènes qui se rapportent à la problématique du développement durable. Par exemple, les besoins de sites d'enfouissement, la contamination des sites industriels, la gestion des déchets et du transport sont autant de préoccupations métropolitaines. Aussi, de nombreux articles plaident pour l'intégration des politiques et priorités environnementales au sein des plans d'aménagement et architecturaux.
- Plusieurs articles classés dans la catégorie **loisir et culture** ont également été classés dans la catégorie économie car la scène culturelle de Montréal, véritable industrie, bénéficie d'une couverture large par le journal La Presse. D'ailleurs, cette catégorie vient au septième rang. (moins de 6 % des articles, près de 5 % de la distribution). En effet, le théâtre, le cinéma, les festivals et le multimédia représentent des atouts de l'économie montréalaise. Aussi, les Jeux de la Francophonie qui ont eu lieu à l'été 2001 dans la région d'Ottawa-Hull ont été un enjeu de mobilisation majeur.
- La catégorie **sécurité publique** est classée au dernier rang avec un article de moins que loisir et culture. Encore une fois, la majeure partie des articles concernait la ville de Montréal, et plus particulièrement les phénomènes des gangs criminalisés. (pères de motards, sentiment d'insécurité, bande ethnique)

3 PERSPECTIVES COMPARÉES

L'objet de cette section est de comparer les résultats entre les journaux étudiés. Dans l'ordre, nous verrons quelles sont les conclusions qui peuvent être tirées à trois niveaux, soit : les mots-clés, les catégories, la localisation des enjeux. Le tout sera couronné d'une discussion sur les différences de contenu analytique entre ces quotidiens.

3.1 Les mots-clés

L'utilisation de ces mots-clés soulève la question de l'équivalence à deux niveaux. Premièrement, au niveau de la langue, la traduction la plus fidèle qui soit ne peut garantir que les expressions sont utilisées de la même manière et qu'elles signifient la même chose. Par exemple, le concept qualité de vie est beaucoup plus utilisée dans les médias francophones que son équivalent anglophone (quality of life). Deuxièmement, l'utilisation d'un mot-clé dans deux bases de données différentes donnera des résultats différents. En effet, dans le cas du National Post, certaines requêtes faites dans Bibliobrançhée (00-01) donnait des résultats supérieurs à la base de données CBCA (98-01).

Il y a trois variables qui expliquent les fréquences recueillies. La première, la plus évidente, concerne le journal lui-même, les thèmes et les mots utilisés bref, le contenu. D'ailleurs c'est justement cette variable que nous tentons d'isoler et d'analyser. Les deux autres introduisent des biais. La plus importante concerne les différences relatives à la conception des bases de données. La consultation pour le Globe and Mail a été faite sur CD-ROM alors que pour les autres journaux, nous avons utilisé Bibliobrançhée, base de données en ligne. Ensuite, le fait que nous n'ayons pu étudier le contenu du National Post sur la même période pose des problèmes de comparabilité évident. Cependant, cela nous permet de mettre la période en perspective : il est intéressant de constater que les deux dernières années ont été particulièrement fastes en articles traitant des enjeux de gouvernance urbaine. Bien sûr, les Olympiques, les fusions municipales ont été des enjeux largement couverts mais tout semblent indiquer, qu'en général, l'urbain soit au goût du jour, bref que les citoyens et les journalistes s'en préoccupent de plus en plus.

3.2 Les catégories dans les articles retenus

Compte tenu de la méthode de sélection des articles plus pertinents d'un point de vue d'analyse urbaine, la comparaison ne peut qu'être indicative.

En comparaison avec les autres journaux, la distribution des articles analysés du Globe and Mail a été supérieure dans les catégories **développement social** et **sécurité publique**. En contrepartie, le Globe and Mail contenait moins d'articles dans les catégories **aménagement et infrastructure**, **patrimoine** et **finance et gouvernement**. Aussi, ces résultats montrent qu'il est sans aucun doute le journal le plus ouvert face aux enjeux sociaux. Il est à noter que le Globe and Mail dresse un excellent portrait de l'état de l'économie, de la finance ou du marché immobilier mais que les articles sur ces thèmes sont très descriptifs, et donc, qu'ils ont pas été moins retenus.

En ce qui concerne le National Post, il a recueilli, toutes proportions gardées, plus d'articles dans les catégories **aménagement et infrastructure**, **environnement** ainsi que dans **finance et**

gouvernement. Comme ce journal n'a été analysé que pour une période deux ans, et que pendant celles-ci les principaux dossier d'intérêt public ont surtout porté sur le sous-financement des métropoles et les lacunes au niveau des infrastructures, ce résultat n'est pas surprenant outre mesure. Cependant, la forte proportion des articles dans les catégories environnement laisse croire que ce journal privilégie au niveau des analyses ce type de dossier par rapport à son concurrent direct, à savoir le Globe and Mail, et à plus forte raison, les journaux francophones.

Pour les journaux La Presse et Le Droit, il y a plus d'articles analytiques dans les catégories **économie** et **patrimoine** que dans les deux précédents. Cependant, la part des articles dans la catégorie **environnement** est beaucoup plus faible. L'hypothèse que les francophones s'en préoccupent moins est donc lancée. De plus, la métropole montréalaise est l'objet d'une mobilisation intense autour de projets de relance son économie. De même, le patrimoine architectural est plus diversifié qu'ailleurs au pays et les groupe de pression ou défenseurs de cette cause sont certainement plus nombreux et influents.

Au total, les enjeux classés dans la catégorie **aménagement et infrastructure** sont les plus nombreux. Ensuite, la distribution indique que la catégorie **finance et gouvernement** vient au deuxième rang. À l'autre bout de l'échelle, les catégories **loisir et culture** (7^e) et **sécurité publique** (8^e) sont les plus faibles pour les trois journaux. Les résultats relatifs aux autres catégories ne sont pas aussi équivoques. Toutefois, d'un point de vue global, il est possible d'affirmer que le classement des enjeux selon leur importance place la catégorie **économie** au troisième rang, suivi de **développement social** (4^e), **environnement** (5^e) et **patrimoine** (6^e).

3.3 La localisation des enjeux

Au niveau des villes, Toronto récolte la palme. En effet, la plus grande métropole du pays est l'objet d'une part très importante d'articles. Outre le fait que cette ville soit le théâtre d'enjeux de premier plan et que tous les regards se dirigent vers elle, ce résultat est explicable par le fait que le Globe and Mail s'y intéresse particulièrement et, surtout, que la base donnée consultée pour le National Post contenait l'édition torontoise, ce qui entraîne un biais majeur étant donné qu'il a été sélectionné pour sa capacité de rendre compte des réalités urbaines dans l'Ouest canadien. Aussi, La Presse et Le Droit, comparent souvent Ottawa ou Montréal à la Ville-Reine.

Il serait ardu de stipuler sur un ordre spécifique dans la localisation des enjeux. Si Toronto et Montréal, de par leur taille, sont dans une classe à part, alors on peut dire que les villes de Vancouver, Winnipeg et Calgary forment une deuxième classe. Dès lors, il est possible de former une troisième classe résiduelle composée d'Ottawa, Edmonton, Regina et Québec. En effet, celle-ci n'est l'objet que d'une infime portion des articles analytiques.

CONCLUSION

En somme, nous pouvons tirer deux grandes conclusions à partir du portrait de la couverture des enjeux de gouvernance par les quatre journaux canadiens. En premier lieu, au cours des deux dernières années, les articles ont gagné en fréquence et en profondeur d'analyse. Cela n'est pas une surprise dans la mesure où le système urbain canadien, dans le contexte de la mondialisation, est

soumis à de fortes tensions. En effet, les enjeux relatifs à la restructuration de l'économie, et ses effets sur la qualité de vie des citoyens ainsi que sur le cadre bâti, se manifestent avec plus d'intensité dans les métropoles. De plus, les fusions municipales s'inscrivent dans une stratégie de réaménagement territorial du développement ; elles invitent à la réflexion, aux prises de position et donc, la médiatisation. L'augmentation de la participation d'« experts » et de « sages » aux débats est également une tendance lourde.

En second lieu, si l'on procède d'une vision d'ensemble, toutes les dimensions relatives à la problématique urbaine sont l'objet d'articles et d'analyses. Cette étude a démontré que les tendances économiques, sociales, environnementales et d'action collective sont suivies avec assiduité par les quatre quotidiens. D'ailleurs, le Toronto Star, qui n'a pas fait partie de l'étude, a lancé une section spéciale portant uniquement sur les villes au début de 2002 :

«The Star has launched a year-long reporting campaign, New Deal for Cities, detailing the plight of Canadian cities and reasons why the federal and provincial governments should give urban centres more money, power and recognition ».

La Presse, avec son cahier Montréal Plus, est un autre exemple de l'augmentation de l'intérêt des médias écrits pour les questions urbaines.

⁹³

The Toronto Star (consulté le 10 février 2001) [En ligne]. Adresse URL : <http://www.thestar.com/>